

Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

VOLUME 3

DEMANDE 52

Avril 2015



*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 52

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2014-2015. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2015-2016.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
01 - Bas-Saint-Laurent	2014-2015 : 3 rencontres : 16 mai 2014, 17 octobre 2014 et 5 décembre 2014, toutes à Rimouski. Le procès-verbal de la rencontre du 5 décembre 2014 n'est pas joint car non adopté.
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	2014-2015 : 3 rencontres : 2 avril 2014, 25 août 2014 et 17 novembre 2014, toutes à Saguenay. Le procès-verbal de la rencontre du 17 novembre 2014 n'est pas joint car non adopté.
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	2014-2015 : 4 rencontres : 6 juin 2014, 12 septembre 2014, 21 novembre 2014 et 20 mars 2015, toutes à Trois-Rivières. Les procès-verbaux des rencontres du 21 novembre 2014 et du 20 mars 2015 ne sont pas joints car non adoptés.
05 - Estrie	2014-2015 : 2 rencontres : 2 mai 2014 et 30 janvier 2015, toutes à Sherbrooke. Le procès-verbal de la rencontre du 30 janvier 2015 n'est pas joint car non adopté.
06 - Montréal	2014-2015 : 3 rencontres : 16 septembre 2014, 25 novembre 2014 et 10 février 2015. Le procès-verbal de la rencontre du 10 février 2015 n'est pas en joint car non adopté.
07 - Outaouais	2014-2015 : 2 rencontres : 20 octobre 2014 et 26 janvier 2015, toutes à Gatineau. Le procès-verbal de la rencontre du 26 janvier 2015 n'est pas joint car non adopté.
08 - Abitibi-Témiscamingue	2014-2015 : 3 rencontres : 19 septembre 2014, 21 novembre 2014 et 23 janvier 2015 toutes à Rouyn-Noranda. Le procès-verbal de la rencontre du 23 janvier 2015 n'est pas joint car non adopté.
09 - Côte-Nord	2014-2015 : 4 rencontres : 27 mai 2014 (Sept-Îles), 17 juin 2014 (conférence téléphonique), 12 novembre 2014 (Sept-Îles) et 4 février 2015 (visio conférence). Le procès-verbal de la rencontre du 4 février 2015 n'est pas joint car non adopté.
10 - Nord-du-Québec	2014-2015 : 3 rencontres : 6 novembre 2014 (Chibougamau), 10 février 2015 (conférence téléphonique), 11 mars 2015 (conférence téléphonique). Le procès-verbal de la rencontre du 11 mars 2015 n'est pas joint car non adopté.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 52

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2014-2015. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2015-2016.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2014-2015 : 4 rencontres : 2 octobre 2014 (Gaspé), 4 décembre 2014 (Carleton-sur-Mer), 15 janvier 2015 (conférence téléphonique) et 16 mars 2015 (conférence téléphonique). Les procès-verbaux des rencontres du 15 janvier 2015 et du 16 mars 2015 ne sont pas joints car non adoptés.
12 - Chaudière-Appalaches	2014-2015 : 4 rencontres : 6 juin 2014 (St-Romuald), 3 octobre 2014 (Saint-Agapit), 5 décembre 2014 (Sainte-Marie), 6 mars 2015 (Saint-Romuald). Le procès-verbal de la rencontre du 6 mars 2015 n'est pas joint car non adopté.
13 - Laval	2014-2015 : 2 rencontres : 9 décembre 2014 et 10 mars 2015. Le procès-verbal de la rencontre du 10 mars 2015 n'est pas joint car non adopté.
14 - Lanaudière	2014-2015 : 2 rencontres : 8 octobre 2014 et 17 décembre 2014, toutes à Joliette. Le procès-verbal de la rencontre du 17 décembre 2014 n'est pas joint car non adopté.
15 - Laurentides	2014-2015 : 4 rencontres : 12 mai 2014 (Sainte-Adèle), 8 septembre 2014 (Saint-Jérôme), 11 novembre (Saint-Jérôme) et 3 février 2015 (Saint-Jérôme). Le procès-verbal de la rencontre du 3 février 2015 n'est pas joint car non adopté.
16 - Montérégie	2014-2015 : 3 rencontres : 16 juin 2014, 1 ^{er} octobre 2014 et 10 décembre 2014, toutes à Longueuil. Le procès-verbal de la rencontre du 10 décembre 2014 n'est pas joint car non adopté.
17 - Centre-du-Québec	2014-2015 : 4 rencontres : 4 juin 2014 (Nicolet), 3 octobre 2014 (Bécancour), 12 décembre 2014 (Bécancour) et 20 février 2015 (visioconférence). Le procès-verbal de la rencontre du 20 février 2015 n'est pas joint car non adopté.

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 16 mai 2014, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski*

Ordre du jour

- | | |
|---------|---|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 14 FÉVRIER ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE 2012-2020, STRATÉGIE DE MISE EN VALEUR DU FLEUVE SAINT-LAURENT ET STRATÉGIE DE MISE EN VALEUR DU TOURISME HIVERNAL (45 MINUTES)
Mme Élise Deschênes, Tourisme Québec |
| 10 h | 5. STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE TOURISTIQUE AU BAS-SAINT-LAURENT 2014-2020 (30 MINUTES)
M. Pierre Laplante, ATR Bas-Saint-Laurent |
| 10 h 30 | PAUSE |
| 10 h 45 | 6. PRÉSENCE DU MINISTRE RÉGIONAL À LA CAR ET TOUR DE TABLE SUR LES ENJEUX MINISTÉRIELS (30 MINUTES) |
| 11 h 15 | 7. TRAGÉDIE DE L'ISLE-VERTE (30 MINUTES)
M. Jacques Bélanger, MSP |
| 11 h 45 | 8. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ (15 MINUTES) À CONFIRMER
M. Gérald Beaudry, CRÉBSL |
| 12 h | 9. AUTRES SUJETS |
| 12 h 10 | 10. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h 15 | 11. LEVÉE DE LA RÉUNION |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 16 MAI 2014, DÈS 9 H
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE DU MELS, À RIMOUSKI**

Sous la présidence de :

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMOT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

Ont participé :

SHQ	M. Michel Alain	MIDI	Mme Pascale Gagnon
CRÉ	M. Gérard Beaudry	MEIE	M. Denis Goulet
IQ	Mme Lucie Beaulieu	OPHQ	M. Léandre Lagacé
	Mme Dominique Chaussé	MCC	M. Louis Landry
MELS	M. Gérard Bédard	ATR	M. Pierre Laplante
MAPAQ	Mme Josée Blais	ASSS	Mme Isabelle Malo
MDDECC	M. Jules Boulanger	MFFP	M. Paul St-Laurent
CSPQ	Mme Marie-Andrée Carbonneau	MTQ	Mme Lise Therriault
CSF	Mme Christine Chabot	MAPAQ	M. Michel Riendeau
CNT	M. Christian Fournier		

Invitée :

Mme Chantale Ouellet, MTO

Était aussi présente :

Mme Nancy Robichaud, MAMOT, secrétaire de la CAR.

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

M. Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes. Il rappelle que le ministère tient des CAR carboneutres. Ainsi, un tableau indiquant le moyen de transport utilisé et le nombre de kilomètres parcourus est à compléter.

Chaque participant est invité à se présenter.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Le point *Élection d'un nouveau gouvernement* est ajouté au point 9 *Autres sujets*.

3. Adoption du compte rendu du 14 février 2014 et suivi

M. Julien précise que le compte rendu a été transmis. Il est conforme aux échanges.

Suivi

Avis sur les femmes dans les métiers de la construction

Mme Chabot a vérifié la proportion des emplois du secteur de la construction comparativement aux emplois totaux. Ainsi, au Québec, le secteur de la construction représente 12 % des emplois totaux. De ce nombre, 1,3 % des emplois sont occupés par des femmes qui exercent des métiers de la construction. Toutefois, près de 90 % des femmes qui travaillent dans l'industrie de la construction exercent une profession reliée à l'administration. Au Bas-Saint-Laurent, 0,7 % des emplois dans les métiers de la construction sont exercés par des femmes. Au Bas-Saint-Laurent, le secteur de l'industrie primaire – Transformation – Construction, représente 6,3 % des emplois totaux de la région. Les hommes occupent 10,8 % de ces emplois et les femmes 1,4 %. Un document explicatif est joint au compte rendu.

Nouvel indice de vitalité

Le nouvel indice ne sera pas disponible ce printemps mais plutôt à l'automne 2014.

4. Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020, Stratégie de mise en valeur du fleuve Saint-Laurent et Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal

Plan de développement de l'industrie touristique (PDIT) 2012-2020

Mme Chantal Ouellet souligne que selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), au cours des soixante dernières années, le tourisme a connu une phase d'expansion et de diversification continue pour devenir un des secteurs économiques les plus importants et les plus dynamiques au monde. Cette croissance a été l'occasion de voir apparaître de nombreuses nouvelles destinations. Face à une telle concurrence, les pays d'économie avancée doivent redoubler d'efforts afin d'aller chercher leur part des recettes touristiques mondiales. Or, le Canada ne profite pas de cette croissance. Le pays compte de plus en plus sur le tourisme intérieur. Depuis 2005, le tourisme a connu une croissance plus marquée au Québec qu'ailleurs au Canada. Cette croissance résulte essentiellement du marché intérieur. Le Québec peine aussi à tirer profit de la croissance internationale. Entre 2007 et 2011, le volume de touristes au Bas-Saint-Laurent est passé de 838 000 à 890 000 et les dépenses sont passées de 137 M\$ à 175 M\$.

De portée gouvernementale, le PDIT, dont le cadre financier s'établit à 111 M\$, a été lancé le 28 mai 2012. Il vise à faire du tourisme une industrie performante, innovante et durable qui exerce un effet de levier sur le développement économique du Québec en offrant une destination originale et incontournable aux clientèles internationale, canadienne et québécoise. Les cinq axes d'intervention sont les suivants :

- Miser sur la synergie des partenaires;
- Développer et renforcer des produits de calibre international;
- Accroître l'investissement privé et stimuler l'innovation;
- Enrichir l'accueil et améliorer l'accès à la destination;
- Renouveler l'image de marque et les activités de promotion à l'étranger.

Stratégie de mise en valeur du fleuve Saint-Laurent

Cette stratégie vise à faire du Saint-Laurent une icône touristique de calibre international, qui fera la fierté des Québécois, jouira d'une notoriété auprès des clientèles étrangères et bénéficiera d'un développement durable aux retombées économiques considérables.

Sept produits prioritaires sont visés soit croisières internationales, croisières fluviales et maritimes, croisières-excursions, observation des mammifères marins, sites naturels et patrimoniaux, nautisme et festivals et événements.

Les quatre axes d'intervention sont les suivants :

- Hausser l'attractivité des dix pôles du Saint-Laurent touristique et leurs produits prioritaires;
- Développer les produits maritimes stratégiques du Québec de façon durable;
- Relier entre eux les pôles du Saint-Laurent touristiques par des circuits terrestres et maritimes;
- Parfaire nos connaissances.

Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal

Cette stratégie vise à faire du Québec l'une des principales destinations touristiques hivernales mondiales en misant sur le développement d'une offre variée d'activités qui permettra aux visiteurs de vivre une expérience globale de l'hiver.

Quatre produits prioritaires sont visés soit : ski alpin/montagne, motoneige, festivals et événements et parcs nationaux.

Les deux axes d'intervention sont les suivants :

- Hausser l'attractivité des cinq zones d'activités hivernales et de leurs produits prioritaires;
- Développer les produits hivernaux stratégiques.

La présentation de Mme Ouellet est jointe au compte rendu. Aussi, il est possible de consulter les documents complets aux adresses suivantes :

<http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/publications-administratives/plan-dev-abrege.pdf>, <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/publications-administratives/strategie-saint-laurent.pdf>, <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/publications-administratives/StrategieHiver.pdf>

Enfin, les personnes intéressées peuvent consulter l'Infolettre de Tourisme Québec à l'adresse suivante : <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/bulletins/tq-en-action/2014-10-03/index.html>. Cet outil vise à informer rapidement les partenaires de l'industrie touristique des actions, des programmes, et toute autre nouvelle qui interpelle l'industrie touristique québécoise.

5. Stratégie de développement de l'offre touristique au Bas-Saint-Laurent 2014-2020

M. Pierre Laplante précise que la région touristique du Bas-Saint-Laurent couvre le territoire des MRC du Kamouraska, Témiscouta, des Basques, de Rivière-du-Loup, Rimouski-Neigette et la moitié de la MRC de La Mitis (jusqu'à Sainte-Flavie). Le secteur touristique est l'un des plus importants au Bas-Saint-Laurent. Par ailleurs, M. Laplante souligne qu'une *Entente de partenariat régional en tourisme* est en vigueur jusqu'au 31 mars 2015. Dotée d'une enveloppe de 1 170 000 \$ sur trois ans, cette entente permet de financer divers projets en lien avec la Stratégie.

Par celle-ci, Tourisme Bas-Saint-Laurent s'engage à positionner, d'ici 10 ans, le Bas-Saint-Laurent comme une destination de calibre international par la mise en valeur des spécificités maritimes et nautiques de son produit touristique.

Le positionnement repose sur les éléments suivants :

- Le fleuve Saint-Laurent;
- La découverte et l'exploitation des milieux maritimes et nautiques;
- L'accessibilité au fleuve, aux lacs et aux rivières;
- La mise en valeur des villages pittoresques, des îles du Saint-Laurent, des aménagements récréotouristiques, des événements mettant en valeur le milieu.

Huit orientations stratégiques ont été retenues :

- Confirmer et augmenter la notoriété du Bas-Saint-Laurent;
- Améliorer l'offre touristique du Bas-Saint-Laurent en soutenant le développement;
- Consolider les acquis lorsque le produit répond aux attentes des clientèles touristiques;
- Encourager l'amélioration du service d'accueil et d'information touristique régional;
- Accroître les retombées économiques du tourisme en région;

- Favoriser l'augmentation des investissements publics et privés dans le développement de l'offre touristique régionale;
- Développer nos secteurs prioritaires à fort potentiel;
- Assurer la croissance et la pérennité de l'industrie touristique et des communautés directement touchées par le tourisme.

Les secteurs et produits prioritaires sont les suivants :

- Tourisme maritime : Produit – Fleuve Saint-Laurent;
- Tourisme de nature et de plein air : Produit nautique et produit tourisme en milieu naturel;
- Tourisme culturel : Produit culture et patrimoine, produit agrotourisme et produit festivals et événements.

Des actions soutiennent la Stratégie :

- Développement et structuration de l'offre;
- Accueil et information touristique;
- Promotion et commercialisation;
- Ressources humaines;
- Recherche et développement;
- Financement.

6. Présence du ministre régional à la CAR et tour de table sur les enjeux ministériels

M. Julien souligne que le Décret concernant la reconnaissance des CAR précise que les membres de la CAR rendent compte périodiquement au ministre responsable de la région de l'état d'avancement des dossiers régionaux. En ce sens, M. Jean D'Amour sera invité à participer, une fois l'an.

7. Tragédie de L'Isle-Verte

M. Bélanger étant absent, ce point n'est pas traité.

8. Point d'information de la CRÉ

Réductions budgétaires

M. Gérald Beaudry souligne que des réductions budgétaires sont à prévoir. En ce sens, le renouvellement des ententes spécifiques est incertain.

Projet éolien bas-laurentien

Un consortium formé par les huit MRC du Bas-Saint-Laurent et la Première Nation Malécite de Viger sera bientôt créée. Ces partenaires se sont associés afin de participer à l'appel d'offres pour l'achat d'électricité provenant de parcs éoliens communautaires. Grâce à ce regroupement, le consortium devrait posséder 50 % des parts de tout projet issu du Bas-Saint-Laurent et ainsi récolter une part importante des bénéfices.

Les parcs éoliens qui seront retenus par Hydro-Québec Distribution seront construits et gérés en partenariat avec des entreprises privées. Des promoteurs privés devront présenter à la population leurs projets afin notamment d'en mesurer le degré d'acceptabilité sociale.

Une partie des profits générés par les activités éoliennes réalisées par le consortium serviront à mettre en place un fonds de développement régional qui sera géré par la CRÉ.

Dossier Énergie

Une rencontre d'information à l'intention des élus sur le transport de pétrole se tiendra le 28 août 2014. L'objectif de cette activité est d'informer les élus sur le transport du pétrole et sur les risques y étant associés.

Orléan Express – Kéolis

M. Beaudry mentionne qu'Orléans Express a demandé à la Commission des transports du Québec (CTQ) de modifier l'horaire de certains trajets et d'abandonner certains services de transport interurbain. La CTQ entendra les citoyens et rendra sa décision. M. Beaudry souligne que toute la question du transport collectif est à revoir.

9. Autres sujets

Élection d'un nouveau gouvernement

Les priorités du nouveau gouvernement sont notamment l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette. Dans ce contexte, les ministères et organismes gouvernementaux feront face à des défis budgétaires importants. Les programmes seront revus et des coupures sont à prévoir. Également, les structures de plusieurs ministères ont été modifiées. À cet effet, M. Gérard Bédard mentionne que le gouvernement s'est engagé auprès de la population à recentrer la mission éducative du MELS. À cet effet, la première mesure consiste à abolir un palier de gestion que sont les directions régionales (ce qui représente environ 120 emplois, dont huit à Rimouski). M. Bédard invite les directeurs régionaux à examiner la possibilité d'accueillir ces personnes.

10. Prochaine rencontre

Comme prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion de la CAR se tiendra le vendredi 17 octobre 2014, dès 9 h.

11. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h 15.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 17 octobre 2014, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski*

Ordre du jour

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 16 MAI 2014 ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT - ÉQUIPEMENTS DE BUREAU
ACCESSIBLES AUX PERSONNES HANDICAPÉES (45 MINUTES)
M. Léandre Lagacé, OPHQ |
| 10 h | PAUSE |
| 10 h 30 | 5. POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ 3
M. Gilles Julien, Mmes Monique Bellavance et Nancy Robichaud,
MAMOT |
| 11 h 15 | 6. TOUR DE TABLE SUR LES ENJEUX GOUVERNEMENTAUX ET
MINISTÉRIELS |
| 12 h | 7. AUTRES SUJETS |
| 12 h 10 | 8. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h 15 | 9. LEVÉE DE LA RÉUNION |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 17 OCTOBRE 2014, DÈS 9 H
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE DU MELS, À RIMOUSKI**

Sous la présidence de :

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMOT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

Ont participé :

IQ	Mme Lucie Beaulieu	ATR	M. Pierre Laplante
MELS	M. Gérard Bédard	MCE-Aff Autoc.	Mme Céline Létourneau
CSST	M. Marcel Bérubé	ASSS	Mme Isabelle Malo
MAPAQ	Mme Marie-Josée Blais	Bureau ministre	
MDDELCC	M. Jules Boulanger	Jean D'Amours	Mme Solange Morneau
CSPQ	Mme Marie-Andrée Carbonneau	MAPAQ	Mme Isabelle Poirier
MIDI	Mme Pascale Gagnon	MESS	Mme Christiane Rioux
MEIE	M. Denis Goulet	MTQ	Mme Lise Theriault
OPHQ	M. Léandre Lagacé	MCC	M. Louis Landry

Étaient aussi présentes :

Mme Monique Bellavance, MAMOT
Mme Nancy Robichaud, MAMOT, secrétaire de la CAR

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

M. Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes. Il souhaite la bienvenue à M. Marcel Bérubé de la CSST, à Mme Solange Morneau représentante du ministre Jean D'Amours et à Mme Céline Létourneau du MCE – Affaires autochtones qui se joignent à la CAR pour la première fois. Chaque participant est invité à se présenter. M. Julien rappelle que le ministère tient des CAR carboneutres. Ainsi, un tableau indiquant le moyen de transport utilisé et le nombre de kilomètres parcourus est à compléter.

M. Louis Landry prend sa retraite aujourd'hui, après 41 ans à l'emploi du gouvernement du Québec. Il souligne la qualité des collaborations professionnelles qu'il a eues au cours de ces années. Mme Hélène Latérière, actuelle directrice régionale de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, prendra le relais, à compter du 20 octobre prochain.

Également, M. Denis Goulet prendra sa retraite le 7 novembre 2014. Il remercie les membres de la CAR pour leur collaboration au cours de ses années à l'emploi du MEIE.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Le point 7 *Autres sujets* demeure ouvert.

3. Adoption du compte rendu du 16 mai 2014 et suivi

M. Julien précise que le compte rendu a été transmis. Il est conforme aux échanges.

Suivi

M. Jean D'Amour, ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent assistera, à moins d'un imprévu, à notre rencontre du 15 mai 2015.

4. Guide d'accompagnement équipements de bureau accessibles aux personnes handicapées

M. Léandre Lagacé de l'OPHQ rappelle qu'en vertu de l'article 61.3 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, les ministères et les organismes publics qui emploient au moins 50 personnes, les agences de la santé et des services sociaux et toutes les municipalités doivent tenir compte dans leur processus d'approvisionnement lors de l'achat ou de la location de biens et de services, de leur accessibilité aux personnes handicapées. De plus, en vertu de l'article 61.1 de cette même loi, ces organisations doivent adopter un plan d'action identifiant les obstacles à l'intégration des personnes handicapées et les mesures prises dans le but de les réduire. Seules les municipalités de moins de 15 000 habitants ne sont pas assujetties à l'article 61.1.

L'article 61.3 est en lien avec d'autres dispositions législatives, dont la Loi sur le développement durable, la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics, la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, etc.

M. Lagacé indique que le CSPQ, de par son rôle central dans le processus d'acquisition des organisations publiques, constitue un partenaire majeur en vue d'une application généralisée de l'article 61.3. L'OPHQ travaillera de concert avec le MEIE, au cours des prochains mois, afin d'inciter les entreprises québécoises à développer, produire et rendre disponibles des produits et services accessibles.

L'approvisionnement accessible, tel que conçu par l'Office, prend en compte l'accessibilité aux personnes handicapées des biens et des services achetés ou loués autant pour le public que pour le personnel et les utilisateurs. Cela peut se traduire, par exemple, en priorisant l'achat ou la location de biens et de services accessibles aux personnes handicapées, mais également utilisables par le plus grand nombre possible de personnes.

Des outils sont mis à la disposition des partenaires tels le bulletin, l'Approvisionnement accessible, l'Encart 61.3, le site web : Services accessibles (<http://www.formation.ophq.gouv.qc.ca>) et le Guide d'accompagnement – Volet équipements de bureau. Ce dernier a pour objectif de sensibiliser les organisations aux réalités rencontrées par les personnes handicapées et doter les organisations d'un outil concret et convivial apte à faciliter l'acquisition de biens et de services accessibles. Un deuxième Guide d'accompagnement – Volet Mobilier urbain accessible est en cours d'élaboration.

Notons qu'en 2011, 33 % des Québécois avaient une forme d'incapacité. Parmi ceux-ci, 10 % avaient une incapacité majeure.

Mme Isabelle Malo félicite l'OPHQ de cette initiative et souligne la qualité des outils produits. Elle suggère de diffuser ces informations aux grands groupes d'achat. À cet effet, M. Lagacé souligne que des formations ont été dispensées aux chargés de projet du CSPQ qui élaborent les appels d'offres.

La présentation de M. Lagacé est jointe au compte rendu.

5. Politique nationale de la Ruralité (PNR) 3

M. Gilles Julien et Mmes Monique Bellavance et Nancy Robichaud présentent la PNR 3. Assortie d'une enveloppe de 470 M\$ sur 10 ans, la Politique nationale de la ruralité 2014-2024 prévoit des moyens pour appuyer les communautés rurales dans leurs efforts de développement. Au nombre de ces moyens, notons :

- 340 M\$ pour le renouvellement des pactes ruraux;
- 63,5 M\$ pour la mise en place des « pactes plus », qui permettront aux MRC de s'investir à plus long terme, en collaboration avec leurs partenaires territoriaux, dans des domaines d'avenir pour leur territoire;
- 49 M\$ pour le renforcement du réseau des agents de développement rural, dont une partie sera spécifiquement affectée à la revitalisation des milieux les plus en difficulté.

Le gouvernement accorde à Solidarité rurale du Québec un soutien financier de 8,5 M\$ sur dix ans, afin que l'organisme entreprenne un mandat renouvelé d'instance-conseil en matière de ruralité.

Cette politique repose sur un élément distinctif, soit la capacité des milieux ruraux à travailler sur une base intersectorielle. Elle vise également le développement multifonctionnel des territoires, la gouvernance participative et la complémentarité rurale-urbaine.

À l'instar des actions réalisées dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté, la CAR sera également impliquée dans la mise en œuvre de la PNR. Chacune des MRC est invitée à se doter d'un plan de travail sur cinq ans et d'un plan d'action annuel. Elles devront organiser une activité publique annuelle de participation citoyenne. Le MAMOT publiera, aux trois ans, un indice de développement économique basé sur trois variables soit la démographie, le marché du travail et le revenu. De plus, le ministère a développé un outil de mesure de la vitalité sociale. Les municipalités sont invitées à le compléter afin d'avoir un

portrait de leur vitalité, de se situer par rapport à l'ensemble des municipalités et d'identifier des actions pour pallier certaines lacunes. Une évaluation de mi-parcours sera réalisée afin d'arrimer la politique aux réalités territoriales et aux nouvelles connaissances.

Au Bas-Saint-Laurent, l'enveloppe du Pacte rural 2014-2015 est de 3 380 000 \$ et l'enveloppe dédiée à l'embauche des quinze agents ruraux est de 430 755 \$. Pour la période 2015-2024, l'enveloppe disponible pour les MRC souhaitant conclure des Pactes plus est de 5 870 000 \$.

La présentation est jointe au compte rendu.

6. Tour de table sur les enjeux gouvernementaux et ministériels

Les priorités du nouveau gouvernement sont notamment l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette. Dans ce contexte, les ministères et organismes gouvernementaux feront face à des défis budgétaires importants. La Commission de révision permanente des programmes a été mise en place. Ainsi, les programmes seront revus et les structures de ministères ont été ou seront modifiées :

- Les directions régionales du MELS ont été abolies. Cela vise 116 personnes au Québec. Parmi elles, 48 personnes sont à la recherche d'un emploi dont les neuf employés de Rimouski. M. Bédard invite les directeurs régionaux à examiner la possibilité d'accueillir ces personnes. Le 1^{er} décembre 2014, le bureau du MELS sera fermé.
- Les bureaux de Services Québec sont en voie d'être intégrés à ceux d'Emploi-Québec. Cette démarche est complétée à Amqui et Rivière-du-Loup, Saint-Pascal devrait déménager dans les locaux de la MRC à l'automne 2014. L'intégration des bureaux de Services Québec à Matane et à Rimouski a été mis sur la glace pour le moment.
- Le directeur régional du MIDI est responsable de neuf régions actuellement, car il fait l'intérim pour les régions de l'Outaouais, du Nord-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue, en plus d'être directeur régional pour les régions de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec (Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte Nord).
- Au MAPAQ, la Direction de l'enregistrement des entreprises agricoles sera créée. Une équipe composée de 14 personnes desservira la province. Cette direction aura pour mandat d'effectuer la mise à jour des dossiers agricoles des agriculteurs de l'ensemble du Québec.
- Le Ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional sera à Rivière-du-Loup, le 21 octobre 2014 dans le cadre d'une tournée des 17 régions administratives visant à rencontrer les acteurs et les partenaires économiques. Il sera notamment question de la mise en place d'Entreprises Québec, un guichet unique destiné aux entreprises. Par ailleurs, le 6 novembre 2014 se tiendra à Rivière-du-Loup, le Carrefour de la sous-traitance industrielle. Cette activité permettra notamment aux participants d'assister à des présentations sur les processus d'appel d'offres des grands donneurs d'ordres publics, parapublics et privés.
- M. Gabriel Laviolette a été nommé directeur régional du MTQ en remplacement de M. Richard Dionne. M. Laviolette est directeur pour les régions du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de Chaudière-Appalaches.
- Au MCC, Mme Hélène Latérière, actuelle directrice régionale de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, deviendra également directrice régionale du Bas-Saint-Laurent à compter du 20 octobre prochain.
- Le projet de loi prévoyant l'abolition des agences régionales de la santé sera présenté en commission parlementaire. Si celui-ci est adopté, il y aurait la création d'un centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) dans chaque région - sauf à Montréal. Le CISSS administrerait tous les établissements de santé du territoire. Au Bas-Saint-Laurent, le nombre d'entités distinctes passerait de onze à une.

Mme Solange Morneau souligne l'expertise constatée au sein des ministères et organismes gouvernementaux. Elle assure de son entière collaboration ainsi que de celle des représentants du ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent, M. Jean D'Amour.

7. Autres sujets

Aucun autre sujet n'est discuté.

8. Prochaine rencontre

La prochaine réunion de la CAR est devancée au 5 décembre 2014 à 9h. M. Julien rappelle que le calendrier des rencontres pour 2015 a été transmis. Il invite les membres à inscrire ces dates à leur agenda.

9. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h 15

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 5 décembre 2014, dès 9 h
Salle SS 14, 337 rue Moreault, Rimouski*

Ordre du jour

- | | |
|---------|---|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 17 OCTOBRE ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES HOMMES
DU BAS-SAINT-LAURENT
<i>Mme Christine Chabot, CSF</i> |
| 10 h 15 | PAUSE |
| 10 h 30 | 5. STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE VISANT À AUGMENTER LA PART DES
ALIMENTS DU QUÉBEC DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES –
RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC ET PLAN D'ACTION
<i>M. Michel Riendeau, MAPAQ</i> |
| 11 h | 6. PACTE FISCAL TRANSITOIRE ET NOUVELLE GOUVERNANCE
RÉGIONALE
<i>M. Gilles Julien, MAMOT</i> |
| 11 h 45 | 7. AUTRES SUJETS |
| 12 h | 8. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h 15 | 9. LEVÉE DE LA RÉUNION |



**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

Date : Le mercredi, 2 avril 2014 – de 9 h à 12 h

Lieu : MESS, salle Saguenay
210, rue des Oblats Ouest, Chicoutimi

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion – 9 h
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 11 décembre 2013
4. Présentation de la Commission de la construction du Québec
5. Suivi des travaux des comités
 - Dépôt de l'avis du comité interministériel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
6. Dépôt du premier bilan de réalisation du Plan d'action de la CAR
7. Mandat de concertation économique à la CAR
8. Présentation de la Politique nationale de la ruralité 2014-2024 (Jean Dionne)

PAUSE

9. Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : enjeux, réalisations et perspectives (Johanne Dumont)
10. Point d'information du directeur général de la CRÉ (Marc Dubé)
11. Affaires nouvelles
12. Fin de la rencontre – 12 h

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 2 avril 2014 de 9 h à 12 h

Emploi-Québec (MESS), salle Saguenay
210, rue des Oblats Ouest, Chicoutimi

Présences :

M^{mes} Annie Châteauvert, TQ
Audrey Bouchard, BANQ
Catherine Larouche, MTQ
Chantal-Anne Moreau, ASSS
Chantale Roberge, CCQ
Christine Chabot, CSF
Gladys Harvey, MFE
Johanne Dumont, SCF
Lison Rhéaume, MESS
Marie-Hélène Forest, EJ
Mireille Côté, CSPQ
Sylvie Denis, MAPAQ
Sylvie Poudrier, SAA
Violaine Lavoie, CSST

MM. David Blouin, OPHQ
Bruno Girard, MRN
Benoît Poulin, MAMROT
David Jean, MAMROT
Denis Leblanc, OQLF
Dominique Dufour, MAMROT
Jean Dionne, MAMROT
Marc Dubé, CRÉ
Michel-André Roy, MICC
Pierre Dassylva, MSP
Pierre A Gauthier, MAMROT
Sébastien Bédard, SCF

Sujet	Suivi
1. Ouverture de la réunion La réunion débute à 9 h 5 par le mot de bienvenue du président de la CAR. M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux nouveaux participants : M ^{me} Chantale Roberge de la Commission de la construction du Québec, M. Michel-André Roy du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. Denis Leblanc de l'Office québécois de la Langue française.	
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour M. Dionne procède à la lecture de l'ordre du jour de la rencontre. Un point est ajouté aux affaires nouvelles : offre de formation du CSPQ. L'ordre du jour est adopté avec cet ajout.	
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 11 décembre 2013 M. David Jean fait la lecture des points de suivi inscrits au compte rendu de la rencontre du 11 décembre 2013. Le compte rendu est adopté sans modification.	
4. Présentation de la Commission de la Construction du Québec M. Dionne invite M ^{me} Chantale Roberge, directrice régionale à la CCQ, à présenter son organisation. M ^{me} Roberge dresse un portrait sommaire de l'industrie de la construction dans la région, définit les rôles et mandats de la CCQ, les grands principes de la Loi R-20 et les bonnes pratiques de donneurs d'ouvrages. Le document « Séance d'information aux donneurs d'ouvrage de travaux de construction » est joint au compte rendu.	
5. Suivi des travaux des comités ➤ Comité occupation et vitalité des territoires Le comité s'est réuni à plusieurs reprises pour travailler au mandat de concertation économique donné à la CAR. Le résumé des travaux du comité sera couvert au point 7. ➤ Comité desserte des services gouvernementaux Le comité chargé d'organiser le Forum de la fonction publique régionale a terminé ses travaux avec le dépôt d'une recommandation à la CAR et la diffusion d'un journal « L'écho du Forum ». M ^{me} Lison Rhéaume présente les résultats de l'édition de janvier, l'appréciation de l'activité, les propositions d'amélioration et les suites de l'exercice. Le comité propose à la CAR de : ➤ Tenir une deuxième édition du forum en janvier 2015 sous une nouvelle thématique; ➤ Répéter l'activité de soulignement des 25 années de service; ➤ Répéter l'activité de soulignement des bons coups sous une	

<p>formule renouvelée;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintenir le mode de financement actuel sous la forme d'une contribution volontaire des MO au fonds de roulement du Forum et un coût d'inscription par participants. <p>Les participants discutent de ces recommandations et concluent de reconduire l'événement pour janvier 2015.</p> <p>M^{me} Mireille Côté complète en présentant le journal et en précisant que celui-ci sera diffusé à l'ensemble des gestionnaires et des participants à l'exercice.</p> <p>Une lettre de remerciement au nom de la CAR sera adressée à l'ensemble des membres du comité organisateur. À cet égard, on souligne la contribution exceptionnelle de la présidente de l'événement, M^{me} Francine Harvey, et de la coordonnatrice, M^{me} Mireille Côté.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comité développement économique et emploi M^{me} Gladys Harvey mentionne que les membres du comité ont participé à une rencontre conjointe avec le comité aménagement sur les aires protégées. Le comité n'a pas tenu d'autre rencontre depuis la dernière rencontre de la CAR. Les membres ont été particulièrement sollicités en regard du mandat de concertation économique régional. ➤ Comité aménagement du territoire M. Pierre A Gauthier, en remplacement de M. Daniel Tremblay, mentionne que le comité a tenu une rencontre de mise à niveau sur la démarche d'implantation des aires protégées dans la région. Une rencontre est prévue prochainement avec la MRC du Fjord-du-Saguenay afin d'aborder les projets de développement de celle-ci et l'implication envisagée des MO. ➤ Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie M^{me} Chantal-Anne Moreau mentionne que le comité a été particulièrement actif puisqu'il a tenu, le 28 mars dernier, un Forum régional sur les saines habitudes de vie. Cet événement a réuni près de 150 participants du milieu, dont plusieurs élus. M^{me} Moreau ajoute que l'Agence est en rédaction du second Plan d'action pour la promotion des saines habitudes de vie, dont la date de remise est prévue pour le 30 avril prochain. L'organisme Québec en forme pourrait en financer une partie. Le prochain plan d'action va inclure les actions interministérielles inscrites au Plan d'action de la CAR 2012-2015. ➤ Comité interministériel sur la condition féminine M^{me} Christine Chabot mentionne que le comité a préparé un avis adressé à la CAR, dans lequel on propose d'intégrer le principe d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment via l'outil d'analyse différenciée selon le sexe (ADS), dans la réalisation des actions inscrites au Plan d'action. M^{me} Chabot invite les participants à prendre connaissance de la lettre, dont copie est jointe au présent compte rendu, et rappelle que le comité est disponible pour jouer un rôle d'accompagnement. M^{me} Chabot ajoute que le comité a tenu six Café-Égalité en mars, rejoignant une centaine de personnes autour de la thématique : « L'égalité interpelle-t-elle les hommes?... Et les femmes, elles? ». ➤ Comité engagement jeunesse M^{me} Lison Rhéaume explique que les priorités d'action d'Engagement Jeunesse pour la prochaine année ont été analysées le 1^{er} avril dernier par un sous-comité du comité directeur. Étant donné la fin potentielle de la mesure au 31 mars 2015, il est important d'assurer la pérennité des actions, plus particulièrement du déploiement des démarches liées au passage à la vie adulte (PCA et TÉVA). Des scénarios ont été envisagés concernant le remplacement de M^{me} Marie-Hélène Forest en août 2014. ➤ Comité tourisme, nature et culture M. David Jean, en remplacement de M. Réjean Goudreau, mentionne que les membres du comité ont été particulièrement sollicités à l'égard du mandat de concertation économique régionale. Une prochaine rencontre est prévue au printemps. 	
<p>6. Dépôt du premier bilan de réalisation du Plan d'action de la CAR 2012-2015</p> <p>M. David Jean présente le premier bilan de réalisation du Plan d'action de la CAR. Le document, dont copie est jointe, fait état des actions interministérielles qui ont été réalisées depuis son adoption. M. Jean invite les participants à compléter celui-ci. Il est convenu qu'un bilan de réalisation actualisé sera déposé à chacune des séances.</p>	

<p>7. Mandat de concertation économique à la CAR</p> <p>M. Jean Dionne explique aux participants que le ministre responsable de la région a donné un mandat à la CAR afin de réaliser un exercice de concertation au niveau économique. L'exercice a pour objectif de dégager de nouvelles orientations économiques à la région. Le comité OVT, auquel le MAPAQ s'est ajouté, s'est réuni à plusieurs reprises pour proposer une démarche de consultation et un cahier préparatoire qui fera état de chacun des secteurs économiques de la région.</p>	
<p>8. Présentation de la Politique nationale de la ruralité 2014-2024</p> <p>M. Dionne présente le document « Politique nationale de la ruralité 2014-2024 Une approche intersectorielle pour agir ensemble au sein de la MRC! », qui fait partie intégrante du compte-rendu. Il souhaite que les MO touchés par la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité désignent un répondant.</p> <p>M. Benoît Poulin, conseiller responsable de la ruralité à la direction régionale, entrera en contact avec les répondants afin de tenir une rencontre technique sur la politique. Ces répondants entameront une réflexion sur la meilleure méthode de travail et proposeront un mécanisme de collaboration interministériel en matière de ruralité à la CAR.</p>	<p>Benoît Poulin : Entrer en contact avec les répondants ruralité désigné</p>
<p>9. Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : enjeux, réalisations et perspectives</p> <p>M^{me} Johanne Dumont, sous-ministre adjointe au secrétariat à la condition féminine, accompagné de M. Sébastien Bédard, adjoint, présente le Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015. Le document de présentation « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : enjeux, réalisations et perspectives » est joint au compte rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>La présentation du Plan d'action cible en grande partie les inégalités à lesquelles sont confrontés les femmes. M^{me} Dumont a précisé au passage que les réalités auxquelles sont confrontées les hommes (décrochage scolaire, détresse psychologique, suicide, etc.) sont bien réelles. Ces réalités sont actuellement prises en charge par les ministères concernés mais ne s'inscrivent pas dans la politique gouvernementale en matière d'égalité ainsi que dans les plans d'action qui en découlent, car elles ne proviennent pas d'une discrimination systémique à l'endroit des hommes. En d'autres termes, il y a des réalités masculines, mais il n'y a pas de "condition masculine".</p>	
<p>10. Point d'information du directeur général de la CRÉ</p> <p>M. Marc Dubé fait état des ententes spécifiques en processus de négociation et de signature. Il mentionne que le processus de renouvellement du Plan quinquennal de développement est en cours; les travaux se concentrent actuellement dans le secteur de l'innovation sociale et le développement social.</p>	
<p>11. Affaires nouvelles</p> <p>11.1 Formation – CSPQ :</p> <p>M^{me} Mireille Côté présente deux offres de formation offertes par la CSPQ : « L'intergénération; l'union des gens de valeurs! », animée par M^{me} Marie Doye et à l'intention des gestionnaires « On dirige comme on est », animé par M. Laurent Lapierre.</p>	
<p>12. Prochaine rencontre</p> <p>La date de la prochaine rencontre de la CAR fera l'objet d'une convocation au courant du printemps 2014.</p>	
<p>13. Fin de la rencontre</p> <p>La rencontre se termine à 12 h 15.</p>	



**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN
COMITÉ ÉLARGI - OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES**

Date : Le lundi, 25 août 2014 – de 9 h 30 à 11 h

Lieu : Auberge des 21
621, rue Mars, à La Baie

Ordre du jour

1. Arrivée du premier ministre et responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean ou de ses représentants (9 h 30)
(Café, jus et rencontres informelles avec les participants)
2. Ouverture de la rencontre (Jean Dionne) (9 h 45)
3. Intervention du premier ministre et responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean ou de ses représentants (9 h 50)
4. Présentation des participants et tour de table (10 h)
5. Plan d'action de la CAR (10 h 40)
 - L'occupation et la vitalité des territoires
 - L'adoption de saines habitudes de vie
 - La diversification économique régionale
 - Proposition de forum économique régional
 - La mise en valeur des ressources naturelles et la protection de l'environnement
 - La présence de la fonction publique en région
 - Le forum de la fonction publique régionale
 - La présence de la fonction publique en région
 - La culture, la nature et le tourisme
6. La concertation régionale (10 h 55)
 - La CRÉ et les partenaires régionaux
7. Fin de la rencontre (11 h)

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02) Comité élargi – Occupation et vitalité des territoires

Tenue le 25 août 2014 de 9 h 30 à 11 h à l'Auberge des 21
621, rue Mars, La Baie

Présences :

MM. Philippe Couillard, premier ministre et
responsable de la région
Serge Simard, député de Dubuc
Alain Thibeault, MFFP
Daniel Tremblay, MERN
David Jean, MAMOT
Donald Boily, MTQ
Jean Dionne, MAMOT
Philippe Anctil, MIDI
Pierre Dassylva, MSP
Réjean Goudreault, MCC
Richard Perron, Hydro-Québec
Stéphane Bergeron, MEIE

M^{mes} Nathalie Hébert, bureau du premier ministre
Vanessa Guy, bureau du premier ministre
Daniel Gaudreault, bureau du député de Dubuc
Chantal-Anne Moreau, ASSS
Édith Tremblay, MDDELCC
Gladys Harvey, MEIE
Julie Simard, IQ
Lison Rhéaume, MESS
Mireille Côté, CSPQ
Sylvie Denis, MAPAQ
Sylvie Poudrier, SAA

Sujet	Suivi
<p>1. Ouverture de la rencontre</p> <p>La réunion débute à 9 h 35 par un mot de bienvenue de M. Philippe Couillard, premier ministre et responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.</p> <p>M. Couillard se dit heureux de rencontrer les membres de la CAR. Il s'agit d'une prise de contact portant sur les principaux enjeux du développement de la région.</p> <p>M. Serge Simard, député de Dubuc et adjoint parlementaire du premier ministre pour la région, rappelle l'importance de travailler en étroite collaboration avec les membres de la CAR pour soutenir le développement de la région.</p> <p>À titre de président de la CAR, M. Dionne remercie MM. Couillard et Simard de leur présence qui constitue une importante source de motivation pour la fonction publique régionale. La CAR du Saguenay–Lac-Saint-Jean possède un riche historique de concertation interministérielle.</p>	
<p>2. Intervention du premier ministre et responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean</p> <p>M. Couillard rappelle la situation budgétaire difficile du Québec et la nécessité d'initier un examen de l'ensemble des programmes gouvernementaux, mandat qui sera mené par la Commission de révision permanente des programmes.</p> <p>Bien que contraignante, il convient de voir la situation sous la perspective d'une opportunité d'innover dans nos façons de faire et d'être plus efficace. À cet égard, M. Couillard serait heureux d'accueillir les propositions des organisations régionales, la CAR étant un lieu privilégié pour ce faire.</p>	

3. Présentation des participants et tour de table

À la demande de M. Couillard, les participants et participantes entament un tour de table sur l'enjeu régional qui préoccupe le plus leur organisation.

M. Pierre Dassylva, directeur régional du MSP, partage sa préoccupation d'accompagner les municipalités afin que chacune d'entre elles se dote d'un plan de mesures d'urgence.

M. Jean Dionne, directeur régional du MAMOT, mentionne la difficulté d'assurer la relève des postes de directeurs généraux dans les petites municipalités et le rôle de la direction régionale dans l'accompagnement de celles-ci.

M. Réjean Goudreault, directeur régional au MCC, relève les efforts pour consolider l'offre culturelle dans la région. La direction régionale œuvre à ce que les institutions culturelles occupent une place de plus en plus grande dans le développement économique régional, notamment par le développement du tourisme culturel.

M. Alain Thibeault, directeur général au MFFP, rappelle qu'en plus des enjeux de la protection du caribou forestier et de la mise en place des aires protégées, le maintien de la possibilité forestière à long terme par des aménagements forestiers intensifs mobilise beaucoup d'efforts.

M. Daniel Tremblay, directeur de la connaissance et des affaires régionales au MERN, mentionne qu'il préside le comité de la CAR en aménagement. Ce comité réunit l'ensemble des ministères qui interviennent dans la gestion du territoire et vise à offrir l'accompagnement le plus efficace et le plus fonctionnel possible aux promoteurs ayant un projet d'exploitation des ressources naturelles. M. Tremblay souligne également la problématique de la pérennité et de l'entretien des chemins forestiers multiusages.

M^{me} Sylvie Denis, directrice régionale au MAPAQ, aborde le thème de la multisectorialité de l'agriculture et de l'agroalimentaire, que ce soit en matière de saines habitudes de vie, de développement économique, d'exploitation des ressources naturelles (pensons aux produits forestiers non ligneux) ou encore d'occupation et de vitalité des territoires. M^{me} Denis met en lumière le défi régional de la transformation agroalimentaire et de la capacité d'accompagner les entreprises dans leur croissance. La relève agricole et l'acquisition de terres par des intérêts financiers constituent aussi des enjeux.

M^{me} Lison Rhéaume, directrice régionale au MESS, décrit l'enjeu de la disponibilité de la main-d'œuvre, élément essentiel à la compétitivité des entreprises de la région. Cet enjeu se traduit par une préoccupation constante pour assurer une adéquation entre les formations disponibles et le marché du travail. M^{me} Rhéaume complète son intervention en abordant la situation de la disponibilité et de l'accessibilité des services gouvernementaux sur le territoire. Dans un contexte de restrictions budgétaires, la prestation de services intégrés dans des comptoirs multiservices, pourrait s'avérer une alternative.

M. Philippe Anctil, chef du service de soutien aux opérations au MIDI, rappelle les efforts de concertation pour doter la région d'une entente sur l'immigration. La mise en œuvre de cette entente favorisera l'attractivité et la rétention des personnes immigrantes.

M^{me} Sylvie Poudrier, conseillère au SAA, rappelle les démarches initiées depuis près de 30 ans en vue d'un traité avec la communauté Innu. Les échos médiatiques à propos des négociations entourant la cession de terres pour agrandir le territoire de Mashteuiatsh, sont préoccupants. Un effort de communication additionnel pour expliquer la démarche doit être fait.

M^{me} Mireille Côté, responsable régionale au CSPQ, collabore à la mise en place du Centre de développement de solutions en ressources informationnelles, qui prévoit 30 nouveaux emplois dans la région et vise à assurer une rétention de la main-d'œuvre en technologie de l'information et des communications (TIC) et une économie de coûts. Le CSPQ est actuellement en attente des orientations gouvernementales à l'égard de ce projet.

M^{me} Julie Simard, représentante régionale à IQ, est préoccupée par le ralentissement observé dans plusieurs secteurs de l'économie régionale, particulièrement dans les domaines de la construction, du génie civil, de la forêt et de la transformation des métaux.

M^{me} Chantal-Anne Moreau, adjointe au directeur de santé publique à l'ASSS, évoque les efforts de concertation de l'Agence afin d'agir sur les déterminants de la santé. La Table régionale sur les saines habitudes de vie, qui est rattachée à la CAR, fédère les actions interministérielles à cet égard. M^{me} Moreau termine en rappelant l'importance de la responsabilité populationnelle pour le réseau de la santé.

M. Richard Perron, directeur régional Saguenay-Lac-Saint-Jean et Nunavik à Hydro-Québec, affirme que la rétention de la main-d'œuvre spécialisée et la pérennité des infrastructures sont des enjeux importants. Un projet majeur est en cours dans la région : la construction de la ligne de transport d'énergie Chamouchouane-Bout-de-l'Île.

M. Donald Boily, directeur régional par intérim au MTQ, mentionne que le contexte budgétaire difficile et la centralisation de certaines décisions suscitent des craintes quant à la priorisation des dossiers régionaux. Les importants travaux projetés ou en cours dans la région de Montréal et dans celle de la Capitale-Nationale risquent de mobiliser une portion importante du plan quinquennal des investissements en infrastructures et laissent peu de disponibilités budgétaires pour les besoins régionaux. M. Boily mentionne que le niveau d'entretien hivernal de certains tronçons de route devra être revu à la baisse, cette année, afin de respecter les budgets alloués.

M^{me} Édith Tremblay, directrice régionale – analyse et expertise au MDDELCC, affirme que la situation économique ne facilite pas la conciliation des intérêts corporatifs avec ceux de la protection de l'environnement. L'équilibre est souvent à définir : l'exemple du prolongement de la durée de vie des cuves précurties des installations d'Arvida de Rio Tinto Alcan au-delà de 2020 illustre bien cette complexité. Un autre enjeu préoccupant consiste en la mise en conformité des installations d'assainissement des eaux usées de quelques municipalités de la région.

M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale au MEIE, présente la situation économique de la région sous l'idée de « l'accès ». Actuellement, le développement économique régional est tributaire de l'accès aux ressources naturelles (bois, minéral), de l'accès à l'aluminium liquide à un prix compétitif, de l'accès aux territoires du Nord et de l'accès au réseau de transport ferroviaire. M^{me} Harvey complète son intervention en évoquant l'enjeu de la valorisation de la fibre du tremble et du développement des trois créneaux ACCORD.

M. Couillard réagit aux différentes interventions.

Il souligne l'importance d'aborder la santé comme un concept de mieux-être qui dépasse la prestation des soins. Parmi les déterminants de la santé, posséder un emploi joue un rôle considérable.

La situation budgétaire difficile doit inciter les MO à faire preuve de rigueur. Il s'agit également d'un appel à la créativité des gestionnaires à profiter de cette fenêtre d'opportunité afin d'innover dans les façons de faire. Malgré le contexte, il faut rappeler

<p>les priorités d'intervention : la sécurité des personnes doit demeurer une préoccupation constante, quitte à reporter ou revoir des projets d'investissement. Les ministères disposent d'une très faible marge de manœuvre; la situation budgétaire nous limite à n'agir que sur les urgences.</p> <p>La conformité des installations d'assainissement des eaux usées des municipalités répond à une question de santé publique et devrait être examinée prioritairement.</p> <p>Le gouvernement pose des actions afin d'agir sur le contexte budgétaire. Un nouveau mode de gestion des infrastructures est en élaboration afin de dégager une partie du plan quinquennal d'infrastructures et permettre à des projets de plus petites ampleurs de se réaliser.</p> <p>Le gouvernement soutient l'instauration d'une bourse du carbone afin de responsabiliser les entreprises et les consommateurs à la gestion responsable de nos émissions. Les produits de la bourse du carbone seront versés dans un Fonds vert qui servira notamment à électrifier les transports du Québec.</p> <p>M. Couillard souligne l'importance de plusieurs enjeux de développement économique régional, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la valorisation du feuillu; • les créneaux ACCORD; • l'accès au réseau ferroviaire; • l'arrimage à la stratégie maritime; • l'implantation de quelques grandes entreprises à fort effet d'entraînement; • la mise en place du concept de forêt de proximité. <p>La situation entourant l'approche commune et les relations entre Roberval et Mashteuiatsh préoccupe beaucoup le premier ministre. M. Couillard rappelle que le gouvernement a l'obligation de bien informer la population à propos du processus et de la teneur des négociations. Une attention particulière devra être accordée au dossier dans les prochaines semaines.</p> <p>Les changements climatiques risquent d'augmenter l'occurrence de catastrophes naturelles. Les dégâts causés récemment par la tempête Arthur dans la municipalité de Marsoui nous rappellent qu'il est impératif pour les municipalités d'être prêtes à faire face à une situation d'urgence.</p> <p>À propos de la gouvernance régionale et de la décentralisation, M. Couillard rappelle le rôle qu'aura la Commission de révision permanente des programmes dans l'examen de l'efficacité des programmes et de leur mise en œuvre. Le Conseil des ministres devra analyser chacune des propositions déposées par la Commission. Le premier ministre est attentif à la nécessité de décentraliser les actions de l'État. Il sera toutefois important que de telles initiatives évitent les doublons, assurent un même niveau de service et s'inscrivent dans un processus de reddition de comptes.</p>	
<p>4. Plan d'action de la CAR</p> <p>M. Dionne transmet à MM. Couillard et Simard une pochette contenant les principaux travaux de la CAR. Parmi ces documents, on retrouve une <i>Proposition d'exercice de consultation et de concertation portant sur le développement économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean</i> et un projet de <i>Cahier préparatoire à un forum économique régional</i>.</p> <p>M. Dionne précise que la proposition d'exercice de consultation et le cahier préparatoire sont présentés pour la première fois aux autorités politiques</p>	

<p>L'exercice pourrait être coordonné par un comité de pilotage, présidé par le premier ministre ou son représentant et réunissant le président de la CRÉ, un représentant de chacune des MRC et de la Ville de Saguenay. La CAR pourrait s'assurer de la réalisation de l'exercice, notamment grâce au support d'une petite équipe de professionnels dédiés à l'exercice et d'un comité formé des directeurs régionaux des ministères avec une vocation économique.</p> <p>Le projet de cahier préparatoire propose un portrait de la vitalité des territoires de chacune des quatre municipalités régionales de comtés (MRC) et de la Ville de Saguenay. Il dresse également un état de situation des grands secteurs de l'économie régionale et une description des principaux leviers de développement de la région.</p> <p>M. Couillard juge l'exercice de forum économique régional pertinent et mandate la CAR d'organiser, sous la direction de M. Simard, cet événement. Ce projet devra être rassembleur pour la région. M. Couillard invitera l'ensemble des députés de la région à apporter leur contribution et à siéger au comité de pilotage. Le premier ministre souhaite que l'exercice se réalise le plus rapidement possible.</p> <p>En regard des documents remis, M. Couillard souligne la qualité du travail de la CAR. Le Secrétaire général du gouvernement et les sous-ministres seront informés de la participation souhaitée des directions régionales à l'exercice.</p> <p>M. Simard exprime son enthousiasme de se voir confier ce mandat de développement et de concertation régionale.</p>	
<p>5. La concertation régionale</p> <p>Le tableau des ententes spécifiques en négociation, en signature et en vigueur est déposé.</p>	
<p>6. Fin de la rencontre</p> <p>La rencontre se termine à 11 h.</p>	

Rédigé par : David Jean, MAMROT
418 698-3523, poste 80206

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

Date : **Le lundi, 17 novembre 2014 – de 9 h à 16 h**

Lieu : **MESS, salle Saguenay**
 210, rue des Oblats Ouest, Chicoutimi

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion – 9 h
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 2 avril 2014
4. Suivi des travaux des comités et du plan d'action

OPTION A :

5. *Loi 41 - modification au processus de dotation / gel d'embauche (Mireille Côté)*
6. *Politiques et mesures OPHQ (David Blouin)*
7. *Plan de lutte contre l'homophobie (Jean Dionne)*

OPTION B :

5. *Présentation de l'approche commune avec Mashteuiatsh (Négociateur)*
6. *Présentation de l'obligation de consulter pour les MO et ses implications (QUI?)*
7. *Présentation de la fonction publique de Mashteuiatsh*
8. Point d'information du directeur général de la CRÉ (Marc Dubé)
9. Affaires nouvelles
10. Fin de la rencontre – 12 h

Présentation de l'offre de services du Centre de développement de solutions en ressources informationnelles – Saguenay (Marc Duval, CSPQ)

Présentation de la nouvelle politique en sécurité civile ?

Saines habitudes de vie (Benoît Poulin)

Sommet économique et suivi de la rencontre avec le premier ministre

Tournée des régions du commissaire au lobbyisme : au Saguenay du 24 au 28 novembre 2014 (François Casgrain)

Entente spécifique filière bois (Benoît Poulin)

Consultation autochtone / CAR autochtone (Daniel Tremblay)

Campagne Centraide (Réjean Goudreault, MCC)

PNR 2014-2024 – lettre du Conseil du statut de la femme du 14 janvier 2014

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi - 6 juin 2014 - de 9h à 12h
Hôtel Urbania
3600 boul. Gene-H.-Kruger, Trois-Rivières

- | | |
|---------|---|
| 9 h 00 | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la rencontre du 28 février 2014 |
| 9 h 15 | Le portrait de la santé et du bien-être |
| | ➤ Dr Anne-Marie Grenier |
| 10h00 | Pause |
| 10 h 15 | La révision du Plan quinquennal de développement de la CRÉ |
| | ➤ M. Christian Savard |
| 10 h 45 | La qualification des employés de la fonction publique |
| | ➤ Mme Marie-Ève Landry |
| 11h15 | La fermeture de la Direction régionale du MELS |
| | ➤ Mme Carole Gaudet |
| 11 h 40 | Autres sujets |
| | ➤ |
| | ➤ |
| | ➤ |
| 12 h 00 | Fin de la réunion et date de la prochaine (12 septembre 2014) |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 6 juin 2014
Hôtel Urbania
3600, boulevard Gene-H-Kruger
Trois-Rivières (Québec)

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire du MAMOT

Personnes présentes :

Michel Beaulac, FADQ Mauricie
Brigitte Blais, MTQ
Julie Caron, OPHQ
Aurélie Couture-Boissinot, SAA
Michel Falardeau, MJ
Carole Gaudet, MELS
Yannick Gendron, MCC

Félicité Godbout, CSF
Gilles Hudon, ASSS
Stéphanie Lachance, MFFP, Faune
Marie-Eve Landry, CSPQ.
Mario Leblanc, CNT
René Sauvageau, SHQ

Invités

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie

Isabelle Goupil-Sormany, ASSS

Pierre Robert, MAMOT, président de la CAR
Sandra Baron, MAMOT

Manon Fillion, MAMOT
David Godin, MAMOT

Personnes excusées :

Anctil, Philippe, MIDI
Sylvain Beaulieu, RQ
Yvan Bourgeois, CSST
Marie-Christine Dion, Tourisme Québec
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Sébastien Doire, Sécurité civile
Christian Éthier, Hydro-Québec
Isabelle Fillion, OQLF
Lise Giroux, Curateur public
Paul Grégoire, Investissement Québec
Yves Guay, Sûreté du Québec

Denis Hébert, MFÉ
Norman Houle, MAPAQ
Gilles Labrie, CCQ
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS-Québec
René Patry, MFA
Robert Ricard, MESS-Emploi Québec
Alain Simard, MFFP
Céline Tremblay, MDDEFP

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Monsieur Pierre Robert souhaite la bienvenue aux membres présents. Il suggère de faire un tour de table pour permettre aux personnes de se présenter.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après la lecture de l'ordre du jour par monsieur Robert et l'ajout de deux sujets aux points 08 et 09, le projet d'ordre du jour est adopté sur la proposition de monsieur Michel Beaulac.

03. Adoption du compte rendu de la rencontre du 28 février 2014

Monsieur Robert présente sommairement le compte rendu de la rencontre du 28 février 2014. Le compte rendu est adopté sur la proposition de monsieur Mario Leblanc.

04. Le portrait de la santé et du bien-être (Régions Mauricie et Centre-du-Québec)

Madame Isabelle Goupil Sormany, directrice de la Santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec, présente le Portrait 2014 de la santé et du bien-être de la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Le portrait contient un ensemble d'informations statistiques sur les conditions démographiques, socioculturelles et socioéconomiques, sur le contexte social et communautaire, sur la santé physique, psychologique et mentale de la population. Il en ressort globalement que les deux régions ont des caractéristiques similaires à celles de l'ensemble du Québec quant aux habitudes de vie, à la prévention des traumatismes, au suicide et aux maladies chroniques. Toutefois, le plus grand vieillissement de la population exigera davantage de services.

Les commentaires portent sur l'une ou l'autre des caractéristiques de la santé et du bien-être mais aussi sur des aspects particuliers comme les informations relatives à la population des logements sociaux ou des centres de la petite enfance et à l'analyse différenciée selon les sexes.

0.5 La révision du Plan quinquennal de développement de la CRÉ

Monsieur Christian Savard fait le point sur la démarche de révision du Plan quinquennal de développement de la CRÉ. La CRÉ a mis en place un comité de suivi interne et engagé une firme de consultants (WSP Canada). Le portrait diagnostique de la région et les enjeux préliminaires ont été soumis à la consultation du Forum de la société civile, des six territoires de la région et de la CAR au début du mois de mai. La consultation a permis de réfléchir également sur la vision du territoire. Les documents furent bonifiés et seront soumis pour adoption par le conseil d'administration de la CRÉ le 12 juin prochain. Les vitalités sociale et économique et le développement des ressources humaines constituent les enjeux préliminaires. Les orientations et objectifs du futur Plan quinquennal seront déterminés lors de la prochaine étape et des consultations sont prévues.

Monsieur Savard rappelle que la Stratégie d'accueil / attraction / rétention de la CRÉ, en élaboration, fait l'objet d'une tournée des six territoires.

Les commentaires portent sur le calendrier de réalisation et la consultation. Monsieur Savard précise que la CRÉ entend terminer la démarche de révision d'ici la fin de 2014 mais que des clarifications seront apportées considérant que le conseil d'administration se réunira au début du mois d'octobre. Il explique que la consultation des partenaires est davantage ciblée et qu'aucune grande rencontre de l'ensemble des partenaires n'est prévue.

06. La qualification des employés de la fonction publique

Madame Marie-Ève Landry présente les modifications apportées à la Loi sur la fonction publique, en matière de dotation des emplois, par le projet de loi no 41 adopté le 19 novembre 2013. Le projet de loi a été suivi par la publication d'un projet de règlement en mars 2014. Il est possible que les nouvelles mesures soient mises en place dès l'automne 2014, sous réserve du gel d'embauche décrété dans la fonction publique.

Les nouvelles mesures ont pour objectifs d'assouplir le processus de dotation des emplois et de rendre la fonction publique plus compétitive sur le marché de l'emploi. Elles concernent le processus de qualification, les banques de personnes qualifiées, la continuité possible, l'évaluation complémentaire des personnes qualifiées, les particularités pour les étudiants et les retraités de la fonction publique, la dotation en ligne, etc.

Plusieurs commentaires sont formulés sur les nouvelles mesures.

07. La fermeture des directions régionales du MELS

Madame Carole Gaudet commente la fermeture des directions régionales du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) à la suite de l'élection du 7 avril 2014. Les directions régionales existent depuis 38 ans et la fermeture sera effective en décembre 2014. Madame Gaudet présente un tableau synthèse des huit employés, avec leurs principaux dossiers, et des activités de concertation interministérielle et régionale. Elle précise qu'une évaluation des mandats régionaux est en cours au ministère et qu'un plan de redéploiement sera déterminé d'ici le mois de septembre. Elle fait appel à la solidarité gouvernementale pour la réaffectation des employés concernés.

Messieurs Robert et Savard remercient Madame Gaudet pour son implication, et celle de ses employés, dans les activités de concertation régionale et soulignent la qualité du travail qui a été effectuée au cours des années.

08. L'avis récent du Conseil du Statut de la femme

Madame Félicité Godbout informe les membres au sujet d'un avis du Conseil du Statut de la femme (CSF) : *Pour une véritable protection juridique des conjointes de fait*, rendu public le 2 juin dernier. Elle indique qu'en 2014, 38% des couples vivent en union libre. Le CSF recommande une meilleure protection des conjoints de fait les plus vulnérables.

09. La Société d'habitation du Québec et le budget gouvernemental

Monsieur René Sauvageau informe les membres sur la nécessaire révision des programmes d'aide financière de la Société d'habitation du Québec (SHQ) à la suite de la présentation du budget à l'Assemblée Nationale le 4 juin. Il est prévisible que certains programmes soient modifiés ou abolis et que des efforts particuliers soient faits à l'égard des projets non finalisés.

11. Fin de la réunion et date de la prochaine

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 12 septembre 2014.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi - 12 septembre 2014 - de 9h à 12h
Musée québécois de culture populaire (Salle Boulet)
200, rue Laviolette
Trois-Rivières G9A 6L5

- | | |
|---------|--|
| 9 h 00 | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la rencontre du 6 juin 2014 |
| 9 h 15 | Le bilan de la mise en œuvre du deuxième plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Johanne Dumont, sous-ministre associée au Secrétariat à la condition féminine |
| 10h15 | Pause |
| 10 h 30 | Les informations de la Conférence régionale des élus de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur régional |
| 10 h 45 | La filière mycologique de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Patrick Lupien, coordonnateur |
| 11 h 20 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤ Le point sur la mise en œuvre 2014-2015 de la PNR➤➤ |
| 12 h 00 | Fin de la réunion et date de la prochaine (21 novembre 2014) |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 12 septembre 2014
Musée québécois de culture populaire (Salle Boulet)
200, rue Laviolette
Trois-Rivières (Québec) G9A 6L5

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire du MAMOT

Personnes présentes :

Michel Beaulac, FADQ Mauricie
Carl Bélanger, MTQ
Julie Caron, OPHQ
Sébastien Doire, Sécurité civile
Félicité Godbout, CSF
Réjean Trottier, Sûreté du Québec
Denis Hébert, MFE

Gilles Labrie, CCQ
Marie-Eve Landry, CSPQ.
Claire Pépin, MCC
Robert Ricard, MESS – Emploi Québec
Alain Simard, MFFP
François Boucher, MDDECC

Invités

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie
Michèle Grenier, Secrétariat à la condition féminine

Andrée-Anne Corbin, Secrétariat à la condition féminine
Patrick Lupien, coordonnateur filière mycologique de la Mauricie

Pierre Robert, MAMOT, président de la CAR
Sandra Baron, MAMOT

Manon Fillion, MAMOT
David Godin, MAMOT

Personnes excusées :

Anctil, Philippe, MIDI
Sylvain Beaulieu, RQ
Yvan Bourgeois, CSST
Couture-Boissinot, Aurélie, SAA
Jacques Dampousse, Services correctionnels
Marie-Christine Dion, Tourisme Québec
Christian Éthier, Hydro-Québec
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Isabelle Fillion, OQLF
Paul Grégoire, Investissement Québec

Lise Giroux, Curateur public
Norman Houle, MAPAQ
Gilles Hudon, ASSS
Stéphanie Lachance, MFFP
Mario Leblanc, CNT
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS-Québec
René Patry, MFA
René Sauvageau, SHQ

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Monsieur Pierre Robert souhaite la bienvenue aux membres présents. Il demande aux personnes présentes de se présenter à tour de rôle.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après la lecture de l'ordre du jour par monsieur Robert et l'ajout de plusieurs sujets au point numéro 7, le projet d'ordre du jour est adopté sur la proposition de monsieur Denis Hébert.

03. Adoption du compte rendu de la rencontre du 6 juin 2014

Monsieur Robert présente sommairement le compte rendu de la rencontre du 6 juin 2014. Le compte rendu est adopté sur la proposition de monsieur Michel Beaulac.

04. Le Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 et la régionalisation de la politique gouvernementale en égalité

Madame Johanne Dumont, sous-ministre associée au Secrétariat à la condition féminine, avait annoncé sa participation à la rencontre de la CAR. Réclamée, quelques jours avant, par madame Stéphanie Vallée, ministre de la Justice, Procureure générale du Québec et ministre responsable de la Condition féminine, elle a été remplacée par madame Michèle Grenier, directrice de la régionalisation au Secrétariat à la condition féminine.

Mme Grenier présente d'abord le Plan d'action gouvernemental pour l'égalité 2011-2015 : vision, enjeux et réalisations, le deuxième plan en vertu de la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait (horizon 2007-2017)* et 26 ministères et organismes gouvernementaux se sont engagés. Même si les femmes sont scolarisées, leurs revenus demeurent inférieurs. Plusieurs enjeux ont été abordés : l'autonomie économique, la concentration professionnelle, le partage des responsabilités familiales, l'accès aux postes de responsabilité et aux instances décisionnelles, la violence, l'émergence de problématiques, l'insécurité, la sécurité et la persistance des stéréotypes. Il importe d'associer les hommes aux réalisations relatives à plusieurs de ces enjeux.

La régionalisation de la politique gouvernementale en égalité passe par la conclusion d'ententes avec les CRÉ, dont celle de la Mauricie 2011-2015, le soutien financier aux tables de concertation et aux actions jeunesse concertées, dont le Forum Jeunesse Mauricie en 2010-2011, le programme À égalité pour décider, le soutien à l'adoption de politiques d'égalité, la tenue d'une Journée régionale Égalité et du Rendez-vous des régions (le premier en 2011 et le deuxième, le 16 septembre prochain). Mme Andrée-Anne Corbin insiste sur l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans la prise de décision. Enfin, Mme Grenier précise que les dossiers majeurs en cours concernent la violence faite aux femmes, les modèles et comportements égalitaires et les femmes au pouvoir.

Plusieurs commentaires concernent les statistiques relatives aux femmes, la réalité de travail des femmes, le rôle de Femmessor, le conditionnement social, la prévention du suicide, etc. M. Robert indique qu'une formation sur l'ADS serait probablement organisée d'ici quelques semaines pour les représentants gouvernementaux qui sont intéressés.

0.5 Les informations de la CRÉ Mauricie

M. Christian Savard indique que la révision du Plan quinquennal de développement se poursuit avec une importante concertation des élus et des représentants de la société civile et du gouvernement, les 2 et 3 octobre prochains, sur les objectifs à se donner collectivement pour le développement de la Mauricie 2015-2020.

Il précise que la CRÉ embauchera une ressource additionnelle pour travailler dans la coordination de deux ententes : la persévérance scolaire, à la suite de la fermeture des directions régionales du MELS, et la mise en œuvre du PDAAM, considérant le grand nombre d'activités.

M. Robert informe que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, monsieur Pierre Moreau, a confirmé, le 26 août dernier, l'enveloppe financière à la CRÉ de la Mauricie pour l'année 2014-2015.

06. La Filière mycologique de la Mauricie

Monsieur Patrick Lupien, coordonnateur de la Filière mycologique de la Mauricie, présente les grandes lignes de ce secteur en émergence. La cueillette et la commercialisation des champignons forestiers ont démarré dans la région et pris une certaine ampleur. Les perspectives consistent en une production annuelle de 14 tonnes de champignons par année, la présence d'un champignon

particulier, le crabe, et des retombées d'ordre touristique. Un lancement officiel a eu lieu le 25 août dernier lors du passage de représentants espagnols au Baluchon, à Saint-Paulin. L'Espagne disposerait d'une expertise, selon monsieur Lupien.

Un plan d'action, incluant des axes de développement, a été déterminé. Un premier financement pour la coordination de la Filière mycologique a été apporté par notamment le Plan de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Mauricie (PDAAM) et le Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie.

Plusieurs commentaires sont formulés relativement aux champignons forestiers, à leur cueillette, conservation, commercialisation et culture.

07. a) Le point sur la mise en œuvre 2014-2015 du Politique nationale de la ruralité

Monsieur Robert indique que la mise en œuvre de la nouvelle politique se poursuit en 2014-2015. Monsieur David Godin précise que des rencontres ont eu lieu avec les élus et les fonctionnaires des territoires d'application. Cet automne, plusieurs rencontres citoyennes auront lieu et des programmes de travail pour les cinq prochaines, élaborés.

07. b) Les ministres responsables des régions

Monsieur Robert mentionne que le Premier ministre et responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, monsieur Philippe Couillard, a rencontré la CAR de cette région le 25 août 2014 et l'a mandatée pour préparer un forum économique régional. Un membre de la CAR Mauricie indique que le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et responsable de la région du Centre-du-Québec, monsieur Laurent Lessard, a sollicité une rencontre avec la CAR de cette région.

Monsieur Robert précise qu'aucune information sur la tenue d'un tel exercice de concertation économique dans la région de la Mauricie ou sur la tenue d'une rencontre avec le ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional et responsable de la région de la Mauricie, monsieur Jean-Denis Girard, ne lui est parvenue.

07. c) La Coalition d'aide aux victimes de la pyrrhotite

Monsieur Savard a été approchée par le porte-parole de la Coalition, monsieur Yvon Boivin, pour sensibiliser le milieu régional aux impacts de la pyrrhotite et au financement de la coordination et du soutien aux victimes. Monsieur Robert sollicite les membres quant à leur intérêt à recevoir un représentant de la Coalition pour entendre parler concrètement de ce sujet lors d'une prochaine rencontre. Une telle rencontre est acceptée si la présentation est centrée sur les effets et les impacts de la pyrrhotite dans la région.

07. d) Le point sur la fermeture de la Direction régionale du MELS

Madame Marie-Ève Landry a été mandatée par Mme Carole Gaudet, directrice régionale, pour informer du suivi de la fermeture de la Direction régionale du ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport. La plupart des employés de la direction régionale ont été remplacés. Madame Landry distribue un tableau sur lequel les employés encore en poste sont inscrits, ainsi que leurs compétences. Bien qu'officiellement, la direction soit fermée, Mme Gaudet demeure disponible pour toute information sur ses employés.

07. e) Prix à part entière

Madame Julie Caron indique que l'Office des personnes handicapées du Québec est fière de présenter la 4^e édition du Prix «À part entière» qui rend hommage aux personnes et aux organisations qui contribuent à accroître la participation sociale des personnes handicapées. Mme Caron distribue un cahier de mise en candidature et invite les membres à soumettre des candidatures.

07 : f) Les femmes dans les conseils d'administration des entreprises
--

Madame Félicité Godbout réfère à la nouvelle publication du Conseil du statut de la femme «Les femmes dans les conseils d'administration des entreprises québécoises». Elle fait aussi la distinction entre le rôle du Conseil du statut de la femme et celui du Secrétariat à la condition féminine. Le Conseil est un organisme gouvernemental de consultation et d'étude alors que le Secrétariat soutient le développement et la cohérence des actions gouvernementales pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

08. *Fin de la réunion et date de la prochaine*

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 40. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 21 novembre 2014.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi - 21 novembre 2014 - de 9h à 12h
Restaurant Castel des Prés
5800, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières

- | | |
|---------|--|
| 9 h 00 | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la rencontre du 12 septembre 2014 |
| 9 h 15 | La pyrrhotite dans la région de la Mauricie |
| | ➤ M. Yvon Boivin et M. Steve Guy, Coalition d'aide aux victimes de la pyrrhotite |
| 10h00 | Pause |
| 10 h 15 | Par notre propre énergie : Mobilisation régionale |
| | ➤ M. Steven Roy Cullen, agent de développement, Conseil régional de l'environnement de la Mauricie |
| 10 h 40 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie |
| | ➤ M. Christian Savard |
| 10 h 50 | Les nouvelles priorités gouvernementales |
| | ➤ Échanges |
| 11 h 50 | Autres sujets |
| | ➤ Départ de M. Pierre Robert |
| | ➤ |
| 12 h 00 | Fin de la réunion et date de la prochaine (27 février 2015) |



RENCONTRE DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA MAURICIE

Vendredi 20 mars 2015, 9 h À 12 h

Emploi-Québec Mauricie
Salle des partenaires
225 rue des forges, bureau 501
Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5
819 371-4945

-
1. Mot de bienvenue;
 2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour;
 3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 21 novembre 2014;
 4. État de situation au regard de la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance municipale :
 - 4.1 État d'avancement au niveau national;
 - 4.2 État d'avancement au niveau régional.
 5. Transition vers la nouvelle gouvernance municipale (tour de table) :
 - 5.1 Ententes et projets qui ont fait l'objet de dispositions particulières;
 - 5.2 Autres ententes et projets.
 6. Pause;
 7. Période d'échanges sur les changements liés à la nouvelle gouvernance municipale :
 - 7.1 Plan quinquennal de développement de la CRÉ de la Mauricie;
 - 7.2 Exemple de mise en application d'entente territoriale;
 - 7.3 Retour sur les questionnaires transmis aux membres de la CAR;
 - 7.4 Rôle de la CAR dans la mise en œuvre des nouvelles orientations gouvernementales.
 8. Divers;
 9. Date de la prochaine rencontre;
 10. Clôture de la séance.



ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

2 mai 2014 – 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie

70, rue King Ouest, salle King, 2^e étage

Sherbrooke (Québec)

9 h	Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin	1-2
9 h 05	État des travaux du Plan quinquennal de développement de l'Estrie Marie-Hélène Wolfe – CRÉ	
9 h 20	CAR-Aménagement – Judith Côté – MAMOT	3
9 h 30	Forum de la Fonction publique – Pierre Poulin et Viviane Lepage	4
9 h 40	Avis du Conseil du Statut de la femme : « La prostitution : Il est temps d'agir » - Micheline Bowen	
10 h 25	Pause	
10 h 45	Politique nationale de la ruralité - 2014-2024 – Jacques Michaud – MAMOT	5-6
11 h 50	Divers <ul style="list-style-type: none"> Calendrier (19 septembre 2014, 30 janvier 2015 et 1^{er} mai 2015) 	
12 h	Clôture et levée de la rencontre – Pierre Poulin	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 2 MAI 2014

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Bourque	Gilles	Transports Québec
Bowen	Micheline	Conseil du statut de la femme
Fortin	Robert	Économie, Innovation et Exportations
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Lemieux	Marie-Andrée	Office des personnes handicapées du Québec
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Mongrain	Isabelle	Énergie et Ressources naturelles
Patry	René	Famille
Poulin	Pierre	Affaires municipales et Occupation du territoire
Samuel	Marie-Claude	Éducation, Loisir et Sport
Turgeon	Johanne	ASSSE

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Côté	Judith	Affaires municipales et Occupation du territoire
Messier	Mélanie	Affaires municipales et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales et Occupation du territoire
Mongrain	Isabelle	Énergie et Ressources naturelles
Roy	Serge	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus de l'Estrie

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Auclair	Chantal	Régie des rentes
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Boucher	Odette	Régie du bâtiment
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Desrochers	Yves	Hydro-Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec
Jacques	Jocelyne	Culture et Communications
Lemay	André B.	Énergie et Ressources naturelles
Lussier	Chantal	Immigration, Diversité et Inclusion
Ménard	Roger	Relations internationales
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (analyse)
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Plamondon	Renée	Dév. durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (analyse)
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Savoie	Monique	Office des personnes handicapées du Québec
Turgeon	Johanne	Agence de la santé et des services sociaux
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (analyse)
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du travail

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue à tous. Il donne les principaux points de l'ordre du jour et indique que le compte rendu de la dernière rencontre est déposé et que les vidéos et autres documents de suivi ont été envoyés aux membres en février dernier.

En raison de l'absence de madame Marie-Hélène Wolfe à la rencontre, le point « État des travaux du Plan quinquennal de développement de l'Estrie » à l'ordre du jour ne sera pas traité.

2. Changement de gouvernement

Un tour de table est réalisé afin de présenter les changements qui ont eu lieu à la suite de l'élection provinciale.

Une des répercussions les plus marquantes en région est l'abolition de la direction régionale du MELS. Madame Marie-Claude Samuel précise que sa direction compte huit excellents employés; elle invite les membres de la CAR à considérer leurs candidatures lors d'un éventuel comblement de poste.

3. CAR-Aménagement

Madame Judith Côté du MAMOT propose la création d'un comité dont le mandat est de favoriser les échanges, la concertation et l'harmonisation des actions des M/O du gouvernement en matière d'aménagement du territoire dans la région de l'Estrie.

Le comité CAR – Aménagement du territoire (CAT) sera composé de professionnels en aménagement du territoire représentant chaque M/O dont l'action a une incidence sur les politiques et les activités en matière d'aménagement du territoire. Idéalement, ces professionnels sont les responsables de la rédaction des avis requis en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU).

Le comité CAR – Aménagement du territoire (CAT) vise essentiellement à partager l'information et à échanger notamment :

- Sur les politiques, nouvelles orientations, modifications législatives, etc. pouvant avoir un impact sur l'aménagement du territoire;
- Sur les différentes demandes d'avis soumises par les M/O :
 - Avis relatifs aux schémas d'aménagement et de développement et aux règlements de contrôle intérimaire des municipalités régionales de comté réalisés en vertu de la LAU;
 - Avis relatifs à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;
 - Avis relatifs aux plans directeurs de l'eau des organismes de bassins versants;
 - Avis dans le cadre de l'élaboration de nouvelles politiques, orientations ou programmes gouvernementaux en région;
- Sur les différents exercices de planification réalisés ou en cours de réalisation dans les MRC de l'Estrie;
- Sur les objectifs gouvernementaux de chacun des M/O.

Il est suggéré de prévoir deux rencontres par année. D'autres rencontres pourraient être planifiées au besoin. Les sujets abordés seront à déterminer par les membres du comité qui seront également encouragés à alimenter les discussions. Le MAMOT sera responsable de

la coordination des rencontres (convocation, animation et secrétariat) et fera périodiquement rapport à la CAR de ses travaux. Cette table existe dans certaines régions et elle fonctionne très bien.

Tous sont en accord avec la mise sur pied de ce comité. Les membres de la CAR seront donc contactés dans les prochaines semaines, afin qu'ils désignent un professionnel pour siéger sur le comité.

Bien que l'OPHQ n'ait pas à se prononcer sur les modifications ou les révisions de schéma d'aménagement, il est convenu qu'un représentant de l'Office fera partie des membres du comité.

Coordination du CAT : Judith Côté 819 820-3244, poste 80506.

4. Forum de la Fonction publique

Monsieur Pierre Poulin annonce le retour pour une 17^e année du Forum de la fonction publique en Estrie. Celui-ci se tiendra le mercredi 12 novembre 2014 au Théâtre Granada de Sherbrooke. Le thème est à venir.

Également, le Gala reconnaissance sera à sa 4^e édition et aura lieu au cours de cette même journée. On y dévoilera les récipiendaires qui se sont distingués dans les catégories suivantes : Service à la clientèle, Relève jeunesse, Amélioration continue et Transfert d'expertise. Les formulaires de mise en candidature sont disponibles sur le site www.fpe-inscriptions.org.

Madame Lepage souligne que non seulement le gestionnaire peut présenter une candidature mais aussi un collègue. Le supérieur immédiat devra approuver et signer le formulaire. Monsieur Poulin mentionne que le formulaire est simple et qu'il se complète relativement rapidement.

Il est à noter que l'Estrie est la première région à avoir organisé un gala reconnaissance de la sorte. En février dernier, le Saguenay a organisé sa première édition. Monsieur Poulin rappelle que pour la majorité des M/O en région les activités de reconnaissance qui avaient lieu à Québec ont cessé depuis 2009.

La date limite pour déposer une candidature est le 26 septembre 2014 et le document doit être acheminé à l'adresse suivante : viviane.lepage@cspq.gouv.qc.ca.

Pour information : Viviane Lepage (819 820-3567).

Les membres de la CAR recevront très bientôt les documents par courriel.

5. Avis du Conseil du statut de la femme : « La prostitution : il est temps d'agir » - Micheline Bowen

Madame Micheline Bowen du Conseil du statut de la femme fait un résumé de l'avis « **La prostitution : il est temps d'agir** ». Dans cet avis, on présente les mythes, les formes de prostitution et les préjudices, et on formule des recommandations.

La présentation complète sera envoyée par courriel aux membres de la CAR.

6. Politique nationale de la ruralité (PNR) - 2014-2024

Monsieur Jacques Michaud du MAMOT expose le contexte, les fondements et les orientations de la PNR 2014-2024.

La présentation complète sera envoyée par courriel aux membres de la CAR.

Avec le concept d'intersectorialité, il est fort possible que la CAR soit mise à contribution, notamment dans les pactes plus.

Pour illustrer le besoin, Jacques Michaud souligne la tenue de la Journée « Regard vers le Haut » – 20 septembre 2014 - MRC du Haut-Saint-François. Il invite les directions régionales des M/O à venir entendre les préoccupations et enjeux du Haut-Saint-François (HSF) et à assister à des échanges sur les défis et les enjeux de cette MRC.

La participation des M/O est nécessaire afin de démontrer que nous sommes à l'écoute des milieux et que l'on souhaite s'impliquer dans le développement local.

L'invitation sera envoyée par courriel aux membres de la CAR.

Madame Johanne Turgeon de l'ASSSE souhaite que les directeurs des CSSS puissent recevoir cette présentation. Madame Marie-Claude Samuel émet les mêmes souhaits pour les commissions scolaires.

Madame Bowen dépose les commentaires de la présidente du Conseil du statut de la femme, madame Julie Miville-Dechêne, adressés au ministre délégué aux Régions. Essentiellement, les commentaires portent sur l'utilisation de l'analyse différenciée selon les sexes dans la mise en œuvre de la politique nationale de la ruralité.

7. Prochaine rencontre

Monsieur Pierre Poulin annonce les dates des prochaines rencontres de la CAR :

- 19 septembre 2014
- 30 janvier 2015
- 1^{er} mai 2015

8. Clôture de la rencontre

Monsieur Poulin remercie les gens pour leur participation.

Levée de la rencontre

La réunion prend fin à 12 h.

Mélanie Messer
3 juin 2014



ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

30 janvier 2015 – 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle King, 2^e étage
Sherbrooke (Québec)

- | | | |
|---------|--|-----|
| 9 h | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin | 1-2 |
| 9 h 05 | Nouvelle gouvernance régionale – Pierre Poulin – MAMOT | 3-4 |
| 9 h 30 | Tour de table sur les derniers changements dans nos organisations | |
| 10 h 30 | Pause | |
| 10 h 45 | CAR-Aménagement – Judith Côté – MAMOT | |
| 11 h 00 | CAR-Solidarité – Jacques Michaud – MAMOT | |
| 11 h 15 | État de situation sur le rétablissement à Lac-Mégantic – Miguel Herrero – MAMOT | |
| 11 h 45 | Divers <ul style="list-style-type: none">• Journée des femmes 11 mars 2015• Forum de la Fonction publique• Prochaine rencontre - 1^{er} mai 2015 | 5 |
| 12 h | Clôture et levée de la rencontre – Pierre Poulin | |



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Date : **16 septembre 2014**

Heure : 9 h à 12 h

Secrétariat à la région métropolitaine, 800, rue du Square-Victoria, bur. 2.00

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | | |
|----|--|---------|
| 1. | Mot de bienvenue du Sous-ministre associé à la région métropolitaine | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 11 février 2014 | 9 h 05 |
| 3. | Je vois mtl : 120 projets pour relancer la métropole (suites du Rapport Ménard)
<i>Par Félix-Antoine Joli-Cœur et Marie-Pier Veilleux</i> | 9 h 10 |
| 4. | Mobilité Montréal : mission et gouvernance, chantiers en cours et mesures d'atténuation prévues
<i>Par Fadi Moubayed, ministère des Transports</i> | 10 h 00 |
| 5. | Pause | 10 h 20 |
| 6. | La mesure Engagement jeunesse à Montréal : résultats et perspectives
<i>Par Geneviève Coulombe et Lorrain Leduc</i> | 10 h 35 |
| 7. | Tour de table : priorités et changements ministériels | 11 h 05 |
| 8. | Planification de la prochaine rencontre et fin de la rencontre | 12 h 00 |

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE DU 16 SEPTEMBRE 2014

Secrétariat à la région métropolitaine
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.00, Montréal

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Hélène Binette Julie Boucher Élisabeth Cordeau Astrid Coulombe Mélyssa Dubois Nathalie Leblanc Lorraine Rochon Martine Tousignant Lucie Tremblay Carel Vachon	Culture et Communication (MCC) Hydro-Québec (HQ) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Services Québec Secrétaire de la CAR, MAMOT (SRM) Culture et Communication (MCC) Conseil du statut de la femme (CSF) Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) MAMOT – Secrétariat à la région métropolitaine MAMOT – Secrétariat à la région métropolitaine
MM.	Carle Bernier-Genest Sébastien Bolté Dominic Cousineau Jean-Philippe Détolle Dieudonné Ella-Oyono Nicolas Froger Hugo Henderson André Lavallée Vincent Lehouillier James Mangano Fadi Moubayed François Perron Jean-Philippe Rousseau	Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) Développement durable, Environnement, Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Société d'habitation du Québec (SHQ) Forêts, Faune et Parcs (MFFP) Économie, Innovation et Exportations (MEIE) Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT) Ville de Montréal MAMOT – Sous-ministre associé à la région métropolitaine (SRM) Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM) Revenu (MRQ) Transport Québec (MTQ) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Hydro-Québec (HQ)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Peggy Bachman Geneviève Cantin Johanne Côté-Galarneau Claudine Delvoye Marie-Claire Dumas Choghik Kirakosian	Ville de Montréal Tourisme Québec (MTO) Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) Revenu (MRQ)
MM.	André B. Lemay Daniel Gagné Didier Toni Jean-Marc Bissonnette Jacques Lauzon Gilles Desgagnés Pierre Gaucher François Gaudreau Sébastien Lanthier	Forêts, Faune et Parcs (MFFP) Économie, Innovation et Exportations (MEIE) Emploi, Solidarité sociale (MESS) Ville de Montréal Ville de Montréal Sécurité publique (MSP) Famille (MF) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Relations internationales et Francophonie (MRIF)

INVITÉS

M ^{mes}	Marie-Pier Veilleux Geneviève Coulombe	Je vois mtl Engagement jeunesse
MM.	Félix-Antoine Joli-Coeur Lorrain Leduc	Je vois mtl Engagement jeunesse

1. Mot de bienvenue

Monsieur André Lavallée, sous-ministre associé à la région métropolitaine, souhaite la bienvenue aux membres et les informe que le Secrétariat relève désormais à la fois du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministre responsable de la région de Montréal.

2. Adoption de l'ordre du jour et des faits saillants de la dernière rencontre

- Les faits saillants de la rencontre du 11 février 2014 sont adoptés.

3. Je vois mtl : 120 projets pour relancer la métropole (suites du Rapport Ménard)

Présentation par madame Marie-Pier Veilleux et monsieur Félix-Antoine Joli-Coeur.

- Le mouvement *je vois mtl* découle du Rapport Ménard publié l'hiver dernier, qui faisait dix propositions pour la relance de Montréal, et répond plus particulièrement à la première des recommandations, qui invitait les leaders de la communauté à se mobiliser.
- Lors de l'événement qui aura lieu le 17 novembre à la Place des Arts, 120 projets seront présentés par des leaders, et seront finalisés en autant d'ateliers de travail, auxquels participeront 1000 personnes invitées. Ces projets, qui ne doivent pas être conditionnels à un financement supplémentaire du gouvernement, feront ensuite l'objet d'un engagement symbolique de la part des leaders qui s'engagent à les réaliser à court, moyen (375^e anniversaire de Montréal) ou long terme (400^e).
- Les projets seront regroupés autour de 4 grands chantiers – Identité et aspiration, Talents et compétences, Entreprises, et Cadre de vie – identifiés à l'issue de plus de 250 entretiens réalisés depuis le début de l'été avec différents partenaires.

Au cours de la discussion, quelques points ont été abordés, notamment :

- Implication attendue du gouvernement : les organisateurs souhaitent une implication « passive intéressée ». On s'attend à ce que les instances publiques aient un regard intéressé et facilitent les projets qui les concernent dans la mesure du possible. Une participation plus active est également possible, mais relève de la décision des autorités. Les M/O peuvent également eux-mêmes proposer des projets. À noter qu'un leader dont le projet est retenu pour l'événement recevra automatiquement deux invitations.
- Participation à l'événement : le gouvernement devra définir sa stratégie de participation et de distribution des billets qui lui seront alloués. Les organisateurs soulignent que les participants à l'événement le feront en leur nom propre et non en tant que représentant gouvernemental. Par ailleurs, la grande majorité des billets sont destinés à la société civile. Quelques élus recevront une invitation.
- On insiste sur la nature de l'événement : ateliers de travail, pas de conférences, pas de représentations, pas de liste d'épicerie. Les leaders n'y viendront pas pour chercher du financement, les projets doivent déjà être ficelés sur ce plan.
- Sélection des projets : les projets ne sont pas tous choisis à ce jour. Une plateforme sera mise en ligne dès la semaine du 22 septembre et permettra de proposer des projets. Les organisateurs auront jusqu'au 30 octobre pour sélectionner les projets. Quant aux critères de sélection, outre le fait qu'ils ne doivent pas dépendre d'un engagement financier supplémentaire du gouvernement, les projets doivent faire place à la diversité, susciter l'innovation et la collaboration.
- Les suites :
 - Feuille de route : on s'attend à ce que 100 engagements soient signés;
 - Élargir, pérenniser la discussion sur la relance de Montréal;
 - Suivi de l'évolution économique de la métropole.

La façon de faire exacte est en élaboration, elle sera précisée lors de l'événement. Également, le maire de Montréal, président de l'événement, y annoncera les suites auxquelles il s'attend.

La discussion se poursuit après le départ des présentateurs :

- De façon globale, les M/O espèrent ne pas se retrouver avec une liste d'épicerie, une liste de demandes financières à la suite de l'événement. Les organisateurs semblent avoir pris les précautions nécessaires pour éviter cela, mais une zone d'ombre demeure. On constate que différents M/O seront probablement interpellés suite à l'événement, par exemple pour obtenir certaines autorisations.
- Le sous-ministre associé à la région métropolitaine croit qu'il y a une volonté sincère de la communauté d'affaires de Montréal de prendre part à la relance de la métropole. Il souligne d'ailleurs que des événements marquants de ce genre, où des gens se réunissent pour discuter de l'avenir de Montréal, reviennent régulièrement dans l'histoire de la Ville. Il importe de toujours garder en tête les intérêts privés des leaders, qui seront néanmoins cette fois clairement affichés.
- On s'interroge sur la place qui sera faite au monde associatif et aux OBNL dans ce mouvement qu'on qualifie de « citoyen », alors que les projets soumis ne doivent pas être conditionnels à du financement additionnel.

- Le Secrétariat à la région métropolitaine a reçu le mandat de préparer un état de situation qui sera présenté aux M/O, d'abord à l'échelle administrative. Une rencontre des ministres concernés pourrait avoir lieu dans un deuxième temps. Le Secrétariat doit également proposer une stratégie pour l'implication du gouvernement dans l'événement.

La présentation Powerpoint sera envoyée aux membres de la CAR.

4. Mobilité Montréal

Présentation par monsieur Fadi Moubayed de la mission et de la gouvernance de Mobilité Montréal, des chantiers en cours et des mesures d'atténuation prévues.

- Contexte : à la suite de plusieurs événements qui ont marqué l'actualité, prise de conscience massive du problème de coordination des interventions, qui entraîne des impacts multiples à plusieurs niveaux.
- Création en 2011 du Comité directeur sur la mobilité des personnes et des biens ayant pour mandat de limiter les impacts des travaux sur les usagers de la route. De ce comité relève le Comité aviseur Mobilité Montréal, auquel sont rattachés trois sous-comités : le comité mesures d'atténuation en transport collectif, le comité communications et le comité technique sur la mobilité des personnes et des biens.
- Lors de la dernière rencontre du Comité aviseur le 2 septembre, le ministre Poëti a fait part de sa volonté d'élargir le mandat du comité directeur afin qu'on n'y traite pas seulement des travaux, mais aussi de l'ensemble de la concertation régionale en matière de mobilité des personnes et des biens, via éventuellement la création d'autres comités aviseur (concertation, planification, etc.). Une réflexion sera entreprise en ce sens.

La présentation Powerpoint sera envoyée aux membres de la CAR.

5. Engagement jeunesse

Présentation par madame Geneviève Coulombe et monsieur Lorrain Leduc de la mesure, du bilan et de l'avenir d'Engagement jeunesse à Montréal. Une pochette est remise aux membres, comprenant le bilan et la présentation.

- La mesure vise à offrir un accompagnement accru aux jeunes en difficulté de 16 à 24 ans. EJ a été lancé en 2007 et regroupe 5 ministères (MESS, MELS, MIDI, MSSS et MAMOT). Elle bénéficie d'un soutien de 341 000 \$ du Secrétariat à la jeunesse.
- À Montréal, on constate que la concertation interministérielle s'est réellement améliorée dans le cadre de la mesure. EJ arrive à échéance le 31 mars prochain et, à ce jour, aucune indication ne permet de croire qu'elle sera renouvelée. On souhaite que la concertation interministérielle entamée se poursuive au-delà de la fin de la mesure.
- Pour préparer la suite, une journée de réflexion est organisée en décembre dans les locaux du MESS, mandataire du projet. En avant-midi, les professionnels des M/O seront réunis pour réfléchir à différents scénarios. En après-midi, ce sont les directeurs régionaux qui seront conviés, afin de convenir de la façon dont la suite sera articulée. Les membres de la CAR recevront une invitation à cet effet.
- L'OPHQ fait partie du comité directeur et coordonne conjointement avec EJ un sous-comité sur les jeunes handicapés. Il soutient l'invitation à participer à cette journée de réflexion.
- On souligne que des liens directs pourraient être établis avec l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Table interordres en éducation.
- L'état de situation présentant un portrait de la clientèle, produit au début de l'initiative en 2008, sera transmis aux membres afin d'évaluer l'apport possible de leur M/O.

6. Tour de table

CSF

- Les portraits statistiques régionaux sur l'égalité femmes hommes, réalisés aux 5 ans, sont en train d'être finalisés. Le portrait de la région de Montréal sortira d'ici décembre.
- Plusieurs documents sont en préparation et sortiront au cours de l'année, notamment sur : l'intégration maghrébine, la gestation pour autrui, les congés équitables parentaux, etc.

MDELCC

- Nouveau règlement mis en place sur le prélèvement des eaux et leur protection. Ce règlement permet un renforcement de la protection des sources d'eau potable. Un travail est fait directement avec les municipalités, qui ont quelques années pour se conformer.

MCC

- Le 12 septembre marquait le 50^e anniversaire du décret désignant le Vieux-Montréal comme arrondissement historique. Il s'agit d'un exemple de collaboration entre la société civile et le

gouvernement. Une vidéo a été produite pour l'occasion, elle pourra être présentée avec commentaires lors de la prochaine rencontre.

- On travaille au renouvellement de l'entente MCC-Ville, pour une année seulement (15-16), en prévision du projet de loi sur le statut de métropole. Cette entente ajoutera la dimension des quartiers culturels et permettra la conclusion d'ententes culturelles dans les arrondissements.
- Deux projets de legs pour le 375^e sont en route : construction du 5^e pavillon du Musée des beaux-arts de Montréal, et Cité mémoire, une sorte de moulin à images éclaté. Autres projets en discussion : legs d'une œuvre d'art significative, agrandissement du Musée Pointe-à-Callière, Lieu artistique et culturel des Peuples premiers, etc.
- Le sous-ministre associé à la région métropolitaine souligne qu'il préside les travaux du Comité interministériel du 375^e, et qu'un portrait de la situation (legs, coordination) sera présenté à la prochaine rencontre de la CAR.
- À la suite de l'abolition des directions régionales du MELS, le partage des responsabilités a été revu. Dorénavant, le MELS collabore directement avec les commissions scolaires pour effectuer la gestion des activités qui ont lieu à l'école. Quant aux sorties scolaires, elles seront soutenues par l'intermédiaire d'ententes de partenariat que le MCC mettra en place.
- Travaux archéologiques sur le site Le Ber, des sépultures mohawk pourraient être retrouvées. Un impact est possible sur les travaux du futur pont Champlain.

OPHQ

- Autour de la date de la Journée internationale des personnes handicapées (3 décembre) aura lieu à l'Assemblée nationale la 4^e édition de la remise du Prix À part entière, qui a lieu tous les deux ans. Les candidatures pour chacune des quatre catégories sont acceptées jusqu'au 19 septembre. Les membres sont invités à participer.

CRÉ de Montréal

- Le maire de Montréal a demandé à la CRÉ de tenir une consultation des partenaires socioéconomiques sur le statut de métropole. Des discussions sont en cours avec le cabinet du maire afin de définir la forme que prendra cette consultation. Une première étape aura lieu à l'assemblée des membres, le 17 octobre, qui sera élargie pour l'occasion.

MAPAQ

- La stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel, lancée en décembre 2013, vise à sensibiliser et aider les gestionnaires d'établissements à acheter des produits québécois. Pour Montréal, plus de temps a été nécessaire. Le projet chemine, on attend la signature prochaine d'une entente avec la CRÉ, qui sera mandataire.
- L'élaboration du plan de développement de la zone agricole de Montréal suit son cours. On espère un dépôt en décembre.

MAMOT

- Quelques MRC présentent un retard dans le dépôt des plans de développement de la zone agricole, mais c'est en cours.
- Le ministère a perdu le volet Régions, ce qui s'est traduit par la perte du mandat de l'économie sociale qui est allé au MEIE. La transition en ce sens est en cours. Il n'y a plus d'argent disponible dans le fonds de développement des entreprises d'économie sociale, on attend la confirmation du renouvellement de l'enveloppe.
- Le Projet de loi n°3, favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, est la priorité ministérielle actuellement.
- De gros chantiers, qui mobiliseront l'ensemble des professionnels, se mettent en branle concernant la charte des municipalités et les statuts particuliers pour Montréal et Québec. Un échéancier de deux ans est prévu pour compléter les travaux.
- Concordance des schémas d'aménagement au PMAD : le projet de schéma de la Ville de Montréal doit être adopté jeudi, le 18 septembre. Celui-ci fera ensuite l'objet d'une analyse de conformité et d'une consultation.

Ville de Montréal

- Mise en place de la Table Québec-Montréal dans le cadre des discussions qui mèneront à la loi sur le statut de métropole. La prochaine rencontre aura lieu le 6 octobre pour amorcer les travaux. On vise l'adoption de la loi à l'automne 2016. Plusieurs comités de travail doivent être mis en place. Les priorités du maire : gouvernance, développement social, transport. Des comités internes sont formés pour définir plus précisément les attentes.
- Création cet été d'un bureau des relations gouvernementales dont la directrice est madame Peggy Bachman.

MIDI

- Dans le cadre des travaux sur le nouvel Énoncé de politique et la nouvelle planification pluriannuelle, les M/O seront consultés lors de rencontres début octobre. Le document de consultation devra être prêt en décembre, pour une consultation publique en mars 2015.
- La Semaine québécoise des rencontres interculturelles a lieu du 28 septembre au 3 octobre.
- Depuis 1999, une entente est signée avec la Ville de Montréal pour l'intégration en français des immigrants. L'Entente a été renouvelée cet été pour 2014-2016. La période habituellement couverte a été raccourcie, dans l'attente du statut de métropole qui pourrait inclure certains éléments d'intégration et de francisation des immigrants.

Hydro-Québec

- Tout comme le réseau routier, le réseau de transport de l'électricité date des années 1950-1960. Il a été construit pour les charges de cette époque, qui sont passées de 120 000 à 315 000 volts. Plusieurs travaux majeurs sont en cours, à différents stades de réalisation, et concernent plusieurs M/O. Les travaux s'échelonneront sur plus de 10 ans.
- Compteurs de nouvelle génération : 1,9 M sont installés (la moitié) à ce jour. Pour Montréal, l'installation est pratiquement complétée. Dans les faits, peu de gens demandent l'option de retrait. De manière générale, tout se passe très bien.

SHQ

- Nouveau PDG : Michel Gagnon.
- Certification des résidences de personnes âgées : via Accès-logis, de nombreux projets de résidences ont été financés. On cherche des moyens pour les accompagner vers l'accréditation. Les critères d'évaluation des projets pour Accès-logis ont été modifiés, afin de s'assurer qu'ils répondent aux nouvelles règles.
- Projet de politique nationale en habitation : en réflexion suite aux élections.
- Modernisation des programmes : consultation des partenaires dans le cadre de la révision des programmes, devra s'arrimer avec les politiques budgétaires.
- Deux événements publics à venir les 7 et 8 octobre : le Rendez-vous de l'Habitation sur le thème Conjuguer l'habitat au futur, et les Entretiens sur l'habitat, sur le thème de l'innovation sociale en habitation.

ASSSM

- Comité de réflexion sur le modèle montréalais, réorganisation et fusions à venir dans le réseau. Des mises à pied de gestionnaires ont déjà débuté. Révision du rôle des agences.
- Campus Glenn CUSM : presque terminé, en déménagement. Redéploiement vers le 450 pour les 107 lits de moins.
- Discussions avec la Ville de Montréal pour établir une gouvernance plus structurée dans le cadre de dossiers communs, notamment en itinérance, etc.
- Travaille beaucoup en ce moment sur Ebola, deux centres spécialisés sont situés à Montréal. Inquiétudes, mais pas de cas jusqu'à maintenant.

MESS

- L'intégration en emploi des personnes sur l'aide sociale et l'assurance emploi est une préoccupation constante, la priorité est l'accompagnement.
- Poursuite de la mise en œuvre du plan d'intégration et d'optimisation de Services Québec.
- Travaux en collaboration avec le MIDI pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes.

Revenu Québec

- Inscription par téléphone pour la TPS/TVQ est disponible depuis le 20 mai pour les entreprises. C'est un grand succès, puisqu'elle permet d'éviter les déplacements.
- Le projet Osez offrira des services électroniques pour les entreprises, leur permettant notamment de consulter leur propre dossier via un site miroir. RQ sera davantage en support.

MTQ

- Poursuite des efforts de développement et de réappropriation de l'expertise interne notamment à la suite de la Commission Charbonneau.
- Montréal : plan de mobilité régionale en élaboration. On ne sait pas encore exactement quand il sortira. Plus d'information seront données lors de la prochaine rencontre.

- Les travaux sont débutés en vue du recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie, un legs pour le 375^e. Il s'agit de travaux considérables compte tenu du court échéancier.
- Autres projets : désenclavement du port, Boulevard Cavendish, 440, etc.
- Le projet de création d'une agence des transports, évoqué lors de la dernière rencontre, a été abandonné avec le nouveau gouvernement.

MEIE

- Le ministère a récupéré les mandats de l'économie sociale, de l'innovation et des exportations, ce qui facilite l'accompagnement des entreprises.
- La Table d'action en entrepreneuriat poursuit ses travaux. Elle se rencontre une fois par année et se divise en quatre chantiers, qui se rencontrent régulièrement.
- Une rencontre de la CAR-OPTI (économique) aura lieu le 26 septembre.
- Le 3 octobre, le ministre Daoust présentera devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain la vision économique du gouvernement.
- Une consultation a été menée récemment sur le projet des gazelles, pour un déploiement éventuel lors de la prochaine session parlementaire.
- Le ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique a débuté une tournée des régions sur les enjeux de développement économique. La date de son passage à Montréal n'est pas encore connue.

MFFP

- Beaucoup de mouvements : le MRN a été scindé, le ministère récupère le volet Faune, et il y a eu la création du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). Ces changements sont en cours d'implantation au niveau régional.
- Agrile du frêne : 2 à 300 000 arbres sont concernés sur les terrains institutionnels à Montréal (sans compter ceux sur les terrains privés). D'énormes impacts sont à prévoir, notamment au niveau du coût de l'immobilier, de la qualité vie, etc. Même si on ne le voit pas encore, il y a urgence d'agir, l'agrile tue un arbre en 5 ans. Si on laisse aller, l'aspect de la ville changera complètement. La grande majorité des arbres de rue sont des frênes, ainsi que sur le Mont-Royal. On espère une grande mobilisation, également des propriétaires privés. Sous le leadership de la CMM, un comité métropolitain réunissant les principaux partenaires, dont le MFFP et le SRM, a été mis sur pied afin de définir une stratégie de lutte contre l'agrile du frêne pour le Grand Montréal (adoptée le 18 septembre). Ce comité proposera également un règlement type qui pourrait être adopté par les municipalités.

SRM

- Le Secrétariat relève désormais du MAMOT, et collabore également aux travaux visant l'élaboration du statut de métropole. Il s'agit d'un chantier majeur, dont les contours ne sont pas encore clairement définis. À terme, l'ensemble des M/O seront consultés.
- 375^e anniversaire de Montréal : plusieurs legs sont déjà identifiés et pris en charge. Le gouvernement a manifesté son intention de participer financièrement lors du budget, et cela n'a pas changé depuis, malgré ce qui a été dit dans l'actualité.
- Le ministre Poëti porte une attention particulière au développement économique. Il en a d'ailleurs fait état lors d'une allocution devant la CCMM le 12 septembre. La collaboration avec les ministères à vocation économique est ainsi appelée à être plus active, en vue notamment de définir des orientations pour le développement économique métropolitain, et dans le cadre des discussions sur le statut de métropole.
- Économie sociale : dans le cadre du FIRM, un appel de projets a été lancé au cours de l'été pour aider au démarrage de nouvelles initiatives. 80 projets ont été reçus.
- Avenir des sites hospitaliers excédentaires : une démarche est en cours depuis un an et demi. Le Secrétariat coprécide un comité interministériel avec le MSSS, et un groupe d'experts chargé de formuler des recommandations a été mis sur pied. Il a produit deux rapports : un concernant les bâtiments situés à l'extérieur du site patrimonial du Mont-royal et l'autre pour ceux situés à l'intérieur (Royal-Victoria et Hôtel-Dieu). Le problème a été transformé en opportunité de redéveloppement. Des travaux sont en cours pour finaliser les orientations du gouvernement. Le ministre Poëti s'est engagé à les faire connaître cet automne.
- Le sous-ministre associé à la région métropolitaine souligne le plaisir du Secrétariat à collaborer avec les différents M/O et profite de l'occasion pour les en remercier.

- Rappel sur les CAR : pour des rencontres les plus pertinentes possibles, les membres sont invités à proposer en tout temps au Secrétariat leurs sujets d'intérêts, et tout particulièrement lorsqu'un appel à sujets est lancé.

7. Varia

- a. À l'heure actuelle, plusieurs membres participent à plus d'une CAR, où sont souvent présentés les mêmes sujets. On s'interroge sur la possibilité d'harmoniser les CAR métropolitaines.
- b. On souligne le fait qu'avec la disparition des directions régionales du ministère de l'éducation, ce domaine n'est plus représenté dans les CAR. La même chose se produira possiblement avec les Agences de la santé.

8. Fin de la rencontre et prochaines rencontres

Les dates des prochaines rencontres de la CAR en 2014-2015 sont les suivantes :

- Mardi 25 novembre 2014
- Mardi 10 février 2015

La rencontre est levée à midi.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Date : **25 novembre 2014**

Heure : 9 h à 12 h

Secrétariat à la région métropolitaine, 800, rue du Square-Victoria, bur. 2.00

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | | |
|----|--|---------|
| | Mot de bienvenue du Sous-ministre associé à la région métropolitaine | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 16 septembre 2014 | 9 h 10 |
| 3. | Site patrimonial du Vieux-Montréal : vidéo du 50 ^e anniversaire
<i>Par Hélène Binette, MCC</i> | 9 h 15 |
| 4. | 375^e anniversaire de Montréal : portrait des travaux
<i>Par Margaux St-Georges, Secrétariat à la région métropolitaine</i> | 9 h 25 |
| 5. | Pause | 10 h 05 |
| 6. | Grands projets du centre-ville
<i>Par Sylvain Ducas, directeur de l'urbanisme du service de la mise en valeur du territoire, Ville de Montréal, Claude Carette, directeur du service des Infrastructures, Voirie et transport, Ville de Montréal, et Marc Labelle, directeur de l'aménagement urbain de l'arrondissement Ville-Marie</i> | 10 h 20 |
| 7. | Tour de table | 11 h 00 |
| 8. | Planification de la prochaine rencontre et fin de la rencontre | 12 h 00 |

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE DU 25 NOVEMBRE 2014

Secrétariat à la région métropolitaine
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.00, Montréal

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Hélène Binette Julie Boucher Astrid Coulombe Claudine Delvoye Mélyssa Dubois Martine Tousignant Lucie Tremblay Carel Vachon	Culture et Communication (MCC) Hydro-Québec (HQ) Emploi, Solidarité sociale (MESS) (pour Johanne Beaulieu) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Secrétaire de la CAR, MAMOT (SRM) Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) MAMOT – Secrétariat à la région métropolitaine MAMOT – Secrétariat à la région métropolitaine
MM.	Carle Bernier-Genest Daniel Hannaburg Carl Levasseur Daniel Gagné Hugo Henderson André Lavallée James Mangano Fadi Moubayed	Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) Société d'habitation du Québec (SHQ) Forêts, Faune et Parcs (MFFP) Économie, Innovation et Exportations (MEIE) Ville de Montréal MAMOT – Sous-ministre associé à la région métropolitaine (SRM) Revenu (MRQ) Transport Québec (MTQ)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Peggy Bachman Marie-Claire Dumas Choghik Kirakosian Lorraine Rochon	Ville de Montréal Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) Revenu (MRQ) Conseil du statut de la femme (CSF)
MM.	Pierre Bellerose Jean-Luc Bessette Luc Boisvert Sébastien Bolté Dominic Cousineau Jean-Philippe Détolle Vincent Lehouillier Gilles Desgagnés Pierre Gaucher François Gaudreau Sébastien Lanthier	Tourisme Montréal Tourisme (MTO) Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) Développement durable, Environnement, Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Société d'habitation du Québec (SHQ) Forêts, Faune et Parcs (MFFP) Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM) Sécurité publique (MSP) Famille (MF) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Relations internationales et Francophonie (MRIF)

INVITÉS

M ^{me}	Margaux St-Georges	MAMOT – Secrétariat à la région métropolitaine
MM.	Sylvain Ducas Marc Labelle	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie

1. Mot de bienvenue

Monsieur André Lavallée, sous-ministre associé à la région métropolitaine, souhaite la bienvenue aux membres et souligne l'intention ministérielle de renforcer le rôle de la CAR.

Le sous-ministre associé rappelle le contexte actuel des récentes annonces concernant la nouvelle gouvernance régionale. Le projet de loi à cet effet sera déposé incessamment et définira la suite des choses.

Dans ce contexte (réorganisations ministérielles, abolition des CRÉ, etc.), il importe encore davantage de profiter au maximum des rencontres comme celles de la CAR pour communiquer ce qui se passe dans les différents M/O.

2. Adoption de l'ordre du jour et des faits saillants de la dernière rencontre

L'ordre du jour et les faits saillants de la rencontre du 16 septembre sont adoptés.

3. Site patrimonial du Vieux-Montréal

Présentation par madame Hélène Binette d'une vidéo réalisée pour le 50^e anniversaire du décret désignant le Vieux-Montréal comme arrondissement historique.

Le lien pour la vidéo :

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,133089570&_dad=portal&_schema=PORTAL

4. 375^e anniversaire de Montréal

Présentation par madame Margaux St-Georges de l'état des travaux.

Le ministre Poëti est chargé du leadership gouvernemental pour le 375^e. Le SRM pilote un comité interministériel avec les principaux M/O concernés. Ce comité peut être élargi à d'autres ministères ou organismes s'ils sont intéressés.

Legs : près de 140 M\$ ont été annoncés dans les différents budgets. Revue des legs annoncés et en discussion (MBAM, Parc Jean-Drapeau, Trame verte et bleue, Oratoire St-Joseph, Lieu culturel et artistique peuples autochtones, Cité mémoire, Œuvre d'art, Pointe-à-Callière, recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie, gare maritime, etc.). Le MTQ souligne que le dossier du recouvrement progresse rapidement.

La Ville a aussi annoncé ses principaux projets :

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,136007621&_dad=portal&_schema=PORTAL

L'inconnu demeure la contribution du gouvernement fédéral. Il n'y aura probablement pas de décision avant la présentation du budget en février.

L'OPHQ souligne l'importance de penser à l'accessibilité dans les infrastructures qui seront créées pour l'occasion et l'élaboration des événements (non seulement pour les personnes handicapées, mais aussi pour les personnes âgées, les familles avec poussettes, etc.).

Célébrations : la Société du 375^e a le mandat de la programmation des célébrations. Un appel de projets a été lancé pour une première série d'événements « signature ». Un 2^e appel de projets sera lancé prochainement pour les arrondissements – pour les célébrations dans les quartiers. Le gouvernement s'est engagé à financer jusqu'à 60 M\$ jusqu'à 2017, la Ville a annoncé un premier 10 M\$.

On aborde le lien entre les projets de *Je vois mtl* et le 375^e. Plusieurs projets ont pour destination 2017.

Un tableau complet des legs sera transmis aux membres une fois qu'il aura été présenté au comité interministériel. On souligne également l'intérêt d'avoir une section internet présentant l'état d'évolution de l'ensemble des différents legs.

5. Grands projets du centre-ville

Présentation par monsieur Sylvain Ducas des secteurs de planification stratégique et des grands projets urbains.

- Il reste 2 % du territoire complètement vacant
- Le projet de schéma d'aménagement annonce les secteurs de planification stratégique : territoires à transformer, intensifier, diversifier
- Environ 175 000 nouveaux logements possibles

Présentation par monsieur Marc Labelle des différents projets autorisés et à l'étude dans l'arrondissement Ville-Marie.

Une discussion sur les mythes et la réalité de la rétention des familles s'en est suivi. La Ville n'a actuellement pas les compétences pour exiger des promoteurs une certaine typologie de

logements. On souligne qu'à l'extérieur du centre-ville, plus de 50 % des ménages ont des enfants. Un enjeu réel se situe toutefois au niveau des écoles et des places disponibles. On souligne que 48 % des enfants de la CMM sont sur l'île de Montréal.

Message de monsieur Ducas :

Je vous invite à fureter dans la page de la direction de l'urbanisme où l'ensemble de l'information est accessible :

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517.123239575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Des onglets conduisent directement à l'information des secteurs stratégiques de planification, des projets urbains et du Schéma d'aménagement et de développement.

De même, compte tenu des échanges que nous avons eus en matière d'habitation, je vous invite à consulter l'adresse de la Direction de l'habitation : <http://www.habitermontreal.com/fr>

De façon plus particulière, plusieurs onglets de ce site couvrent des thèmes que nous avons abordés, dont l'argumentaire pour combattre certains mythes qui laissent entendre que Montréal n'est pas une ville accueillante pour les familles.

6. Tour de table

MCC

- Projets de legs pour le 375^e :
 - Legs d'une œuvre d'art : lors du comité de pilotage Montréal métropole culturelle le 24 novembre, la ministre a remis une lettre d'annonce au maire. 2,5 M\$ de l'entente MCC-Ville seront utilisés pour léguer une œuvre à la Ville. Concernant le lieu, on privilégie actuellement l'entrée Bonaventure.
 - MBAM : construction du 5^e pavillon en cours.
- Annonce en octobre de l'installation du Groupe Le Vivier, regroupant 33 organismes musicaux, au Gesù. Cette annonce s'inscrit dans la consolidation du Quartier des spectacles, avec l'installation de la troupe Les 7 doigts de la main dans l'ancien musée Juste pour rire et l'installation d'organismes de danse et du MCC dans l'édifice Wilder en 2016. Au total, 100 M\$ d'investissements pour ces 3 projets.
- 29 septembre : dévoilement du plan culturel numérique. 80 % d'investissements à Montréal.

MESS

- Johanne Beaulieu a été nommée de nouveau directrice régionale.
- Avec l'augmentation du taux de chômage, le MESS multiplie les programmes de formation pour la qualification, et les efforts pour une adéquation entre la formation et le marché du travail. L'intégration en emploi des personnes sur l'aide sociale et l'assurance emploi est une préoccupation constante, la priorité est l'accompagnement de ces personnes.
- Projet de Services Québec dans les CLE : aide aux prestataires pour remplir les formalités gouvernementales.
- Le sous-ministre associé à la région métropolitaine souligne que l'emploi est la préoccupation première du ministre responsable de Montréal.

Ville de Montréal

- La Ville a annoncé qu'un décompte des personnes itinérantes aurait lieu au printemps.
- Statut de métropole : la Ville prépare un document d'orientations pour le printemps.

CRÉ de Montréal

- Dans le contexte de l'annonce de la disparition des CRÉ, les instances de la CRÉ se sont positionnées pour le maintien des activités en 14-15, et un maintien de la capacité d'agir en 15-16 (pour la transition). Des travaux sont en cours avec la Ville pour la suite.

MEIE

- Remplacement du directeur des affaires métropolitaines sous peu.
- Mise en place d'Entreprise Québec : quatre chantiers sont en cours pour la mise en place de ce guichet unique de services gouvernementaux pour la clientèle affaires. Le dépôt du plan d'affaires aura lieu en décembre, pour un mémoire au conseil des ministres en début d'année.
- Programme des gazelles : le terme disparaît, mais une stratégie pour les entreprises performantes sera revue autour de l'innovation, des exportations, et de l'accompagnement. 50 M\$ devraient être annoncés.

- Créativité Québec : le projet de mesures d'aide en innovation avance bien. Il a franchi l'étape du comité des priorités et sera présenté au conseil des ministres.
- Table d'action entrepreneuriat Montréal : déposé 4 projets à *je vois mtl*. Une présentation pourrait être faite lors de la prochaine CAR.
- Tournée du ministre Girard à Montréal a été reportée en janvier avec la chambre de commerce de l'est de Montréal. L'objectif est de consulter les entrepreneurs et de leur faire connaître les mesures d'allègement.

Hydro-Québec

- 7 grands projets sont en cours dans le réseau montréalais pour convertir à 315 000 volts les infrastructures vieillissantes. Représente plusieurs centaines de millions en investissements à Montréal.
- On s'active à renforcer le réseau en prévision des grands froids.

SHQ

- Le 1^{er} octobre a eu lieu une journée réflexion des offices d'habitation de la CMM.
- Le logement social représente un investissement d'environ 300 M\$ par année (avec la part du fédéral) depuis 2008. Il en coûte au minimum 172 M\$ par année pour maintenir le parc de logement social. Au total, 1,9 milliard de rénovations depuis 2008. L'entente cadre ne permet pas de démolir. On met donc les bouchées doubles pour rattraper le déficit d'entretien.

MIDI

- Dans le cadre de la transformation ministérielle en cours, l'abolition des directions régionales a été annoncée. Les directions de Montréal, Laval et Longueuil ont été intégrées en novembre à la direction des relations avec les partenaires. Les techniciens sont transférés au secteur immigration pour traiter les 60 000 dossiers en inventaire. Au 31 mars, toutes les directions régionales seront fermées. Environ 200 personnes sont touchées.
- Création également du secteur participation-inclusion, qui remplace le secteur francisation-intégration.
- Une consultation publique aura lieu en février sur la planification pluriannuelle et sur la nouvelle politique. La planification 2015 a été déposée.
- Une présentation pourrait être faite lors d'une prochaine CAR sur l'immigration à Montréal et la nouvelle politique d'immigration, de diversité et d'inclusion.

OPHQ

- Les négociations avec les M/O en vue du plan des engagements gouvernementaux 2014-2019 pour la mise en œuvre de la politique À part entière sont terminées. Le plan sera déposé en décembre à la ministre Charlebois afin de poursuivre les négociations s'il y a lieu. Une présentation pourrait en être faite à la CAR lorsqu'il sera adopté.
- Le 30 octobre a eu lieu une journée de réflexion sur les municipalités accessibles, sur le thème des loisirs et camps de jour.
- Le 3 décembre a lieu la journée internationale des personnes handicapées. Les prix À part entière seront remis le 28 novembre. Il n'y a pas de lauréat nationaux de la région de Montréal. Des certificats seront remis aux finalistes régionaux dans chacune des 4 catégories.

MTQ

- Il pourrait y avoir des restructurations, une concentration des ressources, mais la volonté reste la réappropriation des ressources techniques et de l'expertise interne.
- Montréal : on termine les chantiers de l'été. L'échangeur Décarie sera terminé. Au total, 200 M\$ de travaux ont été réalisés cet été.
- La priorité des prochaines années sera le maintien des actifs, la réhabilitation des infrastructures.
- Plan de mobilité de la région de Montréal : une consultation aura lieu en 2015.
- Tout se met en place pour des interventions majeures en simultané (2016-2020) : Champlain, Turcot, Bonaventure. Des investissements de 10 milliards pour ces 3 projets sur 5 ans.

MFFP

- Agrile du frêne : le ministère cherche des moyens pour mettre en valeur les arbres abattus afin de financer l'abattage (1000 \$ par arbre).
- Un règlement type pour les municipalités a été mis en ligne.
- Afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise, on replante un peu de tout.

Revenu Québec

- Le projet *OSÉE*, une offre de services électroniques pour les entreprises est en cours d'implantation.

SRM

- Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) : fonds géré par le SRM depuis 1996. De nouvelles normes sont en voie d'être adoptées. Le Fonds appuie des projets économiques, sociaux et culturels. Il est très flexible et agit en complément d'autres programmes existants. La révision des normes permettra de mettre l'accent sur les nouvelles initiatives et un plus grand effet de levier.
- Stratégie maritime : le MAMOT est membre du comité interministériel. L'élaboration de la vision gouvernementale est en cours.
- L'avis du gouvernement sur le schéma d'aménagement de la Ville sera dévoilé le 2 décembre.

7. Fin de la rencontre et prochaines rencontres

La date de la prochaine rencontre est prévue pour le :

- Mardi 10 février 2015

Les membres seront avisés en cas de changement.

La rencontre est levée à midi.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Date : 10 février 2015

Heure : 9 h à 12 h

Secrétariat à la région métropolitaine, 800, rue du Square-Victoria, bur. 2.00

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | | |
|----|--|---------|
| | Mot de bienvenue du Sous-ministre associé à la région métropolitaine | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 25 novembre 2014 | 9 h 10 |
| 3. | Projet de loi n° 10 et réorganisation régionale
<i>Par M. Vincent Lehouillier, Agence de la santé et des services sociaux</i> | 9 h 15 |
| 4. | Plans d'action contre l'itinérance
<i>Par M. Patrick Murphy-Lavallée et M^{me} Manon Barnabé, Agence de la santé et des services sociaux, et Ville de Montréal</i> | 9 h 35 |
| 5. | Pause | 10 h 15 |
| 6. | Tour de table | 10 h 30 |
| 7. | 375^e anniversaire de Montréal
<i>M. Gilbert Rozon, Société des célébrations du 375^e</i> | 11 h 30 |
| 8. | Projet de calendrier des rencontres de 2015-2016 et fin de la rencontre | 12 h 00 |

**Rencontre de la CARO
Projet d'ordre du jour**

DATE : Le 20 octobre 2014
HEURE : 13h30 à 16h45
LIEU : Salle de conférence, bureau 9.300 Ministère de
l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau (Québec).

13h30 Mot de bienvenue

13h35 Adoption de l'ordre du jour (décision)

13h40 Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 24 février 2014 et suivi (décision).

13h50 Tour de table, présentation des membres de la CAR Outaouais.

14h00 Rencontre avec madame Stéphanie Vallée, ministre de la Justice du Québec et ministre
responsable de la région de l'Outaouais.

15h00 Pause

15h15 *Bilan de mi-étape de la mise en œuvre du deuxième plan d'action pour l'égalité entre les
femmes et les hommes 2011-2015 du Secrétariat à la condition féminine.* Madame
Johanne Dumont, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine.

16h45 Fin de la réunion

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
PROJET DE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 20 octobre 2014
Édifice Jos Montferrand

Étaient présents:

- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, Mme Gisèle Demers
- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, M. Yannick Gignac
- Agriculture, Pêcheries et Alimentation, M. Yves Lévesque
- Agence de santé et services sociaux de l'Outaouais, Mme Pauline Fortin
- Culture et Communications, Mme Anne-Marie Gendron
- Commission de la santé et de la sécurité au travail, M. François Asselin
- Conférence régionale des élus de l'Outaouais, M. Laurent Lampron
- Emploi-Québec, Mme Claire Gendron
- Famille et aînés, Mme Carole Vigneau
- Finances et Économie, M. Jeffrey MacHan
- Immigration et Communautés culturelles, M. Christian Penca
- Société québécoise des infrastructures, M. Pierre Caouette
- Sécurité civile, Gaétan Lessard
- Transport Québec, M Jacques Henry

Ministères et organismes absents :

- Commission des normes du travail
- Conseil du statut de la femme
- Développement durable, Environnement et lutte contre les changements climatiques
- Éducation, Loisir et Sport
- Investissement Québec
- Justice
- Relations internationales, direction des affaires régionales et événements internationaux
- Revenu Québec
- Sécurité publique
- Services Québec
- Services judiciaires de l'Outaouais
- Société d'habitation du Québec
- Tourisme Québec

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	Mme Gisèle Demers ouvre la rencontre vers 13h30.	
2. Lecture de l'ordre du jour	Mme Demers lit l'ordre du jour proposé. Une modification doit être faite à l'ordre du jour. La présentation de madame Dumont, sous-ministre associée au SCF est reporté puisque celle-ci a été nommée sous-ministre adjointe au ministère du Tourisme par le conseil des ministres.	
3. Adoption du projet de compte-rendu de la CARO du 24 février 2014	Le compte-rendu est adopté.	
4. Présentation de Mme Stéphanie Vallée, ministre de la Justice du Québec et ministre responsable de l'Outaouais.	Madame Vallée salue et remercie les membres pour leur présence. D'entrée de jeux, celle-ci mentionne la nécessité de travailler en collaboration. Il est important que l'administratif et le politique travaillent ensemble sur les enjeux régionaux. À titre de ministre régionale, elle souhaite favoriser les collaborations avec le caucus régional tout en respectant chacune des circonscriptions. De par sa présence à la rencontre de la CARO, elle souhaite entendre les membres sur les problématiques régionales dans les divers secteurs du gouvernement en région.	
5. Tour de table	<p>M. Jeffrey McHan (MFEQ) fait le point sur la situation de la SDEO. Il informe les membres de l'association entre la Coop Santé de Gatineau et le groupe Appletree dans le domaine de la santé. Qui est une excellente nouvelle pour la région.</p> <p>M. François Asselin (CSST) nous informe sur la situation financière de la Commission, ainsi, la limitation de la hausse des dépenses est fixée à 1.5%, chaque poste budgétaire est analysé. Il informe les membres de l'impact de la problématique des soins de santé en Outaouais sur la gestion des dossiers de CSST.</p> <p>M. Jacques Henry (MTQ) fait le point sur les activités de la direction territoriale de l'Outaouais. Il informe les membres sur la problématique de rétention de la main d'œuvre qui est toujours présente dans son organisation. Il explique qu'une augmentation des délais de traitement des dossiers est observée suite à un resserrement des contrôles et assurances dans l'octroi de contrats. Il fait aussi le point sur les travaux de réfection du pont des Draveurs.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Mme Mireille Gagnon (CSF) fait un état de situation concernant les études et les mémoires déposés par le CSF. Elle mentionne que la question des femmes autochtones n'est pas représentée dans les statistiques, mais que la situation sera corrigée avec l'entente spécifique.</p> <p>Mme Pauline Fortin (ASSSO) nous mentionne qu'avec la disparition des directions régionales du ministère de l'Éducation, l'agence doit adapter ses façons de faire, particulièrement au niveau des dossiers concernant les saines habitudes de vie. En effet, ce ministère était l'interlocuteur privilégié avec le milieu de l'Éducation. Elle nous mentionne qu'en lien avec le projet de loi 10, le système de santé devra s'adapter très rapidement.</p> <p>Mme Carole Vigneault (MFA) porte à l'attention des membres qu'il y a actuellement une pénurie d'éducatrices qualifiées pour les centres de la petite enfance. Elle fait aussi mention qu'il y a une amélioration de la situation concernant les garderies illégales.</p> <p>M. Yves Lévesque (MAPAQ) nous fait part des objectifs de son organisation en lien avec les capacités d'adaptabilité au niveau des programmes concernant le démarrage d'entreprises agricoles.</p> <p>Mme Claire Gendron (E-Q) mentionne que le récent renouvellement de l'entente Canada-Québec leur procure une relative stabilité. Malgré cela, son organisation n'est pas à l'abri des coupures. L'objectif est de conserver une marge de manœuvre et de ne pas hypothéquer la capacité de desservir la clientèle.</p> <p>M. Christian Penca (MIDI) nous présente succinctement les défis du MIDI pour l'Outaouais. En effet, il y a un défi de concertation et d'attraction autour de l'entente spécifique en immigration. D'un point de vue logistique, les familles immigrantes en Outaouais sont confrontées à une diminution du nombre de logements adaptés à des familles nombreuses.</p> <p>Mme Anne-Marie Gendron (MCC) informe les membres qu'une révision des programmes est à venir pour le MCC et que les budgets seront inévitablement réduits par la même occasion.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>M.Gaétan Lessard (MSP) informe les membres des dossiers prioritaires de son organisation pour la région de l'Outaouais.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité Chalk River • Communication du risque+cadre de prévention du risque, Gatineau • Formation des pompiers à temps partiel <p>Mme Gisèle Demers (MAMOT) informe les membres concernant le projet de gouvernement de proximité, inspiré du Livre blanc de l'UMQ.</p>	
Fin de la réunion 12h00		

Rédigé par Yannick Gignac, secrétaire de la CARO
 Décembre 2014

**Rencontre de la CARO
Projet d'ordre du jour**

DATE : Le 26 janvier 2015
HEURE : 9h00 à 12h00
LIEU : Salle Outaouais, Ministère des Transport,
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, 5^e étage,
Gatineau (Québec).

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (décision)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 20 octobre 2014 et suivi (décision).
4. Tour de table des membres de la CAR Outaouais.
5. Abolition de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais, impact sur les ententes spécifiques? (discussion)

Pause

6. Mise en commun de services et d'équipements (discussion)

Fin de la réunion

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 19 septembre 2014

de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile

170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre régulière de la CAR du 21 mars 2014		x	Denis Moffet	Joint
9 h 50	4. Tableau des suivis	x		Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Desserte de l'Abitibi-Témiscamingue par les ministères et organismes gouvernementaux Période d'échanges	x		Denis Moffet	
10 h 45	6. Préparation d'une rencontre avec le ministre régional		x	Denis Moffet	
11 h 00	7. Plan quinquennal de développement 2014-2019 – Suivi CAR et CRÉ	x		Denis Moffet Luc Bélisle	
11 h 15	8. Points d'information du CSPQ	x		Julie Lefebvre	
11 h 45	9. Affaires nouvelles			Denis Moffet	
11 h 55	10. Prochaine rencontre de la CAR	x		Denis Moffet	
12 h 00	11. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 19 septembre 2014
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

PRÉSENCES

Bélisle, Luc (à compter de 10 h 15)	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Boissonneault, Jacques (à compter de 10 h 30)	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Suzanne	Société d'habitation du Québec – Direction de l'habitation sociale – Ouest et Sud du Québec
Dickey, Marc (à compter de 10 h)	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
Gendron, Anne-Marie	Ministère de la Culture et des Communications
Huot, Rachel (au téléphone)	Emploi-Québec
Lapointe, Yves	SAAQ – Permis de conduire, Immatriculation et Évaluation des conducteurs – Centre de services Rouyn-Noranda, La Sarre et Ville-Marie
Lavoie, Anick	Ministère du développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Pôle d'expertise nordique et minier - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Massicotte, Lyne	Hydro-Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Perreault, Chantal (au téléphone à compter de 10 h))	Ministère de la Famille
Poirier, Mario	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

INVITÉ - INVITÉES

Duhaime, Monik	Ex-directrice régionale du ministère de la Culture et des Communications
----------------	--

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre. Il souhaite la bienvenue aux nouveaux membres et invite chaque personne à se présenter.

Il souligne la présence de M^{me} Monik Duhaime qui a été invitée à participer pour une dernière fois à une rencontre de la CAR. M^{me} Duhaime prend sa retraite après une longue carrière dans la fonction publique dont trente et une années comme cadre. Les membres saluent cette carrière.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre.

Il est proposé par M. Yves Lapointe, appuyé par M. Yves Coutu, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour en laissant le point 9 ouvert.

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE RÉGULIÈRE DE LA CAR DU 21 MARS 2014

Le compte rendu de la rencontre du 21 mars 2014 a été transmis avant la rencontre.

Il est proposé par M. Yves Lapointe, appuyé par M. Yves Drolet, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

4. TABLEAU DES SUIVIS

- *Mise en place des processus liés à la Loi 41 et Comité de promotion des emplois du secteur publique*
 - Les deux sujets seront traités au point 8.
- *Adhésion des ministères au réseau large bande*
 - Le traitement du dossier est suspendu jusqu'à ce que le contexte permette d'interpeller le président du Conseil du trésor afin qu'il autorise les ministères à faire affaires avec le GIRAT.
- *Plan quinquennal de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2014-2019 (Conférence régionale des élus)*
 - Le sujet sera traité au point 7 de l'ordre du jour.
- *Profil sociodémographique et économique de l'Abitibi-Témiscamingue (SHQ)*
 - M^{me} Suzanne Dickey, nouvellement en poste, remplace M. Serge Bouchard comme représentante de la Société d'habitation du Québec à la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue. Elle profite de ce point de suivi pour annoncer la nomination d'un nouveau président-directeur général, M. Michel Gagnon, et indique que le nouveau gouvernement s'est engagé à construire davantage de logements abordables. Le nombre de places attirées à l'Abitibi-Témiscamingue n'est pas encore connu.
 - Au cours des dernières semaines, 24 places ont été confirmées à La Sarre dans le cadre d'un projet AccèsLogis et des discussions se poursuivent pour l'attribution de places au Témiscamingue.
- *Occupation et vitalité des territoires*
 - Le ministre Pierre Moreau devrait annoncer, d'ici la fin du mois d'octobre, les nouveaux indices de développement pour l'ensemble des municipalités du Québec. Il sera alors possible d'identifier les territoires dévitalisés, ces derniers ayant droit à des mesures spécifiques.
- *Révision du processus de conclusion des ententes spécifiques*
 - La révision du processus est momentanément interrompue.

5. DESSERTE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX – PÉRIODE D'ÉCHANGES

M. Moffet fait une brève mise en contexte tenant compte de l'abolition ou de regroupement de directions régionales tout comme des multiples rumeurs et appréhensions concernant l'avenir de différentes structures au palier régional. Il fait état des impacts prévisibles ou appréhendés sur, entre autres, le modèle de concertation que s'est donné la région.

Les membres partagent leurs réflexions et préoccupations face aux décisions gouvernementales et des impacts possibles sur la desserte gouvernementale en région. Les conséquences de certaines décisions pourraient être portées à l'attention du ministre responsable de la région lors d'une rencontre spéciale de la CAR.

Ce qui suit constitue une liste non exhaustive des différents sujets abordés :

- Abolition, jumelage ou fusion de directions régionales :
 - Effets de la gestion à distance sur les gestionnaires, le personnel, la clientèle, les partenaires et le milieu; la perte d'expertise et la fragilisation des expertises spécifiques; les impacts sur les ententes interministérielles et la concertation; incidences de l'affaiblissement de la connaissance des milieux et de l'éloignement des lieux de pouvoirs régionaux.
- Coupures budgétaires :
 - Interrogations concernant la mise en œuvre et la poursuite des plans annuels et quinquennaux de développement des ministères et du milieu.
 - Effets redoutés sur les leviers de développement des milieux, des individus et des entreprises dans le cadre de la révision de l'ensemble des programmes.
 - Impacts économiques pour les individus, les familles et, par extension, sur la situation régionale dans le cadre d'une réduction importante de la masse salariale.
 - Défis pour maintenir l'offre de service de première et de deuxième lignes, offrir le nombre d'heures de services requis, en maintenir la proximité, en garantir l'accès et la qualité.
- Décentralisation des enveloppes budgétaires ou centralisation des opérations :
 - Questionnements sur les paliers de gestion, les normes de gestion et la diminution des ressources dans les organisations et dans la région lorsque les opérations sont centralisées.

- Développement régional, économique et social :
 - Avenir et importance des organismes de développement et communautaires et des services offerts; importance de préserver l'implication citoyenne et de prendre en compte les différentes réalités locales; avenir de la concertation, de la dynamique régionale.
 - Avenir des fonds et des ententes; impacts sur le développement des partenariats et impacts de la réduction ou de l'étalement de certaines enveloppes ministérielles sur les partenariats en cours.
 - Nécessité d'avoir l'assurance que, dans des dossiers stratégiques, la voix de l'Abitibi-Témiscamingue soit entendue, que la région conserve son autonomie complète et que la gouverne soit entièrement régionale.

Il est généralement reconnu que la force de la région est la concertation. Celle-ci permet d'être efficace et de travailler en partenariat. Il est donc important de conserver une certaine capacité de travailler ensemble, de faire certains choix et de préserver notre identité.

Pour plusieurs, la région devra mettre l'accès aux services et l'intérêt de la population en primauté sur les intérêts territoriaux, institutionnels et personnels. Les directions régionales devront composer avec les coupures mais dans les domaines stratégiques, la gouverne devra demeurer régionale. Lorsque le regroupement s'impose, il faudra faire en sorte que la direction des organisations regroupées soit située en Abitibi-Témiscamingue.

Pour documenter la situation de la desserte gouvernementale avant la rencontre avec le ministre régional, quelques suggestions sont discutées : identifier l'enjeu commun à la région, déterminer des façons de faire pour préserver un minimum d'expertise, réaliser un diagnostic de la desserte gouvernementale, tracer le portrait actuel et mettre en lumière les perspectives connues, faire une analyse qualitative ou autres.

Pour identifier le meilleur moyen, il est proposé de réunir un comité de travail dont le mandat sera d'évaluer les différentes pistes d'action suggérées. M^{mes} Rachel Huot et Julie Lefebvre ainsi que M. Denis Moffet examineront la question. M. Luc Bélisle pourrait assister aux rencontres du comité de travail à titre d'observateur.

6. PRÉPARATION D'UNE RENCONTRE AVEC LE MINISTRE RÉGIONAL

Habituellement, au moins une fois par année, les membres de la CAR rencontrent le ministre régional pour discuter des dossiers régionaux. Les membres discutent des points à aborder et de l'échéancier. À moins d'avis contraire, la rencontre spéciale avec le ministre régional aura lieu après la rencontre du 21 novembre prochain.

7. PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT 2014-2019 – SUIVI CAR ET CRÉ

M. Bélisle indique que le travail d'identification des porteurs et des partenaires pour chacun des objectifs du Plan quinquennal de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2014-2019 se poursuit. Il rappelle que l'implication de chacun est essentielle à la réalisation de ce plan. Un tableau des organisations et ministères déjà engagés ou sollicités a été produit. Ce dernier sera transmis aux membres de la CAR afin de leur permettre d'évaluer la possibilité de s'investir et de déterminer le type de contribution qui peut être attendu de leur part.

8. POINTS D'INFORMATION DU CSPQ

Pour accélérer le déroulement de la rencontre, M^{me} Julie Lefebvre indique qu'elle transmettra par courriel un certain nombre d'informations.

D'autre part, concernant la tenue de concours, elle confirme que depuis le début de l'été aucun affichage n'a été fait. Plusieurs scénarios sont à l'étude pour l'implantation de la Loi 41 et du système SGR3. Le scénario retenu devrait être connu à la mi-octobre. Dès lors, il y aura reprise des activités de recrutement.

Pour ce qui est du comité de promotion, le Conseil du trésor demande de revoir complètement la façon de recruter. À titre d'exemple, M^{me} Lefebvre mentionne que, sans être exclu, la participation systématique à de grands salons de l'emploi ou à de vastes campagnes universitaires ne sera plus l'approche privilégiée. Les activités de promotion seront en fonction des besoins réels à combler.

Elle ajoute que les nouvelles façons de faire en matière de recrutement ne remettent pas en question l'existence et la pertinence du comité de promotion. La préoccupation ressources humaines demeure très

présente et pour y répondre, le comité produira, dès la fin octobre, un bulletin d'information traitant de sujets d'actualité, des activités de formation à venir et présentera différents outils développés par le Conseil du trésor en matière de ressources humaines. Ce bulletin sera distribué aux directeurs régionaux, aux adjoints ainsi qu'à toute ressource ciblée par les gestionnaires.

Enfin, M^{me} Lefebvre fera parvenir, au cours de la semaine du 23 septembre, le calendrier des activités de développement. Elle ajoute qu'une formation sur le « leadership transversal » est actuellement en élaboration en collaboration avec des personnes ressources de l'UQAT. Cette formation basée sur l'exercice de ses pouvoirs d'influence s'adressera au personnel de gestion mais aussi à toute personne concernée par ce sujet dans une organisation.

Bien qu'il n'y ait pas présentement de processus officiel de recrutement universitaire, un étudiant ou une étudiante qui est en voie de compléter sa formation peut appliquer sur les concours. Dès qu'il est confirmé que la personne est à un an de terminer sa formation, elle devient admissible. Tous les responsables du placement étudiant ont été avisés.

9. AFFAIRES NOUVELLES

Aucun sujet n'est ajouté à l'ordre du jour.

10. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 21 novembre 2014.

11. LEVÉE DE LA RENCONTRE

Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M^{me} Lyne Massicotte, et résolu à l'unanimité de lever la rencontre à 12 h 20.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 21 novembre 2014
de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre de la CAR du 19 septembre 2014		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Révision des programmes de l'État 4.1 Pacte fiscal transitoire 4.2 Modifications à la gouvernance locale et régionale 4.3 Travaux des municipalités 4.4 Réactions de la société civile	x x x x		Denis Moffet Luc Bélisle	
10 h 45	5. Desserte gouvernementale 5.1 Rapport du comité de travail de la CAR 5.2 Suites à donner	x	x	Denis Moffet	
11 h 15	6. Plan quinquennal de développement 2014-2019	x		Luc Bélisle	
11 h 30	7. Affaires nouvelles			Denis Moffet	
11 h 55	8. Prochaine rencontre de la CAR	x		Denis Moffet	
12 h 00	9. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 21 novembre 2014
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

PRÉSENCES

Barrette, Yves	Hydro-Québec
Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Deschesnes, Marc (au téléphone)	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs – Secteur de la Faune et des Parcs – Direction de la gestion de la faune
Dickey, Suzanne (au téléphone)	Société d'habitation du Québec – Direction de l'habitation sociale – Ouest et Sud du Québec
Drolet, Yves	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
Gingras, Martin	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Huot, Rachel	Emploi-Québec
Iracà, Hélène	Ministère du développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Centre de contrôle environnemental
Lavoie, Anick (à compter de 10 h 30)	Ministère du développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Pôle d'expertise nordique et minier - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Poirier, Donald	Société québécoise des infrastructures
Roy, Michel-André	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
Roy, Patrice (au téléphone)	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Bureau de la connaissance géoscientifique du Québec

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet souhaite la bienvenue aux participantes et participants et les invite à se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M. Jacques Boissonneault, appuyé par M^{me} Hélène Iracà, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour en laissant le point « Affaires nouvelles » ouvert.

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE RÉGULIÈRE DE LA CAR DU 19 SEPTEMBRE 2014

Le compte rendu de la rencontre du 19 septembre 2014 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M^{me} Rachel Huot, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

Les suivis font partie des sujets à l'ordre du jour de la rencontre en cours.

4. RÉVISION DES PROGRAMMES DE L'ÉTAT

4.1 Pacte fiscal transitoire

Le 5 novembre dernier, le gouvernement du Québec annonçait la conclusion d'une entente avec les municipalités pour l'année 2015. Bien que nommée *Pacte fiscal transitoire*, cette entente a une incidence à long terme sur le territoire. Elle prévoit, entre autres, une réduction des sommes versées par le gouvernement aux municipalités, la suppression ou une modulation importante de certains programmes ainsi que l'abolition des conférences régionales des élus (CRÉ) et un changement dans le mode de gestion du développement économique dans les MRC.

Concernant la diminution des revenus pour les municipalités, le taux de remboursement de la TVQ passe de 62,8 % à 50 %. Une diminution est aussi prévue pour les compensations de taxes versées sur les immeubles gouvernementaux. Cette réduction affectera les municipalités bénéficiant de la présence de ce type d'immeuble et son impact sera variable puisque le taux de diminution varie selon la catégorie des immeubles (santé, éducation, autres).

D'autre part, plusieurs programmes sont révisés dont l'un des plus importants pour la région, le Programme de développement régional et forestier. Le volet servant à supporter la concertation dans les milieux n'est pas affecté cependant celui permettant de financer des projets, principalement dans les municipalités et les MRC rurales, est aboli.

4.2 Modifications à la gouvernance locale et régionale

En ce qui a trait à la gouvernance, la première mesure de compression est l'abolition des conférences régionales des élus (CRÉ). Pour l'année 2015-2016, le gouvernement réduit de 50 % la contribution de 2,8 millions qui devait être allouée à la CRÉ et la contribution allouée servira uniquement à mettre un terme à ses opérations. À compter de 2016, le même montant de 1,4 millions sera réparti entre les MRC de la région. Ces dernières auront pleine latitude dans leurs choix d'investissement dont, entre autres, celui d'investir ou non dans le développement régional et la concertation régionale.

Puisque l'existence des conférences régionales découle d'une loi, cette dernière doit être modifiée avant que les CRÉ soient dégagées des responsabilités et mandats qui leur avaient été confiés. Un comité de transition, formé des préfets de chacun des territoires et d'un représentant du MAMOT, sera mis en place pour, lorsque la loi sera modifiée, liquider les opérations de la CRÉ. L'exercice complété, le résiduel sera réparti entre les MRC sur la base de critères non encore connus.

Par ailleurs, à ce jour, le MEIE versait aux MRC un montant dédié au développement économique local. Avec cette enveloppe, les MRC devaient reconnaître et financer, conjointement avec le MEIE, un Centre local de développement (CLD). Dorénavant, les MRC auront la possibilité de faire du développement économique à l'intérieur même de leur structure ou encore de confier ce mandat à un organisme du milieu, CLD ou autre. Le budget initial de 80 millions attribué aux MRC pour leur développement économique a été réduit de 10 % au cours de la dernière année et une nouvelle compression de 40 millions est annoncée. La somme disponible pour le développement économique des MRC sera donc approximativement de 32 millions. Que le choix des MRC soit de maintenir ou non leur CLD, l'importance de la réduction du financement entraînera nécessairement des mises à pied et des changements dans les façons de faire. De plus, le Fonds local d'investissement, l'outil financier des CLD pour accorder des prêts à des entrepreneurs, est transféré à la MRC. Pour ce faire, des lois devront être actualisées afin

que les MRC n'aient plus l'obligation de reconnaître et de financer un CLD et pour que celles-ci puissent consentir des prêts aux entrepreneurs, ce que la loi actuellement leur interdit.

Enfin, un nouveau Programme de soutien au développement des territoires est créé à partir des quatre sources suivantes : le solde du budget déjà attribué pour le développement local représentant approximativement 200 000 \$ par MRC, le montant provenant du Programme d'aide financière aux MRC qui équivaut à environ 100 000 \$ par année, les montants des ententes conclues avec le MAMOT dans le cadre des pactes ruraux et auxquels s'ajoutera le résiduel du Fonds de développement régional. Ce programme disposera de 100 millions à l'échelle du Québec, soit environ 1 million par MRC. Pour en faciliter la gestion, la reddition de compte exigée dans le cadre actuel de chacune des sources de financement pourrait être passablement assouplie.

4.3 Travaux des municipalités

Les municipalités doivent évaluer les impacts des coupures de revenus qui leur sont imposées et déterminer ce qui pourra être fait en termes de développement économique local. Les élus doivent aussi décider du traitement qu'ils seront en mesure d'accorder au dossier du développement et de la concertation régionale. Le gouvernement laisse pleine latitude aux élus municipaux pour disposer de ces aspects.

4.4 Réactions de la société civile

Une quarantaine d'acteurs provenant de différents secteurs d'activités et de chacun des territoires de MRC se sont réunis pour examiner les retombées des changements annoncés. Au terme de cette rencontre, un comité constitué de 10 représentants de la société civile a été mandaté pour organiser une rencontre régionale de mobilisation. La société civile demande aux élus de lui donner l'assurance qu'une instance régionale de concertation sera maintenue et supportée financièrement par les MRC.

Les membres discutent des impacts des principales mesures annoncées et font aussi état des mesures moins médiatisées mais qui auront une incidence importante dans la région : compressions budgétaires à l'UQAT et au CÉGEP; disparition ou compression dans les fonds de recherche, y compris ceux liés aux créneaux d'excellence; regroupement des commissions scolaires; choix possiblement imposé au réseau de la santé de la provenance des stagiaires en sciences infirmières; révision des frais de scolarité pour les étudiants d'origine française; étalement de la création des places dans les CPE et autres.

Avec l'abolition de la CRÉ, l'avenir de plusieurs dossiers et organismes importants pour la région pourrait être lourdement compromis : le Plan quinquennal de développement de la région, l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Valorisation Abitibi-Témiscamingue, le Forum jeunesse, la Commission des ressources naturelles et du territoire, les différentes ententes prises avec des ministères et des partenaires du milieu telles que Action Réussite dont les actions visent les jeunes du réseau de l'éducation, l'entente pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées tout comme celles signées dans le cadre de la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS).

M. Bélisle fait état du contexte dans lequel la CRÉ évolue et des contraintes de gestion qui lui ont été imposées. Il demande à chacun des ministères sous entente avec la CRÉ de lui transmettre toutes informations susceptibles de lui être utiles pour finaliser la gestion de ces ententes. Au plan national, une rencontre des sous-ministres de tous les ministères concernés a été convoquée afin de convenir du traitement à donner à l'ensemble des ententes ou projets dont la gestion et le personnel relevaient de la CRÉ et qui deviendront, avec l'abolition de la CRÉ, des dossiers « orphelins ».

Lors de la dernière rencontre de la CRÉ, le conseil d'administration a pris position sur quatre aspects. Les administrateurs s'élèvent contre la centralisation pressentie des lieux décisionnels, ils réaffirment l'importance que tous les territoires puissent se développer, ils réclament le respect de notre modèle de développement décentralisé régionalement, et ce, pour l'ensemble des organisations et ministères et, enfin, ils conviennent de l'importance de conserver une ressource régionale de concertation.

En Abitibi-Témiscamingue, comme dans plusieurs autres régions, des acteurs de tous les secteurs d'activité ont constaté que les mesures annoncées font reculer la région et entravent sérieusement son développement. Leurs constats ont mis en lumière l'urgence d'agir pour préserver la capacité de la région à poursuivre son développement et la nécessité de définir rapidement une structure régionale permettant d'assurer la continuité des actions entreprises au palier régional. Ces impératifs ont aussi fait ressortir l'importance d'obtenir de la part des élus municipaux et des préfets un engagement ferme de former une instance régionale et d'y inclure la société civile.

Pour les acteurs du milieu, l'enjeu fondamental qu'est la grande cohésion régionale présente dans l'ensemble des secteurs d'activité est mise à risque. Malgré l'habitude de travailler ensemble, l'obligation pour les organisations des différents territoires de se préoccuper en premier lieu de leur avenir pourrait indirectement créer un fossé entre les élus et les organisations. Tous devront donc être extrêmement vigilants afin d'éviter l'effritement des liens. Une importante rencontre de mobilisation citoyenne aura lieu le 25 novembre 2014. Les

partenaires de tous les territoires et de tous les secteurs d'activité sont invités à venir prendre acte de la situation et à apporter leur contribution à l'identification des enjeux et des solutions.

5. DESSERTE GOUVERNEMENTALE

5.1 Rapport du comité de travail de la CAR

Dans un premier temps, puisque certaines annonces ont déjà une incidence sur la desserte gouvernementale en Abitibi-Témiscamingue, M^{me} Louise Bilodeau et M. Michel-André Roy sont invités à présenter les changements apportés dans leur ministère respectif.

M^{me} Bilodeau indique que le personnel du MELS a été formellement avisé de la fermeture des directions régionales le 7 mai dernier, que les opérations régionales ont cessé le 16 août et que d'ici le 31 décembre tous les locaux devront avoir été libérés. Provincialement, l'exercice a touché près de 120 employés. De ce nombre, à ce jour, 40 personnes n'ont pas encore été réembauchées. En Abitibi-Témiscamingue, deux professionnels (105) et un cadre sont toujours en disponibilité. Les services des ressources humaines de tous les ministères ont été avisés que le MELS est autorisé à faire des prêts de service et que ce dernier en assumera le salaire.

M^{me} Bilodeau ajoute que le ministre s'était aussi engagé à couper 500 postes au sein même du ministère. Elle n'est pas en mesure de confirmer si ces postes seront effectivement abolis et quels seront les secteurs d'activité touchés. Par contre, à ce jour, six postes ont été créés au palier central pour couvrir le volet concertation avec les régions.

Concernant le MIDI, M. Roy mentionne que la fermeture des directions régionales a été annoncée le 23 octobre dernier. Il précise que le ministère ne modifie pas son offre de service. Ce dernier a cependant regroupé les directions régionales de Montréal, Laval et Montérégie au siège social du ministère à Montréal, aboli les autres directions régionales et créé une direction des partenariats pour assurer les relations avec les régions. D'autre part, M. Roy spécifie que le budget dévolu aux organismes, budget qui transitait antérieurement par les CRÉ, n'est pas affecté et que, conséquemment, les mêmes sommes d'argent devraient être disponibles pour les régions. Enfin, il souligne que l'Abitibi-Témiscamingue étant desservie par la direction régionale de Gatineau, l'impact en ce qui a trait aux ressources humaines est possiblement moindre que pour les régions où des directions régionales étaient localisées. Cependant, pour ce qui est de l'accueil des personnes immigrantes en Abitibi-Témiscamingue, étant donné que ce volet est relativement nouveau pour la région et que plusieurs de ses différents aspects transitaient par la CRÉ, on peut craindre un recul important dans ce dossier. L'immigration devient en quelque sorte un des dossiers « orphelins ».

M^{me} Rachel Huot indique qu'Emploi-Québec rapatrie une partie de la responsabilité du MIDI en ce qui a trait à l'offre de service aux entreprises en matière d'immigration. Quatorze personnes mises en disponibilité au MIDI seront intégrées, selon leur localisation, soit à la Direction du partenariat à Montréal, soit dans certains centres locaux d'emploi de différentes régions. Pour ce qui est de l'Abitibi-Témiscamingue, la région étant auparavant desservie par une autre région, il n'y aura pas d'ajout d'une ressource pour s'acquitter de ce nouveau mandat.

Concernant les travaux du comité de la CAR, M. Moffet mentionne que les personnes mandatées pour évaluer différentes pistes d'action ont choisi, dans un premier temps, de tenter d'obtenir un portrait sommaire de l'évolution de la situation dans chacune des directions régionales. Un questionnaire a été adressé à chaque gestionnaire afin d'identifier, entre autres, le nombre et la répartition des effectifs au 1^{er} avril dernier et la prévision pour les mêmes postes au 1^{er} avril 2015. Un tableau-synthèse des résultats est déposé sur place. On peut y constater une légère diminution appréhendée, particulièrement en ce qui a trait aux effectifs réguliers et occasionnels. Cette diminution devient plus importante lorsqu'on tient compte des postes autorisés non comblés.

À première vue, le portrait peut ne pas sembler trop dramatique. Toutefois, M. Moffet rappelle qu'il y a eu une diminution importante des effectifs de la Régie du bâtiment au fil des ans, que plus récemment la direction régionale du MELS et les bureaux de la Financière agricole ont été gravement affectés mais qu'en contrepartie, le ministère des Transports a été autorisé à augmenter ses effectifs. D'autre part, il souligne que, pour la plupart des directions régionales, l'incidence des compressions actuelles ne sera ressentie qu'après le 1^{er} avril 2015. À titre d'exemple, les effets du 6 millions de compressions dans le réseau de la santé ne seront pas encore observables au 1^{er} avril 2015 alors qu'en vertu des pronostics, les économies de fusion conduiront à l'abolition, en Abitibi-Témiscamingue, de plusieurs postes. D'autres ministères ont eux aussi des indications en rapport avec des compressions d'effectifs à venir au-delà du 1^{er} avril 2015 et des rumeurs circulent concernant la fermeture éventuelle de petits bureaux régionaux et de coupures budgétaires importantes dans différentes organisations. Quel que soit le ministère ou l'organisme gouvernemental, tous les exercices de repositionnement qui se réaliseront en 2015 ainsi que les résultats de l'évaluation des programmes actuellement en cours pourraient encore entraîner d'importants changements en 2015-2016, 2016-2017 et à plus long terme. Il est donc extrêmement difficile à ce moment-ci d'avoir un véritable portrait de la situation à court, moyen et long termes.

5.2 Suites à donner

Les discussions font ressortir l'importance de suivre de près l'évolution de la situation et de la documenter davantage pour mieux en comprendre les impacts :

- recueillir et partager le plus d'informations possibles;
- identifier les changements à venir dans des secteurs moins médiatisés;
- tenter d'évaluer le nombre de personnes touchées par les changements annoncés;

M. Moffet invite les gestionnaires qui connaissent déjà les impacts des changements qui seront apportés dans leur organisation à lui transmettre l'information disponible afin d'alimenter le portrait global de la situation. Il se propose pour recueillir et cumuler les renseignements provenant du réseau de l'éducation et du réseau du développement local et régional.

Les données recueillies devraient permettre de mieux cerner les pertes en expertises de toutes sortes, les pertes salariales ou autres pertes économiques et ainsi pouvoir anticiper les effets des changements apportés ou annoncés sur l'économie locale et régionale, et ce, à moyen et long termes.

À la prochaine rencontre de la CAR, la situation sera réexaminée et si l'information disponible permet de tracer un portrait suffisamment intéressant et explicite, une rencontre avec le ministre régional sera convoquée.

En réponse à l'inquiétude exprimée que la rencontre avec le ministre soit trop tardive, M. Moffet indique que, selon l'évolution de la situation et les fenêtres d'opportunités possibles, il n'est pas exclu que la rencontre puisse se tenir plus rapidement.

Au besoin, une conférence téléphonique pourrait aussi être envisagée.

6. PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT 2014-2019

La CRÉ a l'intention de se servir du plan quinquennal comme outil de ralliement des acteurs du développement en Abitibi-Témiscamingue. Les enjeux y sont inscrits et permettent d'évaluer les décisions du gouvernement.

7. AFFAIRES NOUVELLES

Aucun sujet n'est ajouté à l'ordre du jour.

8. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

La prochaine rencontre régulière de la CAR devrait se tenir le 23 janvier 2015.

9. LEVÉE DE LA RENCONTRE

Il est proposé par M^{me} Hélène Iracà, appuyée par M. Jacques Boissonneault, et résolu à l'unanimité de lever la rencontre à 12 h 10.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 23 janvier 2015

de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile

170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Transmis
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre de la CAR du 21 novembre 2014		x	Denis Moffet	Transmis
9 h 50	4. Réseau de la santé et de services sociaux 4.1 Projet de loi 10 4.2 Stratégie de mobilisation régionale	x x		Jacques Boissonneault	Transmis
10 h 20	5. Abolition de la CRÉ 5.1 État de situation 5.2 Mobilisation régionale et interrégionale 5.3 Avenir des dossiers « orphelins »	x x x		Luc Bélisle Denis Moffet	
10 h 45	6. Desserte gouvernementale 6.1 État de situation - Tour de table 6.2 Les suites à donner	x	x	Membres CAR Denis Moffet	
11 h 30	7. Rencontre avec le ministre régional 7.1 Convenir d'une date 7.2 Format de la rencontre		x x	Denis Moffet	
11 h 45	8. Affaires nouvelles			Denis Moffet	
11 h 55	9. Prochaine rencontre de la CAR	x		Denis Moffet	
12 h 00	10. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 23 janvier 2015
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

PRÉSENCES

Barrette, Yves	Hydro-Québec
Beaudry, Mathieu	Ministère de la Culture et des Communications
Bélisle, Luc (à compter de 10 h 20)	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Drolet, Yves	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
Dubé, Renaud (à compter de 10 h 40)	Ministère de la Famille
Dumont, Dany (au téléphone)	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs – Direction de la protection de la faune
Guertin, Marie-Pier	Office québécois de la langue française
Iracà, Hélène	Ministère du développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Centre de contrôle environnemental
Lapointe, Yves	SAAQ - Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs – Centre de services Rouyn-Noranda, La Sarre et Ville-Marie
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Lessard, Gaëtan	Ministère de la Sécurité publique – Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Morin, Sabrina (à compter de 10 h 15)	Emploi-Québec
Poirier, Donald	Société québécoise des infrastructures
Sarrazin, Alain	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mardi 27 mai 2014

Heure : 9 h à 16 h

Endroit : Toi-Moi Café, 685 boulevard Laure, Sept-Îles (face à l'Hôtel Les Gouverneurs)

ORDRE DU JOUR		
9 h	1.	Ouverture de la réunion et enregistrement des présences.
	2.	Lecture et adoption de l'ordre du jour.
9 h 10	3.	Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 25 février 2014.
9 h 15	4.	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. La nouvelle politique nationale de la ruralité. Présentation par M. Stéphane Boudreau.
10 h	5.	Comité de la Table régionale pour l'emploi. M. Réginald Caron. Rapport du comité de la Table régionale pour l'emploi.
10 h 15		Pause
10 h 30	6.	Élection du nouveau gouvernement : modifications apportées aux ministères et organismes. Tour de table sur les changements apportés et leurs effets.
10 h 50	7.	Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord. <ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat au Plan Nord; • Baie-Johan-Beetz; • Relance économique à Gros-Mécatina; • Parc d'hivernage de Sept-Îles; • Projet de maternité porcine à Longue-Rive.
11 h 10	8.	Société d'habitation du Québec. M. Pascal Rivard. <ul style="list-style-type: none"> • Bénéfices économiques des programmes de la SHQ sur la société québécoise; • Présentation de l'Office municipale de l'habitation de Sept-Îles. Invitée : Madame Lilliane Otis, présidente du conseil d'administration; • Les Québécois et le HLM : Résultats d'un sondage national sur la perception du logement social au Québec. Invité : M. Guy Berthe, administrateur au conseil d'administration du Regroupement des Offices d'Habitation du Québec, ainsi qu'à l'Office municipale d'habitation de Sept-Îles, et conseiller municipal à la Ville de Sept-Îles.
11 h 45		• Dîner sur place.
13 h 15	9.	Ministère de la Culture et des Communications. M^{me} Julie Samuel. Présentation sur la préservation du patrimoine unique de la Côte-Nord qui inclue une forte composante archéologique. Cette présentation a pour but d'harmoniser les pratiques et d'explorer de nouveaux partenariats.
14 h 15	10.	Plan quinquennal de développement de la CRÉ Côte-Nord. Résultats de la consultation des ministères et démarches à venir.
14 h 45	11.	Dossiers divers. <ul style="list-style-type: none"> • Fonction publique Côte-Nord : concours régional classe 4; • Loi 41 : mise en application; • Formations professionnelles à venir; • Érosion des berges : projet expérimental pour favoriser l'ensablement; • Programmes et initiatives de ministères avec les autochtones : demande de la direction régionale du MAMOT en Montérégie. • Conseil du statut de la femme, portrait des Québécoises.
15 h	12.	Date et lieu de la prochaine réunion. Fin de la rencontre.

COMPTE RENDU DE RÉUNION
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mardi 27 mai 2014
Heure : 9 h
Endroit : Café Toi-Moi, 685, boulevard Laure Sept-Îles
Rédigé par : Yves Melançon, MAMOT

Étaient présents et présentes:

M ^{me} Sylvie Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Michel Bérubé	Ministère des Transports
M. Stéphane Boudreault	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M. Réginald Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M ^{me} Julie Samuel pour M ^{me} Élizabeth Carmichael	Ministère de la Culture et des Communications
M ^{me} Maude Delisle pour M. Jacques Chiasson	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
M ^{me} Suzanne Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M. Serge Dubois pour M. Alain Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Bruno Caron pour M. Pierre Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Nicole Demers pour M. Claude Dahl	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Ivo Di Piazza	Agence de santé et des services sociaux
M ^{me} Diane Douville	Ministère de la Justice
M. François Bertrand pour M. Jocelyn Fortier	Société des traversiers du Québec
M. Alain Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. Gaétan Gauthier	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Audray Cloutier pour M ^{me} Joanne Laberge	Secrétariat au Plan Nord
M. Yves Melançon	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Karine Noël	Investissement Québec
M ^{me} Sylvie Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Pascal Rivard	Société d'habitation du Québec
M. Michel-André Roy	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
M. Frédéric Perron pour M ^{me} Linda Tremblay	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Françoise Trudel	Hydro-Québec
M. Sylvain Turbide	Centre de services partagés du Québec

Étaient absents et absentes:

M ^{me} Annie Châteauvert	Ministère du Tourisme
-----------------------------------	-----------------------

Étaient absents et absentes:	
M ^{me} Marilyn Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Jean-François Picard	Ministère de la Famille
M. Guy St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail
M. Sébastien Lanthier	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Invités:	
M ^{me} Gretha Fougères	Directrice, Association touristique régionale, Côte-Nord
M. François Guindon	Archéologue, Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M ^{me} Liliane Otis	Office d'habitation municipale de Sept-Îles
M ^{me} Oléa Richard	Office d'habitation municipale de Sept-Îles

Copie à : Membres de la CAR	
-----------------------------	--

DÉTAILS	
1.	<p>Ouverture de la réunion et enregistrement des présences.</p> <p>La rencontre est ouverte par le président de la CAR à 9h. Un tour de table permet aux participants et participantes de se présenter.</p>
2.	<p>Lecture et adoption de l'ordre du jour.</p> <p>Quelques modifications sont apportées dans l'ordre des présentations. Deux points sont ajoutés dans les dossiers divers.</p>
3.	<p>Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 25 février 2014.</p> <p>Le compte rendu de la rencontre du 25 février est adopté tel que rédigé.</p>
4.	<p>Politique nationale de la ruralité</p> <p>Présentation par M. Stéphane Boudreault (MAMOT)</p> <p>Le gouvernement du Québec a adopté le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité pour une période de 10 ans, soit de 2014 à 2024 avec un budget prévu de 470 M\$.</p> <p>Quelques faits saillants du bilan du plan pour la période précédente:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 000 projets financés (2002-2014); • 91 pactes ruraux; • 11 000 emplois créés ou maintenus. <p>Parmi les avancées rurales significatives notées pour l'ensemble des régions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des capacités accrues des communautés à se mobiliser et à se prendre en main; • Une expertise développée par les agents de développement rural; • Des écarts rétrécis entre les milieux ruraux et urbains. <p>Les défis qui subsistent portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La diminution du poids démographique de plusieurs milieux ruraux; • Des milieux présentant de défis de revitalisation; • Des écarts subsistent sur le plan économique. <p>Les principes directeurs reposent sur les acquis de la politique précédente, une plus grande décentralisation, une approche intersectorielle des pactes ruraux, une mise en œuvre plus souple dans le respect de l'autonomie locale et sur une participation citoyenne. L'approche intersectorielle mise sur la plus grande cohérence des actions des partenaires du milieu et sera mise à profit lors de la préparation des pactes ruraux (340 M\$ sur 10 ans) qui associent plus étroitement le gouvernement et les MRC.</p> <p>Chaque MRC est responsable de la gestion de son Pacte rural et peut engager un ou des agents de développement rural avec une aide financière.</p> <p>Pour des projets majeurs qui nécessitent des investissements à plus long terme, il y aura les « pactes plus », dont 63,5 M\$ sont réservés sur 10 ans pour leur réalisation, à raison de 750 000 \$ par MRC rurale. M. Gauthier précise que la préparation des « pactes plus » devra être faite en consultation avec les ministères et selon une approche multisectorielle. La direction régionale du MAMOT et la CAR Côte-Nord auront un rôle de soutien pour favoriser la synergie recherchée.</p>

DÉTAILS

5. Rapport de la Table régionale portant sur la main-d'œuvre dans les secteurs industriels et de la construction.

Présentation par M. Réginald Caron (MESS)

Le comité formé pour l'occasion a déposé son rapport. Rappelons que le mandat de cette table était de se pencher sur les problématiques de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs industriels et de la construction. Elle devait faire la lumière sur les difficultés qui ont contribué à la situation actuelle et proposer des solutions durables à mettre en œuvre pour y remédier de manière efficace.

La Table était composée des membres suivants :

- le Conseil régional des partenaires du marché du travail;
- Emploi-Québec;
- le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- représentants d'entreprises;
- représentants syndicaux (FTQ et CSN);
- la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord;
- les villes de Baie-Comeau, de Fermont, de Forestville, de Havre-Saint-Pierre, de Port-Cartier, de Sept-Îles et de Schefferville;
- les MRC de Caniapiscau, de La Haute-Côte-Nord, de Manicouagan, de Minganie et de Sept-Rivières;
- les députés de René-Lévesque et de Duplessis;
- Hydro-Québec;
- l'Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord.

La Table n'est pas parvenue à une compréhension commune et à des solutions partagées. Des parties présentes à la table se sont toutefois engagées à poursuivre la discussion. La Table a dégagé onze constats à partir des problèmes et des situations rencontrées et a fait onze recommandations adressées aux ministres Sam Hamad et François Blais.

Un comité restreint est mis sur pied pour faire le suivi des recommandations. Le comité est composé des représentants syndicaux, patronaux, des préfets, de maires et des deux députés de la Côte-Nord.

6. Élection du nouveau gouvernement : modifications apportées aux ministères et organismes

À la suite de l'élection du nouveau gouvernement, les membres de la CAR sont invités à faire un tour de table pour partager entre eux les changements annoncés ou à venir dans leur ministère et organismes.

La direction régionale du MELS fermera ses portes en septembre-octobre prochain. Cinq employés, outre la directrice, M^{me} Côté, sont touchés par la décision. Parmi ceux-ci, deux n'avaient pas le statut permanent.

Désormais, ce sont les directions centralisées qui agiront directement avec les commissions scolaires.

Au ministère des Transports, le projet de création d'une agence est chose du passé. Le ministère pourra recruter du personnel pour rattraper l'expertise perdue et mieux répondre aux différentes responsabilités et tâches inhérentes à son mandat. Seulement pour la Côte-Nord, une cinquantaine d'emplois seront comblés. Les grands projets de 50 M\$ et plus

DÉTAILS

relèveront de la nouvelle Direction des projets stratégiques, ce qui comprend les gros projets routiers sur la Côte-Nord. Le Ministère a aussi repensé l'organisation et la répartition du travail exigeant de l'expertise afin de mettre en commun les ressources de plusieurs directions territoriales.

Pour sa part le ministère des Ressources naturelles est transformé avec la création du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. La direction territoriale assume pour le moment la gestion des deux entités. L'achèvement des modifications administratives est prévu en décembre prochain.

Tous les autres participants complètent le tour de table en communiquant leurs impressions et appréciations des décisions en cours ou appréhendées.

Les membres de la CAR conviennent de tenir une conférence téléphonique peu après la présentation du budget pour poursuivre les échanges.

7. Étude sur les retombées économiques des programmes de SHQ

7.1 Présentation par M. Pascal Rivard (SHQ)

M. Rivard est accompagné de M^{me} Liliane Otis et de M^{me} Oléa Richard, respectivement présidente et directrice générale de l'Office d'habitation municipale de Sept-Îles.

M. Rivard présente une étude sur les bénéfices économiques des programmes de la Société d'habitation du Québec. L'étude fut réalisée en deux phases, soit les retombées économiques, sociales et territoriales, puis les coûts évités à la Société. L'étude montre que le logement social est un investissement plutôt qu'une dépense et qu'il permet de réduire la pauvreté. L'aide contribue à hausser les revenus disponibles des bénéficiaires des programmes des logements sociaux tout en réalisant des économies au chapitre de l'itinérance, des personnes en perte d'autonomie, handicapées ou ayant des problèmes de santé mentale.

Un sondage réalisé par la firme SOM pour le compte du Regroupement des Offices d'habitation du Québec a été mené chez les Québécois sur leur perception à l'égard du logement social. Il ressort de ce sondage que le logement social a une réputation acquise, alors que les offices gagneraient à être mieux connus. Les interventions en matière de logement faites par les gouvernements sont généralement acceptées, malgré quelques préjugés.

7.2 Portrait du logement social à Sept-Îles et de l'OMH

M^{mes} Otis et Richard présentent le portrait du logement social à Sept-Îles et l'engagement de l'Office municipal d'habitation de Sept-Îles dans les gestions des services et du parc immobilier. L'Office gère 422 unités de loyer occupé par 600 locataires environ. Elle compte aussi 54 unités tenues en propriété privée et pour lesquelles leurs occupants bénéficient d'un programme de supplément de loyer.

L'Office compte aussi des centres de service dans sept autres municipalités à l'est de Sept-Îles.

Pour 2015, l'Office prévoit construire 60 logements destinés à des familles et à des personnes de 55 ans et plus.

8. Présentation de la Loi sur le patrimoine culturel (MCC)

DÉTAILS
<p>8.1 M^{me} Julie Samuel fait une présentation de la Loi sur le patrimoine et de son application sur la Côte-Nord. Cette présentation a pour but de faire comprendre le fonctionnement de la loi et les obligations qu'elle impose aux ministères et organismes appelés à faire des travaux sur le terrain.</p> <p>Il existe 21 sites archéologiques classés au Québec, dont 6 sur la Côte-Nord. M^{me} Samuel explique le fonctionnement de la loi au chapitre des sites et des fouilles archéologiques. Il existe environ 1 500 sites archéologiques connus sur la Côte-Nord, ce qui distingue la Côte-Nord par rapport au Québec. Pour cette raison, le Ministère a signé une entente avec la CRÉ Côte-Nord pour le recrutement d'un archéologue, M. François Guindon, et afin de s'assurer de la préservation et de la conservation de ces biens et sites archéologiques.</p> <p>8.2 Patrimoine archéologique</p> <p>M. François Guindon enchaîne avec une présentation sur le patrimoine archéologique de la Côte-Nord, ses enjeux, la préparation d'une entente administrative en archéologie pour protéger et conserver les sites et la gestion intégrée de ce patrimoine.</p> <p>L'entente doit permettre aux communautés et organismes de la région de s'approprier leur patrimoine archéologique en leur fournissant les ressources pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> • protéger le patrimoine archéologique; • sensibiliser la population régionale sur l'existence et la fragilité de cette ressource; • mettre en valeur le patrimoine archéologique au bénéfice des communautés. <p>Sur ce dernier point, les communautés et la région peuvent se doter de moyens et d'outils pour faire valoir le patrimoine archéologique (cartes, inventaire, interprétation).</p> <p>M. Guindon offre du soutien, de concert avec le MCC, aux ministères et organismes en région. Il les invite à communiquer avec eux afin de tirer le meilleur parti des travaux archéologiques fait dans le contexte de travaux d'aménagement ou de construction.</p>
<p>9. Plan quinquennal de développement de la CRÉ Côte-Nord</p> <p>M^{me} Nicole Demers résume les étapes franchies à ce jour ainsi que le bilan de la consultation du projet de plan quinquennal de la CRÉ Côte-Nord.</p> <p>La grande majorité des objectifs et des actions sont en cohérence avec les M/O, de même que les contributions de ceux-ci peuvent prendre plusieurs formes. Les commentaires portent sur la transversalité dans les enjeux et la coordination ministérielle. L'aspect environnement justifierait à lui seul un chantier distinct.</p> <p>À la lumière des commentaires, la CRÉ Côte-Nord révisera la formulation des chantiers et des objectifs, afin de la simplifier et de faire la transversalité des enjeux.</p> <p>Parmi les prochaines étapes, un autre forum est prévu à l'automne. L'adoption du projet global se ferait à l'automne.</p> <p>Le bilan questionnait également le lien entre les objectifs et les plans d'action sectoriels des ministères et organismes pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'occupation et de la vitalité des territoires. En général, la plupart des ministères voient une correspondance entre leurs actions dans leur plan sectoriel et les objectifs du Plan quinquennal. Par conséquent, l'atteinte des objectifs du plan quinquennal de développement deviendrait un moyen de contribuer à la mise en œuvre régionale des plans sectoriels.</p> <p>Le MAMOT verra au cours des prochains mois à mettre en place une façon de faire le suivi régional des plans sectoriels des M/O en matière d'Occupation et de Vitalité du Territoire.</p>

DÉTAILS

10. Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord

Rencontre avec le Secrétariat au Développement nordique

Une rencontre a été tenue en février 2014 entre les coprésidents du Bureau régional de coordination gouvernementale (Linda Tremblay et Gaétan Gauthier) et le Secrétariat au Développement nordique (René Dufresne et Audrey Cloutier) pour discuter de la relance des activités du Bureau en fonction des dossiers en cours et selon les besoins. Il s'agissait de tenir des rencontres statutaires. Les récentes élections apportent des modifications aux activités du Secrétariat. M. Robert Sauvé est devenu le Secrétaire général associé du Secrétariat. Le projet de créer une Société du Plan Nord est remis à l'ordre du jour.

Concernant le déploiement du Secrétariat en région, il faudra attendre les orientations du nouveau gouvernement récemment en place.

Baie-Johan-Beetz

Le financement de l'étude d'opportunité n'est pas complété. L'étude ne débutera pas avant d'avoir obtenu les confirmations des ministères. Dans l'intervalle, la firme Aecom a été retenue pour faire l'étude, laquelle sera présentée au Bureau régional de coordination gouvernementale avant son adoption finale. Il est très plausible que l'étude ne commence qu'à l'automne 2014.

Relance économique à Gros-Mécatina

Plusieurs rencontres par conférence téléphonique ont été faites avec les ministères et organismes concernés, ainsi qu'avec des représentants des trois promoteurs des projets et de la municipalité.

L'évaluation des coûts de la prochaine saison de travaux agricoles est presque complétée. Les ministères et organismes ont reçu les demandes d'aide financière. Une formation à la ferme Picard de Gallix a été offerte à des employés. La deuxième saison permettra de poursuivre les travaux au champ, de monter les infrastructures, soit la serre et les tunnels de croissance, de commander des plants d'arbres fruitiers et de débiter la culture maraîchère.

Parc d'hivernage de Sept-Îles

Il a été convenu lors d'une rencontre à Sept-Îles regroupant plusieurs ministères du Québec, du fédéral, la CRÉ Côte-Nord et la Corporation du quai de mettre à jour le rapport qu'avait préparé la firme d'ingénieurs WSP.

Ce rapport sera déposé en juin afin de le faire cheminer aux instances. Il appert selon les premières constatations de la firme que le quai s'est dégradé d'une manière significative en un an, ce qui revêt une importance stratégique pour la mise à l'eau des bateaux de pêche au printemps.

Projet de maternité porcine à Longue-Rive

Une rencontre a été tenue le 22 mai. La Coopérative fédérée n'exclut pas de recourir à de l'épandage. Elle a rencontré des maires et des producteurs agricoles en Abitibi-Témiscamingue, pour présenter leur projet qui intéresse les producteurs agricoles. Cela représente un concurrent sérieux pour la municipalité de Longue-Rive.

À défaut de pouvoir y faire de l'épandage des lisiers, le projet doit prévoir la construction d'une usine de traitement des fertilisants, laquelle est évaluée à un peu plus de 11 M\$. Les producteurs de porcs qui sont prêts à investir dans la construction des fermes évaluées à 55 M\$, mais ne veulent pas prendre les risques du construire l'usine de traitement. Il serait difficile pour la Côte-Nord de revendiquer auprès du gouvernement plus d'aide financière dans la construction d'une usine de traitement, alors que ce projet est exclu en Abitibi-

DÉTAILS
<p>Témiscamingue.</p> <p>La stratégie pour notre région est de convaincre la COOP et le gouvernement que la version régionale du projet est avant-gardiste et que tôt ou tard, il faudra bien traiter les lisiers d'une façon plus moderne et plus durable.</p>
<p>11. Dossiers divers</p> <p>Fonction publique Côte-Nord : concours régional classe 4</p> <p>En dépit des nombreux candidats sur une liste de déclaration d'aptitudes, il est difficile d'attirer des recrues dans notre région. Ce constat a amené la direction régionale du MESS à faire des démarches auprès du Conseil du trésor pour obtenir une dérogation lui permettant de tenir un concours pour les régions de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Après que d'autres ministères se soient joints au processus, l'affichage a été fait et est valable pour tous les ministères dans les trois régions.</p> <p>Quatre cent cinquante personnes ont soumis leur candidature. Cent vingt-cinq ont été retenues pour les 3 régions après la présélection. Le concours se poursuit.</p>
<p>Loi 41 : mise en application et formations professionnelles à venir</p> <p>M. Turbide fait la présentation de l'historique, de la démarche et des nouveaux mécanismes mis en place. Le projet de règlement sera adopté sous peu.</p> <p>Des formations professionnelles sont prévues en octobre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À Baie-Comeau, gestion des priorités, le 30 octobre; • À Sept-Îles, gestion proactive des conflits, le 27 octobre. <p>Pour la suite des cours de français et de rédaction, le CSPQ discute avec le Cégep des modalités pour les donner.</p>
<p>Projet Rolodune</p> <p>Ce projet doit recevoir l'autorisation du ministère de l'Environnement. Selon la loi, il doit correspondre à cinq fins (municipale, résidentielle, récréatif, etc.). L'initiateur du projet, M. Laurie Gauthier, poursuit ses démarches auprès du ministère.</p> <p>Dans la mesure où le projet reçoit l'approbation du MDDECC, le MAMOT initiera une consultation des ministères pour connaître leur intention de participer au financement, ce qui pourrait être fait sous la forme d'une entente spécifique.</p>
<p>Programmes et initiatives de ministères avec les autochtones : demande de la Direction régionale du MAMOT de la Montérégie</p> <p>La Direction régionale du MAMOT de la Montérégie demande aux ministères et organismes de la CAR Côte-Nord s'ils ont des exemples d'initiatives et de projets avec les communautés autochtones, par exemple des chantiers-écoles en transport et des ententes de rapprochement entre les peuples. De tels projets serviraient d'exemple pour des projets avec le conseil de Kahnawake. Les membres de la CAR sont invités à faire connaître de telles initiatives par courriel à Gaétan Gauthier au MAMOT.</p>
<p>Conseil du statut de la femme, portrait des Québécoises</p> <p>Le Conseil du statut de la femme présente un petit recueil sur le Portrait des Québécoises en huit temps à travers quelques indicateurs socioéconomiques pour l'année 2014. Ce document est disponible sur le site à l'adresse suivante :</p>

DÉTAILS	
http://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait-des-quebecoises-en-8-temps-edition-2014.pdf	
<p>Par ailleurs, le Conseil a préparé sur son site Internet une présentation animée qui présente le Conseil en 5 minutes à l'aide d'une présentation en dessin animé : http://www.csf.gouv.qc.ca/</p>	
<p>Société d'habitation du Québec. Certification de résidences pour personnes âgées :</p> <p>M. Pascal Rivard explique l'entrée en vigueur le 1^{er} juin, de nouvelles mesures pour les résidences qui offrent deux services et plus. Pour être certifiées, ces résidences devront offrir le service de surveillance de nuit, pour des petits projets de résidence comme sur la Côte-Nord, cela représente des augmentations substantielles de 300 \$ par mois sur des coûts mensuels de loyers de 1 100 \$ environ. Les conseils d'administration de ces résidences sont aux prises avec des décisions difficiles à prendre. L'impact se fera sentir au Québec avec une population vieillissante.</p>	
12. Date et lieu de la prochaine rencontre :	<p>La prochaine rencontre se tiendra à Baie-Comeau, en septembre. Un courriel avec choix de dates sera envoyé aux membres.</p>
13. Fin de la rencontre	<p>La rencontre se termine à 16h.</p>

COMPTE RENDU DE RÉUNION
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : 17 juin 2014
Heure : 9 h
Endroit : Baie-Comeau, parc conférence téléphonique
Rédigé par : Yves Melançon, MAMROT

Étaient présents et présentes:

M. Michel Bérubé	Ministère des Transports
M ^{me} Sylvie Bouchard	Conseil du statut de la femme
Mme Candide Tremblay pour M. Réginald Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M ^{me} Suzanne Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M. Alain Côté et Jean Lavallée	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Bruno Caron pour M. Pierre Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M. Ivo Di Piazza	Agence de santé et des services sociaux
M ^{me} Diane Douville	Ministère de la Justice
M ^{me} Marilyn Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Gaétan Gauthier	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M. Réjean Goudreault	Ministère de la Culture et des communications
M ^{me} Joanne Laberge et Audray Cloutier	Secrétariat au Plan Nord
M. Yves Melançon	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Linda Tremblay	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. Sylvain Turbide	Centre de services partagés du Québec

Étaient absents et absentes:

M. Sylvain Boulianne	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (secteur Faune)
M. Jacques Chiasson	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
M ^{me} Nathalie Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. Martin Daris	Ministère du Tourisme
M. Claude Dahl	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Alain Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Karine Noël	Investissement Québec
M. Jean-François Picard	Ministère de la Famille
M ^{me} Sylvie Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Pascal Rivard	Société d'habitation du Québec
M. Michel-André Roy	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
M. Guy St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail
M ^{me} Françoise Trudel	Hydro-Québec
M. Claude Trudelle	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

DÉTAILS	
1 Ouverture de la rencontre	
10 h 35	
2- Objet : Impact des réorganisations ministérielles depuis la l'élection du nouveau gouvernement en avril dernier et impact du budget sur le fonctionnement régional des ministères.	
Tour de table des ministères présents. NOTE D'un commun accord, les participants s'entendent pour qu'il n'y ait pas de compte rendu écrit de la rencontre, les études de crédits n'étant pas encore terminés et certains sujets discutés n'étant pas encore confirmés.	
La réunion prend fin à 11h 40	

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD

Date : Le 12 novembre 2014

Heure : 9 h à midi

Endroit : Château Arnaud, 403, avenue Arnaud Sept-Îles

ORDRE DU JOUR		
9 h 00	1.	Ouverture de la réunion et enregistrement des présences
	2.	Lecture et adoption de l'ordre du jour
9 h 05	3.	Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 27 mai 2014
9 h 10	4.	Transfert financier aux municipalités (Pacte fiscal, CRÉ, CLD) : MAMOT
9 h 30		Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord <ul style="list-style-type: none">• Étude d'opportunités portant sur la relance et la diversification économique de Baie-Johan-Beetz• État de situation du projet de relance économique à Gros-Mécatina• Projet de rénovation du quai du parc d'hivernage de Sept-Îles• Disponibilité d'essence à Chevery en période hivernale• Société du Plan Nord
	5.	
10 h 00		Pause
10 h 15	6.	Plan de développement des terrains industriels de Sept-Îles : Corporation développement économique Sept-Îles, Sylvain Larivière et Ville de Sept-Îles, Denis Cléments
10 h 40	7.	Mise en valeur du potentiel en hydrocarbures à l'Île-d'Anticosti : MERN, André Morin
11 h 10	8.	Tour de table sur la réingénierie de l'État et ses impacts sur les directions régionales
11 h 50	9.	Dossiers divers
11 h 55	10.	Date et lieu de la prochaine réunion - Fin de la rencontre
12 h 00		Dîner – réservation de groupe
13 h 15		Les responsables régionaux seront conviés à une activité spécifique en après-midi

COMPTE RENDU DE RÉUNION
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : 12 novembre 2014

Heure : 9 h

Endroit : Château Arnaud, 403, rue Arnaud Sept-Îles

Rédigé par : Marilyn Emond, MAMOT

Étaient présents et présentes:

M. Michel Bérubé	Ministère des Transports
M. Alain Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Mathieu Cyr, par intérim	Ministère de la Faune, des Forêts et des Parcs (Secteur Forêts)
M ^{me} Marie-Josée Paradis, par intérim	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Isabel Jobin pour M. Pierre Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M. Claude Dahl	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M ^{me} Diane Douville	Ministère de la Justice
M. Alain Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. Gaétan Gauthier	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M. Yves Melançon pour M ^{me} Joanne Laberge	Secrétariat au Plan Nord
M ^{me} Marilyn Emond	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M. Jean-François Picard	Ministère de la Famille
M ^{me} Vivianne Denis- Ducharme pour M ^{me} Sylvie Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Sylvain Turbide	Centre de services partagés du Québec

Étaient absents et absentes:

M ^{me} Sylvie Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Sylvain Boulianne	Ministère des Forêts de la Faune et des Parcs (Secteur Faune)
M. Réginald Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
M. Jacques Chiasson	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
M ^{me} Nathalie Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. Martin Daris	Ministère du Tourisme
M. Ivo Di Piazza	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
M ^{me} Monique Savoie	Office des personnes handicapées du Québec
M. Réjean Goudreault	Ministère de la Culture et des Communications
M ^{me} Karine Noël	Investissement Québec
M. Pascal Rivard	Société d'habitation du Québec
M. Michel-André Roy	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
M. Sébastien Lanthier	Ministère des Relations internationales
M. Guy St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail
M ^{me} Françoise Trudel	Hydro-Québec

Étaient absents et absentes:

M. Gaston Dallaire	Société Québécoise des Infrastructures
M. François Bertrand	Société des traversiers du Québec

Copie à :

DÉTAILS

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

M. Gaétan Gauthier, à titre de président de la CAR, débute la réunion à 9 h 15 en souhaitant la bienvenue aux membres de la CAR. Il mentionne que cette rencontre se tient exceptionnellement sur une demi-journée en raison de la consultation du Secrétariat au Plan Nord prévue cet après-midi. Un tour de table permet aux participants et participantes de se présenter.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adoptée tel que proposé.

3. Lecture et adoption du compte-rendu de la réunion du 27 mai 2014

M^{me} Marilyn Emond résume les grandes lignes du compte-rendu du 27 mai 2014. Il est adopté tel que rédigé.

4. Transfert financier aux municipalités (Pacte fiscal, CRÉ, CLD) : MAMOT

M. Gaétan Gauthier présente les éléments du Pacte fiscal transitoire pour 2015. Il résume les principales caractéristiques en précisant les différentes réductions et la bonification des transferts financiers. Par la suite, il aborde les points concernant la nouvelle gouvernance régionale. Cette dernière prévoit l'abolition des CRÉ par un projet de loi et l'exercice direct par les MRC des compétences en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat. Un comité transitoire formé des préfets des MRC sera mis en place par la direction régionale du MAMOT. Des documents sont remis pour accompagner la présentation. Ces documents sont également disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.mamrot.gouv.qc.ca/actualites/actualite/article/une-nouvelle-gouvernance-regionale-et-un-pacte-fiscal-transitoire/>

5. Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord

- Étude d'opportunités portant sur la relance et la diversification économique de Baie-Johan-Beetz

M^{me} Marilyn Emond mentionne que le financement a été complété pour l'étude d'opportunités et qu'elle est actuellement en cours. Il est possible que la firme Aecom, responsable de l'étude, contacte certaines directions régionales. Elle les invite à y collaborer. Les résultats à mi-mandat seront présentés à la population de Baie-Johan-Beetz à la mi-novembre pour leur présenter l'état de situation et en savoir plus sur leurs attentes concernant la démarche. L'étude devrait être complétée à l'hiver 2015 et sera présentée à la CAR.

- État de situation du projet de relance économique à Gros-Mécatina

M^{me} Marilyn Emond explique que le financement des trois projets pour la saison 2014 a été complété. Il y a seulement une confirmation à recevoir, mais ça ne met pas en péril les projets. Les promoteurs sont à finaliser leur rapport afin d'obtenir les derniers versements. Les promoteurs se sont engagés à déposer leurs nouvelles demandes financières au début décembre. Une analyse sera effectuée pour déterminer sous quelle forme de coopérative les promoteurs pourraient se regrouper afin de faciliter la gestion des projets. Concernant la relance de l'usine de transformation de produits marins, la Municipalité devrait préciser l'option retenue d'un commun accord avec la population à l'hiver 2015.

DÉTAILS

- **Projet de rénovation du quai du parc d'hivernage de Sept-Îles**

M. Gaétan Gauthier précise qu'un rapport a été déposé par la Ville de Sept-Îles à toutes les instances concernées. Une démarche est actuellement en cours pour trouver le financement afin d'amorcer les travaux le plus rapidement possible. Il n'y a pas de programme pour ce type de projet au MAMOT, ni au MAPAQ. Chaque direction régionale a fait cheminer l'information à ses instances supérieures.

- **Disponibilité de l'essence à Chevery en période hivernale**

M. Gaétan Gauthier mentionne que la problématique d'approvisionnement en essence et la recherche de solution avec la municipalité pour installer un réservoir dans la communauté entame sa troisième année. Une correspondance de la sous-ministre du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles annonçant un support pour l'installation de deux réservoirs a été envoyée à la municipalité. Le cadre financier doit être complété. Un soutien technique est offert par le MERN et le MEIE pour préparer le plan d'affaires et l'appel d'offres pour l'installation de deux réservoirs. Il y a toujours la gestion des réservoirs suite à l'installation qui soulève des difficultés. Les directions régionales concernées soutiennent la municipalité dans ses démarches.

- **Société du Plan Nord**

M. Yves Melançon indique que sept mémoires de la Côte-Nord ont été déposés dans le cadre des travaux de consultations particulières sur le projet de loi 11 : Loi sur la Société du Plan Nord. Neuf organismes de la Côte-Nord ont également été entendus à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles étudiant le projet de loi 11. Les travaux de la commission se poursuivent. Ils sont à l'étude des articles du projet de loi.

6. Plan de développement des terrains industriels de Sept-Îles : Corporation développement économique Sept-Îles

M. Sylvain Larivière de la Corporation développement économique Sept-Îles, accompagné de M. Denis Cléments de la Ville de Sept-Îles, présente le plan directeur de développement industriel. Il explique les différentes étapes réalisées : la formation d'un comité, l'identification et l'évaluation des sites industriels, l'analyse de l'offre et de la demande, la catégorisation des sites et la planification. Il souhaite que les directions régionales tiennent compte de leur plan pour alimenter leurs travaux et soutenir l'acquisition des connaissances de la Corporation. L'objectif principal est d'avoir une vision à long terme.

7. Mise en valeur du potentiel en hydrocarbures à l'Île-d'Anticosti

M. André Morin de la direction régionale Côte-Nord du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles présente les principaux éléments entourant les travaux d'exploration en hydrocarbures à l'Île-d'Anticosti : le contexte, les travaux effectués et à venir des entreprises ayant obtenu des permis, l'organigramme des divers comités et structures en place pour favoriser l'échange d'information entre les instances concernées, les étapes franchies au cours de l'été 2014, la table régionale d'information et les prochaines étapes. Pour plus d'informations : <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/exploration-petroliere-anticosti.asp>

8. Tour de table sur la réingénierie de l'État et ses impacts sur les directions régionales

DÉTAILS
Un tour de table des directions régionales est effectué afin de connaître la situation de chacune quant aux changements passés et à venir.
9. Dossiers divers
Aucun dossier n'a été traité.
10. Date et lieu de la prochaine réunion – Fin de la rencontre
La rencontre se termine à midi.

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le 4 février 2015

Heure : 8 h 45 à midi

Endroits : Salles de visio-conférence

- Baie-Comeau : salle du conseil d'administration, Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord, 691, rue Jalbert
- Sept-Îles : Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord (centre de réadaptation en dépendance) 128, rue Régnauld
- Québec : Direction de l'intervention collective régionale de l'Est, Office des personnes handicapées du Québec, 979, avenue de Bourgogne bureau 400
- Saguenay : Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, ministère de la Culture et des Communications, 202, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi

ORDRE DU JOUR		
8 h 45	1.	Ouverture de la réunion et enregistrement des présences.
	2.	Lecture et adoption de l'ordre du jour.
8 h 50	3.	Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 12 novembre 2014.
8 h 55	4.	Loi sur les mines et portrait des projets miniers sur la Côte-Nord : MERN : Roch Gaudreau
9 h 50	5.	Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord : -Création de la Société du Plan Nord – Yves Melançon -Autres dossiers
10 h 15		Pause
10 h 30	6.	Présentation : nouvelle gouvernance régionale – MAMOT et CRÉ Côte-Nord: -Comité de transition : plan de fermeture de la CRÉ -Ententes avec les M/O -Développement économique local et soutien à l'entrepreneuriat
10 h 50	7.	État du marché du travail de la Côte-Nord : Emploi-Québec
11 h 10	8.	Tour de table suivi sur les changements au sein des directions régionales
11 H 40	9.	Dossiers divers
12 h 00		Fin de la rencontre

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
6 novembre 2014
Hôtel Chibougamau, 473, 3^e Rue, Salle Jos

8 h 30	1. Ouverture de la séance
8 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
8 h 40	3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 18 mars 2014
8 h 50	4. Présentation du Plan stratégique de la SDBJ, Raymond Thibault
	5. Varia
	6. Date de la prochaine rencontre
	7. Fin de la rencontre
12 h 00	Dîner

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 6 novembre 2014
À compter de 8 h 30, à l'Hôtel Chibougamau*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice régionale, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Mathieu Beaudry	Agent de développement culturel, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Véronique Bélisle	Conseillère, ministère de la Famille (MF)
David Blouin	Conseiller, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Yves Drolet	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)
Anick Lavoie	Directrice régionale, Direction régionale de l'analyse et de l'expertise, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
Philippe Lemire	Directeur régional, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Gaétan Lessard	Directeur régional, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Sécurité publique (MSP)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)
Michel-André Roy	Directeur régional par intérim, Direction de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
Pierre Rhéaume	Conseiller aux affaires autochtones, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Richard Simard	Conseiller aux relations avec le milieu, Hydro-Québec
Stéphane Simard	Directeur général, Gouvernement régional d'Eeyou Itschee Baie-James (GREIBJ)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> La séance débute à 8 h 30. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> L'ordre du jour est adopté avec le remplacement du point 5 Varia par Tour de table des ministères et organismes. 			
3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 18 mars 2014	<ul style="list-style-type: none"> Le compte-rendu est adopté. 			
4. Présentation du plan de développement 2015-2017 de la Société de développement de la Baie-James, Raymond Thibault, Société de développement de la Baie-James	<ul style="list-style-type: none"> Présentation des mandats de la SDBJ : gestion de portefeuilles de placements et infrastructures, ainsi que des retombées de la société d'État au Québec et à la Baie-James. Enjeux du plan de développement : <ol style="list-style-type: none"> Entente sur la gouvernance; Développement économique de la région; Infrastructures stratégiques pour la région; Organisation performante. 			
5. Tour de table des ministères et organismes	<ul style="list-style-type: none"> Un tour de table est effectué pour connaître les dossiers d'actualité pour chacun des ministères et organismes représentés à la rencontre : <ul style="list-style-type: none"> ❖ MIDI : Annonce de la fermeture des directions régionales pour des raisons de contraintes budgétaires. L'offre de service se fera à partir de Montréal. ❖ MCC : Fusion des activités de gestion des directions régionales. Mathieu Beaudry annonce qu'il sera coordonnateur des actions ministérielles pour le Nord-du-Québec et qu'il siègera à la CAR. ❖ Les ententes en développement culturel avec les Cris, les Jamésiens et les Nunavikois se poursuivront. ❖ Stéphane Simard demande si le MCC pourrait aider le GREIBJ à la mise en place d'un espace culturel cri-jamésien, qui intégrerait le bureau d'information touristique localisé au kilomètre 6 de la Route de la Baie-James. 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> ❖ MF : Révision des frais pour les services de garde en cours. La construction du second bâtiment du CPE Planète Soleil à Chibougamau est toujours prévue sur le chemin Merrill. ❖ SAA : Une tournée du SAA et du Secrétariat au Plan Nord aura bientôt lieu dans les communautés autochtones dans le cadre de la deuxième version du Plan Nord. Une relance de la table Québec-Nunavik est prévue. Finalement, l'Administration régionale Kativik devrait déposer le Plan Nunavik au début de 2015. ❖ OPHQ : Les bureaux régionaux restent, mais leurs mandats évolueront. Il existe à l'Office un intérêt pour les questions relatives à l'aménagement du territoire et aux transports. ❖ Hydro-Québec : Le programme de réfections des centrales hydroélectriques de la Baie-James se poursuit. La construction du poste Waswanipi est en cours. Hydro-Québec transférera la cour de transbordement de Matagami à la Ville de Matagami d'ici le 31 décembre 2014. ❖ CRSSSBJ : Le Centre étant déjà une organisation intégrée depuis 1999, il n'est pas soumis au projet de <i>Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales</i>. Malgré un contexte budgétaire difficile, le CRSSSBJ souhaite maintenir les services à la population. ❖ MEIE : Le créneau d'excellence Accord : Systèmes de construction en bois d'épinette noire qui regroupe des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec est maintenant en activité. À la suite des récentes annonces gouvernementales, l'Administration régionale Baie-James a la possibilité de maintenir les Centres locaux de développement (CLD) sur son territoire. ❖ GREIBJ : Une directrice générale adjointe, Mme Johanne Lacasse, a été embauchée. Le GREIBJ travaille actuellement au budget pour 2015. De nouvelles embauches auront lieu prochainement et un diagnostic organisationnel sera effectué. ❖ MESS : Une réorganisation administrative est en cours. Les services 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>aux entreprises du MIDI seront transférés à Emploi Québec.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ MSP : Il est possible que le secteur Sécurité civile soit cédé au ministère du Conseil exécutif. Avec la nouvelle gouvernance à la Baie-James, il est probable que la couverture de ce territoire soit effectuée par une seule direction régionale (Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec) ❖ MTQ: Le ministère effectue une révision de ses programmes. L'ouverture du prolongement de la route 167 vers les monts Otish est maintenant réalisée. Des travaux de mise aux normes de la route R1005 (traverse Lebel-sur-Quévillon-Matagami) sont à l'étude. Le ministère œuvre au plan territorial de mobilité durable en développement pour le Nord-du-Québec. ❖ SDBJ : La société est en croissance, mais les restrictions budgétaires imposées par le gouvernement du Québec compliquent le recrutement de nouveaux employés. La SDBJ manque de fonds pour l'entretien d'hiver de la Route de la Baie-James. ❖ MDDELCC : Les contrats pour les employés occasionnels ne sont pas renouvelés. Les dépenses de participation à des formations et des colloques sont réduites. Toutefois, les services sur le territoire sont maintenus. ❖ MAMROT : Présentation de la nouvelle gouvernance pour les régions du Québec. Les CRÉ du Nord-du-Québec sont maintenus. Le dossier CLD est transféré du MEIE au MAMOT. 			
6. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un sondage Doodle sera envoyé aux membres pour convenir de la prochaine rencontre. 			
7. Fin de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La rencontre se termine à 11 h 40. 			

Par : Richard Leclerc, directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec

Ordre du jour

10 février 2014

Rencontre téléphonique

(ou à la Direction régionale du Nord-du-Québec du MAMOT; 215, 3^e Rue, bureau 1, Chibougamau)

- | | |
|--------|---|
| 9 h 00 | 1. Ouverture de la séance |
| 9 h 05 | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | 3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 6 novembre 2014 |
| 9 h 20 | 4. État de la situation de la Nouvelle gouvernance régionale
<i>Richard Leclerc, MAMOT</i> |
| | 5. État – Ententes spécifiques
<i>Richard Leclerc, MAMOT</i> |
| | 6. Tour de table des M/O |
| | 7. Varia |
| | 8. Date de la prochaine rencontre |
| | 9. Fin de la rencontre |
-
-
-

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec

Compte rendu de la réunion tenue le 10 février 2015

Rencontre téléphonique à partir de 9 h

ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice régionale, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Mathieu Beaudry	Conseiller en développement culturel, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Michel Bergeron	Directeur régional pour la protection de la faune, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)
Audray Cloutier	Coordonnatrice, Direction des politiques, de l'accompagnement et de la concertation, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat au Plan Nord (SPN)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, ministère du Conseil exécutif (MCE), Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Yves Drolet	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)
Réal Dubé	Directeur général par intérim, Administration régionale Baie-James (ARBJ)
Anne-Marie Gendron	Directrice régionale, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Elizabeth Harvey	Directrice régionale, Direction des opérations régionales du Nord-du-Québec, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)
Patricia Hébert	Directrice régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)
Anick Lavoie	Directrice régionale, Direction régionale de l'analyse et de l'expertise, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
Colette Roy	Conseillère, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Alain Poirier	Adjoint exécutif pour le Nord-du-Québec, Direction régionale du Nord du Québec, ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)
Sébastien Pouliot	Conseiller aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
Julie Rodrigue	Conseillère, ministère du Conseil exécutif (MCE) Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Alain Sarrazin	Directeur régional par intérim, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
Stéphane Simard	Directeur général, Gouvernement régional d'Eeyou Itschee Baie-James (GREIBJ)
Josée Trottier	Directrice régionale des services judiciaires de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Justice (MJ)
Adel Yassa	Directeur pour le service de la recherche et du développement économique, Administration régionale Kativik (ARK)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> La séance débute à 9 h 04. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> L'ordre du jour est adopté. 			
3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 6 novembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> Le compte-rendu est adopté. 			
4. État de la situation de la nouvelle gouvernance régionale <i>Richard Leclerc, MAMOT</i>	<ul style="list-style-type: none"> Les 3 CRÉ de la région du Nord-du-Québec ne seront pas abolies. Les budgets de la CRÉ-Cris et CRÉ-Nunavik sont maintenus. Nous sommes en attente de la confirmation du budget de l'ARBJ. Les travaux sont amorcés pour le transfert du dossier « CLD » du MEIE vers le MAMOT. En parallèle, le dossier « Économie sociale » sera transféré du MAMOT au MEIE. Avec la création du Fonds de développement des territoires (FDT), les subventions du Pacte rural, du Fonds de développement régional et du Centre local de développement seront intégrées dans un fonds unique affecté au développement des territoires (FDT). 			
5. État – Ententes spécifiques <i>Richard Leclerc, MAMOT</i>	<ul style="list-style-type: none"> La ronde des signatures débutée en mars 2014 pour l'entente spécifique Avataq-Artistes/Écrivains pour le Nunavik est terminée et l'entente est maintenant opérationnelle. Le renouvellement des ententes « TJCM » et « migration » (Ruée vers le nord) sont en attentes des budgets alloués à l'ARBJ. Des ententes administratives seront probablement préférées à des ententes spécifiques en raison de leur plus grande flexibilité. 			
6. Tour de table des ministères et organismes	<p>Un tour de table est effectué pour connaître les dossiers d'actualité pour chacun des ministères et organismes représentés à la rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> MESS : Planification du plan d'action régional pour 2015-2016. En 2014, le gel d'embauche et les compressions budgétaires ont affecté l'organisation du travail au MESS. Plusieurs emplois de fonctionnaires seront à combler en 2015. Les budgets du Fonds de développement du marché du travail devraient être maintenus, ainsi, le MESS poursuivra la signature d'ententes avec ses différents partenaires pour le 1^{er} avril. Beaucoup de travail a été fait suite à l'annonce du Plan Nord, la relance du Plan est attendue au MESS avec intérêt. 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> • MCC : Le ministère œuvre à la négociation d'ententes de développement culturel avec les Cris, les Inuits et les Jamésiens. Une stratégie nordique est à développer : Plan Nord et Stratégie patrimoine et culture (nouvelle direction archéologie et développement culturel autochtone). Le MCC priorise présentement des ententes d'un an seulement, comparativement à 3 ans auparavant. Avec le Plan Nord, il est prévu que les ententes triennales reviennent. Le ministère poursuit la signature d'ententes de développement culturel avec les municipalités jamésiennes. Richard Leclerc et Stéphane Simard confirment que les ministères peuvent s'entendre directement avec les localités, sans nécessairement avoir l'accord du GREIBJ. • Secrétariat au Plan Nord : Le début des activités de la Société du Plan Nord aura lieu le 1^{er} avril 2015. Le personnel du Secrétariat du Plan Nord sera transféré à la Société du Plan Nord. Le siège social sera à Québec, avec des antennes sur les territoires du Nunavik, de la Baie-James-Eeyou Istchee, de la Côte-Nord et au nord du Saguenay-Lac-Saint-Jean. La Société sera une société d'État administrée par un conseil d'administration de 9 à 15 membres. Le secrétariat et le gouvernement travaillent toujours aux orientations de la société, la mise en place de son conseil d'administration et d'une assemblée des partenaires. Discussion sur les antennes en région : partage possible des locaux avec des organisations déjà en place. Parmi les mandats possibles des employés de la Société du Plan Nord qui travailleront dans les antennes, une personne pourrait veiller à la coordination interministérielle et une pourrait servir de lien avec le bureau de commercialisation. • SAA : Poursuite des ententes existantes entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones. Entente pour un cycle de rencontres bisannuelles entre le Premier ministre du Québec et le Grand chef cri. Plusieurs dossiers suivis par le SAA : demandes crie en santé et services sociaux, harmonisation des régimes forestiers, tables spécifiques avec les nations autochtones sur les enjeux liés au Plan Nord et abandon possible de la Table des partenaires autochtones, sièges à l'Assemblée des partenaires, la création de la Société de développement crie, les aires protégées et le financement de la réfection de la route de la Baie-James. 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> MEIE : Nouveau créneau d'excellence sur les systèmes de construction en bois de l'épinette noire ÉPINEX entre l'Abitibi Témiscamingue et le Nord-du-Québec. Le président est Frédéric Verreault. Le MEIE, Emploi Québec et Investissement Québec pilotent le projet « Entreprise Québec » qui offre de l'aide aux entreprises. Les Gazelles, qui offre du coaching auprès des entreprises devrait changer de nom et de mission. Il y aura bientôt une annonce du ministre. Organisme régional de promotion des exportations : Étude en cours pour doter le Nord-du-Québec d'un tel organisme. Poursuite du créneau touristique nordique et plan stratégique de développement et de marketing au Nunavik. ARBJ : Monsieur Réal Dubé agira à titre de Directeur général par intérim à la suite du départ de M. André Brunet à la retraite. Les signatures de 6 ententes spécifiques ou administratives et les partenariats éventuels sont en attente des sommes allouées à l'ARBJ pour l'année financière 2015-2016. MFFP : Dossiers actifs : nouvelle modalité transitoire pour le caribou migratoire, plan de gestion de l'ours blanc, plans de gestion suspendus pour l'instant pour le caribou migratoire et l'ours noir. Prédation de loups et problème de renards, suivi avec la ville de Chibougamau. Les directions générales Faunes vont retourner aux directions régionales. Difficultés liées au gel d'embauche (plusieurs postes vacants). MERN : Patricia Hébert a été nommée nouvelle Directrice régionale du Nord-du-Québec au MERN. Elle entrera en fonction le 16 février à Chibougamau. Un bureau sera maintenu à Lebel-sur-Quévillon. MDDELCC : Poursuite des analyses pour la certification des entreprises au Nord-du-Québec. Ministère des Transports : Dossiers actifs : amélioration des aéroports nordiques (ex : aérogares), entretien de la route des Otish. MAPAQ : Finalise l'entente spécifique agroalimentaire. Il y a des discussions pour une nouvelle entente. Plan d'action et diagnostic sur la Stratégie du positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel. Discussion d'un volet agroalimentaire au Plan Nord. GREIBJ : Deuxième année d'existence. Dossier actif : planification de travaux pour 2015, nouveau site Web. Km6 : déplacement d'un bâtiment à proximité de 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>la ville de Matagami. Ressources naturelles, comité de rencontre.</p> <p>Anick Lavoie quitte la conférence à 10 h.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Justice : Madame Josée Trottier est nouvellement en poste à la direction régionale des services judiciaires de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Le MJ est touché par le gel d'embauche. ARK : Entente spécifique avec le MAPAQ en cours. MAMOT : Nouveau conseiller aux opérations régionales Sébastien Pouliot. Mise à jour des effectifs des ministères et organismes en cours. Le Plan quinquennal de l'ARBJ sera présenté à la CAR prochainement pour discussion. 			
7. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La prochaine rencontre aura lieu par téléphone et se tiendra en mars. Une rencontre en personne devrait avoir lieu en mai ou juin. 			
8. Varia	<ul style="list-style-type: none"> Rien n'a été ajouté. 			
9. Fin de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La rencontre se termine à 10h07. 			

Par : Sébastien Pouliot, Conseiller aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec

Ordre du jour

11 mars 2015

Rencontre téléphonique

(ou à la Direction régionale du Nord-du-Québec du MAMOT; 215, 3^e Rue, bureau 1, Chibougamau)

- | | | |
|---------|----|---|
| 13 h 30 | 1. | Ouverture de la séance |
| 13 h 35 | 2. | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 13 h 40 | 3. | Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 10 février 2015 |
| 13 h 50 | 4. | Présentation du « Plan quinquennal de développement 2015-2020 »
<i>Marie-Josée Racicot, ARBJ</i> |
| | 5. | Questions et commentaires des M/O |
| | 6. | Varia |
| | 7. | Date de la prochaine rencontre |
| | 8. | Fin de la rencontre |
-
-
-

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
À l'Hôtel des Commandants, salle Hector-Denis, Gaspé
Le 2 octobre 2014**

9 h 30	Ouverture de la rencontre
9 h 40	Adoption de l'ordre du jour
9 h 45	Présentation : L'économie sociale, j'achète Pôle économie sociale - GÎM
10 h 30	MAMOT – Politique nationale de la ruralité 3 Jacques Gendron
11 h 15	Affaires diverses <ul style="list-style-type: none">- Commissaire au lobbying à Chandler (MEIE), le 9 octobre- Forum économique régional – CAR (Saguenay–Lac-Saint-Jean)- Invitation au ministre responsable de la GÎM à la prochaine CAR- Réseau de sentiers VHR – Demande d'aide financière
12 h	Dîner
13 h 30	Impact de la situation des finances publiques sur la région Tour de table
14 h 30	Pause santé
14 h 45	Pour un partenariat renforcé – éléments de réflexion Josiane Michaud CRÉ-GÎM
15 h 30	Fin de la rencontre



Rencontre de la Conférence administrative régionale (CAR)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Jeudi, 2 octobre 2014
Hôtel des Commandants, salle Hector-Denis, Gaspé
Compte rendu

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Monsieur Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 9 h 35 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est modifié : le point « Affaires diverses » sera discuté en après-midi et la présentation de la conférence régionale des élus (CRÉ) sera faite en matinée.	
3. Présentation du Pôle d'économie sociale (M ^{me} Geneviève Gagné) (M. Ghislain Anglehart) (M. André Richard)	<p><i>L'économie sociale : j'achète</i></p> <p>Voir présentation PPT</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Promotion et concertation; ○ Partenariat et harmonisation; ○ Reconnaissance du statut d'entreprise d'économie sociale; ○ Un point paraîtra de façon récurrente lors des prochaines réunions de la conférence administrative régionale (CAR) de façon à suivre l'évolution de ce plan. <p>Une tournée de sensibilisation sera amorcée par territoire de MRC.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Présentation de la Politique nationale de la ruralité (PNR) 3 (MAMOT)</p> <p>(M. Jacques Gendron)</p>	<p><i>Politique nationale de la ruralité (PNR) 3</i></p> <p>Voir présentation PPT</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La CRÉ offre de transmettre aux agents ruraux l'information issue de la recension et de l'analyse des différentes planifications sectorielles et régionales effectuées lors de la réflexion pré-PQD (Plan quinquennal de développement); ○ Beaucoup de questionnements autour de l'avenir des pactes plus; ○ Dépôt de la lettre de la présidente du Conseil du statut de la femme adressée à M. Gaétan Lelièvre, ministre délégué aux Régions, concernant l'absence d'analyses différenciées selon les sexes dans la PNR 3. 	
<p>5. Présentation de la CRÉGÎM</p> <p>(M^{me} Josiane Michaud)</p>	<p><i>Pour un partenariat renforcé</i></p> <p>Voir présentation PPT</p> <p>À la suite de la tenue du comité économique de la CAR du 22 septembre 2014, la CRÉ et ses partenaires ont convenu que neuf projets d'entente à teneur économique allaient être élaborés. Les sujets de ces ententes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Formation et relève; ○ Recherche et développement; ○ Technologies de l'information et de la communication; ○ Multifonctionnalité; ○ Pratiques durables; ○ Culture entrepreneuriale; ○ Innovation; ○ Promotion et mise en marché; ○ Investissements et productivité. 	<p>La CRÉ souhaite que chaque partenaire (M/O) des ententes identifie un professionnel qui travaillera en collaboration avec un ou des agents de la CRÉ.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
6. Affaires diverses	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Monsieur Michel Gionest informe la CAR que le commissaire au lobbyisme sera de passage prochainement en Gaspésie dans le cadre de sa tournée des régions et qu'il s'arrêtera au bureau du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). ➤ Monsieur Michel Gionest informe que la CAR du Saguenay–Lac-Saint-Jean a été mandatée pour jouer un rôle de premier plan dans l'organisation d'un forum économique régional. La CARGIM pourrait être appelée pour jouer un rôle semblable dans notre région. ➤ Monsieur Michel Gionest informe la CAR qu'il y a de fortes chances que monsieur Jean D'Amour, ministre responsable de notre région, soit présent à la prochaine rencontre de la CAR à la fin novembre. ➤ Demande d'aide financière adressée par la CRÉ pour la réalisation des travaux sur le réseau de sentiers de véhicules hors route à la suite du passage de la tempête Arthur. 	<p>La Sécurité civile et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) vont vérifier ce qui peut être fait. La CRÉ tiendra une conférence téléphonique à ce sujet.</p>
7. Tour de table sur les impacts de la situation des finances publiques sur la région	<p>Ministère de la Sécurité publique (MSP) Il reste 14 000 \$ de budget de fonctionnement pour l'ensemble des directions régionales. Cependant, en cas de sinistres, les budgets seront disponibles.</p> <p>MEIE Tous les programmes sont sous évaluation. Les budgets de fonctionnement sont réduits. Le Fonds d'aide aux initiatives régionales (FAIR) sert à faire le suivi de la Stratégie d'intervention gouvernementale pour le développement de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.</p> <p>Université du Québec à Rimouski (UQAR) L'UQAR relève du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Les coupures de budgets sont gérées au fur et à mesure.</p> <p>Investissement Québec (IQ) Le poste en Gaspésie a été comblé de justesse. Les enveloppes sont vides.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Tour de table sur les impacts de la situation des finances publiques sur la région (suite)</p>	<p>MAMOT Le gros du changement concernant la Direction régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine du MAMOT est le transfert du FAIR à la direction régionale du MEIE. Le Fonds conjoncturel de développement est interpellé beaucoup plus qu’auparavant.</p> <p>Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Pas vraiment de gel dans les budgets, mais la région du Bas-Saint-Laurent et celle de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont sous la même direction.</p> <p>Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Baisse des budgets d’intervention auprès des individus et des entreprises. Le gel d’embauche affecte beaucoup la direction régionale et les points de service que sont les centres locaux d’emploi. Le MESS doit repasser devant la Commission de révision des programmes. Ce ministère mise sur la prestation électronique de services pour assurer la continuité.</p> <p>Ministère de la Famille (MFA) Contraintes budgétaires pour le fonctionnement et les opérations. Récupération des surplus dans les centres de la petite enfance (CPE). L’échéance sera prolongée jusqu’en 2021 pour la création de places supplémentaires en CPE (252 places).</p> <p>CRÉ Des coupures de budgets sont à prévoir pour le financement d’organismes comme GIMXPORT, le Technocentre des technologies de l’information et des communications et le Technocentre éolien. Certains engagements seront honorés, d’autres seront reportés. Pour les ressources humaines, des choix seront à faire pour 2015.</p>	

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Le 2 octobre 2014
Hôtel des Commandants, salle Hector-Denis, Gaspé
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Geneviève Gagné	<i>Pôle d'économie sociale</i>
Hélène Laterrière	<i>MCC</i>
Marise Lelièvre	<i>IQ</i>
Josiane Michaud	<i>CRÉGÎM</i>
Carole Saint-Pierre	<i>MESS</i>

Étaient présents :

Messieurs :

Ghislain Anglehart	<i>MEIE</i>
Alain Cassivi	<i>MAMOT</i>
Roger Cyr	<i>MEIE</i>
Sébastien Daignault	<i>MAMOT</i>
Julien Lambrey de Sousa	<i>UQAR</i>
Marc Desrosiers	<i>Sécurité civile</i>
Michel Gionest	<i>MAMOT</i>
Jean-François Houde	<i>Office des personnes handicapées du Québec</i>
Jean-François Picard	<i>MFA</i>
André Richard	<i>Pôle d'économie sociale</i>

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
À l'Hôtel Le Manoir Belle Plage, Carleton-sur-Mer
Le 4 décembre 2014**

9 h 30	Ouverture de la rencontre
9 h 40	Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la CAR du 2 octobre 2014
9 h 45	ÉPAQ – Groupe de travail interministériel régional
10 h	Impacts – Pacte fiscal transitoire et nouvelle gouvernance régionale Tour de table
12 h	Dîner
13 h 30	Présentation : Laboratoire rural - agroforesterie et paysage MRC du Rocher-Percé
14 h 30	Pause santé
14 h 45	Impacts – Pacte fiscal transitoire et nouvelle gouvernance régionale Reprise du tour de table
16 h 30	Fin de la rencontre



Rencontre de la Conférence administrative régionale (CAR)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Jeudi le 4 décembre 2014
Hôtel le Manoir Belle Plage, Carleton-sur-Mer
Compte rendu

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Monsieur Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 10 h 05 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la CAR du 2 octobre 2014	L'ordre du jour et le compte rendu de la CAR du 2 octobre 2014 sont adoptés.	
3. Relance de l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ)	<p>Monsieur Michel Gionest, directeur régional de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), procède à la mise en place du comité issu de la CAR qui accompagnera les dirigeants du cégep dans la poursuite de leurs travaux visant le repositionnement de l'ÉPAQ.</p> <p>Les membres de ce comité sont identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ M^{me} Carole St-Pierre (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)) ○ M. Daniel Desbiens (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)) ○ M. Michel Gionest (MAMOT) ○ M. Marcel Roussy (Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)) ○ M. Louis Vallée MELS 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Impacts – Pacte fiscal transitoire et nouvelle gouvernance régionale (Tour de table)</p>	<p><i>Pacte fiscal transitoire et nouvelle gouvernance générale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Monsieur Michel Gionest explique le processus de fermeture des conférences régionales des élus (CRÉ) en lien avec le nouveau pacte fiscal transitoire et la nouvelle gouvernance régionale. <ul style="list-style-type: none"> ○ Les articles 247 à 256 du projet de loi n° 28 : Abolition des CRÉ, mandat du comité de transition (CA de transition), restructuration des municipalités régionales de comté (MRC) (nouvelles responsabilités). ○ Le comité de transition aura le mandat de liquider les actifs de la CRÉ. Il pourra également invalider les engagements de la CRÉ, une fois le projet de loi n° 28 adopté. ○ Le MAMOT continue de verser l'argent à la CRÉ pour les dépenses de fonctionnement et pour honorer les engagements antérieurs. ➤ Monsieur Jacques Gendron explique l'impact financier (coupures de 300 M\$) du nouveau pacte fiscal transitoire. ➤ Abolition des CRÉ <ul style="list-style-type: none"> ○ En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les engagements de trois ententes spécifiques seront respectés jusqu'au 31 mars 2016 : l'entente « aînés », l'entente « développement agroalimentaire » et l'entente « économie sociale ». ○ En tout, il y aurait une quarantaine de dossiers (ententes spécifiques et / ou administratives, projets, etc). Toutefois, le Fonds de développement régional ne soutient pas tous les dossiers. Dans certains cas, l'apport de la CRÉ est en « nature ». ○ La CRÉ administre 16 fiducies. Chaque organisme a une entente avec la CRÉ. Ces fiducies tout comme les mandats spéciaux qui avaient été confiés à la CRÉ devront être « récupérés » pour assurer la continuité de service. ○ Chacun des ministères concernés, soit par les fiducies, un mandat spécial ou une entente, devrait contacter M. Jacques Gendron pour la suite des choses. ○ Le plan de fermeture de la CRÉ fournira beaucoup d'informations à cet effet. Cependant, le plan de fermeture de la CRÉ est un scénario comme un autre. Il se peut que la fermeture soit réalisée autrement que proposée dans le plan de la CRÉ. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Impacts – Pacte fiscal transitoire et nouvelle gouvernance régionale</p> <p>(Reprise du tour de table)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Monsieur Louis Bigaouette, directeur régional du MAPAQ – Agriculture, s’interroge sur la réflexion quant aux enjeux régionaux. Une fois la CRÉ abolie, qui se fera porteur de la réflexion régionale ? La CAR devra jouer un rôle pour s’assurer que les MRC de son territoire ne perdent pas de vue la perspective régionale et les priorités inhérentes à celle-ci. ➤ Monsieur Marc Lauzon, directeur régional du ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles (MERN), propose, dans une optique « postCRÉ », qu’un colloque régional portant sur les enjeux et une vision soit organisé. Madame Gabrielle Paquette, professionnelle de la direction régionale du ministère de la Culture et des Communications (MCC), appuie cette idée. ➤ Monsieur Bruno Lachance, directeur adjoint du MERN, propose, pour la suite « postCRÉ », un modèle basé sur celui des Tables de gestion intégrée – Enjeux-Solutions. Il s’agit d’une approche reposant sur les intérêts communs des acteurs et non sur des positions prédéterminées. Cette approche favorise la concertation, l’adhésion et la prise de décisions. ➤ Monsieur Michel Gionest informe la CAR qu’un comité issu de la CRÉ table sur la mise sur pied (lire le maintien) d’une instance régionale. Le Fonds d’aide aux initiatives régionales a été sollicité pour le financement de cette instance. Le projet de loi n’empêche pas la création d’une instance régionale de concertation; cependant son financement ne sera pas gouvernemental. ➤ Monsieur Roger Cyr, directeur régional du ministère de l’Économie, de l’Innovation et des Exportations (MEIE), fait un topo de l’impact du pacte fiscal transitoire et de la nouvelle gouvernance régionale sur les centres locaux de développement (CLD) de la région. <ul style="list-style-type: none"> ○ Avec l’abolition des CLD, la responsabilité du développement économique local revient théoriquement aux MRC. 55 % du budget des CLD a été coupé, le 45 % restant sera transféré aux MRC. Le Fonds local d’investissement, quant à lui, demeure intact. Il est entièrement transféré aux MRC. ○ Toutefois, il se pourrait que dans certains cas, les municipalités décident de couper leurs quotes-parts (CLD) de 55 % et que certaines municipalités décident de rapatrier le développement local au niveau strictement municipal par la mise sur pied, par exemple d’une commission municipale de développement local. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Impacts – Pacte fiscal transitoire et nouvelle gouvernance régionale</p> <p>(Reprise du tour de table)</p>		<p>Il est proposé, pour assurer le suivi de la fermeture de la CRÉ, que le MAMOT convoque les membres de la CAR pour une conférence téléphonique à chaque fois qu’il sera pertinent de le faire.</p>
<p>5. Fin de la rencontre</p>	<p>Fin de la rencontre à 15 h 10.</p>	

Sébastien Daignault, conseiller aux opérations régionales – MAMOT
 Coordonnateur et secrétaire de la CARGÎM

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Jeudi le 4 décembre 2014
Hôtel Le Manoir Belle Plage, Carleton-sur-Mer
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Madame :
Gabrielle Paquette MCC

Étaient présents :

Messieurs :
Louis Bigaouette MAPAQ
Roger Cyr MEIE
Sébastien Daignault MAMOT
Jacques Gendron MAMOT
Michel Gionest MAMOT
Bruno Lachance MERN
Marc Lauzon MERN



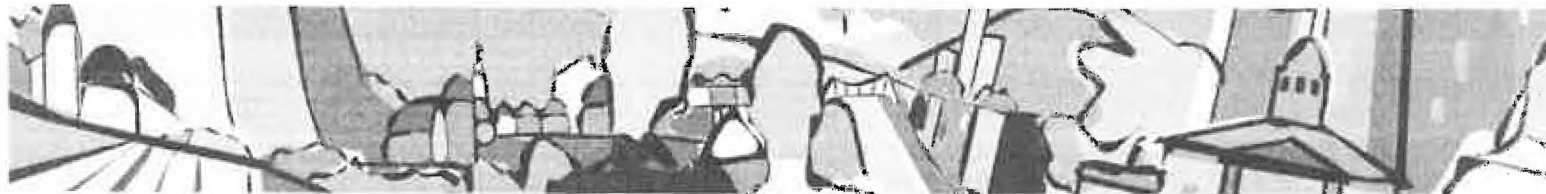
PROJET D'ORDRE DU JOUR

Rencontre de la Conférence administrative régionale

Conférence téléphonique

Jeudi 15 janvier 2015 à 10 h

-
1. Mot de bienvenue
 2. Présentation des participants
 3. Objectifs de la rencontre
 - Faire le point sur l'évolution de la situation de la CRÉGÎM en raison de la décision gouvernementale d'abolir les conférences régionales des élus (CRÉ)
 - État de situation des fiducies
 4. Bref rappel depuis la signature du pacte fiscal transitoire du 5 novembre 2014
 5. Dépôt du projet de loi 28
 - Composition du comité de transition et les étapes franchies jusqu'à maintenant
 - Dépôt du plan de fermeture de la CRÉGÎM et de l'état des liquidités du Fonds de développement régional (FDR) de la CRÉ
 - Éclaircissement sur le projet de loi 28
 6. Licenciement collectif des employés de la CRÉGÎM
 7. Indemnités de départ des employés de la CRÉGÎM
 8. Tour de table sur l'état de situation des fiducies
 9. Proposition de la nouvelle gouvernance régionale et des démarches des élus
 10. Prochaine rencontre
 11. Autres sujets :
 12. Fin de la rencontre



PROJET D'ORDRE DU JOUR

Rencontre de la Conférence administrative régionale

Conférence téléphonique

Lundi 16 mars 2015 à 14 h

-
1. Mot de bienvenue
 2. Présentation des participants
 3. Objectifs de la rencontre
 - Faire le point sur l'évolution de la situation de la CRÉGÎM en raison de la décision gouvernementale d'abolir les conférences régionales des élus (CRÉ)
 - État de situation des fiducies
 4. Bref rappel depuis la signature du pacte fiscal transitoire du 5 novembre 2014
 5. Dépôt du projet de loi 28
 - Composition du comité de transition et les étapes franchies jusqu'à maintenant
 - Dépôt du plan de fermeture de la CRÉGÎM et de l'état des liquidités du Fonds de développement régional (FDR) de la CRÉ
 - Éclaircissement sur le projet de loi 28
 6. Licenciement collectif des employés de la CRÉGÎM
 7. Indemnités de départ des employés de la CRÉGÎM
 8. Tour de table sur l'état de situation des fiducies
 9. Proposition de la nouvelle gouvernance régionale et des démarches des élus
 10. Prochaine rencontre
 11. Autres sujets :
 12. Fin de la rencontre

Projet d'Ordre du jour



Certifié carboneutre

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 6 juin 2014

CLE du littoral – Salle Terre

1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9

Tél. : 418-835-1500

de 9 h à 16 h

- | | | |
|---------|-----|---|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Présentation des nouveaux membres; |
| 9 h 20 | 4. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 7 mars 2014; |
| 9 h 25 | 5. | Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 30 | 6. | Présentations : |
| | - | Plan de développement de l'industrie touristique (PDIT) et Stratégies « Saint-Laurent » et « Tourisme hivernal » (M. Daniel Galarneau - MTOUR); |
| | - | Association touristique régionale de Chaudière-Appalaches (M. Richard Moreau, directeur général); |
| 10 h 45 | | Pause |
| 11 h | 7. | Dossier Post-amiante (M. Yvon Nadeau – Bureau de M. Laurent Lessard, député Lotbinière-Frontenac); |
| 11 h 45 | | Dîner |
| 12 h 45 | 8. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 14 h 30 | 9. | Affaires nouvelles : |
| | - | |
| 14 h 35 | 10. | Prochaines présentations; |
| 14 h 40 | 11. | Date de la prochaine rencontre – Le 3 octobre 2014 – Endroit à déterminer; |
| 14 h 45 | 12. | Fin de la réunion. |



**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 6 juin 2014**

**CLE du littoral – Salle Terre
1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9
Tél. 418-835-1500**

de 9 h à 16 h

Étaient présents

M^{mes}

**Danie Croteau – MAMOT
Renée Caron – MAPAQ
Isabelle Olivier – MDDELCC
Cécile Tremblay – MFFP
Diane Boudreault – MELS
Gina Savard – Hydro-Québec
Malie Durocher-Guay – SHQ**

MM.

**Daniel Paré – ASSS
Dany Deladurantaye – MESS
Pierre Drouin – MAMOT
Roch Delagrave – MEIE
Michel-André Roy – MIDI
Guy Larose – MELS (jusqu'à midi)
Stéphane Petit – CNT
Marc Savoie – OPHQ
Patrick Hamelin – CRÉ-CA (à partir de 10 h)**

Étaient absents

M^{mes}

**Félicité Godbout – CSF
Nicole Champagne – MCC
France-Sylvie Loisel – MSP
Céline Dessureault – Revenu Québec
Claire Vézina – SIQ**

MM.

**Richard Charpentier – MTQ
Pierre-André Dupont – RBQ
Claude Hasty – FADQ
Jean-François Picard – MFAM
Louis G. Chassé – MJQ
Lucien Dubé – Régie du Logement
Daniel Galarneau – MTOUR**

Invités

M^{mes}

**Chantal Ouellet – coordonnatrice Ministère du Tourisme
Stéphanie Donato – attachée politique - député
M. Laurent Lessard
José Couture – attachée politique - ministre responsable de la
Chaudière-Appalaches M^{me} Dominique Vien**

MM.

**Richard Moreau – directeur général Tourisme Chaudière-Appalaches
Yvon Nadeau – coordonnateur comité diversification économique - bureau du député M. Laurent Lessard**



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des nouveaux membres	<p>M^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux nouveaux membres. Ainsi, la CAR accueille :</p> <p>MM. : Patrick Hamelin, directeur général de la CRÉ; Michel-André Roy – directeur du MIDI; Dany Deladurantaye – en remplacement de M. Marc Tremblay jusqu'au 7 juillet 2014</p> <p>M^{mes} : Malie Durocher-Guay – SHQ Gina Savard – Hydro-Québec</p> <p>Chaque nouveau membre identifie le ministère qu'il représente ainsi que sa fonction. Un tour de table est fait pour que chacun se présente.</p>	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 7 mars 2014	La lecture du compte rendu du 7 mars 2014 est faite et celui-ci est adopté tel que présenté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Aucune affaire découlant du dernier compte rendu.	
6. Présentation : - Plan de développement de l'industrie touristique (PDIT) et Stratégies « Saint-Laurent » et « Tourisme hivernal » (M. Daniel Galarneau – MTOUR)	Une présentation Powerpoint est faite aux membres par M ^{me} Chantal Ouellet.	



7. Présentation : - Association touristique régionale de Chaudière-Appalaches (M. Richard Moreau - directeur général)	Une présentation de l'organisation est faite aux membres.	
8. Dossier Post-amiante (M. Yvon Nadeau – Bureau de M. Laurent Lessard, député Lotbinière-Frontenac)	<p>M. Yvon Nadeau, coordonnateur du comité de diversification économique du bureau du député Laurent Lessard est venu exposer la situation du dossier Post-amiante dans la MRC des Appalaches.</p> <p>M. Nadeau expose les trois mandats qu'il a reçu du député Laurent Lessard soit :</p> <ol style="list-style-type: none">1. CSST;2. Ressources humaines. Ex-travailleurs de la mine Lab Chrysotile;3. Diversification économique. <p>Les membres de la CAR seront probablement interpellés dans le troisième mandat. On rappelle à M. Nadeau qu'un comité interministériel est déjà en place et que des actions ont été posées. Un suivi sera fait lors de la prochaine CAR.</p>	Suivi à faire lors de la prochaine CAR.
9. Nouvelles régionales		
ASSS (M. Daniel Paré)	<p><u>Nominations</u> : Un nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux est nommé en la personne de M. Gaétan Barrette. M^{me} Lucie Charlebois est nommée ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique. M. Michel Fontaine est le nouveau sous-ministre.</p> <p><u>Grandes politiques</u> : La majorité des politiques ont été mises sur la glace ou abandonnées sauf celle concernant les soins de fin de vie.</p> <p><u>Budget</u> : La situation budgétaire montre qu'il y aura un manque à gagner de 12 à 13 M\$ sur 800 M\$ pour l'année 2014-2015. Également, le gel d'embauche s'applique au personnel, ce qui n'était pas le cas auparavant.</p> <p><u>Plan quinquennal d'immobilisation</u> : Malgré les restrictions budgétaires, le Centre affilié pour le traitement du cancer du poumon est maintenu.</p> <p><u>Projet de géomatique</u> : Lors d'une prochaine rencontre, on fera un suivi des démarches en cours et réalisées par l'ASSS.</p>	Suivi à faire lors de la prochaine CAR.



<p>CNT (M. Stéphane Petit)</p>	<p><u>Interventions de conformité</u> : Les activités de conformité prévues pour l'exercice 2014-2015 sont débutées. En continuité avec le plan de l'exercice 2013-2014, des vérifications de registres seront effectuées auprès de nouveaux employeurs ainsi qu'auprès d'entreprises évoluant dans les secteurs des loisirs et du travail saisonnier :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Employeurs en activités depuis moins de deux ans (sans tenir compte du domaine d'affaires);✓ Entreprises de déneigement / paysagistes;✓ Centres de conditionnement physique;✓ Terrains de camping;✓ Festivals;✓ Pourvoiries;✓ Écoles de danse, karaté, etc. <p>➤ Des entreprises faisant partie de certains secteurs jugés plus à risque selon la proportion de plaignants par rapport à l'ensemble des milieux de travail feront également l'objet de vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Restauration;▪ Épicerie de quartier;▪ Dépanneurs. <p><u>Interventions préventives</u> : Depuis avril dernier, des employeurs ayant fait l'objet de plaintes pour harcèlement psychologique non fondées reçoivent la visite d'enquêteurs afin de parcourir les dispositions légales applicables ainsi que vérifier la politique de l'entreprise en cette matière.</p> <p>À compter du mois d'août, de nouvelles entreprises seront invitées à participer à des séances d'information aide-conseil. Ces interventions seront réalisées en donnant à l'employeur l'information, les outils de références et, au besoin, les recommandations nécessaires à l'application de la loi.</p>	
<p>CRÉ (M. Patrick Hamelin)</p>	<p><u>Organisation</u> : Depuis l'arrivée du nouveau directeur général, le 17 mars dernier, ses travaux ont consisté à revoir le fonctionnement de son organisation. L'objectif premier de cette révision est d'améliorer l'efficacité de la CRÉ.</p> <p><u>Plan quinquennal de développement</u> : Les travaux s'amorceront prochainement. Les membres de la CAR seront sollicités pour son élaboration. La CRÉ profitera de ces travaux pour souligner le 25^e anniversaire de la région.</p>	<p>Suivi à faire lors de la prochaine CAR.</p>



CSF (M ^{me} Félicité Godbout)	<p><u>Avis – Pour une véritable protection juridique des conjointes de fait</u> : Dans son avis « Pour une véritable protection juridique des conjointes de fait » rendu public le 2 juin dernier, le Conseil du statut de la femme recommande au gouvernement de réformer le droit de la famille afin d'accorder la même protection aux conjoints de fait qu'aux couples mariés en cas de rupture, tant sur le plan de l'obligation alimentaire que du partage du patrimoine familial. Le Conseil propose que ce régime s'applique après deux ans de vie commune ou dès la naissance d'un enfant. Les couples pourraient s'y soustraire en signant un contrat notarié, ce qui garantirait le consentement éclairé des deux conjoints.</p> <p>Les couples vivant en union libre sont soumis aux mêmes lois fiscales et sociales que les couples mariés. Il n'est donc pas surprenant que beaucoup d'entre eux se croient, à tort, protégés au moment de la rupture. Alors qu'en 1981 la proportion de couples vivant en union libre était de 8 %, cette proportion est aujourd'hui de 38 %. De plus, les deux tiers des enfants naissent actuellement dans ce type d'union et les trois quarts des familles monoparentales sont sous la responsabilité d'une femme.</p> <p>Selon le Conseil, il est donc temps que l'État québécois accorde une forme de protection à la conjointe ou au conjoint de fait le plus vulnérable lors d'une séparation, comme c'est le cas dans toutes les autres provinces canadiennes.</p>	
FADQ (M. Claude Hasty)	Absent.	
Hydro-Québec (M ^{me} Gina Savard)	<p><u>Budget</u> : Le gouvernement demande de verser 150 M\$ de dividendes supplémentaires au cours de l'année 2014-2015.</p> <p><u>Conférence des préfets des MRC de la région Chaudière-Appalaches</u> : Lors d'une rencontre, les préfets ont demandé à Hydro-Québec d'avoir des ateliers sur divers services qu'elle offre. Quatre rencontres ont eu lieu et près de 114 personnes y ont participé. Les participants provenaient de 79 municipalités.</p> <p><u>Compteur intelligent</u> : Ce projet, dont l'investissement dépassera le milliard de dollars, débute la phase 2 et 3. Ainsi, les personnes concernées recevront au cours de la semaine du 16 juin une lettre leur expliquant les étapes qui suivront.</p> <p><u>Circuit électrique</u> : Il y a maintenant plus de 250 bornes électriques disponibles. Depuis la dernière année, le nombre d'utilisation a plus que triplé.</p>	



IQ (M. Philippe Bordeleau)	Absent.	
MAPAQ (M ^{me} Renée Caron)	<p><u>Plan de développement de la zone agricole (PDZA)</u> : La MRC de La Nouvelle-Beauce a organisé un forum où plus de 100 participants ont assisté aux différentes discussions. Un Plan d'action est prévu au cours de l'été.</p> <p>Un nouvel appel de projets a été lancé en février. Les MRC de L'Islet et de Lotbinière ont déposé une demande. La décision devrait sortir sous peu.</p> <p><u>Entente spécifique</u> : L'Entente spécifique de régionalisation sur la mise en œuvre du plan de développement agricole et agroalimentaire régional 2010-2014 (PDAR) est terminé depuis le 31 mars dernier. La Table agroalimentaire de la Chaudière-Appalaches (TACA), qui coordonne les actions de la mise en œuvre, reçoit des sommes pour cette coordination. Ne connaissant pas encore les budgets, la négociation de l'entente ne peut avancer pour confirmer la participation financière des partenaires. D'autres possibilités sont explorées pour éviter que la TACA se retrouve dans une situation financière difficile, soit avant la fin septembre.</p> <p>En février dernier, la Direction régionale du MAPAQ et la TACA ont fait une présentation aux préfets pour insister sur l'importance du plan de développement régional et sur l'importance du secteur agroalimentaire pour le développement économique de la région.</p> <p><u>Positionnement des aliments du Québec dans le marché institutionnel</u> : Une Entente a été signée avec la TACA et un comité régional a été mis en place. Le contrat se terminera le 31 décembre prochain et devrait aboutir sur un plan d'action en 2015.</p> <p><u>Budget</u> : Diminution de 25 M\$ dont 17 M\$ en transfert pour la FADQ et 3 M\$ pour le ministère. Le dernier 5 M\$ sera assumé par la masse salariale et le fonctionnement. Les directives devraient parvenir sous peu pour les effectifs. Pour la direction régionale, c'est cinq personnes qui sont parties à la retraite depuis octobre et une seule personne a été remplacée. Trois autres départs sont à prévoir d'ici la fin août. On ne sait pas encore si l'on pourra en remplacer un certain nombre par affectation ou mutation.</p>	
MAMOT (M ^{me} Danie Croteau)	<p><u>Économie sociale</u> : Le volet économie sociale qui relevait du MAMOT jusqu'aux dernières élections provinciales a été transféré au MEIE.</p>	

	Ministre responsable de la région : Une rencontre a eu lieu le 5 juin dernier entre la ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches, M ^{me} Dominique Vien, son attachée politique et la direction régionale du MAMOT. Cette rencontre avait pour but d'échanger sur les enjeux de la région.	
MCC (M ^{me} Nicole Champagne)	Absente.	
MDDELCC (M ^{me} Isabelle Olivier)	<p>Lac-Mégantic - contamination de la rivière Chaudière : La crue printanière s'est déroulée sans problème pour les trois municipalités qui s'approvisionnent en eau potable dans la rivière Chaudière.</p> <p>Deux zones identifiées à risque d'accumulation d'hydrocarbures ont été échantillonnées ce printemps et une seule d'entre elles présente encore une contamination. Le Ministère se prépare à intervenir à cet endroit à la fin de l'été 2014. Il s'agit d'une zone dans la portion en amont de la rivière.</p> <p>Recours judiciaires : La MRC de La Nouvelle-Beauce voulait retirer des amoncellements de gravier dans la rivière Chaudière. Elle considérait que la Loi sur les compétences municipales obligeant les MRC à s'assurer du libre écoulement de l'eau avait préséance sur la Loi sur la qualité de l'environnement. Un juge de première instance avait conclu que la LQE s'appliquait quand même et que la MRC devait obtenir un certificat d'autorisation avant de réaliser les travaux. La MRC avait porté cette décision en appel. La Cour d'appel vient de donner raison au juge de première instance.</p> <p>La MRC de Bellechasse réclame au MDDELCC le remboursement des coûts d'achat et d'installation d'équipements qu'elle a dû ajouter à son lieu d'enfouissement pour capter et traiter les biogaz. Elle considère que le MDDELCC n'aurait pas dû l'autoriser à utiliser un matériau de recouvrement journalier contenant du gypse et pouvant potentiellement émettre des odeurs. L'audience s'est déroulée cette semaine. Le MDDELCC est en attente du jugement.</p>	
MELS (M. Guy Larose)	Fermeture des directions régionales : Les directions régionales cesseront leurs activités au cours de l'été. Les ressources humaines sont réaffectées selon les besoins ministériels et également offertes aux autres ministères.	
MELS (M ^{me} Diane Boudreault)	Nomination : Le MELS a maintenant un nouveau ministre, le Dr. Yves Bolduc et une nouvelle sous-ministre en titre : M ^{me} Marie-Claude Champoux. Le sous-ministre adjoint au loisir et au sport demeure le même : M. Luc Fournier.	



	<p>Fonds pour les installations sportives et récréatives : La 3^e phase du Fonds pour les installations sportives et récréatives est en cours et représente un montant de 50 M\$.</p> <p>Politique : Le MELS est en attente d'une décision pour la future Politique du sport, du loisir et de l'activité physique.</p> <p>Programme : Il y aura une révision prochaine du programme d'aide financière pour les Unités régionales de loisir et de sport (URLS).</p> <p>Jeux du Québec : Les Finales provinciales des Jeux du Québec auront lieu cet été à Longueuil.</p>	
MESS (M. Dany Deladurantaye)	<p>Nominations : M. François Blais est nommé ministre du MESS et M. Bernard Matte devient sous-ministre.</p> <p>Fusion : au 1^{er} avril 2014, 19 bureaux sont répartis sur le territoire dont : 10 Centre local d'emploi, huit Services Québec et une direction régionale. À la fin du regroupement, il restera 14 bureaux.</p> <p>Emploi : Le taux de chômage est le plus bas au Québec et le taux d'activités est l'un des meilleurs.</p> <p>Budget : Une restriction de 5 % est demandée à la Chaudière-Appalaches.</p>	
MFAM (M. Jean-François Picard)	Absent.	
MEIE (M. Roch Delagrave)	<p>Organisation : Les mandats de la direction régionale doivent rester les mêmes. Des indications restent à venir concernant les activités provenant du MEIE et du ministre délégué aux petites et aux moyennes entreprises, à l'allègement réglementaire et au développement économique régional.</p> <p>Budget : Une diminution de 10 % est retranchée aux frais de fonctionnement des CLD.</p>	
MIDI (M. Michel-André Roy)	<p>Organisation : Le MICC a changé de nom pour devenir le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI). La ministre devrait entreprendre une tournée informelle cet été pour bien définir la portée de Diversité et Inclusion.</p> <p>Budget : Bien que le Ministère ait été touché comme les autres organisations par les mesures d'austérité budgétaire, il devrait être en mesure de maintenir l'essentiel de sa mission en Chaudière-Appalaches.</p> <p>Événement : Le 26 avril dernier, la Chambre de commerce de Saint-Georges tenait la 26^e édition du <i>Gala de l'entreprise beauceronne</i>. Plus de 400 personnes ont pris part à cette soirée de prestige visant à souligner la</p>	

	<p>réussite des entreprises de la Beauce. En partenariat avec la Table de concertation en immigration de Beauce-Sartigan, le MIDI a eu l'occasion d'y décerner un tout nouveau prix, le Jarret « <i>Embauche et intégration durable de personnes immigrantes</i> », qui a été remis à l'entreprise Manac.</p> <p>De saluer et de récompenser les efforts consentis par les entreprises au regard de la main-d'œuvre issue de l'immigration constituait une première initiative dans la région de la Chaudière-Appalaches. Le dynamisme entrepreneurial de la Beauce étant manifeste, il est permis de croire que l'intérêt des entreprises beauceronnes au regard de cette main-d'œuvre créera un effet d'entraînement dans le milieu des affaires de la région.</p>	
<p>MJUS (M. Louis G. Chassé)</p>	<p>Absent.</p>	
<p>MFFP (M^{me} Cécile Tremblay)</p>	<p>Travaux sylvicoles : Le 29 avril 2014, le premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard et le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, M. Laurent Lessard ont annoncé dans la région de Charlevoix, une augmentation de 42 M\$ pour le budget affecté aux travaux sylvicoles pour l'année financière 2014-2015, ce qui porte l'enveloppe totale à 225 M\$. Ce budget servira entre autres pour la réalisation de travaux de préparation de terrains, de reboisement, pour la mise en place de l'aménagement écosystémique et à l'amélioration des peuplements de feuillus tolérants.</p> <p>La répartition des montants attribués à la région de la Chaudière-Appalaches sera connue au cours des prochaines semaines. La majorité du budget supplémentaire accordé devrait servir à la réalisation de coupes partielles dans les peuplements feuillus.</p> <p>Plan d'action gouvernemental à l'égard du développement de la filière des hydrocarbures : Le 30 mai 2014, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, M. Pierre Arcand et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. David Heurtel, ont rendu public le plan d'action gouvernemental à l'égard du développement de la filière des hydrocarbures. Pour encadrer l'exploration gazière et pétrolière, une évaluation environnementale stratégique globale (EES) sera réalisée pour l'ensemble de la filière des hydrocarbures. Grâce à cette EES, le gouvernement procédera à une révision globale et à une modernisation de l'encadrement législatif et réglementaire propre aux hydrocarbures. L'objectif est de déposer en 2015, un projet de loi complet et intégré sur les hydrocarbures. En parallèle, une EES propre aux travaux sur Anticosti permettra d'acquérir des connaissances sur le réel potentiel de l'île d'Anticosti. Une équipe permanente composée d'ingénieurs, de techniciens et d'experts sera mise sur pied afin d'encadrer les activités d'exploration qui auront lieu cet été.</p>	



MSP (M ^{me} France-Sylvie Loisel)	Absente.	
MTQ (M. Richard Charpentier)	Absent.	
MTOUR (M. Daniel Galarneau)	Absent.	
OPHQ (M. Marc Savoie)	<p>Semaine québécoise des personnes handicapées : Du 1^{er} au 7 juin se déroule la 18^e édition de la Semaine québécoise des personnes handicapées. Sous le thème « Ensemble, bâtissons une société plus inclusive! ». Chacune et chacun d'entre nous est invité à poser des gestes simples pour accroître la participation sociale des personnes handicapées.</p> <p>Les dernières années ont été caractérisées par une plus grande ouverture à l'égard des personnes handicapées. Un pas en avant doit maintenant être fait pour qu'elles soient réellement présentes et actives dans les domaines de l'éducation, du travail, des loisirs, bref, dans toutes les sphères de l'activité humaine.</p> <p>M. Martin Deschamps est le porte-parole pour une douzième année.</p> <p>Lancement de l'appel de candidatures du Prix À part entière, édition 2014 : Pour sa 4^e édition, le Prix À part entière récompensera des personnes et des organisations dans les quatre catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• individus;• organismes sans but lucratif;• municipalité et MRC;• ministère et leurs réseaux, organismes publics et parapublics. <p>Le Prix À part entière rend hommage à des personnes et à des organisations qui contribuent à accroître la participation sociale des personnes handicapées.</p> <p>Encourager les initiatives personnelles et collectives, récompenser les actions concrètes, c'est également inspirer tout un chacun à poser des gestes significatifs à l'école, au travail et dans la communauté.</p> <p>La date limite de réception des candidatures au siège social de l'Office situé à Drummondville est le vendredi 19 septembre 2014 à 16 h 30.</p> <p>Un projet émanant d'un bureau régional d'un ministère s'inscrira dans la région de ce bureau.</p>	<p>http://www.ophq.gouv.qc.ca/partenaires/semaine-quebecoise-des-personnes-handicapees/sqph-2014.html</p> <p>http://www.ophq.gouv.qc.ca/partenaires/prix-a-part-entiere-2014.html</p>



	<p>Le Prix À part entière sera remis à la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre, lors d'une cérémonie à l'Assemblée nationale.</p> <p>Cyberbulletin L'Approvisionnement accessible : L'Office vient également de mettre en ligne le numéro 6 de L'Approvisionnement accessible, un cyberbulletin publié deux fois par année et offrant un éventail de renseignements pratiques en lien avec l'achat et la location de biens et de services accessibles pour les personnes handicapées, quelle que soit leur incapacité.</p> <p>Ce numéro présente les résultats du sondage conduit par l'Office auprès de 1 247 organisations publiques au printemps 2013.</p>	http://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Bulletin_Approvisionnement_Accessible/Approvisionnement_accessible_mai_2014.pdf
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
RLQ (M. Lucien Dubé)	Absent.	
Revenu-Québec (M ^{me} Céline Dessureault)	Absente.	
SHQ (M ^{me} Malie Durocher-Guay)	Budget 2014 : On rappelle les éléments discutés lors de la dernière rencontre de la CAR.	
SIQ (M ^{me} Claire Vézina)	Absente.	
10. Affaires nouvelles	Aucune.	
11. Prochaines présentations	Lors de la prochaine CAR, deux présentations seront faites : <ul style="list-style-type: none">✓ Cadre de prévention en sécurité publique;✓ Diagnostic culturel.	
12. Date de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 3 octobre 2014. L'endroit reste à déterminer.	
13. Fin de la réunion	La réunion est levée à 14 h 15.	

Projet d'Ordre du jour



Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 3 octobre 2014

Complexe des Seigneuries
1080, avenue Bergeron
Saint-Agapit (Québec) G0S 1Z0

Salle 213

Tél. : 418-888-4620
de 9 h à 15 h 30

- | | | |
|---------|-----|--|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Présentation des nouveaux membres; |
| 9 h 20 | 4. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 6 juin 2014; |
| 9 h 25 | 5. | Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 30 | 6. | Présentation : <ul style="list-style-type: none">- Région de la Chaudière-Appalaches - Repères régionaux et diagnostic culturel (M^{me} Nicole Champagne - MCC); |
| 10 h | | Pause |
| 10 h 15 | 7. | Présentation : <ul style="list-style-type: none">- Cadre de prévention en sécurité publique (M^{me} France-Sylvie Loisel - MSP); |
| 11 h | 8. | Présentation : <ul style="list-style-type: none">- Plan quinquennal de développement régional (M. Patrick Hamelin - CRÉ); |
| 12 h | | Dîner |
| 13 h 15 | 9. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 15 h 15 | 10. | Affaires nouvelles : <ul style="list-style-type: none">- |
| 15 h 20 | 11. | Prochaines présentations; |
| 15 h 25 | 12. | Date de la prochaine rencontre – Le 5 décembre 2014 – Endroit à déterminer; |
| 15 h 30 | 13. | Fin de la réunion. |



**Compte rendu de la rencontre de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 3 octobre 2014**

Complexe des Seigneuries
1080, avenue Bergeron
Saint-Agapit (Québec) G0S 1Z0

Salle 213

**Tél. : 418-888-4620
de 9 h à 15 h**

Étaient présents

M^{mes}

Félicité Godbout – CSF
Lynda Anctil - HQ
Danie Croteau – MAMOT
Renée Caron – MAPAQ
Isabelle Olivier – MDDELCC
Nicole Champagne – MCC
France-Sylvie Loisel – MSP
Cécile Tremblay – MFFP
Marlène Roy - MIDI
Màlie Durocher-Guay - SHQ

MM.

Marc Tremblay – MESS
Pierre Drouin – MAMOT
Yvon Labonté - MTQ
Roch Delagrave – MEIE
Stéphane Petit – CNT
Philippe Bordeleau – IQ
Marc Savoie – OPHQ

Étaient absents

M^{mes}

Céline Dessureault – Revenu
Québec
Diane Boudreault – MELS
Claire Vézina – SIQ
Geneviève Morneau - MTOUR

MM.

Serge Lachance – MERN
Patrick Hamelin – CRÉ-CA
Daniel Paré – ASSS
Pierre-André Dupont – RBQ
Claude Hasty – FADQ
Jean-François Picard – MFAM
Lucien Dubé – Régie du Logement

Invité

M^{me}

Chantale Dumont – MCC

MM.

Luc Provençal – vice-président CRÉ
Martin Vaillancourt – conseiller CRÉ



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté sans modification.	
3. Présentation des nouveaux membres	Nous accueillons une nouvelle personne à la CAR soit M. Philippe Bordeleau – IQ. M. Bordeleau présente son parcours et son organisation. M ^{me} Croteau propose que chaque membre identifie le ministère qu'il représente ainsi que sa fonction lors de la présentation de la CRÉ.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 6 juin 2014	La lecture du compte rendu du 6 juin 2014 est faite et celui-ci est adopté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Il n'y a pas d'affaires découlant du dernier compte rendu.	
6. Présentations : - Région de la Chaudière-Appalaches - Repères régionaux et diagnostic culturel » (M ^{me} Nicole Champagne – MCC)	M ^{me} Chantale Dumont se joint à la rencontre pour la présentation. Une présentation PowerPoint est faite à l'ensemble des membres.	
7. Présentations : - Cadre de prévention en sécurité publique (M ^{me} France-Sylvie Loisel - MSP)	Une présentation PowerPoint est faite à l'ensemble des membres.	
8. Présentations : - Plan quinquennal de développement régional (M. Patrick Hamelin - CRÉ)	M ^{me} Croteau souhaite la bienvenue aux invités : MM. Luc Provençal et Martin Vaillancourt et invite les membres à se présenter. Une présentation PowerPoint est faite à l'ensemble des membres.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
9. Nouvelles régionales		
ASSS (M. Daniel Paré)	Absent.	
CNT (M. Stéphane Petit)	<p>Les nouvelles régionales doivent faire place, cette fois-ci, à des nouvelles provinciales. En effet, depuis la fin du mois d'août, certains bureaux régionaux accusent beaucoup de retard dans le traitement des plaintes.</p> <p>De façon à diminuer les impacts relatifs à la qualité des services, il y a eu suspension de la presque totalité des interventions préventives et de conformité dans l'ensemble de la province afin de prioriser le traitement des dossiers de plaintes.</p> <p>Les bureaux de la Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale traitent actuellement et pour les prochaines semaines des dossiers en provenance de bureaux de l'ouest et du centre de la province. Si les projections sont justes, la reprise d'une partie des activités mises de côté se ferait en janvier 2015.</p> <p>La baisse des effectifs, des taux de roulement plus élevés dans certains bureaux et une légère augmentation du nombre de plaintes a eu pour effet d'augmenter les inventaires de dossiers de façon considérable.</p> <p>Depuis 2009, la CNT travaille à revoir et à moderniser ses méthodes de travail et ses processus d'affaires, mais il faut aller encore plus loin en matière d'efficacité et de productivité.</p> <p>Les années 2015 et 2016 approchent à grands pas et il est prévu que 18 à 20 % des effectifs quitteront pour la retraite durant cette période.</p>	
CRÉ (M. Patrick Hamelin)	Absent.	
CSF (M ^{me} Félicité Godbout)	<p><u>Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action</u> : Le CSF dévoilait en octobre 2013 une étude sans précédent au pays sur la problématique complexe et méconnue des crimes d'honneur. Le CSF demande au gouvernement d'agir pour assurer la sécurité des filles et des femmes victimes des violences basées sur l'honneur, que ce soit le contrôle excessif des adolescentes, les tests de virginité, les mutilations génitales, le mariage forcé, l'incitation au suicide ou, ultimement, le meurtre. Les meurtres ne sont que la pointe de l'iceberg. La violence basée sur l'honneur prend plusieurs formes et ces violences ne sont exclusives ni à une culture, ni à une religion, comme</p>	<p>Vidéo : http://www.youtube.com/watch?v=it2aQUhEldA https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/avis-les-crimes-dhonneur-de-lindignation-a-</p>




Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>l'indiquent les différentes confessions et origines des victimes canadiennes. Dans la foulée de l'affaire Shafia, le CSF recevait en novembre 2011 le mandat du gouvernement du Québec d'étudier ce phénomène jusqu'alors peu documenté. L'étude documente 17 cas de crimes d'honneur recensés au Canada depuis 1991, qui ont fait au total 26 victimes, dont cinq ont survécu à leur agression.</p> <ul style="list-style-type: none">• Avis — Les crimes d'honneur de l'indignation à l'action (1,90 Mo)• Résumé — Avis Les crimes d'honneur de l'indignation à l'action (3,58 Mo) <p>Les femmes dans les C.A. des entreprises québécoises : La brochure <i>Les femmes dans les C.A. des entreprises québécoises parce que la mixité, c'est bon pour les affaires</i> publiée par le CSF vise à rappeler aux dirigeantes et dirigeants d'entreprises la nécessité de déployer des efforts concrets pour favoriser une participation accrue des femmes à la prise de décision dans les organisations.</p>	<p>l'action.pdf</p> <p>https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/resume-avis-les-crimes-dhonneur-de-lindignation-a-laction.pdf</p> <p>https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/les-femmes-dans-les-c-a-des-entreprises-quebecoises.pdf</p>
FADQ (M. Claude Hasty)	Absent.	
Hydro-Québec (M ^{me} Lynda Anctil – HQ)	Compteurs de nouvelle génération : Une lettre a été envoyée aux municipalités concernées par l'installation des nouveaux compteurs. L'installation se réalise non pas par municipalité mais par les « routes » de compteurs. Il y a une possibilité d'organiser des activités afin de répondre aux questions des citoyens. Le 23 octobre prochain, une rencontre aura lieu à Lévis.	
IQ (M. Philippe Bordeleau)	Fonds de développement économique : Une nouvelle vision est donnée depuis le changement de gouvernement. Les retombées doivent être beaucoup plus évidentes. Situation en Chaudière-Appalaches : Les dossiers entourant la relève est encourageante. De même, les dossiers provenant des entrepreneurs forestiers reprennent de la vigueur.	
MAMOT (M ^{me} Danie Croteau)	Gouvernance de proximité : Le 17 septembre 2014, la FQM a lancé une campagne nationale en faveur d'une refonte des pouvoirs municipaux. Six principes auxquels la décentralisation doit répondre sont identifiés : subsidiarité, équité entre les territoires, autonomie administrative, autonomie financière, efficience et souplesse. À l'occasion des Assises annuelles de la FQM, le ministre Pierre Moreau a annoncé qu'une nouvelle loi serait élaborée. Cette loi sera fondée sur les grands principes de l'autonomie municipale, de la subsidiarité, de la transparence, de l'éthique et de l'imputabilité. Une nouvelle gouvernance régionale de proximité sera de mise. Les MRC auront les mandats suivants : le développement régional et rural, l'aménagement du territoire, la mise en	<p>http://plusdesucces.ca/wp-content/uploads/2014/10/FQM_Gouvernance_de_proximite_Fondements.pdf</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	commun des services et la gestion des redevances sur les ressources naturelles. De plus, une nouvelle entente de partenariat fiscal et financier avec le milieu municipal sera renégociée.	
MAPAQ (M ^{me} Renée Caron)	<p>PDZA : Deux nouvelles demandes ont été acceptées soient celles de la MRC de L'Islet et de la MRC de Lotbinière.</p> <p>Positionnement des aliments du Québec dans le monde institutionnel : Le comité qui a été mis en place et dont le mandat a été confié à la Table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches va bon train.</p> <p>FADQ : En l'absence de M. Hasty, on nous informe de la réduction du budget de la Financière agricole d'un montant de 113 M\$ afin de participer au redressement des finances du Québec.</p> <p>Ressources humaines : Au cours de la dernière année, il y a eu plusieurs départs à la retraite et avec les restrictions annoncées, aucun employé occasionnel ne peut être renouvelé. Ainsi, au cours de l'année 2014, c'est 12 personnes en moins qui travaillent pour la région, les effectifs passant de 46 à 34.</p> <p>Nomination : Suite au départ à la retraite de la directrice régionale de la Capitale-Nationale, M^{me} Caron assumera l'intérim de cette région pour les prochains mois.</p> <p>Plan de développement bioalimentaire régional : Des discussions ont cours depuis un certain temps concernant le renouvellement de l'entente spécifique qui s'est terminée en mars 2014. Il est difficile de faire avancer les démarches et une préoccupation de la part de tous les partenaires est manifestée.</p>	
MCC (M ^{me} Nicole Champagne)	<p>Plan culturel numérique : Le premier ministre, en compagnie de la ministre ont fait le lancement du plan culturel numérique le 29 septembre 2014.</p> <p>Infrastructure : Le 10 octobre dernier, une annonce a été faite concernant les rénovations du presbytère situé à Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud. La SHQ investira également dans ce projet.</p> <p>Organisation : Le ministère a débuté un processus de fusion de certaines directions régionales. Cette fusion se réalisera graduellement selon les mouvements du personnel-cadre concerné. Ainsi, suite à deux départs à la retraite, la direction de l'Outaouais a déjà été fusionnée avec celle de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec tout comme celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean l'a été</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	avec la Côte-Nord. Éventuellement, la direction de la Chaudière-Appalaches sera fusionnée avec la Capitale-Nationale.	
MDDELCC (M ^{me} Isabelle Olivier)	<p>Oléoduc : TransCanada va donner des séances d'information dans différentes villes au Québec, dont le 16 octobre à Lévis, en lien avec son projet d'oléoduc. Il est à noter que l'acceptabilité du projet, incluant le tracé, se fera par le fédéral puisqu'il s'agit d'une conduite qui passera dans plusieurs provinces. Dans un tel cas, le processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec n'est pas applicable.</p> <p>Plan de gestion des milieux naturels : La Ville de Lévis est sur le point de déposer un plan de gestion des milieux naturels. La Ville subit une perte rapide de milieux humides à cause du développement urbain. Elle a fait caractériser les milieux humides situés dans son périmètre urbain et a identifié les secteurs les plus intéressants à préserver à l'égard de la biodiversité. La Ville a réalisé un excellent travail, et ce, en collaboration avec le MDDELCC.</p>	 Portes ouvertes - Oléoduc Énergie Est.pdf
MELS (M ^{me} Diane Boudreault)	Absente.	
MESS (M. Marc Tremblay)	Activité de réflexion sur la rareté de la main-d'œuvre : Le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Chaudière-Appalaches, Emploi-Québec ainsi que des entreprises de la région réaliseront une activité de réflexion sur la rareté de la main-d'oeuvre. Elle vise à identifier les effets de la rareté de main-d'oeuvre sur le marché du travail régional, recueillir les préoccupations des employeurs et dégager des stratégies d'intervention liées à la planification régionale d'Emploi-Québec. L'activité aura lieu le mercredi 19 novembre 2014 à la Cache à Maxime à Scott.	
MFAM (M. Jean-François Picard)	Absent.	
MEIE (M. Roch Delagrave)	<p>Aide financière : Les entreprises manufacturières ont moins accès à des subventions. La nouvelle orientation consiste à des prêts garantis pour l'innovation et l'exportation.</p> <p>Table interministérielle : Cette table composée de divers ministères, qui a été instituée en 2012 et touchant la MRC des Appalaches, a pour principal mandat d'identifier les enjeux et de trouver les solutions suite à la fermeture de la mine d'amiante. Depuis la dernière rencontre de la CAR, où M. Yvon Nadeau nous a entretenu sur la problématique vécue dans la MRC, et à l'initiative du ministre Laurent Lessard, un comité économique a été formé et une rencontre se tiendra lundi prochain, le 6 octobre. Ce comité est formé d'organisations du milieu.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MIDI (M ^{me} Marlène Roy)	<p>Nouvelle politique : La ministre Kathleen Weil a amorcé une tournée des régions. Elle a rencontré les acteurs socio-économiques de certaines régions, notamment au Centre-du-Québec et en Outaouais. Cette tournée a pour objectif de nourrir l'élaboration d'une nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion. Des consultations publiques auront lieu également prochainement sur la planification pluriannuelle de l'immigration puisque celle en cours se terminera en 2015.</p> <p>Semaine québécoise des rencontres interculturelles : Présentement en cours pour la 12^e édition ayant pour thème « Accueillir pour grandir et s'ouvrir ». Un nombre important d'activités ont cours au Québec et en Chaudière-Appalaches (une quinzaine d'activités recensées sur le site SQRI). Dans le cadre de cette Semaine, la région a reçu la ministre Weil lors d'une activité organisée par la Ville de Saint-Georges, le CJE Beauce-Sud et le Cégep Beauce-Appalaches. Il s'agissait d'une activité officielle d'accueil des nouveaux arrivants dans la MRC de Beauce-Sartigan. Présence d'entreprises du territoire qui ont sensibilisé la ministre à leurs difficultés de recrutement.</p> <p>Financement des organismes de la région : À compter du 1^{er} juillet, il y aura une légère augmentation dans le Programme Réussir l'intégration mais une baisse dans le programme Mobilisation Diversité. La réalité des restrictions budgétaires prévaut également au MIDI.</p> <p>Entente régionale : L'incertitude actuelle, notamment budgétaire, rend plus grand le défi d'attacher régionalement le partenariat menant à la signature d'une entente spécifique en immigration. Un moment pour faire le point sur une vision stratégique à définir au regard de ce dossier est actuellement discuté entre les intervenants régionaux.</p>	<p>http://www.enbeauce.com/actualites/societe/183443/la-ville-de-saint-georges-accueille-ses-immigrants-a-bras-ouverts</p> <p>http://www.leclaireurprogres.ca/2014/10/01/saint-georges-accueille-la-ministre-kathleen-weil ;</p> <p>http://beaucemagazine.com/2014/10/06/kathleen-weil-a-saint-georges/.</p>
MFFP (M ^{me} Cécile Tremblay)	<p>Agrandissement de la Forêt Montmorency : Le ministre Lessard a annoncé en septembre un agrandissement de 346 km² qui s'ajoute aux 66 km² actuels de la forêt Montmorency. Cette décision permet à la Forêt Montmorency, avec une superficie de 412 km², de devenir la plus grande forêt d'enseignement et de recherche universitaire au monde. Cette augmentation de la superficie permettra d'effectuer des expérimentations plus près des réalités opérationnelles du milieu forestier et de l'aménagement intégré et multiressource du territoire forestier et du concept d'aménagement écosystémique.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>Rapport sur les activités fauniques dans la région de la Chaudière-Appalaches : <i>L'industrie faunique comme moteur économique régional</i>, publié en septembre, contient des données économiques issues sur des activités fauniques dans la région de la Chaudière-Appalaches. Cette étude révèle que près de 600 emplois à temps pleins sont associés à la pratique des activités fauniques en Chaudière-Appalaches. Ces activités entraînent 40,6 millions de dollars en PIB et 10,7 millions de dollars en revenus, ce qui totalise un peu plus de 51 millions de dollars. Réalisée en 2012, l'étude présente les retombées générées annuellement par chacune des espèces visées par les activités de chasse, de pêche et de piégeage, et ce, dans les 17 régions du Québec.</p> <p>Chantier Production bois : Une consultation nationale est en cours sur une nouvelle vision de l'aménagement forestier selon laquelle les choix d'aménagement sont guidés par la recherche de création de valeur. Cette vision devrait permettre de livrer des produits qui correspondent davantage aux besoins des usines et aider à la conversion du secteur forestier. Cette consultation s'inscrit dans les suites du Rendez-vous de la forêt tenue en novembre 2013 et est conduite par le responsable du Chantier M. Robert Beauregard doyen à la faculté de foresterie, de géographie et de géomatique de l'Université Laval. Le rapport de M. Beauregard est attendu en décembre 2014.</p>	<p>http://www.mffp.gouv.qc.ca/faune/statistiques/nature-chiffres.jsp</p> <p>http://rendezvousdelaforet.gouv.qc.ca/pdf/consultation-orientations-economiques.pdf</p>
MERN (M. Serge Lachance)	Absent.	
MSP (M ^{me} France-Sylvie Loisel)	<p>Semaine de la sécurité incendie : La semaine prochaine aura lieu la semaine de la sécurité incendie.</p> <p>Grande secousse : Une invitation est lancée à tout le monde afin d'y participer. L'évènement aura lieu le 16 octobre 2014 à 10 h 16.</p>	
MTQ (M. Yvon Labonté)	<p>Route 112 : Tous les contrats sont donnés. L'échéancier demeure l'automne 2015.</p> <p>Autoroute 73 : Le tronçon Saint-Joseph sera ouvert à l'automne 2014. Actuellement, les travaux sont concentrés sur le doublement de la voie entre Vallée-Jonction et Sainte-Marie. Ces travaux doivent se terminer à l'automne 2015.</p> <p>Tête des ponts : Le chantier autour des ponts avance rondement.</p> <p>Pont de Québec : Le prochain gros chantier concernera le palier.</p>	
MTOUR (M ^{me} Geneviève Morneau)	Absente.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
OPHQ (M Marc Savoie)	<p><u>L'approvisionnement en biens et services accessibles. Guide d'accompagnement – volet équipements de bureau</u> : La disponibilité de biens et de services accessibles constitue un facteur contributif important pour la participation sociale des personnes handicapées. Afin de soutenir les organisations publiques dans leurs démarches d'acquisition d'équipements de bureau accessibles, l'OPHQ, en collaboration avec plusieurs acteurs du milieu, met à leur disposition le document intitulé L'approvisionnement en biens et services accessibles. Guide d'accompagnement – volet équipements de bureau.</p> <p>Offert en version imprimable (PDF) et en version accessible (optimisée pour les lecteurs d'écran), ce guide soutiendra les acteurs concernés lors de l'acquisition ou de la location de fournitures de bureau, d'ordinateurs, d'imprimantes, de téléphones et d'ameublement accessibles pour les personnes ayant une incapacité, qu'elle soit liée à la vision, à la motricité, à l'audition; aux activités intellectuelles et aux troubles du spectre de l'autisme.</p> <p>Les critères sont libellés sous forme de conseils, précisant les éléments à privilégier ou à éviter en fonction du type d'incapacité dont il est question.</p> <p><u>Prix À part entière, édition 2014</u> : L'Office a reçu plus de 220 candidatures, réparties dans quatre catégories : individus, organismes sans but lucratif, municipalités et MRC, ministères et leurs réseaux, organismes publics et parapublics.</p> <p>Dans la région de la Chaudière-Appalaches, 13 candidatures ont été soumises dont une dans la catégorie ministères et leurs réseaux, organismes publics et parapublics.</p> <p>Le Prix À part entière rend hommage à des personnes et à des organisations qui contribuent à accroître la participation sociale des personnes handicapées.</p> <p>Les quatre personnes ou organisations couronnées seront honorées lors d'une cérémonie officielle tenue dans le cadre de la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre prochain.</p> <p><u>Sixième rencontre provinciale du Réseau des municipalités accessibles</u> : Pour une sixième année consécutive, le comité Municipalités accessibles invite les municipalités du Québec à prendre part à sa rencontre provinciale, laquelle se tiendra le 30 octobre prochain à la Maison du citoyen de Saint-Eustache.</p>	<p>https://www.ophq.gouv.qc.ca/publications/lapprovisionnement-accessible.html</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>S'adressant à l'ensemble des municipalités, la journée portera cette année sur le thème du loisir municipal. Plusieurs ateliers et présentations auront pour objectifs l'enrichissement des connaissances, le partage de projets inspirants, le développement du réseau de contacts.</p> <p>Le comité Municipalités accessibles, composé de représentantes et de représentants de diverses municipalités ainsi que de l'Office, a été mis en place en 2009 afin de doter les milieux municipaux d'outils concrets pour accroître la participation sociale des personnes handicapées.</p>	
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
RLQ (M. Lucien Dubé)	Absent.	
Revenu-Québec (M ^{me} Céline Dessureault)	Absente.	
SHQ (M ^{me} Malie Durocher-Guay)	<p><u>Nomination</u> : M. Michel Gagnon a été nommé Président-directeur général le 10 septembre 2014.</p> <p><u>Rendez-vous habitation</u> : Le 8^e Rendez-vous de l'habitation aura lieu à Montréal le 7 octobre 2014. Le thème de cette année est : l'innovation.</p> <p><u>Rencontre régionale</u> : Le 25 octobre prochain aura lieu une journée régionale sur le logement social et communautaire.</p> <p><u>Annonces</u> : Depuis la dernière rencontre, deux annonces ont été faites. L'une pour la construction de 10 logements dans la municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine et l'autre pour la construction de 16 logements à Saint-Georges-de-Beauce.</p>	
SIQ (M ^{me} Claire Vézina)	Absente.	
10. Affaires nouvelles	Aucune affaire nouvelle.	
11. Prochaines présentations	Ce point n'a pas été discuté.	
12. Date de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 5 décembre 2014. La réunion se tiendra à l'Agence de santé et de services sociaux, située à Sainte-Marie.	
13. Fin de la réunion	La réunion est levée à 15 heures.	

Projet d'Ordre du jour



Certifié carbonutre

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 5 décembre 2014

**Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
Salle Beauce
363, route Cameron
Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2
Tél. : 418-386-3504**

de 9 h à 12 h

- | | | |
|---------|----|--|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 3 octobre 2014; |
| 9 h 15 | 4. | Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 20 | 5. | Échanges et discussions : |
| | - | Pacte fiscal transitoire et Nouvelle gouvernance régionale
(M ^{me} Danie Croteau et M. Pierre Drouin - MAMOT); |
| 11 h 45 | 6. | Affaires nouvelles : |
| | - | |
| 11 h 50 | 7. | Prochaines présentations; |
| 11 h 55 | 8. | Date de la prochaine rencontre – Le 6 mars 2015 – Endroit à déterminer; |
| 12 h | 9. | Fin de la réunion – Dîner libre |



**Compte rendu de la rencontre de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 5 décembre 2014**

Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
363, route Cameron
Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2

Salle Beauce

**Tél. : 418-386-3504
de 9 h à 12 h**

Étaient présents

M^{mes}

Félicité Godbout – CSF
Danie Croteau – MAMOT
Renée Caron – MAPAQ
Isabelle Olivier – MDDELCC
Chantale Dumont – MCC
Cécile Tremblay – MFFP

MM.

Daniel Paré – ASSS
Marc Tremblay – MESS
Pierre Drouin – MAMOT
Yvon Labonté - MTQ
Roch Delagrave – MEIE
Stéphane Petit – CNT
Patrick Hamelin – CRÉ-CA
Serge Lachance – MERN
Michel-André Roy - MIDI

Étaient absents


M^{mes}

Gina Savard - HQ
Céline Dessureault – Revenu Québec
Diane Boudreault – MELS
Claire Vézina – SIQ
Geneviève Morneau – MTOUR
France-Sylvie Loisel – MSP
Monique Savoie – OPHQ
Malie Durocher-Guay - SHQ

MM.

Pierre-André Dupont – RBQ
Claude Hasty – FADQ
Jean-François Picard – MFAM
Lucien Dubé – Régie du Logement
Philippe Bordeleau – IQ



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté sans modification.	
3. Lecture et adoption du compte rendu du 3 octobre 2014	<p>La lecture du compte rendu du 3 octobre 2014 est faite et celui-ci est adopté après avoir apporté la modification suivante :</p> <p>9. Nouvelles régionales MCC - M^{me} Nicole Champagne : Organisation : Le ministère a débuté un processus de fusion de certaines directions régionales. Cette fusion se réalisera graduellement selon les mouvements du personnel-cadre concerné. Ainsi, suite à deux départs à la retraite, la direction de l'Outaouais a déjà été fusionnée avec celle de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec tout comme celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean l'a été avec la Côte-Nord. Éventuellement, la direction de la Chaudière-Appalaches sera fusionnée avec la Capitale-Nationale.</p>	
4. Affaires découlant du dernier compte rendu	Il n'y a pas d'affaires découlant du dernier compte rendu.	
5. Échanges et discussions : - Pacte fiscal transitoire et Nouvelle gouvernance régionale (M ^{me} Danie Croteau et M. Pierre Drouin – MAMOT)	Une présentation PowerPoint est faite à l'ensemble des membres. Après celle-ci, des échanges ont lieu et on discute, entre autre, des changements devant survenir au cours de la prochaine année et qui pourraient toucher les organisations du territoire.	
6. Affaires nouvelles	Aucune affaire nouvelle.	
7. Prochaines présentations	Ce point n'a pas été discuté.	
8. Date de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 6 mars 2015. Endroit à déterminer.	
9. Fin de la réunion	La réunion est levée à midi.	

Projet d'Ordre du jour



Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 6 mars 2015

Centre local d'emploi du Littoral
1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9

Salle Grand Littoral

Tél. : 418-835-1500

de 9 h à 12 h

- | | | |
|---------|----|---|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 5 décembre 2014; |
| 9 h 15 | 4. | Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 20 | 5. | Échanges et discussions : <ul style="list-style-type: none">- Plan de fermeture de la CRÉ et impacts sur les M/O de la région (M^{me} Danie Croteau et M. Pierre Drouin - MAMOT); |
| 11 h 45 | 6. | Affaires nouvelles : <ul style="list-style-type: none">- |
| 11 h 50 | 7. | Prochaines présentations; |
| 11 h 55 | 8. | Date de la prochaine rencontre – Le 5 juin 2015 – Endroit à déterminer; |
| 12 h | 9. | Fin de la réunion – Dîner libre |

Mardi, le 9 décembre 2014 à 9 h
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, Laval
Salle internationale

PROJET D'ORDRE DU JOUR

	Mot de bienvenue du Sous-ministre associé à la région métropolitaine	9 h 00
2.	Adoption des faits saillants de la rencontre du 25 février 2014	9 h 05
3.	Orientations de la Ville de Laval <i>Par monsieur Serge Lamontagne, directeur général Ville de Laval</i>	9 h 10
4.	Nouvelle gouvernance régionale <i>Par le Secrétariat à la région métropolitaine</i>	9 h 50
5.	Tour de table	10 h 15
6.	Planification de la prochaine rencontre et fin de la rencontre	11 h 00

**FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE
du mardi 9 décembre 2014 à 9 h**

**MAISON DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE
1555, BOULEVARD CHOMEDEY, SALLE INTERNATIONALE**

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Rémi Alwan Odile Béland Mélyssa Dubois Isabelle Huppé Carel Vachon	Cabinet de Guy Ouellette, député de Chomedey Ministère des Transports (MTQ) Secrétaire de la CAR, MAMOT (SRM) Culture et Communications (MCC) Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT – SRM)
MM.	Michel Bury Pierre Brassard André Lavallée Silvio Manfredi Daniel Parent Jean-Marc Bricault Serge Vaugeois	Famille (MF) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT – SRM) Agence de la Santé et des Services sociaux (ASSSL) Emploi et Solidarité sociale (MESS) Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) Forêt, Faune et Parcs (MFFP)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Josée Camarra Christine Beaudin Manon Caron Sivana Senattore Lucie Tremblay	Conseil du statut de la femme (CSF) Famille (MF) CRÉ de Laval Cabinet de la ministre de la Famille, responsable de la région de Laval Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT - SRM)
MM.	Sébastien Bolté Alain Carrier Raynald Charrier Gilles Desgagnés Pierre Hébert Raymond Leduc Gilbert Lepage Pierre Nadeau Pierre Pelletier François Perron	Dév. durable, Environnement, Lutte changements climatiques (MDDELCC) Agence de la Santé et des Services sociaux (ASSSL) Société d'habitation du Québec (SHQ) Sécurité publique (MSP) Économie, Innovation et Exportations (MEIE) Revenu Québec Culture et Communications (MCC) Services Québec (MESS) Ville de Laval Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)

INVITÉS

M ^{mes}	Carole Imbeault Valérie Sauvé	Ville de Laval Ville de Laval
MM.	Serge Lamontagne Clément Bilodeau Michel Byette	Ville de Laval Ville de Laval Ville de Laval

1. Mot de bienvenue

Monsieur André Lavallée, sous-ministre associé à la région métropolitaine, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR et fait un retour sur les mois passés depuis la dernière rencontre. Il souligne l'intention ministérielle de renforcer le rôle de la CAR et l'importance d'être en lien avec les préoccupations de la Ville et inversement.

2. Adoption de l'ordre du jour et des faits saillants de la dernière rencontre

L'ordre du jour et les faits saillants de la rencontre du 25 février 2014 sont adoptés.

3. Orientations de la Ville de Laval

Présentation par monsieur Serge Lamontagne, accompagné des directeurs adjoints, de la réorganisation, de même que des orientations de la Ville de Laval. Quelques faits saillants de la présentation :

- La nouvelle administration opère un virage à deux niveaux : gestion de risque et relation clients
- Plusieurs chantiers de réorganisation sont en cours
- Révision de la charte de la Ville, datant de 1964, d'ici un an
- Un nouveau schéma d'aménagement sera dévoilé en mars 2016. Des pré-consultations ont eu lieu au cours de l'automne, et une consultation officielle se déroulera au printemps pour le premier jet.
- Une nouvelle planification stratégique, sur une vision de 20 ans, *Repensons Laval*, sera dévoilée en février. 24 chantiers sont analysés, notamment espaces verts, culture, centre-ville, logement social, vie de quartier, développement économique, agriculture, etc.
- Une revue complète des processus est en cours. Une entente a été conclue avec l'ENAP afin de confronter cet exercice aux bonnes pratiques, et de le documenter.
- À la suite d'un exercice d'évaluation de la pertinence, de la gouvernance et de la reddition de compte des 24 organismes paramunicipaux existants, IGOPP a recommandé d'en rapatrier certains. La Ville a ainsi décidé de rapatrier Laval Technopole, et, compte tenu de la nouvelle gouvernance régionale, intégrera également le CLD et la CRÉ dans l'administration, notamment par la création d'une nouvelle

direction générale du développement économique.

- Renforcement de l'éthique, mise en place d'un bureau de l'éthique au service de police et d'une ligne de signalement avec l'UPAC.
- 2015 marque le 50^e anniversaire de Laval, dont le lancement aura lieu le 31 décembre au Centropolis. Le thème des célébrations : « L'autre histoire ».

4. Nouvelle gouvernance régionale

Madame Carel Vachon, directrice par intérim du développement économique, culturel et social au Secrétariat à la région métropolitaine, fait le point sur la nouvelle gouvernance régionale.

Le pacte fiscal transitoire, signé le 5 novembre dernier, annonce un transfert de responsabilité aux municipalités. Une coupure de 50 % du FDR a été annoncée, et le budget des CLD sera réduit environ de moitié. Ces fonds seront intégrés au futur Fonds de développement des territoires, dont les normes sont en élaboration.

Pour la transition, un comité de transition, dont le mandat sera de liquider les engagements de la CRÉ, est en train de se mettre en place. Il sera décisionnel dès l'adoption de la loi. La Ville indique qu'elle est en lien constant avec la directrice générale de la CRÉ. Chaque mercredi, une rencontre a lieu avec le CLD, Laval Technopôle et la CRÉ.

Dans ce contexte de transition, il ne peut y avoir de nouvel engagement pris par la CRÉ. La municipalité décidera ensuite quelles ententes elle poursuivra. Elle devra faire le point sur l'avenir de chaque entente et activité.

Une foire aux questions est disponible sur le site du MAMOT : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/prochaine-gouvernance-regionale/foire-aux-questions-abolition-des-cre/>

5. Tour de table

MIDI

- Réorganisation : les directions régionales ferment progressivement jusqu'au 31 mars prochain. Les directions régionales de Laval, Montréal et de la Montérégie sont déjà fermées et le personnel est intégré dans la nouvelle direction des relations avec les partenaires. Réflexion en cours quant à la représentation du MIDI aux différentes tables et comités en région.
- Une entente MIDI-MESS vient d'être conclue pour la délégation de la mission de service aux entreprises, transférée au MESS à partir de janvier 2015. Un transfert d'employés au MESS sera également réalisé (14 professionnels).
- Une présentation de la consultation sur la nouvelle politique pourrait être faite lors de la prochaine rencontre.

Famille

- Le ministère est concerné par deux projets de loi : le projet de loi 28, traitant de la contribution parentale en fonction du revenu de base, et le projet de loi 27, visant l'optimisation des subventions de places en garderie. On veut s'assurer de l'utilisation des subventions de façon efficiente, par l'introduction de sanctions pour les prestataires qui n'utilisent pas les places subventionnées (places fantômes) et de sanctions pour les parents qui fourniraient des renseignements trompeurs.

MCC

- Des directions régionales ont été fusionnées. Laval-Laurentides-Lanaudière étant déjà une direction fusionnée, il n'y a pas de changement à court terme. Réflexion générale en cours sur les programmes.

MERN

- Le MRN a été scindé entre le MERN, le MFFP et le Secrétariat au Plan nord. Le MERN a un mandat de gestion et développement du territoire public, en plus des mines et de l'énergie. La direction régionale couvre 6 régions. Une réflexion est en cours pour se positionner suite à ces changements.

MTQ

- Le ministère est aussi en réflexion, dans un objectif d'optimisation des processus et de retour à la mission première.
- Élaboration actuelle de la prochaine programmation. Beaucoup de travaux de pavage l'an dernier et ce sera aussi le cas en 2015.
- BAPE autoroute 19 : fin des audiences et mémoires, jusqu'au 19 janvier pour déposer le rapport qui sera rendu public dans les trois mois suivants.
- Fin des travaux pour le pont d'étagement sur St-Martin / Pie-IX, et pour l'échangeur 15/640.

ASSSL

- L'agence disparaîtra suite à l'adoption imminente du projet de loi 10. Création des CISSS, dont la structure n'est pas encore définie. La Direction de la santé publique sera aussi intégrée dans le CISSS, avec une compression de 30 %.
- À Laval, on était déjà en mode collaboration étroite, ce qui facilitera la transition.

MESS / Emploi-Québec

- Aussi en réflexion d'optimisation.

- La mise en œuvre du Plan d'action régional va bon train. 7 000 personnes ont été rencontrées, et l'atteinte des cibles de retour en emploi va bon train.
- Deux CLE, à Laval-des-Rapides, seront regroupés pour la gestion des dossiers actifs de l'aide financière. Aucun changement pour la clientèle.
- Déménagement du bureau régional dans un bâtiment neuf, à coût nul, et diminution du nombre de pieds carrés.
- Nouvelles responsabilités venant du MIDI.

MAPAQ

- Révision de programmes en cours. Certains programmes ont été remis en question par la commission Robillard, le ministre en prend la défense.
- Le ministère doit discuter avec la Ville dans le cadre de l'abolition des CRÉ, notamment concernant l'enjeu de la concertation en agroalimentaire.
- Le ministre adhère à la stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel. Un comité est mis en place à Laval.

SRM

- Le Secrétariat est désormais rattaché au MAMOT. Partage des responsabilités entre le ministre responsable de la région de Montréal et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
- On rappelle le rôle de concertation du SRM (CAR, 375^e, sites excédentaires, immigration, itinérance, etc.)
- Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) : le fonds existe depuis 20 ans, et agit en complémentarité avec les autres programmes. Une révision des normes est en cours. On souhaite rendre plus explicites les orientations (priorité aux nouvelles initiatives, effet de levier plus grand, dates de dépôt des projets, etc.). On souligne que le fonds s'adresse également aux projets de Laval. Au sujet du critère de rayonnement, on regarde surtout le potentiel. Fin de l'appel de projets en économie sociale, 600 k\$ seront octroyés.

6. Planification de la prochaine rencontre et fin de la rencontre

La prochaine rencontre est prévue le :

- Mardi 10 mars 2015

La rencontre est levée à midi.

Mardi, le 10 mars 2015 à 9 h
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, Laval
Salle internationale

PROJET D'ORDRE DU JOUR

	Mot de bienvenue du Sous-ministre associé à la région métropolitaine	9 h 00
2.	Adoption des faits saillants de la rencontre du 9 décembre 2014	9 h 05
3.	Planification stratégique de la Ville de Laval <i>Par monsieur Serge Lamontagne, directeur général Ville de Laval</i>	9 h 10
4.	Projet de revitalisation des immeubles Val-Martin <i>Par madame Nathalie Lavoie, direction de l'urbanisme, Ville de Laval</i>	9 h 55
5.	Tour de table	10 h 25
6.	Planification des rencontres de 2015-2016 et fin de la rencontre	11 h 00

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements particuliers

Liste des personnes présentes aux rencontres tenues par la CAR LANAUDIÈRE en 2014-2015.

Rencontres tenues (date et lieu)	Liste des personnes présentes			
8 octobre 2014 - Joliette	Manon Bonin Benoît Picard Yves Laurendeau Lucie Tremblay Gibert Lepage Stéphane Hardy Pierre Brassard Giovanni Carboni Line Painchaud François Perron	MAMOT MTQ SHQ MCE MCC CSPQ MAPAQ MESS CRÉ MAMOT	Muriel Lafarge Pierre-Luc Bellerose Éric Lescarbeault Jean-philippe Détolle Thérèse A. Trépanier Lorraine Bélisle Sylvain Manseau Chantal Fafard Jessy Baron	ASSSL Attaché politique MEIE MFFP MTQ Famille OPHQ MAMOT MAMOT
17 décembre 2014 - Joliette	Élyse Brais Pierre Dupuis Manon Bonin François Perron Danielle Lemoine Véronique Jetté Nantel Michel Letendre Benoît Picard	ASSS Hydro-Québec MAMOT MAMOT MESS MAMOT MERN	Line Painchaud Gilbert Lepage Chantal Fafard Daniel Soulières Éric Lescarbeault	CRÉ MCC MAMOT MFFP CE MEIE



Certifié carboneutre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 8 octobre 2014
9 h à 12 h 30

Direction régionale d'Emploi-Québec
Salle de conférence Barthélemy-Joliette
40 rue Gauthier Sud, bureau 2000, Joliette

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la rencontre
2. Adoption du projet d'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 12 mars 2014
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR
4. Présentation de la Politique Québécoise de Sécurité civile 2014-2024

Pause

5. Tour de table
6. Table économique de la CAR Lanaudière
7. Prochaine rencontre





Certifié carboneutre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 8 octobre 2014
9 h à 12 h 30

Emploi Québec
Salle Barthélemy-Joliette
40, rue Gauthier Sud, bureau 2000, Joliette

PROJET DE COMPTE RENDU

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
1. Mot de bienvenue	M. Jessy Baron s'adresse aux membres de la CAR Lanaudière et présente M. François Perron, à titre de nouveau directeur régional du MAMOT.	
2. Adoption du projet d'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 12 mars 2014	L'ordre du jour est accepté et le compte rendu de la rencontre du 12 mars 2014 est adopté avec une correction à la page 2, point 4 « projets autorisés ».	
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR	<p>M^{me} Fafard remet les comptes rendus des rencontres du comité technique en aménagement de la CAR du 7 mai et du 10 septembre 2014.</p> <p>La conférence de <i>Vivre en ville</i> a eu lieu le 21 mai 2014. Elle était suivie d'une discussion et des pistes d'action ont été proposées notamment afin de travailler en amont avec les MRC et les Municipalités pour la réalisation de leurs projets. Trois projets ont été avancés :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un avant-projet de modification (révision) du schéma d'aménagement de la MRC de Montcalm a été reçu à la direction régionale et est en cours de consultation auprès des M/O.	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • Une expérience « pilote » avec la Ville de Joliette est en cours auprès des M/O afin de commenter un projet de développement résidentiel et commercial dans sa version préliminaire. • Proposition d'un « colloque CAR Aménagement »; un résumé de la proposition est déposé. <p>Cette dernière proposition vise à permettre aux M/O de rencontrer des représentants administratifs des Municipalités et des MRC de Lanaudière afin de les informer des différents produits et services offerts en matière d'aménagement du territoire et de les sensibiliser à des préoccupations gouvernementales relatives à l'aménagement du territoire. La thématique serait « La localisation des équipements et des services ».</p> <p>Les ministères interpellés par l'activité sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MTQ : La gestion des corridors routiers ou les études de circulation lors de l'implantation de générateurs de déplacements - MSSS : Les études d'impact sur la santé - MF : Un service de garde qui prend racine dans sa communauté : guide de bonnes pratiques à l'intention des municipalités - MSP : Matrice de décision pour la détermination des zones de planification des mesures d'urgence et d'aménagement du territoire - HQ : Nouveau projet : alimentation et distribution électrique - MAPAQ : Les usages autorisés dans les îlots déstructurés <p>L'activité aurait lieu début juin 2015.</p> <p>Les ministères (notamment le MFA, ASSSL, MTQ) souhaitent participer à cette activité. Des discussions ont cours sur l'opportunité d'élargir la participation à cet évènement. Comme il s'agit d'une activité essentiellement technique visant le transfert d'informations bien précises, il y aurait lieu de mieux spécifier le but de la rencontre et d'en définir le forum. À cet égard, le terme « Colloque » n'est peut-être pas approprié. On rappelle le cadre de la rencontre du 3 février 2014 avec les élus de la région et la CAR.</p>	<p>Les membres demandent un suivi sur la réaction des élus à l'égard des deux premiers projets.</p> <p>Mieux définir le but de l'activité lors de la prochaine rencontre du comité technique afin de bien cibler les invitations.</p>

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR (suite)	<p>M^{me} Fafard fait un état de situation concernant les fiches sur l'offre de service gouvernementale en aménagement du territoire. Il reste trois présentations : MERN, ASSS et OPHQ. Une présentation de l'offre globale à la CAR de janvier est toujours visée ainsi qu'à l'activité d'information « CAR Aménagement » du mois du juin 2015.</p> <p>Prochaine rencontre du comité technique en aménagement du territoire prévue le 19 novembre 2014.</p>	
4. Présentation de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	<p>M. Éric Doneys procède à la présentation de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024.</p> <p>Vu le contexte budgétaire, une confirmation du financement de la politique est prévue en décembre 2014. Pour le MSP, le travail en partenariat est essentiel à la mise en œuvre de la Politique. Aussi c'est l'OSCQ qui détermine le rôle et responsabilité des partenaires. Elle regroupe tous les responsables de la sécurité civile et a une antenne en région avec les ORSC.</p>	
5. Tour de table	<p><u>Centre des services partagés du Québec (CSPQ) :</u></p> <p>On nous informe du calendrier des formations pour la fin de l'année. Aucune activité de formation n'est prévue dans Lanaudière, ce qui pourra être corrigé pour l'année 2015. À cet égard, les ministères sont invités à faire connaître au CSPQ la disponibilité de salles pouvant recevoir de 15 à 20 personnes. L'offre de service du CSPQ s'adresse aux services internes des ministères et organismes (public, para public).</p> <p>Les activités qui se tiendront en octobre et novembre 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 28 octobre 2014, à Saint-Jérôme « CARRA, session d'information sur les régimes de retraite »; • Le 31 octobre 2014, à Montréal « Le secret des bons patrons »; • Le 11 novembre 2014, à Montréal « Bâtir une équipe gagnante »; • Le 18 novembre 2014, à Saint-Jérôme et le 19 novembre, à Montréal « Gérer son stress pour travailler avec efficience et efficacité »; • Le 20 novembre 2014, à Montréal « Animation de réunions efficaces »; 	<p>Les membres de la CAR seront invités à faire connaître les modalités de réservation de salles.</p> <p>Faire parvenir le calendrier des activités de formation.</p>

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
<p>5. Tour de table</p>	<p><u>Ministère des Transports (MTQ) :</u></p> <p>La programmation des investissements est en élaboration au ministère.</p> <p><u>Agence de la Santé et des Services sociaux (ASSSL) :</u></p> <p>L'attention est portée sur le projet de loi 10 qui vise à diminuer la lourdeur administrative et assurer la fluidité des services aux patients. Il s'agit de changements structurels sans modifications dans les fonctions. Changements traduits notamment par l'abolition de l'Agence de Santé et des Services sociaux de Lanaudière (ASSSL) et par le regroupement des CSSS, du Centre jeunesse, du Bouclier, des Myriades en un Centre intégré de Santé et des Services sociaux (CISSS) de Lanaudière.</p> <p>Le projet de loi est présentement en commission parlementaire et son adoption est souhaitée en décembre 2014 afin d'assurer l'entrée en fonction du PDG et du PDG adjoint le 19 janvier 2015.</p> <p>Le ministre se réserve la prérogative de nommer le PDG et PDGA et les membres du conseil d'administration. Il aura un droit de regard sur l'organigramme et sur les plans d'action.</p> <p>Les fonctionnaires demeurent en emploi, la DSP est intégrée dans le CISSS. Toutefois, les programmes font l'objet de la révision à la commission permanente de révision des programmes.</p> <p><u>Ministère de la Famille (MFA) :</u></p> <p>Plusieurs annonces d'aide financière pour la construction de CPE venant consolider la Politique familiale. En ce qui a trait aux services de garde, les plans de développement sont établis jusqu'en 2020. (6 300 places 2014-2015).</p> <p>Le dossier de la conciliation travail/famille demeure actif. Dans le cadre de l'entente spécifique en égalité, un sondage sera réalisé auprès des entreprises et employeurs sur l'état de leurs connaissances de la conciliation travail/famille.</p> <p><u>Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) :</u></p> <p>Pour faire suite aux dernières élections provinciales, le ministère récupère les exportations et la recherche. M. Daoust est le ministre du MEIE. M. Jean-Denis Girard</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
<p>5. Tour de table (suite)</p>	<p>est ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional, responsable des créneaux Accord. Le rôle-conseil des directions régionales demeure le même.</p> <p>En ce qui concerne les créneaux Accord de Lanaudière, le créneau Agro n'est plus reconnu à titre de créneaux Accord. Toutefois, une aide financière à la mobilisation de 50 000 \$ par année pour 2 ans sera versée pour la réalisation d'un Plan d'action.</p> <p>La prestation des services du MEIE dédiée aux entreprises est en révision. On veut orienter la prestation des services vers les besoins et attentes des entreprises à l'égard du gouvernement, ce qui amènera un nouveau panier de services.</p> <p>Le Fonds local d'investissement (FLI) des CLD est reconduit pour un an.</p> <p>Dans le dossier de la fermeture de l'usine Électrolux (16 juillet), la stratégie de relance de la MRC de L'Assomption suit son cours. Le volet II est déposé afin de permettre la réalisation de projets structurants.</p> <p>Une intervention du groupe tactique Investissement Québec (IQ) a été demandée pour les dossiers de Saint-Michel-des-Saints (faillite de l'usine TAG) et à L'Assomption (fermeture d'Électrolux).</p> <p><u>Conférence régionale des élus(es) Lanaudière (CRÉ) :</u></p> <p>Le gouvernement questionne les structures de développement régional. Des représentations auprès du gouvernement sont présentement en cours par le Réseau des CRÉ du Québec (RECQ). Les CRÉ ont un rôle de cohésion et de concertation en région. Elles désirent être reconnues comme partie à la solution.</p> <p>En ce qui concerne les travaux pour le renouvellement du Plan quinquennal de développement (PQD) un document a été élaboré suite aux rencontres du 8 et 9 mai. Il sera soumis au c.a. de la CRÉ du mois d'octobre pour validation et sera présenté le 8 décembre prochain à l'occasion d'un forum. Les membres de la CAR y seront conviés.</p> <p>Suite au forum du 8 décembre, la CRÉ entend soumettre un projet de PQD à la CAR et au MAMOT en janvier 2015. Elle prévoit adopter son PQD en février 2015.</p> <p>Le dossier du comblement de poste du directeur général de la CRÉ suit son cours.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
<p>5. Tour de table (suite)</p>	<p><u>Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) :</u></p> <p>16 candidatures ont été soumises à l'occasion du Prix à part entière dont les gagnants seront dévoilés le 3 décembre prochain.</p> <p>Le 30 octobre aura lieu à Saint-Eustache la 6e édition de l'évènement « municipalité accessible ». 10 candidatures de la région seront présentées sous les thématiques de l'intégration au camp de jour et organisation d'un évènement accessible.</p> <p><u>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) :</u></p> <p>Suite au licenciement des employés de l'usine Électrolux le 16 juillet dernier, un comité d'aide au reclassement a été mis sur pied. La totalité des employés s'est prévalu des services du comité comparativement à une moyenne de 50 % d'utilisation dans d'autres cas.</p> <p>Des actions ont été réalisées et des mesures déployées sous forme de projet pilote dans le comité d'aide au reclassement.</p> <p>Ainsi, les personnes de 50 ans et plus sont admissibles à un supplément salarial de transition afin d'inciter ces personnes qui avaient un salaire horaire plus élevé à accepter un emploi moins rémunérateur dans un autre secteur. Cette mesure est pour une durée d'un an.</p> <p>Divers autres services de soutien sont dispensés dans les comités d'aide au reclassement.</p> <p>Une séance d'information sur l'adéquation formation/emplois s'est tenue en septembre (CRPMT)</p> <p>Il reste des disponibilités financières pour les personnes sans emplois dans Lanaudière.</p> <p>Les comités ACCORD et/ou une table de concertation peuvent recevoir de l'aide financière pour de la formation.</p> <p>Les 29 et 30 octobre, la région de Lanaudière recevra les présidents des CRPMT à l'occasion d'une rencontre du conseil du Comité des partenaires du marché du travail (CPMT).</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
5. Tour de table (suite)	<p><u>Société d'Habitation du Québec (SHQ) :</u></p> <p>Le 5 juin le ministre des Finances M. Leitaó a annoncé un investissement de 250 M\$ pour la construction de logements sociaux. L'administration de ces investissements n'est pas régionalisée.</p> <p>Le programme d'adaptation de domicile est reconduit pour 2015.</p> <p>Suite au désengagement du gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec créé un programme pour le logement à coût modique.</p> <p><u>Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)</u></p> <p>Le ministère est en transition des structures et en révision des programmes.</p> <p>On suit le dossier de l'intégration des opérations forestières.</p> <p>Suite à la faillite de l'usine TAG, le syndic a reçu deux offres d'entrepreneurs de la région. Le ministre devrait rendre sa décision dans deux semaines.</p> <p>Le ministère suit de très près le dossier de l'agrile du frêne dans la CMM. Un comité de la CMM a été mis en place afin d'informer les propriétaires privés sur les modes d'intervention privilégiés et sur la réglementation municipale à préconiser.</p> <p><u>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) :</u></p> <p>M. Norman Houle assurera l'intérim à la direction régionale suite au départ de M. François Perron.</p> <p>Pour l'instant aucune nouvelle orientation n'est donnée au ministère.</p> <p>La direction régionale poursuit la réalisation de la Planification stratégique régionale du secteur Bioalimentaire avec les partenaires régionaux. Ces travaux seront aussi utiles dans le cadre du renouvellement de l'Entente spécifique pour le secteur Bioalimentaire.</p> <p>Les travaux sont en cours au niveau de l'élaboration des PDZA pour les MRC Les Moulins, Matawinie et Montcalm.</p> <p>Dans le cadre de la Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel, un comité régional est mis en place pour favoriser l'achat local. (projet innovant, chaîne institutionnelle)</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
<p>5. Tour de table (suite)</p>	<p><u>Ministère de la Sécurité publique (MSP) :</u></p> <p>Poursuite des efforts en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire.</p> <p>Politique de sécurité civile 2014-2024 basé sa mise en œuvre avec les Municipalités. Déjà un atelier de planifié avec la MRC de D'Autray.</p> <p>En ce qui concerne les schémas de couverture de risque, le MSP travaille en amont des demandes d'aide financière dans le cadre du programme infrastructure du MAMOT en produisant des avis d'opportunité.</p> <p>Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires afin de réduire l'iniquité entre les plus grandes municipalités qui ont des pompiers permanents.</p> <p>C'est la semaine de prévention des incendies du 5 au 10 octobre.</p> <p>Le 16 octobre est la journée de la grande secousse et on nous invite à faire l'exercice.</p> <p>La direction de Lanaudière nous informe que 75 % des municipalités de la région ont mis à jour leur plan de sécurité civile.</p> <p><u>Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) :</u></p> <p>Deux postes de directeur régional ont été récemment pourvus.</p> <p>Comme les autres ministères, le MAMOT procède à un exercice de révision de ses programmes.</p> <p>Les ententes spécifiques sur l'immigration, le développement social (1 an), le Carrefour industriel expérimental de Lanaudière (CIEL) et la condition de vie des aînés ont été signées. Celles en éducation et en économie sociale suivent le processus de signature.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la PNR 2014-2024, une tournée des MRC rurales de la région a été faite.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de son pacte rural 2014-2024, la MRC de Joliette tiendra une journée de réflexion le 12 novembre prochain au Château Joliette. Les membres de la CAR de Lanaudière y sont invités.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
5. Tour de table (suite)	<p><u>Ministre responsable de la région Lanaudière</u></p> <p>Le dossier du Créneau Alliance métal Québec retient l'attention du ministre responsable de la région qui souhaite que les entreprises de ce créneau puissent bénéficier des retombées du Plan Nord.</p> <p>Également, un suivi est assuré dans le dossier de l'attribution des garanties d'approvisionnement forestier tant pour le secteur du nord de la région (Chertsey, Saint-Michel-des-Saints) que pour une usine de granules.</p> <p>On suit de près le dossier de l'usine Électrolux et l'intervention du groupe tactique.</p> <p>Les dossiers de l'aéroport de Mascouche, du Centre scientifique et sportif de Saint-Roch-de-l'Achigan et de la TECQ retiennent aussi l'attention du ministre.</p>	
6. Table économique de la CAR Lanaudière	Compte tenu du contexte gouvernemental et de la révision des programmes, la rencontre de la CAR économique est reportée en janvier 2015	
7. Prochaine rencontre	Les membres de la CAR remercient monsieur Jessy Baron de son implication dans la région et lui souhaite une bonne continuation dans ses nouvelles fonctions à titre de directeur adjoint à la Direction générale des Affaires territoriales du MAMOT.	
8. Prochaine rencontre	La prochaine rencontre de la CAR est prévue pour le mois de janvier 2015, un mercredi.	Une confirmation de la date sera communiquée fin octobre.

**Direction régionale du ministère de l'Économie, de l'Innovation
et des Exportations (MEIE)**

Salle de conférence

40 rue Gauthier Sud, bureau 3300, Joliette

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la rencontre
2. Adoption du projet d'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 8 octobre 2014
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR
4. Présentation sur la nouvelle gouvernance régionale (pacte fiscal transitoire 2015, PL no 28)

Pause

5. Retour sur la rencontre interministérielle sur l'abolition des CRÉ du 21 novembre 2014 (échanges avec les ministères)
6. Tour de table
7. Prochaine rencontre



*Rencontre
de la
Conférence administrative régionale des Laurentides
et les
Élu(e)s des Laurentides*

Rencontre du 12 mai 2014

de 13 :00 à 17 :00

Place des Citoyens, au 999 boulevard de Ste-Adèle, Ste-Adèle

Ordre des présentations

- 13 :15** **Mot de Bienvenue** *Madame Claudette Larouche*
- 13 :25** **Société d'Habitation du Québec (SHQ)** *Monsieur André Provencher*
- 13 :35** **Centre de services partagés du Québec (CSPQ)** *Monsieur Stéphane Hardy*
- 13 :45** **Hydro-Québec (HQ)** *Madame Natalie Roussel*
- 13 :55** **Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)** *Monsieur Afshim Hojati*
- 14 :05** **Ministère du développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (3 directions)**
Madame Hélène Proteau, Messieurs Luc St-Martin et Donald Jean
- 14 :20** **Conseil du statut de la femme (CSF)** *Madame Josée Camarra*
- 14 :40** **Ministère de l'Agriculture, des Pêcherie et de l'Alimentation (MAPAQ)**
Monsieur Michel Boisclair
- 14 :50** **Agence de la santé et des services sociaux (MSSS)** *Madame Brigitte Durand*
- 15 :00** **Emploi-Québec (MESS)** *Madame Lise Giroux*
- 15 :10** **Ministère de la Famille (MFAM)** *Madame Lorraine Bélisle*
- 15 :20** **Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)**
Monsieur Jocelyn Bianki
- 15 :30** **Ministère de la sécurité publique-Sécurité civile (MSP)**
Monsieur Gilles Desgagnés
- 15 :40** **Ministère des Transports (MTQ)** *Madame Sylvie Laroche*
- 15 :50** **Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)**
Madame Claudette Larouche
- Fin des présentations**

VISITEZ NOS KIOSQUES POUR OBTENIR PLUS D'INFORMATION

Conférence administrative régionale des Laurentides - Élu(e)s

*Rencontre
du 2014-05-12
à 13 heures*

*Place des citoyens,
999, boul. Sainte-Adèle
Sainte-Adèle*

Compte-rendu

Quelques Statistiques :

La rencontre CAR-Élu(e)s des Laurentides a impliqué une soixantaine de personnes provenant de 19 ministères. (Annexe 1)

19 kiosques ont été installés.

14 ministères ont fait une présentation de leurs services.

Le MAMOT a fait parvenir 171 invitations aux maires et directeurs généraux des 76 municipalités des Laurentides.

Nous avons reçu des réponses positives provenant de 41 municipalités, soit :

28 maires
13 conseillers
25 directeurs généraux
1 préfet
5 employés municipaux
7 agents ruraux

Les MRC ont également répondu à l'appel soit :

6 directeurs généraux
3 employés

Éléments forts :

Plusieurs commentaires positifs nous ont été communiqués par les participants des municipalités nous ont transmis :

- Le fait de rencontrer des intervenants de plusieurs ministères dans un même lieu a été très apprécié.
- Il était possible d'obtenir des réponses à des questions particulières
- L'événement permettait également une rencontre entre les représentants des différentes MRC.
- Les informations données lors des présentations étaient très pertinentes.
- Plusieurs personnes nous ont fait part de leur intérêt pour de futures rencontres CAR-Élu(e)s.

Des commentaires négatifs ont aussi été formulés :

- Ceux qui voulaient entendre toutes les présentations n'ont eu que très peu de temps pour visiter les kiosques, certains étaient déjà partis.
- Les problèmes de son ont fait en sorte que plusieurs personnes se sont désintéressées des présentations et privilégiées les kiosques.
- La capacité électrique de la salle n'était pas assez forte pour le besoin de l'événement.

- Les représentants des ministères et organismes déplorent le manque d'espace pour les kiosques
- La rencontre avait lieu en même temps que certains autres activités organisées dans les MRC ce qui a limité leur présence à la rencontre CAR-Élu(e)s

Commentaires du MAMOT :

- L'organisation d'une telle rencontre demande beaucoup d'organisation et de temps. Si une autre rencontre de ce type devait être organisée, il serait pertinent de former un comité de la CAR.
- L'endroit a été choisi pour sa position centrale dans la région. D'autres salles plus grandes auraient pu être utilisées à des frais de beaucoup supérieurs.
- Il sera important, dans le cadre d'une prochaine rencontre, de s'assurer que les installations de la salle puissent répondre aux besoins de l'activité.

ANNEXE :

Présence de ministères et organismes

ASSSL :	Brigitte Durand Marie-Claude Lacombe Johanne Michaud Bruno Cossette	MF :	Lorraine Belisle
CRÉ :	Roger Hotte Pierre-Luc Nadeau Judith Mongeon	MFE :	Jocelyn Bianki Gilles Bergeron Chantal Morin
CSF :	Josée Camarra	MFFP :	Sylvain Camirand Geneviève Ouimet Stéphane Défossé
CSPQ :	Stéphane Hardy Fabiola Vasldebenito	MIDI :	Jean-Marc Bricault Claire Cantin Fatoumata Bah
HQ :	Natalie Roussel Geneviève Lafortune Sophie Lamoureux	MRN :	André B. Lemay Carl P-Levasseur
		MSP :	Gilles Desgagnés
MAPAQ :	Marie-Julie Archambault Michel Boisclair Claire Coulombe Stéphane Goyette Pierre-Olivier Quesnel		Mylène Desgagné Daniel Portelance Alfred Yamogo
MCC :	Gilbert Lepage Dimitri Lalutippe Gautier Njokou Isabelle Huppé	MTQ :	Sylvie Laroche Isabelle Gagné Stéphanie Grimard Djénane Laurent Guy Daoust Monique Lafortune

MDDECC : Marie-Josée Gauthier
Sébastien Bolté
Hélène Proteau
Luc St-Martin
Alain Rochon
MESS : Lise Giroux
Sophie Beauregard
Sophie Tremblay-Carle
André Hétu

OPHQ : Claudine Delvoye
Afshim Hojati
Guylaine Bédard
SHQ : André Provencher
Stéphanie Tourangeau
Hélène Légaré
MAMOT : Claudette Larouche
Marc Mongeon
Geneviève Vaillancourt
Johanne Fortin
Claire Savard
Josée Shewchuck

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre
du 8 septembre 2014
13 :00

Place de la Gare
Vieille gare
160, rue de la Gare
Saint-Jérôme

Proposition
Ordre du jour

- | | | | |
|---------|-----|---|--------------------|
| 13 h | 1. | Accueil | |
| 13 h 15 | 2. | Ouverture de la réunion | Claudette Larouche |
| | 3. | Adoption de l'ordre du jour | |
| | 4. | Présentation du bilan de mi-étape de la mise en œuvre du deuxième plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 | Johanne Dumont |
| | 5. | Adoption du compte-rendu du 17 février 2014 | |
| | 6. | Bref retour sur la rencontre CAR-Élu(e)s | Claudette Larouche |
| 15 h 00 | | Pause | |
| | 7. | Suivi du cahier « Informations à communiquer » | Claudette Larouche |
| | 8. | Retour sur la table des aménagistes | Marc Mongeon |
| | 9. | Dossiers interministériels | Claudette Larouche |
| | 10. | Prochaine rencontre (calendrier de rencontre) | Claudette Larouche |
| | 11. | Varia | |
| 16 h 30 | | Fin de la rencontre | |

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre

du 8 septembre 2014

Vieille Gare

160, rue de la Gare

Saint-Jérôme

Compte rendu

Projet

Présences :

Stéphane Hardy	CSPQ	Lucie Tremblay	MCE
Gilles Desgagnés	MSP	Julie Kennedy	CRÉ
Josée Camarra	CSF	Gilles Bergeron	MEIE
Michel Boisclair	MAPAQ	Afshin Hojati	OPHQ
Sylvie Laroche	MTQ	Lorraine Bélisle	MF
Jean-Philippe Détolle	MFFP	Brigitte Durand	ASSS
Sébastien Bolté	MDDELCC	Hélène Ouellette	MESS
Geneviève Lafortune	HQ	Catherine Lamarche	SCF
Johanne Dumont	SCF	Gilbert Lepage	MCC
Louise Mercier	MAMOT	Marc Mongeau	MAMOT
Claudette Larouche	Prés. CAR		

1. Accueil

Mme Larouche souhaite la bienvenue à tout le monde.

2. Ouverture de la réunion – *Claudette Larouche*

La rencontre débute à l'heure prévue.

3. Adoption de l'ordre du jour – *Claudette Larouche*

L'ordre du jour est accepté.

4. Présentation du bilan de mi-étape de la mise en œuvre du deuxième plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011 -2015 - *Johanne Dumont*

Voir la présentation en annexe.

5. Adoption du compte rendu de la réunion du 17 février 2014 – *Claudette Larouche*

Le compte rendu est adopté.

6. Bref retour sur la rencontre CAR-Élus (es) - *Claudette Larouche*

Mme Larouche fait un résumé des commentaires reçus à la suite de la rencontre CAR-Élus (es). Elle souligne les différents problèmes techniques rencontrés et espère que ces derniers n'auront pas nui aux objectifs que tous s'étaient donnés dans le cadre de cette rencontre. (Voir résumé en annexe)

Les participants complètent les informations transmises par Mme Larouche :

- On estime que dans le contexte d'une élection, les présentations étaient pertinentes. Si l'expérience se renouvelle, un plus grand nombre de kiosques pourrait être intéressant.
- On considère que la rencontre a eu un impact très positif. Effectivement, la possibilité de rencontrer les maires et les directeurs généraux ensemble permet des échanges fort intéressants. On pourrait aussi penser à une formule où il y a échange entre les nouveaux et les anciens élus. L'expérience des uns serait sans aucun doute bénéfique pour les autres. On ajoute toutefois que si l'intérêt de cette rencontre est de favoriser les échanges entre les nouveaux élus et les ministères, il faut statuer sur la fréquence de ces rencontres.
- Mme Bélisle explique que ce type de rencontre a été tenu lors des élections de 2009 et que l'impact fut très positif surtout au niveau du nombre de municipalités qui ont décidé de mettre en œuvre une politique familiale municipale pour leur municipalité. Mme Bélisle mentionne qu'une rencontre entre les membres de la CRÉ et ceux de la CAR pourrait être intéressante lorsque l'on veut rejoindre plusieurs municipalités. Toutefois, le fait que toutes les municipalités ne sont pas membres de la CRÉ pourrait être un frein à cette formule.
- La rencontre a permis à la formatrice sur les environnements favorables de rencontrer plusieurs municipalités. Toutefois, Mme Durand se questionne sur les présentations. Elle a constaté que les présentations visaient des buts et objectifs différents. Lors d'une prochaine rencontre, il faudrait encadrer le contenu ainsi que la durée des présentations.

- En conclusion, malgré les problèmes techniques, la rencontre a eu un impact positif pour la majorité des ministères.

Les discussions concernant la CAR-Élu(e)s se poursuivent par une réflexion sur les objectifs visés par la CAR :

Il est soumis par le MCC, l'idée de rencontrer chacune des MRC afin que ces dernières présentent les enjeux prioritaires et autres de leur territoire respectif. La CAR pourrait par la suite, travailler sur une problématique particulière en réunissant les ministères concernés. On pourrait commencer ces rencontres avec la MRC d'Antoine-Labelle.

Pour plusieurs, l'idée est intéressante. On peut ainsi donner la chance aux MRC de venir présenter le portrait de leur MRC, les enjeux rencontrés. On pourrait réserver une période de temps à chaque rencontre de la CAR. Les rencontres permettront de se familiariser avec les enjeux décrits par chacune des MRC, et ce, avant de cibler une MRC en particulier.

Pour éviter de créer des attentes, il faut se rappeler que ce sont les membres de la CAR qui désirent rencontrer les MRC et non l'inverse. Ce qui nous unit sur le territoire, ce sont les projets qui s'y développent. Une rencontre avec les MRC pourrait nous permettre de voir venir ces projets de développement et faire les liens entre les ministères qui pourraient y être impliqués.

On ajoute qu'il faudrait se préparer avant de rencontrer une MRC. La rencontre ne doit pas en être une de négociation, donc le sujet traité doit concerner plusieurs ministères ou organismes. Il ne faut pas oublier d'évaluer la charge de travail que ces rencontres nous occasionneraient.

En conclusion, il faudrait bien encadrer un tel type de rencontre pour qu'elle demeure une table d'échanges et non d'arbitrage. Pour ce faire, il serait opportun de demander à la MRC de nous transmettre sa présentation avant la réunion de la CAR.

Il est proposé de travailler sur un document qui pourrait être acheminé à la MRC afin de bien encadrer la présentation.

On rappelle que la Table économique de la CAR pourrait assurer ce type de rencontre. Un bémol est toutefois apporté sur le fait que les ministères ne sont pas tous membres de cette table. On propose la création d'un comité afin d'analyser le tout. On convient que la direction du MAMOT des Laurentides produit ce document et qu'il le transfère aux personnes suivantes pour le bonifier : M. Gilbert Lepage, M. Afshin Hojati et M. Jean-Philippe Détolle. M. Bianki sera également contacté à cet effet.

7. Suivi du cahier « Informations à communiquer » - Claudette Larouche

Quelques informations supplémentaires sont apportées au document qui a été acheminé avant la rencontre :

- Mme Lucie Tremblay, du ministère du Conseil exécutif, nous informe que le site Internet du secrétariat à la région métropolitaine est hébergé sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire : <http://www.metropole.gouv.qc.ca/>
- Mme Larouche explique que le dossier sur l'économie sociale a été transféré au Ministère de l'Économie, des Innovations et de l'Exportation. Actuellement, le MAMOT transfère les dossiers au MEIE. Concernant la politique sur la ruralité, une présentation sera faite à la CAR lors d'une prochaine rencontre.
- M. Hojati de l'Office des Personnes handicapées nous informe que dorénavant, les municipalités, les MRC, les ministères ou organismes peuvent postuler pour le prix À part entière.
- M. Hardy du CSPQ indique qu'un calendrier des formations du CSPQ sera connu sous peu.

8. Retour sur la table des aménagistes - Marc Mongeau

M. Mongeon, nous fait un bref compte rendu des rencontres qui ont eu lieu à la Table des aménagistes. (Voir document en annexe)

De plus, Mme Bélisle nous informe qu'à la mi-octobre, le MF rendra disponible un guide de référence sur les bonnes pratiques pour l'implantation d'un service de garde. Cet ouvrage pourrait être présenté à la table des aménagistes.

9. Dossiers interministériels - Claudette Larouche

Projet La Rolland : Revitalisation de l'ancien site de la compagnie La Rolland. Le projet présenté implique la construction de plus de 800 unités de logement. Le MAMOT participe aux rencontres de suivi organisées dans le cadre de ce projet. Plusieurs ministères sont impliqués également. Le dossier est traité à la CAR économique et discuté à la table des aménagistes.

Ce type de projet amène certains questionnements puisque des projets similaires se concrétisent dans d'autres régions du Québec. On se demande si Québec s'implique dans le choix de ces projets. On se demande

également si des études de marché sont présentées et s'il y a un inventaire des projets qui se fait au niveau provincial.

10. Prochaine rencontre (calendrier)

Un projet de calendrier est déposé et accepté par les membres. La prochaine rencontre se tiendra le mardi 11 novembre 2014.

Lors des prochaines rencontres, les sujets suivants seront discutés :

- Consultation MCC : Tournée dans les régions
- Projet du plan de relance de la Corporation de l'Abbaye d'Oka
- Saines habitudes de vie
- Planification régionale du réseau de transport
- Politique nationale de la ruralité - 2014-2024

Pour les prochaines rencontres, remettre comme point à l'ordre du jour, le suivi de la CAR économique.

11. Fin de la rencontre

Aucun sujet n'a été ajouté au point varia.

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre
le 11 novembre 2014
13 h

Hôtel de région
161, rue de la Gare
Saint-Jérôme

Proposition
Ordre du jour

- | | | | |
|---------|-----|--|---------------------|
| 13 h | 1. | Accueil | |
| 13 h 15 | 2. | Ouverture de la réunion | Claudette Larouche |
| | 3. | Adoption de l'ordre du jour | |
| | 4. | Adoption du compte-rendu du 8 septembre 2014 | |
| 13 h 30 | 5. | L'État actuel du marché du travail | Lise Giroux |
| 13 h 50 | 6. | Planification du réseau électrique - HQ | Geneviève Lafortune |
| 14 h 35 | 7. | Suivi du cahier « Informations à communiquer » | Claudette Larouche |
| 15 h | | | |
| 15 h 15 | 8. | Tableau de bord de la table économique | Jocelyn Bianki |
| 15 h 25 | 9. | Rapport de la table des aménagistes | Marc Mongeon |
| 15 h 35 | 10. | Autres sujets | |
| | 11. | Prochaine rencontre : 3 février 2015 | |
| 16 h 30 | | Fin de la rencontre | |

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre

du 11 novembre 2014

Hôtel de Région

161, rue de la Gare

Saint-Jérôme

Compte rendu

Projet

Présences :

Roger Hotte	CRÉ	Lise Giroux	MESS
Jocelyn Bianki	MEIE	Jean-Marc Bricault	MIDI
Afshin Hojati	OPHQ		
Sylvie Laroche	MTQ		
Jean-Philippe Détolle	MFFP		
Geneviève Lafortune	HQ		
Dimitri Latulippe	MCC		
Louise Mercier	MAMOT		
Claudette Larouche	Prés. CAR		

1. Accueil

Mme Larouche souhaite la bienvenue à tout le monde.

2. Ouverture de la réunion – *Claudette Larouche*

La rencontre débute à l'heure prévue.

3. Adoption de l'ordre du jour – *Claudette Larouche*

Le point 9, Table des aménagistes, est reporté à une prochaine rencontre.

L'ordre du jour est accepté avec modification.

4. Adoption du compte rendu de la réunion du 8 septembre 2014 – *Claudette Larouche*

Le compte rendu est adopté.

5. Le marché du travail dans les Laurentides : *état actuel et perspectives à l'horizon 2017* – M. Amar Dehiles du MESS

Parmi les cinq MRC où il y a le plus haut taux démographique, deux font partie des Laurentides, soit la MRC de la Rivière-du-Nord et celle de Mirabel.

Selon l'enquête nationale auprès des ménages en 2011, il y a environ 24 000 personnes immigrantes dans les Laurentides, dont près de 40 % habitent la MRC de Thérèse-de Blainville.

Depuis les 26 dernières années, la tendance est à la hausse au niveau du taux d'emploi. C'est dans la MRC d'Antoine-Labelle que l'on retrouve le plus haut taux de chômage (12,9 %) en 2011. Il y a eu une amélioration, car le taux a déjà été de 16 %. La hausse du taux d'emploi vient en partie de la reprise de la construction aux États-Unis qui a entraîné une plus grande demande pour le bois.

Concernant le travail à temps partiel, il équivaut à près de 22 heures par semaine. Le revenu moyen pour les travailleurs à temps plein est de 32 000 \$ au Québec et de 39 000 \$ pour les Laurentides.

Pour de plus amples informations, voir le document « Le marché du travail dans les Laurentides », en annexe.

6. Planification du réseau électrique dans les Laurentides – M. André Dagenais, ing. – Hydro-Québec

Étant donné la forte croissance démographique dans les Laurentides, il faut qu'Hydro-Québec augmente la capacité des lignes électriques. Dans la MRC des Pays-d'en-Haut et celle des Laurentides, les besoins en électricité ont augmenté de 20 % en huit ans. On propose donc de construire une ligne de transport de 120 kV reliant le poste de Grand-Brûlé situé à Mont-Tremblant à une ligne déjà existante située entre les postes de St-Sauveur et Ste-Agathe-des-Monts.

Il y a eu plusieurs rencontres d'information pour cette nouvelle ligne, toutefois le tracé pour l'emplacement des pylônes semble encore problématique pour certains citoyens. D'autres rencontres sont prévues avec les municipalités concernées.

Le certificat d'autorisation en aménagement est attendu au cours du printemps 2015.

Concernant les projets à venir :

- À St-Jérôme, les 3 postes actuels Arthur-Buis, Rolland et Lafontaine, dépassent leur capacité.
- Un nouveau poste devra être aussi prévu à St-Jérôme à l'ouest de l'autoroute 15.
- On prévoit un poste à Chertsey en 2018 et un poste à l'Achigan en 2019.
- On prévoit aussi une nouvelle ligne Grand-Brûlé/St-Sauveur pour 2016.

7. Suivi du cahier « Informations à communiquer »

Quelques informations supplémentaires sont apportées au document qui a été acheminé avant la rencontre :

- M. Bricault du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, nous informe qu'il y a présentement une réorganisation en cours au ministère. D'ici le 31 mars 2015, les bureaux régionaux seront fermés et les activités centralisées à Québec et Montréal. En ce qui concerne la direction qui s'occupe des Laurentides, elle fermera le 5 décembre prochain. La fermeture des directions régionales touchera environ 110 emplois.
- Mme Laroche nous explique que le MTQ travaille actuellement avec Bois Laurentides afin de tracer les trajets pour sortir le bois des forêts.
Elle mentionne que le ministère a mis fin, à la suite de l'annonce du Pacte fiscal, au programme « Route Verte ».
- M. Hojati nous informe que le prix « À part entière » a attiré plus de candidatures que les années précédentes. Pour la région des Laurentides, il y a eu 4 finalistes :
 1. Catégories individu : Mme Marie-France Tirman de la Commission scolaire des Laurentides
 2. Catégorie municipalité : La Ville de Saint-Eustache
 3. Catégorie OBNL : L'organisme « Les Personnes d'abord »
 4. Catégorie Réseau public : Commission scolaire Rivière-du-Nord pour le projet « 12-21 ans »

La journée de reconnaissance à l'Assemblée nationale aura lieu le 27 novembre prochain.

8. Pacte fiscal transitoire

M. Hotte de la CRÉ indique que la dissolution des CRÉ est prévue au pacte fiscal transitoire. On ne connaît pas encore les détails pour la procédure de fermeture des CRÉ.

Mme Larouche explique que les CRÉ recevront une lettre du ministre qui abordera la question de la dissolution des CRÉ. Concernant les ententes spécifiques, pour celles qui sont en cours, elles seront honorées jusqu'au 31 mars 2016. Un comité transitoire sera mis sur pied afin d'accompagner et de compléter la fermeture de la CRÉ. Le comité sera composé d'un représentant du MAMOT et du préfet de chaque MRC.

Concernant la fermeture de la CRÉ, les coûts pour bris de bail, les primes de séparation, etc., seront assurés à même le fonds FDR.

Les modalités liées au nouveau Fonds de développement du territoire créé pour chacune des MRC ne sont pas encore déterminées. Il devrait servir à assurer le développement régional.

M. Bianki nous informe que le budget pour le développement économique local passera de 72 M \$ à 32 M \$ pour l'année 2015-2016. Les MRC n'auront plus l'obligation de confier leur compétence en matière de développement local, incluant le soutien à l'entrepreneuriat, aux CLD.

9. Table CAR économique

La dernière rencontre a permis de faire le suivi des projets en cours. Quatre chantiers sont en action :

- Parcours client
- Gestion du changement
- Promotion
- Opérationnalisation

On prévoit une autre rencontre au début décembre. Il est prévu d'y discuter, entre autres, du guichet unique pour les entrepreneurs.

10. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre est prévue pour le mardi 3 février 2015

11. Fin de la rencontre

Aucun sujet n'a été ajouté au point varia.

Conférence administrative régionale des Laurentides

*Rencontre
du 3 février 2015
13 h*

*Hôtel de région
Salle Curé-Labelle
161, rue de la Gare
Saint-Jérôme*

*Proposition
Ordre du jour*

- | | | | |
|---------|-----|---|--------------------|
| 13 h | 1. | Accueil | |
| 13 h 15 | 2. | Ouverture de la réunion | Claudette Larouche |
| | 3. | Adoption de l'ordre du jour | |
| | 4. | Adoption du compte rendu du 11 novembre 2014 | |
| 13 h 30 | 5. | Nouveau portrait statistique Égalité femmes-hommes pour la région des Laurentides | Josée Camarra |
| 14 h 00 | 6. | Retour sur la nouvelle gouvernance et discussion | Claudette Larouche |
| 15 h 00 | | Pause | |
| 15 h 15 | 7. | Suivi du cahier « Informations à communiquer » | Claudette Larouche |
| 15 h 30 | 8. | Tableau de bord de la table économique | Jocelyn Bianki |
| 15 h 45 | 9. | Rapport de la table des aménagistes | Marc Mongeon |
| 16 h 00 | 10. | Autres sujets | |
| | 11. | Calendrier des prochaines rencontres : À discuter | |
| 16 h 30 | | Fin de la rencontre | |

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 16 juin 2014 à 13 h 30

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations – Salle Les Appalaches

201, place Charles-Le Moyne, bureau 101, Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter l'ordre du jour de la réunion	Robert Sabourin (MAMOT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants	Tous les participants	
13 h 40	3	Table économique (45 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Orientations du MEIE en matière de création de pôles logistiques au Québec	Stéphane Pigeon Jacques La Rue (MEIE)	
14 h 25	4	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 11 mars 2014	Robert Sabourin (MAMOT)	Transmis par courriel
14 h 30	5	Tableau des requêtes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Procéder au suivi du tableau des requêtes	Robert Sabourin (MAMOT)	Transmis par courriel
14 h 35	6	Carte grand format de la Montérégie (10 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter et distribuer la nouvelle carte grand format de la Montérégie	Robert Sabourin (MAMOT)	
14 h 45	7	Abolition des directions régionales du MELS (15 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Faire le point sur l'état de situation concernant la Direction régionale de la Montérégie du MELS• Présentation des profils des employés à réaffecter	Lise Langlois (MELS)	
15 h 00		Pause (10 min.)			
15 h 10	8	Réorganisation dans les M/O (40 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Informer les membres de la CAR des restructurations dans les M/O à la suite des élections	Tous les participants	
15 h 50	9	Technologie WebEx (10 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Introduire les principaux éléments concernant la technologie WebEx (conférence Web audiovidéo, partage du bureau, de documents et d'applications et contrôle à distance d'un poste de travail, etc.)	Robert Sabourin (MAMOT)	

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
16 h 00	10	Dossier autochtone (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le suivi concernant l'action régionale visant à établir des mécanismes de collaboration et de concertation entre la CAR de la Montérégie, la MRC et le CLD de Roussillon, la CRÉ VHSL et la communauté mohawk de Kahnawake 	Robert Sabourin (MAMOT) Jacques La Rue (MEIE)	
16 h 10	11	Table métropolitaine (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le point sur les dossiers métropolitains 	Lucie Tremblay (MAMOT)	
16 h 15	12	Suivi des politiques et des plans d'action (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Politique nationale de la ruralité Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif 	Marie-Eve Perreault (MAMOT) Sylvie Goupil Marie-Eve Perreault (MAMOT) Sylvie Goupil (MAMOT)	
16 h 25	13	Prochaines rencontres	<ul style="list-style-type: none"> Déterminer les dates de la tenue des prochaines rencontres pour l'année 2014-2015 Varia 	Robert Sabourin (MAMOT) Tous les participants	
16 h 30	14	Levée de la rencontre			

Membres présents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest ▪ Bilodeau, Pierre, MFFP ▪ Delvoye, Claudine, OPHQ ▪ Détolle, Jean-Philippe, MFFP ▪ Hardy, Stéphane, CSPQ ▪ Julien, France-Serge, MTQ – Est (en remplacement de Daniel Donais) ▪ La Rue, Jacques, MEIE ▪ Lacroix, Sylvain, MIDI ▪ Langlois, Lise, MELS ▪ Niddam, Isabelle, SHQ ▪ Paquin, Pierre, MDDELCC ▪ Poirier, Alain, ASSSM ▪ Rochon, Lorraine, CSF ▪ Rousseau, Patricia, MESS (Services Québec) ▪ Sabourin, Robert, MAMOT, président de la CAR ▪ Tremblay, Lucie, MAMOT (SRM) 	Observateurs : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Goupil, Sylvie, MAMOT ▪ Grenier, Sylvie, CRÉ Longueuil ▪ Hogue, Jean, CRÉ VHSL ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMOT ▪ Pigeon, Stéphane, MEIE ▪ Ward, Nathalie, CRÉ ME 	Membres absents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Béland, Joceline, MTQ – Ouest ▪ Boucher, Odette G., RBQ ▪ Brisson, Gilles, INV-QC ▪ Daris, Martin, MTO ▪ DesRochers, Yves, HQ ▪ Foisy, Marc, MCE (SAA) ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Goudreault, Annie, MCC ▪ Lanthier, Sébastien, MRIF ▪ Laprise, Ghislain, MESS ▪ Lavallée, André, MAMOT (SRM) ▪ Patry, René, MFA ▪ Rouleau, Julie, MJQ (SCF) ▪ Savard, Christine, MSP ▪ St-Pierre, Hugues, MAPAQ – Est
--	---	---

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour	L'ordre du jour est adopté avec quelques modifications. Le dossier autochtone sera traité au point 4 et les autres points prévus se voient ainsi décalés. Le point sur la technologie WebEx sera présenté juste après l'état de situation sur l'abolition des directions régionales du MELS. Au point 11 relatif à la Table métropolitaine, madame Lucie Tremblay, du SRM, et monsieur Jean-Philippe Détolle, du MFFP, traiteront conjointement du dossier de l'agrire du frêne. L'état de situation concernant le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids sera intégré au point 12 (suivi des politiques et des plans d'action).	
2. Présentation des participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
3. Table économique	<p>Monsieur Stéphane Pigeon, du MEIE, présente les orientations étudiées par les analystes du ministère en matière de création de pôles logistiques. Ces propositions font suite aux recommandations d'un groupe de travail qui a étudié la question entre 2008 et 2011 et dont le rapport a été mis à jour en 2013.</p> <p>Monsieur Pigeon mentionne que chaque pôle logistique devrait répondre à des besoins spécifiques : grande distribution et commerce de détail; première et deuxième transformation et exportation; commerce en ligne; secteur agroalimentaire. Différentes options de localisation sont à l'étude, mais aucune décision n'a été prise.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	Par ailleurs, monsieur Jacques La Rue, du MEIE, informe les membres de la CAR que le suivi de l'appel de projets des Gazelles est présentement en attente.	
4. Dossier autochtone	<p>Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, rappelle que le Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2013-2016 comporte une action visant à établir des mécanismes de collaboration et de concertation entre la CAR de la Montérégie, la MRC et le CLD de Roussillon, la CRÉ VHSL et la communauté mohawk de Kahnawake. À cet égard, deux rencontres se sont tenues séparément avec des représentants des M/O, la première, avec des représentants de la MRC, du CLD et de la CRÉ, et la deuxième, avec des représentants de la communauté mohawk de Kahnawake.</p> <p>Monsieur Rémi Bujold, consultant, agit comme négociateur auprès de la communauté mohawk. L'objectif est de rassembler les parties autour de projets communs de développement. Aucune rencontre conjointe ne s'est tenue jusqu'à maintenant. Il faut distinguer cette démarche du dossier qui concerne l'autoroute 30. Il s'agit de deux démarches parallèles.</p>	<p>Les représentants de la communauté mohawk se sont déclarés disposés à rencontrer les membres de la CAR. Cette rencontre pourrait avoir lieu lors de la prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, demande aux représentants des M/O à la CAR de s'informer auprès de leurs collègues des autres régions quant au type de relations que les autres régions entretiennent avec les communautés autochtones qui y sont présentes.</p>
5. Compte rendu	Le compte rendu de la rencontre du 11 mars 2014 est adopté tel quel. Concernant le point 11 relatif à la Loi sur les mines, monsieur Jean-Philippe Détolle, du MFFP, mentionne que la première partie des audiences de la consultation publique tenue par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans le cadre des enjeux du gaz de schiste est terminée. Il réitère aussi l'offre de présentation détaillée de la Loi par une personne-ressource du ministère à Québec.	
6. Tableau des requêtes	<p>Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, présente le Tableau de suivi des requêtes de la CAR.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Concernant l'offre de service aux M/O (requête 11-02-08-01), monsieur Stéphane Hardy, du CSPQ, mentionne que de nouvelles formations (notamment en rédaction, service à la clientèle, chef d'équipe superviseur, CARRA et lecture rapide) seront offertes. Le coût est de 200 \$ par formation. L'information sera transmise aux membres. Les activités se tiendront à Montréal et à Longueuil. 2) Au sujet de la requête portant sur la possibilité d'élaboration d'une entente spécifique en loisir et sport en Montérégie Est (12-05-29-01), madame Nathalie Ward, de la CRÉ ME, indique que, pour l'instant, on envisage la signature d'un avenant d'une année à l'entente administrative. 3) Monsieur Sabourin n'a pas encore reçu beaucoup d'information à propos de la nouvelle requête de la Ville de Beauharnois (14-06-11-01), qui fait état d'attente d'autorisations gouvernementales concernant divers projets majeurs. Il semblerait qu'il existe des écarts entre le Québec et l'Ontario sur les façons de procéder. Monsieur Jean Hogue, de la CRÉ VHSL, mentionne avoir eu l'occasion d'observer que le gouvernement ontarien préconise une approche intégrée lors de chantiers nationaux. Il donne en exemple le cas de Cornwall. 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
7. Carte grand format de la Montérégie	Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, dépose la nouvelle carte grand format de la Montérégie. Il en fait une brève présentation. Chaque membre de la CAR en recevra un exemplaire à la fin de rencontre.	
8. Abolition des directions régionales du MELS	<p>Madame Lise Langlois, du MELS, présente un état de situation au sujet de l'abolition des directions régionales de son ministère. Le plan de redéploiement des mandats doit être adopté plus tard dans la journée (concertation, suivi des ententes spécifiques notamment). Une rencontre des cadres a lieu à Québec le 17 juin 2014.</p> <p>En ce qui concerne le personnel, 120 personnes sont touchées au total dans les régions, dont douze en Montérégie. Certaines d'entre elles, dont deux professionnels, ont déjà trouvé un poste ailleurs, mais d'autres personnes doivent être relocalisées (trois membres du personnel de soutien et cinq professionnels des classes 105 et 123). Les curriculum vitae de ces personnes sont disponibles pour partager auprès des membres de la CAR qui auraient besoin de ressources.</p>	
9. Technologie WebEx	<p>Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, présente la technologie WebEx. Il s'agit d'un moyen de communication Internet, sous le mode de la conférence audio-video, qui permet de relier des participants de plusieurs lieux en direct (jusqu'à 25 utilisateurs). La technologie permet aussi le partage de documents en ligne.</p> <p>Mis à part l'organisateur, qui doit détenir une licence WebEx, les autres utilisateurs n'ont pas besoin de licence, mais tout simplement d'un poste informatique avec accès Internet, d'une caméra Web et de haut-parleurs ou d'un casque d'écoute. Le MAMOT a acheté deux licences, dont l'une est réservée aux directions régionales. Cette technologie permettra de réduire les déplacements et les frais.</p>	<p>Monsieur Stéphane Hardy, du CSPQ, vérifiera si les CRÉ pourraient avoir accès au service.</p> <p>Il est suggéré d'expérimenter plus à fond la technologie lors d'une prochaine rencontre de la CAR.</p>
10. Réorganisation dans les M/O	<p>À la suite du changement de gouvernement lors des élections du 7 avril dernier et de l'adoption du budget du nouveau gouvernement, les membres de la CAR sont invités à indiquer les changements survenus dans les différents M/O.</p> <p>Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, mentionne que l'appellation du ministère ne comporte plus le nom de <i>Régions</i>. Toutefois, cela ne change en rien le mandat puisque les régions sont englobées dans l'<i>Occupation du territoire</i>. Toutefois, le dossier de l'économie sociale sera transféré au MEIE, ainsi que le Fonds de développement économique de la Gaspésie. Le budget du MAMOT n'est pas affecté.</p> <p>Monsieur Alain Poirier, de l'ASSSM, précise que beaucoup de rumeurs de restructuration circulent (notamment la réintégration de l'Institut de santé publique dans le ministère, la fusion de régions administratives), mais il n'y a rien d'officiel pour l'instant. Au niveau régional, le volet prévention de la mission en santé publique a été coupé.</p> <p>Le MTQ ne semble pas affecté pour l'instant, comme l'indique monsieur France-Serge Julien. Le défi du ministère est de rapatrier l'expertise.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Madame Lorraine Rochon indique que le CSF procédera à 10 % de compressions à son budget de fonctionnement. Ces coupes s'ajoutent à celles qui ont déjà été faites.</p> <p>Madame Patricia Rousseau mentionne que Services Québec a déjà été fusionné au MESS. On discute d'un possible regroupement de bureaux avec les centres locaux d'emploi. Sur le plan du budget, on prévoit une compression de 10 % du budget de fonctionnement et une réduction de seize à dix-sept employés à temps complet.</p> <p>Au MAPAQ, monsieur Robert Beaulieu informe les membres de la CAR que les compressions de 42 M\$ vont aussi affecter le financement agricole.</p> <p>À l'OPHQ, madame Claudine Delvoye indique que le budget de fonctionnement, notamment les frais de déplacement, est coupé. De plus, six employés à temps complet ne seraient pas renouvelés en mars 2015 chez les occasionnels. On prévoit des changements organisationnels qui pourraient toucher les services aux citoyens dans le Plan stratégique 2014-2019.</p> <p>Au CSPQ, monsieur Stéphane Hardy souligne une baisse des effectifs. Les ressources sont rapatriées au Conseil du trésor. Aucun concours ne se tient, sauf pour pouvoir aux postes où il y a pénurie.</p> <p>Monsieur Pierre Bilodeau, du MFFP, mentionne un gel de l'embauche. Les postes vacants ne peuvent être pourvus. La structure en silo sera maintenue encore pour un an, mais des réajustements organisationnels sont à prévoir.</p> <p>Au MIDI, monsieur Sylvain Lacroix souligne que la structure du ministère demeure la même. Toutefois, on assiste à une compression de 500 000 \$ du budget ainsi qu'au gel de l'embauche, des affectations et des mutations.</p> <p>À la SHQ, madame Isabelle Niddam parle aussi d'un scénario de gel d'embauche, mais rien n'est officiel.</p> <p>Madame Sylvie Grenier, de la CRÉ Longueuil, indique pour sa part que le budget de la CRÉ a été reconduit à la même hauteur que l'an dernier. Les révisions de programmes pourraient toucher les CRÉ.</p> <p>Le SRM a été maintenu, mais il fait maintenant partie intégrante du MAMOT. Madame Lucie Tremblay mentionne que le Secrétariat relève en fait de deux ministres, soit le ministre Pierre Moreau du MAMOT, mais aussi le ministre Robert Poëti, qui est responsable de la région de Montréal. Le budget du SRM a été maintenu. Le secrétaire, monsieur André Lavallée, est responsable de la CAR de Montréal et de celle de Laval.</p> <p>À la CRÉ ME, madame Nathalie Ward souligne que des ententes sont présentement en négociations avec différents M/O.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Monsieur Jean-Philippe Détolle, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), explique les changements organisationnels entre différents ministères depuis la venue du nouveau gouvernement. Sous le précédent gouvernement, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) incluait les forêts, qui sont maintenant sous la responsabilité du nouveau ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) - la faune et les parcs relevaient auparavant du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP). Sur le plan régional, les équipes ont été séparées, mais, selon les mandats, certains dossiers relèvent des deux ministres du MERN et du MFFP. Quant au statut de l'ancien MDDEFP, monsieur Pierre Paquin souligne que si le ministère n'a effectivement plus la responsabilité de la faune et des parcs, on lui a maintenant confié une nouvelle responsabilité, celle de la lutte contre les changements climatiques. Le ministère devient donc le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).</p> <p>Enfin, monsieur Jean Hogue, de la CRÉ VHSL, en est à sa première réunion de la CAR puisqu'il vient d'entrer en poste comme directeur général.</p>	
<p>11. Table métropolitaine</p>	<p>Madame Lucie Tremblay, du SRM, annonce que le Secrétariat a procédé à un appel de projets du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole, pour un total de 600 000 \$.</p> <p>Madame Tremblay et monsieur Jean-Philippe Détolle, du MFFP, font état des discussions qui ont eu lieu dans le cadre du forum métropolitain du 13 juin dernier au sujet de l'agrile du frêne. On estime que 98 % des frênes du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) seront touchés en cinq ans. Une partie de ces frênes est située sur le territoire des municipalités et une autre partie sur des terrains privés. La propagation de l'agrile du frêne, qui nécessitera d'abattre les arbres affectés, aura des impacts sur la valeur des résidences et sur la santé publique (apparition de nouveaux îlots de chaleur). Ce sont principalement les secteurs urbains et périurbains qui sont touchés, car le reboisement n'y est pas garanti, tandis que dans les secteurs ruraux et forestiers, la régénération est davantage assurée.</p> <p>Monsieur Détolle précise qu'afin de repousser le plus loin possible l'abattage des arbres infestés, on a entrepris de traiter les arbres par injection. Cela pourrait donner environ dix ans pour reboiser et s'assurer du remplacement des frênes par d'autres espèces. Le traitement coûte 200 \$ par arbre aux deux ans. On envisage une campagne auprès des citoyens pour parrainer les arbres. Il mentionne que l'Agence canadienne d'inspection des aliments tente de délimiter les zones de contamination pour empêcher l'agrile d'en sortir. Il s'agit notamment de réglementer le transport du bois de l'intérieur vers l'extérieur de ces zones.</p>	<p>Inscrire une requête au Tableau de suivi des requêtes de la CAR concernant l'état de situation de l'agrile du frêne dans la CMM.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	Par ailleurs, le MFFP est sollicité pour procéder à un inventaire des frênes, notamment dans les boisés municipaux, ainsi que pour le développement d'une stratégie visant la valorisation du bois récupéré des arbres qui seront abattus et qui, une fois traités, ne sont plus contaminés.	
12. Suivi des politiques et des plans d'action <ul style="list-style-type: none"> ➤ Politique nationale de la ruralité ➤ Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif ➤ Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 	<p>Madame Marie-Eve Perreault, du MAMOT, souligne la tenue du troisième colloque des Pactes ruraux. Au niveau régional, cinq projets provenant de la Montérégie ont été sélectionnés pour présentation lors des Grands Prix de la ruralité. Par ailleurs, madame Perreault indique qu'elle procède présentement à une tournée des MRC pour discuter des Pactes ruraux et du Pacte plus de la nouvelle politique nationale de la ruralité.</p> <p>Madame Sylvie Goupil, du MAMOT, informe les membres de la CAR de la mise en ligne des différentes trousse d'information à l'intention des responsables de l'approvisionnement des organismes publics et municipaux dans le cadre de la promotion de l'achat auprès des entreprises d'économie sociale. Elle souligne que si les trousse sont présentement en ligne sur le site Internet du MAMOT, l'information sera bientôt transférée sur le site Internet du MEIE, puisque le dossier de l'économie sociale sera sous la responsabilité de ce ministère.</p> <p>Monsieur Alain Poirier, de l'ASSSM, mentionne que cinq projets ont été financés dans le cadre de Québec en Forme. Il indique aussi qu'à l'automne 2014, un plan de mise en œuvre des saines habitudes de vie dans les organisations sera déployé.</p>	
13. Prochaines rencontres et varia	Les membres de la CAR estiment que le mercredi après-midi constitue une meilleure plage horaire pour les rencontres de la CAR.	En 2014-2015, les prochaines rencontres de la CAR se tiendront respectivement les 1 ^{er} octobre 2014, 10 décembre 2014 et 11 mars 2015, tandis que la première rencontre de la CAR 2015-2016 se tiendra le 10 juin 2015.
14. Levée de la rencontre	La rencontre est levée.	

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 1^{er} octobre 2014 à 13 h 30

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations – Salle Les Appalaches
201, place Charles-Le Moyne, bureau 101, Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Adopter l'ordre du jour de la réunion 	Robert Sabourin (MAMOT)	
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter tous les participants 	Tous les participants	
13 h 40	3	Programmes de la SHQ (25 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire un survol des programmes de la SHQ Présenter les interventions de la SHQ en Montérégie 	Isabelle Niddam Manon Leduc (SHQ)	
14 h 05	4	Tour de table (30 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Connaître les changements organisationnels des M/O Examiner l'état de situation dans les M/O dans le contexte des restrictions budgétaires 	Tous les participants	
14 h 35	5	Table économique (première partie, 15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Informar les membres des préparatifs entourant le troisième Forum économique de l'agglomération de Longueuil qui se tiendra en mars 2015 Faire le point sur le dossier des pôles logistiques 	Sylvie Grenier (CRÉ Longueuil) Jacques La Rue (MEIE)	
14 h 50		Pause (10 min.)			
15 h 00	5	Table économique (deuxième partie, 60 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter la communauté mohawk de Kahnawake ainsi que la planification économique et les conditions sociales de la communauté 	John Bud Morris Kyle Delisle (Commission de développement économique de Kahnawake)	
16 h 00	6	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Adopter le compte rendu de la réunion du 16 juin 2014 	Robert Sabourin (MAMOT)	Transmis par courriel
16 h 05	7	Tableau des requêtes (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Procéder au suivi du tableau des requêtes 	Robert Sabourin (MAMOT)	

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
16 h 15	8	Suivi des politiques et des plans d'action (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Politique nationale de la ruralité • Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées • Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif • Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids • Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 	MAMOT MAMOT MEIE ASSSM Emploi-Québec	
16 h 25	9	Varia (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Rappeler les dates des prochaines rencontres 	Robert Sabourin (MAMOT)	
16 h 30	10	Levée de la rencontre			

Membres présents : <ul style="list-style-type: none"> Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest Donais, Daniel, MTQ – Est Goudreau, Annie, MCC Hardy, Stéphane, CSPQ La Rue, Jacques, MEIE Lacroix, Sylvain, MIDI Laprise, Ghislain, MESS Lavallée, Annie (en remplacement de François Hallé), MTQ – Ouest Lyonnais, Diane (en remplacement de Jean Rodrigue), ASSSM Niddam, Isabelle, SHQ Sabourin, Robert, MAMOT, président de la CAR Tremblay, Lucie, MAMOT (SRM) 	Observateurs : <ul style="list-style-type: none"> Bujold, Rémi, MCE (SAA) Delisle, Kyle, CDEK Faucher, Mathieu, MELS Goupil, Sylvie, MAMOT Grenier, Sylvie, CRÉ Longueuil Hogue, Jean, CRÉ VHSL Laplante, Éric, MCE (SAA) Leduc, Manon, GRTSO Ménard, Jean-Marc, MEIE Morris, John Bud, CDEK Perreault, Marie-Eve, MAMOT Ward, Nathalie, CRÉ ME 	Membres absents : <ul style="list-style-type: none"> Bilodeau, Pierre, MFFP Boucher, Odette G., RBQ Brisson, Gilles, INV-QC Daris, Martin, MTO Delvoe, Claudine, OPHQ DesRochers, Yves, HQ Détolle, Jean-Philippe, MFFP Foisy, Marc, MCE (SAA) Girouard, Pierre, FADQ Lanthier, Sébastien, MRIF Lavallée, André, MAMOT (SRM) Paquin, Pierre, MDDELCC Patry, René, MFA Rochon, Lorraine, CSF Rouleau, Julie, MJQ (SCF) Rousseau, Patricia, MESS (Services Québec) Savard, Christine, MSP St-Pierre, Hugues, MAPAQ – Est
---	--	---

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
2. Présentation des participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
3. Programmes de la SHQ	<p>En première partie, madame Isabelle Niddam, de la SHQ, présente les programmes de l'organisme, qui a pour mission de faciliter l'accès à des conditions adéquates de logement en tenant compte des ressources financières et des besoins de certaines populations. La majeure partie des interventions de la SHQ se situe au niveau de l'habitation sociale, communautaire et de l'allocation-logement. Certains de ses programmes visent aussi l'amélioration de l'habitat.</p> <p>Au 31 mars 2014, le total des interventions de la SHQ auprès des ménages de la Montérégie était de 29 020, soit près de 12 % de l'ensemble du Québec. De ce nombre, 27 866 ménages ont été aidés.</p> <p>En Montérégie, la SHQ travaille en partenariat avec des organismes issus des milieux institutionnel (CRÉ) et communautaire (associations de coopératives d'habitation, comités logement et groupes de ressources techniques).</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>En 2011 et 2013, deux études ont porté sur les retombées économiques, sociales et territoriales et les coûts évités à la société grâce à l'intervention de la SHQ. Ces études ont permis de démontrer que le logement social constitue un investissement plutôt qu'une dépense, notamment par la hausse du revenu disponible des bénéficiaires des programmes de logement social et par la réduction des coûts d'hébergement dans une ressource intermédiaire.</p> <p>En deuxième partie, madame Manon Leduc, du Groupe de ressources techniques (GRT) du Sud-Ouest, présente les paramètres de l'intervention. La mission du GRT est d'accompagner les développeurs propriétaires dans l'élaboration et la réalisation d'un milieu de vie coopératif ou à but non lucratif en habitation. Il y a quatre GRT en Montérégie.</p> <p>Les GRT interviennent en relation avec le programme AccèsLogis de la SHQ. On compte trois volets d'intervention : 1- Logement permanent pour familles, personnes seules et personnes âgées autonomes; 2- Logement permanent avec services pour personnes âgées en perte légère d'autonomie; 3- Logement avec services pour des personnes ayant des besoins particuliers de logement (par exemple, les femmes victimes de violence familiale).</p> <p>Madame Leduc fait état des défis rencontrés, parmi lesquels la disponibilité, les coûts et la qualité des terrains, ainsi que le financement des services pour les projets du volet 3.</p>	
<p>4. Tour de table</p>	<p>Monsieur Robert Sabourin, du MAMOT, explique que le tour de table vise à connaître les changements organisationnels des M/O, mais aussi à examiner l'état de situation dans le contexte des restrictions budgétaires.</p> <p>Madame Niddam mentionne que la SHQ n'est pas touchée par les compressions. On prévoit 3 000 logements communautaires supplémentaires. Un nouveau directeur général est entré en poste.</p> <p>Au MCC, madame Annie Goudreault nous informe du retour de madame Sylvie Barcelo comme sous-ministre. On a assisté à la fusion des directions régionales de l'Outaouais et de l'Abitibi, d'une part, et du Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, d'autre part. Les bureaux restent en place, mais une seule personne agit comme directeur pour chacune des directions regroupées. D'autres fusions seraient à prévoir : Gaspésie et Bas-Saint-Laurent; Estrie et Centre-du-Québec; Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches. Montréal n'est pas touché. Il y a présentement un gel des embauches.</p> <p>Au MIDI, monsieur Sylvain Lacroix indique que les six directions régionales restent en activité. Il est trop tôt pour se prononcer sur la suite des choses.</p> <p>À la CRÉ de Longueuil, madame Sylvie Grenier précise que le budget 2013-2014 a été reconduit tel quel en 2014-2015. Les rumeurs, voulant qu'on assiste à un transfert de pouvoirs plus grand vers les MRC, affectent le travail de la CRÉ avec les différents ministères.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Monsieur Ghislain Laprise indique qu'il y a un nouvel organigramme au MESS. Emploi-Québec intègre désormais Services Québec. On assiste à un gel d'embauche, ainsi qu'à un gel des mutations et des promotions. Sur le plan régional, six bureaux seront regroupés en Montérégie. Il s'agit de Saint-Rémi et Saint-Constant, de Saint-Hubert et Brossard, de même que de Contrecoeur et Sorel.</p> <p>Au CSPQ, monsieur Stéphane Hardy annonce que d'autres postes seront abolis. Des mandats seront rapatriés au Secrétariat du Conseil du trésor.</p> <p>Madame Nathalie Ward, de la CRÉ ME, et monsieur Jean Hogues, de la CRÉ VHSL, endossent les commentaires de madame Grenier, de la CRÉ de Longueuil.</p> <p>À l'ASSSM, madame Diane Lyonnais fait écho au projet de loi déposé par le ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la restructuration des services de santé. On n'a pas encore beaucoup d'information en ce qui concerne les modalités selon lesquelles on procédera. Un moratoire sur les postes de cadres est en cours ainsi qu'un gel des embauches. On pourrait assister à une réduction de 30 % des dépenses en santé publique.</p> <p>Au MELS, monsieur Mathieu Faucher confirme la fermeture des directions régionales, qui ont été abolies. Au total, 120 personnes ont été touchées. À Montréal et à Québec, plusieurs d'entre elles ont pu se replacer, mais dans les autres régions, c'est plus difficile. Les différentes directions du ministère ont repris dans leur mandat les fonctions et services qui étaient administrés dans les directions régionales. L'avenir du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (MESRS) est incertain.</p> <p>Madame Annie Lavallée indique que la direction régionale du MTQ – Ouest accueillera un nouveau directeur, monsieur Alain-Marc Dubé, qui était directeur du projet Turcot à Montréal.</p> <p>Monsieur Daniel Donais, de la direction régionale du MTQ – Est, mentionne que le plan de renforcement de l'expertise est freiné.</p> <p>Au MAPAQ, monsieur Robert Beaulieu explique que le Ministère amorce un processus d'interrégionalité. La masse salariale est présentement dépassée et même les départs en mutation ne sont pas remplacés. En Montérégie, les bureaux de Sorel, Marieville et Bedford demeurent en activité. On se demande s'il y aura une consolidation des services. Un exercice de révision des programmes reste à faire.</p> <p>Au SRM, madame Lucie Tremblay mentionne que les effectifs sont stables, mais qu'il y aura une révision des programmes.</p> <p>Au MEIE, monsieur Jacques La Rue indique que les effectifs sont stables. Il y aura aussi une réévaluation des programmes ainsi que du budget de fonctionnement.</p> <p>Au MAMOT, monsieur Sabourin rappelle les grandes lignes du discours du ministre à la</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	Fédération québécoise des municipalités indiquant un rapprochement des décisions des citoyens et une décentralisation de pouvoirs exercés par certains ministères vers les MRC dans le cadre du pacte fiscal. On a peu de détails. Le MAMOT est lui aussi en révision des programmes.	
5. Table économique (première partie)	<p>Madame Grenier, de la CRÉ de Longueuil, présente le projet concernant le troisième Forum économique de l'agglomération de Longueuil, qui se tiendra en mars 2015 et qui réunit cinq acteurs présents sur le territoire de l'agglomération : Développement économique Longueuil, CLD, Chambre de commerce de la Rive-Sud, agglomération et CRÉ. Les représentants de l'agglomération ont demandé à la CRÉ d'être porteur du dossier et d'en assumer la coordination logistique. Madame Grenier explique que le plan quinquennal de développement de la CRÉ comporte un axe visant le positionnement identitaire de l'agglomération, ce qui va tout à fait dans le sens de l'une des recommandations du rapport du groupe de travail « Opération Agglo », déposé à l'automne 2013. Le thème retenu « De la vision et de l'action » s'inscrit dans une stratégie qui permettra de centrer l'attention sur l'agglomération. Dans cette optique, on vise à déployer le positionnement de l'agglomération selon trois axes privilégiés, soit : la stratégie maritime, le Plan Nord et le développement économique autour de l'autoroute 30. On veut faire du troisième forum un événement attractif en y présentant des invités de marque.</p> <p>Monsieur La Rue, du MEIE, fait le point sur le dossier des pôles logistiques, pour lesquels on est toujours en attente de la décision qui doit être prise par le gouvernement quant à savoir quel sera leur lieu d'emplacement. Les CLD et les MRC des régions en liste continuent à faire valoir leurs arguments auprès du ministère.</p>	
5. Table économique (deuxième partie)	<p>Monsieur Rémi Bujold, du SAA, introduit la présentation de la communauté mohawk. Cette présentation fait suite à une étude (sondage) conduite auprès de la population de Kahnawake qui a été financée en partie par le MEIE. Un des constats est à l'effet que le développement économique de la communauté ne pourra se faire en vase clos. C'est pourquoi la communauté veut s'ouvrir à son environnement. Une première rencontre s'est tenue avec les maires des quatre municipalités avoisinantes (Châteauguay, Sainte-Catherine, Saint-Constant et Saint-Isidore). Monsieur Bujold présente les représentants de la communauté mohawk.</p> <p>Monsieur John Bud Morris, président-directeur général de la Commission de développement économique de Kahnawake (CDEK), réitère l'intention de la communauté de s'inscrire dans un processus de développement économique avec son voisinage.</p> <p>Monsieur Kyle Delisle, également de la CDEK, présente la communauté mohawk ainsi que la planification économique et les conditions sociales de la communauté.</p> <p>Il présente quelques statistiques permettant d'observer qu'en comparaison avec</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>l'ensemble de la Montérégie, la situation sociale des membres de la communauté mohawk est déficitaire : plus grand pourcentage de la population sans aucun diplôme, sans emploi et bénéficiant de l'assistance sociale. Le groupe des jeunes de 15 à 24 ans semble particulièrement touché puisque 23,3 % d'entre eux sont sans emploi. Le recours aux services sociaux chez les mineurs est aussi en hausse. Entre 2005 à 2011, on compte notamment une augmentation de 40 % des cas de signalement à la protection de la jeunesse et de 125 % de jeunes placés en foyer d'accueil. Dans l'ensemble, les jeunes manquent de formation spécialisée et certaines formations ne seraient pas reconnues par la Commission de la construction du Québec pour l'obtention de cartes de compétence. Les jeunes ne veulent pas occuper des emplois peu rémunérés, ils préfèrent faire des gains plus rapides dans la vente de cigarettes. Enfin, ils ne veulent pas travailler à l'extérieur de la communauté, notamment parce qu'ils ne parlent pas suffisamment bien le français.</p> <p>Monsieur Delisle insiste sur la nécessité pour la communauté de s'ouvrir à des solutions nouvelles qui diffèrent de celles qui ont traditionnellement été employées par les communautés autochtones (casino, vente de cigarettes, par exemple). Selon lui, le développement économique nécessite une combinaison de facteurs, dont des infrastructures (transport, système de traitement des eaux, service d'incendie, services de santé), qui sont soit absentes ou insuffisantes sur le territoire de la communauté mohawk. Celle-ci doit donc travailler de pair avec ses voisins, qui bénéficieront aussi du développement économique.</p> <p>Monsieur Delisle fait état de projets intermodaux potentiels en lien avec l'intersection du territoire de la communauté avec les autoroutes 20 et 30. Selon les estimations, les deux projets pourraient créer 385 emplois directs au départ et jusqu'à 3 652 emplois indirects après sept ans.</p> <p>La discussion qui suit permet de faire ressortir deux grandes problématiques. D'abord, celle de l'éducation, notamment l'apprentissage du français. À cet égard, monsieur Faucher, du MELS, mentionne que, depuis un an, le Ministère finance un centre d'apprentissage du français pour les jeunes de la communauté. Monsieur Delisle explique que l'étude a été faite avant la mise en œuvre de ce programme et souligne que 50 % des jeunes de la communauté fréquente ce centre. Il est toutefois trop tôt pour évaluer les résultats. Un programme de francisation pour les adultes est aussi en développement et une entente devrait être conclue d'ici quelques mois à cet égard.</p> <p>En ce qui concerne le problème des infrastructures, monsieur Morris explique qu'étant donné l'absence de taxation auprès des membres de la communauté et la difficulté à laquelle font face les autorités pour en établir une, il est difficile de développer les infrastructures de transport et de traitement des eaux. Il faut trouver les fonds ailleurs. On parle de plusieurs millions de dollars.</p> <p>Monsieur Éric Laplante, du SAA, mentionne que le Secrétariat travaille présentement à</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>l'élaboration d'une entente de développement économique qui doit être entérinée par le Conseil des ministres. Cette entente prévoit notamment la constitution d'un groupe de travail incluant les ministères susceptibles de collaborer à la démarche.</p> <p>Madame Goudreault, du MCC, souligne qu'une collaboration est déjà en cours entre son ministère et la communauté mohawk en ce qui concerne le « projet Kateri », qui comporte un volet culturel et un volet touristique.</p>	
<p>6. Compte rendu</p>	<p>Monsieur Sabourin, du MAMOT, fait le suivi du compte rendu de la CAR du 16 juin 2014. Il relance les M/O en ce qui concerne des programmes dédiés aux communautés autochtones. Jusqu'à maintenant, seul Emploi-Québec a répondu. Monsieur Sabourin souhaite recevoir des informations des autres M/O.</p> <p>Au sujet de la disponibilité de la technologie WebEx, monsieur Hardy, du CSPQ, informe que les CRÉ y ont accès. Le conseiller au service du CSPQ dans ce dossier est monsieur Jacques Bilodeau. Les CRÉ peuvent le contacter pour plus de détails.</p> <p>Monsieur Lacroix, du MIDI, mentionne une coquille au point 10. Les compressions au budget du ministère sont de 500 000 \$ et non de 800 000 \$.</p> <p>Le compte rendu est adopté.</p>	<p>En attente des informations des M/O concernant les programmes s'appliquant aux communautés autochtones.</p> <p>Une correction sera apportée.</p>
<p>7. Tableau des requêtes</p>	<p>Concernant la requête de la CRÉ ME sur l'entente avec Loisir et Sport Montérégie, madame Ward indique que la CRÉ rencontrera le nouveau directeur général, monsieur Patrick Lafleur, en novembre prochain pour examiner les possibilités de prolongation de l'entente administrative.</p> <p>Au sujet de la requête visant le chevauchement des procédures administratives dans la mise en œuvre du projet de parc industriel de la Ville de Beauharnois, monsieur Sabourin explique qu'à la suite d'une rencontre de coordination, la plupart des éléments du dossier ont été résolus.</p> <p>Au sujet de la requête portant sur la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne, madame Tremblay, du SRM, mentionne que le Secrétariat agit comme organisateur, mais le dossier déborde du cadre de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Beaucoup de ministères sont concernés, notamment le MFFP, le MAMOT, le MAPAQ et le MSSS. À la suite du Forum métropolitain sur l'agrile du frêne de juin 2014, il a été convenu de se doter d'une stratégie métropolitaine de lutte contre l'agrile du frêne (2014-2024), qui a été adoptée le 18 septembre dernier par le comité exécutif de la CMM. Une des principales mesures prévues dans la stratégie est l'adoption par toutes les municipalités de la CMM, d'ici décembre 2014, d'un plan d'action local contre l'agrile du frêne. En Montérégie, deux municipalités sont particulièrement touchées : Carignan et Mont-Saint-Hilaire. On peut trouver beaucoup d'informations sur le site Internet de la CMM sous l'onglet « Grands dossiers » en cliquant sur « Agrile du frêne ».</p>	<p>Le dossier pourra être fermé si les deux éléments qui restent à résoudre sont réglés lors de la prochaine CAR.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
8. Suivi des politiques et des plans d'action	<p>Madame Marie-Eve Perreault, du MAMOT, mentionne qu'il y a deux finalistes provenant de la Montérégie dans le cadre des Grands Prix de la ruralité. Il s'agit de l'école secondaire Arthur-Pigeon, dans la catégorie Innovation, et monsieur Philippe Roy, finaliste comme agent de développement rural de l'année. Cette année, les Grands Prix auront lieu le 9 octobre 2014 à l'Assemblée nationale.</p> <p>Le Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées a pris fin il y a déjà quelque temps. Ce volet peut donc être enlevé au point de suivi des politiques et plans d'action.</p> <p>Le dossier de l'économie sociale ayant été transféré au MEIE, madame Sylvie Goupil, du MAMOT, indique que c'est le MEIE qui verra à conclure le renouvellement de l'entente spécifique 2014-2015 avec les CRÉ. Elle mentionne que la direction régionale du MAMOT a produit un argumentaire auprès de la Direction de l'économie sociale du MEIE, à Québec, concernant la situation particulière de la CRÉ ME.</p> <p>Madame Lyonnais, de l'ASSSM, mentionne que le nouveau directeur par intérim de l'Agence, docteur Jean Rodrigue, ne pouvait pas être présent. Monsieur Rodrigue a indiqué qu'il voulait s'assurer que le partenariat se maintiendra en ce qui concerne le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids.</p> <p>Monsieur Laprise, du MESS, souligne que le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale devrait se poursuivre une autre année. Les modalités d'application du plan seront à géométrie variable selon les territoires.</p>	
9. Varia	<p>Monsieur Sabourin, du MAMOT, indique que la prochaine rencontre de la CAR est fixée au 10 décembre 2014. Il demande aux membres de la CAR des propositions de dossiers de fond. La rencontre pourrait être reportée en février 2015 si aucun dossier n'est proposé.</p>	<p>On mentionne la possibilité d'inscrire un point de suivi du dossier de la communauté mohawk de Kahnawake.</p>
10. Levée de la rencontre	<p>La rencontre est levée à 16 h 40.</p>	

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 10 décembre 2014 à 13 h 30

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations – Salle Les Appalaches

201, place Charles-Le Moyne, bureau 101, Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Adopter l'ordre du jour de la réunion 	Robert Sabourin (MAMOT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter tous les participants 	Tous les participants	
13 h 40	3	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Adopter le compte rendu de la réunion du 1^{er} octobre 2014 et en faire le suivi 	Robert Sabourin (MAMOT)	Transmis par courriel
13 h 45	4	Tableau des requêtes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Procéder au suivi du tableau des requêtes 	Robert Sabourin (MAMOT)	
13 h 50	5	Suivi du comité technique des aménagistes (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter le compte rendu de la deuxième rencontre du comité technique des aménagistes 	Claudine Beaudoin (MAMOT)	
14 h 05	6	Mesures de compression anticipées dans les M/O (40 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Partager l'information en ce qui a trait aux différentes mesures de compression anticipées dans les M/O 	Tous les participants	
14 h 45	7	Table métropolitaine (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le point sur les dossiers métropolitains 	Carel Vachon (SRM-MAMOT)	
14 h 55		Pause (10 min.)			
15 h 05	8	Nouvelle gouvernance régionale (60 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le point sur les éléments du dossier : Pacte fiscal transitoire, abolition des CRÉ, comité de transition... Recueillir les informations disponibles quant aux orientations possibles des M/O concernés 	Robert Sabourin (MAMOT) Tous les M/O concernés	
16 h 05	9	Table économique (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter les nouvelles dispositions concernant le développement économique local et régional 	Jacques La Rue (MEIE)	

Heures	N°s	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
16 h 20	10	Suivi des politiques et des plans d'action (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Politique nationale de la ruralité Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 	MAMOT MEIE ASSSM Emploi-Québec	
16 h 25	11	Varia (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Rappeler la date de la prochaine rencontre 		
16 h 30	12	Levée de la rencontre			

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Mercredi 4 juin 2014, 9 h à 12 h

Hôtel Montfort
Salle Grenier

1141, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet
Tél. : 819 293-6262

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 24 janvier 2014
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec (CRÉCQ)
 - 4.2. Politique nationale de la ruralité 2014-2024 (MAMOT)
 - 4.3. Projet Optilab (ASSS)
 - 4.4. Nouveau processus de dotation des emplois dans la fonction publique (CSPQ)
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Portrait de la santé et du bien-être de la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec (ASSS)
 - 5.2. Avis du CSF sur les crimes d'honneur (CSF)
 - 5.3. Échanges informels sur les changements au sein des ministères et organismes suite à l'élection du gouvernement Couillard
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Mercredi 4 juin 2014
ENDROIT : Hôtel Montfort
1141, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Karl Anctil (MEIE)
(en remplacement de Vincent Bourassa)
Carl Bélanger (MTQ)
Luc Couture (MAPAQ)
Sébastien Dolre (MSP-Sécurité civile)
Michel Gagnon (CRÉCQ)
Denis Hould (Revenu Québec)
(en remplacement de Sylvain Beaulieu)
Gilles Hudon (ASSS)
Mario LeBlanc (CNT)
René Patry (MFA)

Mesdames :

Micheline Bowen (CSF)
Lucie Carpentier (MFFP)
(en remplacement d'Alain Simard)
Marie-Pier Dion (MCC)
(en remplacement de Claire Pépin)
Carole Gaudet (MELS)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Céline Létourneau (MCE-SAA)
Denise Picard (E-Q)
Hélène Ricard (SHQ)
Céline Tremblay (MDDELCC)

PERSONNES INVITÉES :

Michel Côté (CRÉCQ)
Isabelle Goupil-Sormany (ASSS-DSP)

MAMOT :

Gaétan Désilets, président
Céline Girard, secrétaire
Chantal Duford
Dominic Duval
Jasmin Laferrière

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Philippe Anctil (MIDI)
Serge Arpin (MJQ)
Yvan Bourgeois (CSST)
Christian Éthier (Hydro-Québec)
Yves Guay (SQ)
Gilles Labrie (CCQ)
Sébastien Lanthier (MRIF)
Denis Marceau (SIQ)
Maurice Richard (SPIPB)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames :

Sonia Carignan (MTO)
Isabelle Fillion (OQLF)
Stéphanie Lachance (MFFP-FP)
Annie Lafrance (FADQ)
Guylaine Mathieu (IQ)
Monique Savoie (OPHQ)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 58^e rencontre de la CAR-17.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout de ce point à l'élément Divers :

7.1 Cahier des 300 plus grands employeurs du Centre-du-Québec (E-Q)

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 24 janvier 2014

Le compte rendu est adopté avec la modification suivante :

8.1 Projet Optilab

Remplacer le terme *Centre hospitalier régional de Trois-Rivières (CHRTR)* par *CSSS de Trois-Rivières*.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec 2014-2019

Messieurs Michel Gagnon et Michel Côté (CRÉCQ) présentent aux membres les principales étapes réalisées et à venir dans le cadre de l'élaboration du Plan quinquennal de développement (PQD) du Centre-du-Québec. Trois forums thématiques se sont tenus au cours du mois d'avril, lesquels ont permis d'établir une vision stratégique et d'identifier les défis prioritaires de la

région. Le PQD sera déposé pour adoption lors du prochain conseil d'administration de la CRÉCQ, prévu en juin 2014. Au cours de l'automne, trois chantiers de travail (affaires et innovation, formation et emplois, qualité de vie) seront mis en place afin d'établir le plan de mise en œuvre du PQD. Leur composition reste à être définie. L'adoption de ce plan de mise en œuvre est prévue pour juin 2015. La présentation complète de la CRÉCQ sera transmise aux membres de la CAR.

4.2 Politique nationale de la ruralité (PNR) 2014-2024

Madame Céline Girard (MAMOT) fait un bref retour sur la nouvelle Politique nationale de la ruralité :

- Les enveloppes 2014-2015 des Pactes ruraux de la région, de même que les enveloppes des Pactes Plus ont été annoncées le 3 février dernier dans le cadre de la tournée régionale du ministre délégué aux Régions, monsieur Gaétan Lelièvre;
- Les protocoles des Pactes ruraux des cinq MRC ont été signés;
- La direction régionale du MAMOT vient de compléter une tournée des MRC visant à leur présenter les nouveautés et obligations de cette nouvelle politique;
- Les MRC procèdent actuellement à l'élaboration de leur plan de travail du Pacte rural 2014-2019;
- La publication des nouveaux indices de vitalité économique est prévue pour la fin septembre.

Madame Micheline Bowen (CSF) nous informe que le CSF a pris connaissance de cette nouvelle PNR et y a constaté l'absence du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le CSF a donc invité le ministre Lelièvre à sensibiliser les différentes MRC à l'utilisation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) lors de la mise en œuvre de cette politique. Le CSF propose notamment au ministre de mettre les CAR à contribution pour ce faire.

4.3 Projet Optilab

Monsieur Gilles Hudon (ASSS) nous fait part des avancées dans ce dossier :

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche d'optimisation des laboratoires de biologie médicale (Optilab), le scénario proposé en décembre dernier prévoyait le transfert de certaines activités de laboratoire de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec vers la région de l'Estrie;
- Des démarches ont été entreprises pour revoir le scénario proposé;
- En février 2014, suite à une rencontre avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, ce dernier a confirmé l'abandon du scénario prévu et le maintien intégral des activités de laboratoire au sein de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

4.4 Nouveau processus de dotation des emplois dans la fonction publique

Madame Marie-Ève Landry (CSPQ) nous transmet les plus récentes informations en regard du nouveau processus de dotation des emplois dans la fonction publique :

- Adoption du projet de loi n° 41, *Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois* le 19 novembre 2013;
- Publication du projet de règlement à la Gazette officielle le 12 mars 2014;
- L'adoption officielle du projet de règlement découlant du projet de loi n° 41 et la mise en place des nouvelles mesures étaient prévues initialement en juin 2014. Le tout serait toutefois reporté à l'automne, retardant par le fait même SGR3. Aucune date n'a été précisée pour le moment.

Madame Landry explique brièvement certains des changements prévus dans le cadre du nouveau processus de dotation. En complément, une présentation détaillée des principales modifications sera transmise aux membres de la CAR.

5. Période d'information et d'échange

5.1 Portrait de la santé et du bien-être de la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec (ASSS-DSP)

Madame Isabelle Goupil-Sormany, directrice de santé publique à l'ASSS, est invitée à présenter aux membres le plus récent Portrait de la santé et du bien-être de la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Cette présentation vise à faire connaître les principales données de la santé et ses déterminants, les forces en présence sur le territoire, de même que les enjeux et défis à venir en matière de santé. Ce portrait est réalisé dans le cadre de la Planification stratégique régionale 2015-2020.

Quelques faits saillants de la région du Centre-du-Québec :

- Population vieillissante et exode des jeunes;
- Amélioration du niveau de scolarité depuis 15 ans, mais écart encore important de la diplomation universitaire comparativement à la moyenne du Québec (14 % c. 23 %);
- Plus de femmes que d'hommes sous le seuil de faible revenu;
- Proportion plus élevée de personnes qui se déclarent satisfaites de la vie sociale (meilleur environnement social et plus grand sentiment d'appartenance = moins d'isolement);
- Plus d'hospitalisation pour des lésions traumatiques (port du casque de vélo plus faible que la moyenne);
- Seulement 28 % des filles de 12 à 17 ans s'engagent dans la pratique d'activités physiques et de loisir avec l'intensité adéquate comparativement à 48 % des garçons;
- Taux de mortalité ajusté global plus élevé que le Québec principalement dû aux maladies de l'appareil respiratoire, aux traumatismes non intentionnels et aux suicides, ces deux dernières causes contribuant à la plus grande mortalité prématurée des hommes dans la région.

En terminant, monsieur Gilles Hudon (ASSS) et madame Goupil-Sormany précisent qu'un des souhaits serait d'établir une planification régionale interministérielle qui permettrait d'agir en amont sur les déterminants de la santé et ainsi favoriser l'amélioration de l'état de santé des populations.

Il est possible de consulter le portrait complet, de même que les données présentées par territoire de CSSS à l'adresse suivante : www.agencesss04.qc.ca/sante-publique/direction-de-sante-publique/directeur.html#178.

5.2 Avis du Conseil du statut de la femme (CSF) sur les crimes d'honneur

Madame Micheline Bowen (CSF) débute par la diffusion d'une capsule vidéo présentant le CSF. Elle est par la suite invitée à présenter l'avis produit par le CSF et intitulé *Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action*. Dans cet avis, le CSF a cherché à documenter l'ampleur du phénomène des violences justifiées par l'honneur, à mieux comprendre le contexte propre à ce type de violence et à examiner les mesures adoptées dans d'autres pays pour y faire face, afin de dégager des pistes d'action visant à assurer la sécurité des femmes vulnérables. Ces recommandations et pistes d'action sont les suivantes :

- Adopter une politique nationale et un plan d'action de lutte contre les violences basées sur l'honneur;
- Outiller adéquatement les intervenants;
- Réviser la loi sur la protection de la jeunesse;
- Examiner nos lois afin de mieux protéger les enfants et les adultes menacés de mariage forcé;
- Mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation au sein des communautés concernées par les mutilations génitales féminines et autres formes de violence basée sur l'honneur.

En terminant, madame Bowen remet aux membres un résumé de l'avis de même que l'édition 2014 du Portrait des Québécoises en 8 temps. Ces documents sont également disponibles à l'adresse suivante : www.csf.gouv.qc.ca/.

5.3 Échanges informels sur les changements au sein des ministères et organismes suite à l'élection du gouvernement Couillard

Faisant suite à l'élection du gouvernement Couillard, le président de la CAR invite les membres à un échange informel sur les principaux changements au sein des ministères et organismes :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) :

- Abolition des directions régionales du MELS dans le but de réduire les différents paliers en matière d'éducation (Ministère – DR – CS – École);
- La décision officielle a été communiquée aux directions régionales le 5 mai, la fermeture complète des bureaux régionaux est prévue pour la fin décembre 2014;
- Un plan de redéploiement des mandats est actuellement en cours;
- Cette fermeture engendre la mise en disponibilité de huit personnes (cinq professionnels, une secrétaire, une technicienne, une cadre);
- À cet effet, madame Carole Gaudet (MELS) dépose aux membres le CV collectif de la direction régionale du MELS;
- Elle souligne également l'importance de mieux promouvoir nos actions et réalisations régionales auprès des instances centrales et ainsi améliorer la visibilité des régions.

Conseil du statut de la femme (CSF) :

- Le CSF relève maintenant de la ministre de la Justice et ministre responsable de la Condition féminine, madame Stéphanie Vallée;
- Certaines coupures seraient prévues, possiblement au niveau des services en région.

Ministère des Transports (MTO) :

- La mise en place de l'Agence des infrastructures de transport est actuellement en suspens.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) :

- Le volet Exportations et une partie du volet Innovation reviennent au sein du ministère;
- Tout le dossier de l'économie sociale passe du MAMOT au MEIE. Les modalités de transferts restent à être établies;
- Le MEIE comptera également sur un ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional, monsieur Jean-Denis Girard. Ce dernier est également ministre responsable de la région de la Mauricie;
- Encore peu d'information sur l'impact engendré par ces changements.

Ministère des Forêts de la Faune et des Parcs (MFFP) :

- Importante mouvance des différents secteurs du ministère;
- Le secteur Faune et Parcs quitte l'ancien MDDEFP et fait dorénavant partie du MFFP;
- Les secteurs du Territoire, de l'Énergie et des Mines font dorénavant partie du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN);
- Encore peu d'information sur l'impact engendré par ces changements.

Ministère de la Famille et des Aînés (MFA) :

- Retour du volet des aînés au sein du ministère.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) :

- Transfert du dossier de l'économie sociale vers le MEIE;
- Perte du volet Régions dans le nom du ministère, mais sans impact réel dans les mandats du ministère;
- Les principaux mandats du nouveau ministre Pierre Moreau : négociation

d'une nouvelle entente de partenariat fiscal et financier avec les municipalités, élaboration de deux lois phares pour reconnaître aux villes de Montréal et de Québec un statut particulier, élaboration d'un projet de loi pour encadrer la restructuration des régimes de retraite municipaux.

6. Affaires nouvelles

6.1 Ententes spécifiques en région – État de situation

On dépose aux membres l'état de situation des ententes spécifiques en région en date de juin 2014. On souligne notamment la signature récente de l'Entente spécifique sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Centre-du-Québec 2013-2017.

7. Divers

7.1 Cahier des 300 plus grands employeurs du Centre-du-Québec (E-Q)

Madame Denise Picard (E-Q) remet aux membres l'édition 2014 du Cahier spécial des 300 plus grands employeurs du Centre-du-Québec paru dans les hebdomadaires locaux et distribué dans les résidences de la région. Ce cahier contient diverses informations sur le marché du travail, le recrutement et la formation, les services offerts par Emploi-Québec et présente quelques portraits d'entreprises. Il est possible de le consulter à l'adresse suivante : www.journalexpress.ca/media/issues/flipbook/0000012888/.

8. Présentations lors d'une prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Mario LeBlanc (CNT)
Sujet : Le harcèlement psychologique – État de situation.
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
Sujet : Portrait agroalimentaire du Centre-du-Québec.

9. Prochaines rencontres


La prochaine rencontre aura lieu le :

- Vendredi 19 septembre 2014 en avant-midi (endroit à déterminer).


10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :


Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :


Gaétan Désjèts
Directeur régional

COPIES : Madame Louise Lambert, sous-ministre adjointe aux Territoires
Monsieur Bertrand Cayouette, directeur général des affaires territoriales
Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/bb
2014-09-03

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17) et de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉCQ)

Vendredi 3 octobre 2014, 9 h à 12 h

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Salle 101

1000, boul. Arthur-Sicard, Bécancour
Tél. : 819 294-6656

Projet d'ordre du jour

Rencontre spéciale

1. Mot de bienvenue
2. Vision du ministre responsable de la région
 - Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires, rôle de la CAR, rôle de la CRÉ, relation CAR-CRÉ, rôle du ministre régional et lien de collaboration avec la CAR
3. Mot du président de la CRÉCQ
 - Vision de développement de la région, processus menant à l'élaboration du plan de mise en œuvre du PQD (chantiers de travail), collaboration CAR-CRÉ
4. Période d'échanges et de discussions avec les membres de la CAR-17

Rencontre régulière

5. Lecture et adoption de l'ordre du jour
6. Adoption du compte rendu de la rencontre du 4 juin 2014
7. Affaires découlant du compte rendu
 - 7.1. Évolution des changements au sein des ministères et organismes suite à l'élection du gouvernement Couillard
8. Période d'information et d'échanges
 - 8.1. Portrait agroalimentaire du Centre-du-Québec (MAPAQ)
9. Divers
10. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
11. Prochaine rencontre
12. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Vendredi 3 octobre 2014
ENDROIT : SPIPB
1000, boul. Arthur-Sicard, Bécancour

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Vincent Bourassa (MEIE)
Luc Couture (MAPAQ)
Christian Éthier (Hydro-Québec)
Michel Gagnon (CRÉCQ)
Gilles Hudon (ASSS)
Gilles Labrie (CCQ)
René Patry (MFA)
Maurice Richard (SPIPB)
Alain Simard (MFFP)
Olivier Thériault (MCC)
(en remplacement de Claire Pépin)

Mesdames :

Brigitte Blais MTQ
(en remplacement de Carl Bélanger)
Julie Caron (OPHQ)
(en remplacement de Monique Savoie)
Annie Lafrance (FADQ)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Marielle Langlois (MSP)
(en remplacement de Sébastien Doire)
Céline Létourneau (MCE-SAA)
Denise Picard (E-Q)
Hélène Ricard (SHQ)
Céline Tremblay (MDDELCC)

PERSONNES INVITÉES :

Lionel Fréchette (Président CRÉCQ)
Laurent Lessard (Ministre régional)
Pierre-Luc Daigle (Attaché politique du
ministre régional)

MAMOT :

Jean Dionne, président
Céline Girard, secrétaire
Chantal Duford
Dominic Duval
Jasmin Laferrière

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Philippe Anctil (MIDI)
Serge Arpin (MJQ)
Sylvain Beaulieu (Revenu Québec)
Yves Guay (SQ)
Sébastien Lanthier (MRIF)
Mario LeBlanc (CNT)
Denis Marceau (SIQ)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames :

Janique Boulay (CSST)
Micheline Bowen (CSF)
Geneviève Cantin (MTO)
Isabelle Fillion (OQLF)
Carole Gaudet (MELS)
Stéphanie Lachance (MFFP-FP)
Guylaine Mathieu (IQ)

Rencontre spéciale

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 59^e rencontre de la CAR-17, de même qu'au ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, monsieur Laurent Lessard, et au président de la CRÉCQ, monsieur Lionel Fréchette.

2. Mot du ministre responsable de la région

Le ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, monsieur Laurent Lessard, mentionne aux membres sa volonté d'établir des liens de collaboration plus formels avec la CAR, afin de mieux connaître la région, ses enjeux et ses dossiers prioritaires et ainsi travailler tous ensemble au développement de la région. À cet effet, il propose la mise en place d'un tableau de bord régional afin de faire progresser les dossiers et résoudre les problématiques régionales actuelles. Il compte également rencontrer les membres de la CAR-17 de deux à trois fois par année pour, notamment, faire un suivi du tableau de bord. Il s'attend à ce que les dossiers de la région soient d'abord travaillés à la base, documentés et justifiés avant d'être traités politiquement.

3. Mot du président de la CRÉCQ

Monsieur Lionel Fréchette, président de la CRÉCQ, rappelle l'adoption, en juin dernier, du Plan quinquennal de développement (PQD) de la région du Centre-du-Québec 2014-2019. Ce plan identifie les défis prioritaires de la région de même que les cinq grands axes de la vision stratégique de développement dont

la région s'est dotée :

1. Entre ville et campagne, le Centre-du-Québec;
2. Un centre d'affaires et d'innovation;
3. Un centre de formation branché sur le milieu du travail;
4. Un milieu de vie à échelle humaine, au centre des aspirations citoyennes;
5. Pour un développement durable et concerté, centré sur l'excellence.

Au cours de l'automne, trois chantiers de travail, présidés par un élu et composé de différents partenaires ministériels et régionaux, travailleront à l'établissement du plan de mise en œuvre du PQD, selon les trois thèmes suivants : Affaires et innovation, Emploi et éducation, Milieu de vie.

La collaboration entre la CAR et la CRÉCQ est essentielle pour assurer la cohérence des actions et une intersectorialité efficace en lien avec les préoccupations régionales.

4. Période d'échanges et de discussion avec les membres de la CAR-17

Monsieur Lessard invite les membres à procéder à un tour de table afin de mieux connaître les défis et enjeux sectoriels de la région :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) :

- Les trois grands domaines du MAMOT sont l'aménagement du territoire, le développement régional et rural et la gestion municipale;
- Favoriser la concertation interministérielle et poursuivre notre accompagnement et soutien à la CRÉCQ, aux MRC et aux municipalités;
- Mise en œuvre de la nouvelle Politique nationale de la ruralité et accompagnement des MRC dans la planification de leur pacte rural.

Attente du ministre :

- Documenter les préoccupations et besoins pouvant nécessiter une modulation des politiques et programmes, de même que les avancées régionales en cette matière.

Ministère des Transports (MTO) :

- Le chantier de l'échangeur à Saint-Grégoire est complété;
- Au cours de la prochaine année, les investissements routiers de la région permettront la réalisation de plusieurs petits chantiers, sans grand chantier majeur;
- Réflexion pour l'amélioration de la sécurité du tronçon de l'autoroute 55 entre Saint-Grégoire et l'autoroute 20;
- Transport collectif et adapté.

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) :

- Le SAA a pour responsabilité d'assurer le lien entre les autochtones et le gouvernement du Québec. Le SAA est en lien avec chaque ministère, par l'entremise d'une ressource dédiée à cet effet;
- Deux communautés autochtones au Centre-du-Québec, soit Odanak et Wôlinak. Ces dernières souhaitent développer leur territoire, leurs entreprises et, dans le cas de Wôlinak, établir des liens économiques avec le Parc industriel et portuaire de Bécancour.
- Promotion du Fonds d'initiatives autochtones II permettant le soutien à des projets issus des communautés autochtones, dont des projets d'entreprises;

Commentaire du ministre :

- La reconnaissance du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James est un nouveau modèle de gouvernance, dont on pourrait s'inspirer et reproduire, et ce, pour différents types de gouvernance.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) :

- Le Fonds de diversification économique des régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie est le dossier majeur actuellement. Accompagnement des milieux, principalement Bécancour, pour favoriser le dépôt de projets;

- Près de 40 projets annoncés, mais plusieurs autres approuvés;
- La région du Centre-du-Québec comporte deux régions économiques distinctes, séparée par l'autoroute 20. Plus d'efforts à consentir aux territoires situés au nord de l'autoroute 20;
- La survie des entreprises passe par l'amélioration de leur compétitivité et de leur performance;
- Deux partenaires d'envergure, soit la SPIPB et Investissement Québec.

Attente du ministre :

- Dans le cadre du Fonds de diversification économique, prendre davantage en considération le secteur de Gentilly, favoriser le développement de projet dans ce milieu, être sensible et attentif aux besoins de la population locale, favoriser le maintien des attraits locaux (ex. : Club de golf de Gentilly), moduler si nécessaire.

Commission de la construction du Québec (CCQ) :

- Révision du processus d'embauche de la main-d'œuvre en construction : fin du placement syndical et entrée en fonction, depuis septembre 2013, du nouveau système de référencement de la main-d'œuvre (*Carnet référence construction*). Ce nouveau processus permet notamment d'établir un meilleur état de la situation de la main-d'œuvre en construction;
- Gestion de la décroissance de la main-d'œuvre : la baisse des projets de construction et la fermeture d'entreprises d'importance ont un impact sur les effectifs et les emplois dans le domaine de la construction;
- Processus d'enquête : un pouvoir qui n'était pas utilisé à son maximum au sein de la CCQ, notamment en ce qui a trait aux enquêtes aux livres;
- En attente des recommandations de la Commission Charbonneau : changements de pratiques à prévoir.

Ministère de la Famille (MFA) :

- Développement des places en garderies subventionnées : pour la région, certains projets seront annoncés, d'autres retardés;
- Gestion de mesures et programmes : haltes-garderies, municipalité amie des aînés (MADA), etc.
- Mandat de coordination de la lutte contre l'intimidation.

Financière agricole du Québec (FADO) :

- Gestion du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles : actuellement, le prix est favorable pour les productions animales et en baisse pour les productions céréalières, plus particulièrement le maïs;
- Le programme Agri-Québec est suspendu;
- Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles : élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action individualisé pour chaque entreprise, approche multidisciplinaire mettant l'agriculteur au centre de son projet d'entreprise, amélioration de la gestion et de la rentabilité des entreprises agricoles, de belles réussites en sont issues.

Attente du ministre :

- Entreprises de transformation fromagère de la région : rester vigilant dans le contexte de l'ouverture des marchés et de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne. Mieux connaître nos entreprises, leurs équipements, procéder aux investissements, aux adaptations nécessaires, travailler à l'efficacité en usine.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) :

- La région compte 3 250 entreprises agricoles;
- Renouvellement en cours de l'Entente spécifique sur la régionalisation du secteur bioalimentaire : le mandat de la Table agroalimentaire a été recentré;
- Enregistrement des exploitations agricoles : changement dans les processus d'enregistrement, création d'une direction dédiée à cet effet et basée à Victoriaville pour l'ensemble du Québec, 14 ressources à temps plein y

travailleront;

- Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur les marchés institutionnels : pour la région du Centre-du-Québec, ce dossier d'importance sera porté par la Table agroalimentaire;
- Plan de développement de la zone agricole (PDZA) : trois MRC possèdent un tel plan, soit Arthabaska, Bécancour, L'Érable. La MRC de Nicolet-Yamaska y travaillera prochainement.

Attente du ministre :

- Poursuivre le travail avec la CPTAQ afin de faciliter et accélérer les processus d'autorisation des projets agroalimentaires en zone verte.

Emploi-Québec (E-O) :

- Au Centre-du-Québec, on compte 20 000 personnes en soutien du revenu aptes au travail. Le défi : accompagner ces personnes vers l'emploi;
- Nécessaire sensibilisation des entreprises à l'embauche de certaines catégories d'employés (jeunes, travailleurs expérimentés, immigrants);
- Favoriser le développement des compétences en entreprise (formation continue, stages en entreprise);
- Selon les prévisions des besoins de main-d'œuvre de 2013 à 2017, 22 300 emplois seront à pourvoir au Centre-du-Québec, dont 18 600 issus de départs à la retraite;
- Tenue de la 3^e édition du Carrefour des professions d'avenir en novembre prochain : une façon concrète de vendre les métiers d'avenir de la région aux étudiants de 4^e secondaire, de même qu'aux demandeurs d'emploi.

Office des personnes handicapées du Québec (OPHO) :

- Le principal défi : favoriser la participation sociale des personnes handicapées de tout âge;
- L'accès au transport : le transport adapté s'avère problématique, principalement dans la MRC de Drummond;
- L'accessibilité universelle : les villes de Victoriaville et de Drummondville sont de très beaux exemples à suivre;
- L'accès à l'emploi : certaines difficultés liées aux préjugés;
- L'intégration des enfants en services de garde;
- L'intégration et le soutien des personnes handicapées après l'atteinte de leur 21^e anniversaire de naissance.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) :

- La région ne compte qu'environ 1 % de terres publiques, l'aménagement de la forêt privée se fait par l'entremise des agences forestières;
- La CRRNT du Centre-du-Québec est une instance qui relève de la CRÉCQ et à laquelle collaborent notamment certains ministères (MFFP, MAPAQ, MDDELCC). La CRRNT de la région est l'un des beaux modèles du Québec, ayant réalisé plusieurs projets d'intérêt dans le cadre du PDRF et du Volet II du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier;
- Plan d'action interministériel pour le lac Saint-Pierre : lié au constat d'une diminution critique des populations de perchaudes. Un comité interministériel a été mis en place, dont le leadership est actuellement assumé par le MDDELCC. Ce dossier sera remis au goût du jour.

Attente du ministre :

- Le ministre souhaite la tenue d'une séance de travail spécifiquement sur le dossier du lac Saint-Pierre.

Ministère de la Sécurité publique (MSP-Sécurité civile) :

- Les mandats du MSP : Préparation, planification, prévention, intervention, rétablissement;
- Trois grands enjeux : favoriser la mise en place de plan de mesures d'urgence au sein des municipalités par le développement d'un soutien financier spécifique; étudier les risques liés à la circulation ferroviaire (permettre la

diffusion des matières transportées); améliorer les procédés liés à l'exploration et l'exploitation minière et des gaz de schiste (donner plus de pouvoirs réglementaires aux municipalités en cette matière).

Centre de services partagés du Québec (CSPO) :

- Expertise dans le domaine des ressources humaines : dotation, développement de formation, rôle-conseil en ressources humaines, concertation régionale;
- Dossiers prioritaires : accompagnement des ressources suite à la fermeture des directions régionales du MELS; changement à venir à la Loi sur la fonction publique en matière de dotation des emplois.

Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) :

- Changement majeur à venir dans l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux (projet de loi n°10);
- La structure de gestion du réseau de la santé serait réduite de trois à deux paliers : abolition des agences de la santé et fusion de tous les autres établissements d'une même région au sein du centre intégré de santé et des services sociaux (CISSS);
- Ces changements engendreront l'abolition au Québec de 1 300 postes de cadre, dont 39 postes au Centre-du-Québec et en Mauricie, principalement liés à des départs à la retraite;
- Ces changements favoriseront une meilleure circulation d'information interétablissement, une meilleure efficacité et expérience client;
- Deux dossiers prioritaires : le Centre famille-enfant de Drummondville (projet inscrit au Plan des infrastructures, déjà annoncé, mais en attente d'une autorisation finale); le projet d'agrandissement de l'Hôpital Hôtel-Dieu d'Arthabaska de Victoriaville.

Commentaire du ministre :

- Autre dossier d'importance : Le projet de conversion du Centre d'hébergement Sacré-Cœur à Saint-Ferdinand en ressource intermédiaire et en 43 unités de logements sociaux et communautaires. Des démarches sont en cours avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du programme AccèsLogis.

Ministère de la Culture et des Communications (MCC) :

- Loi sur le patrimoine culturel : sensibiliser les municipalités sur les pouvoirs qui leur sont conférés dans le cadre de cette loi, notamment en matière de protection du patrimoine culturel;
- Renouvellement des ententes de développement culturel : la MRC de Bécancour, de même que les communautés autochtones de la région ne possédaient pas de telles ententes, ce qui est actuellement en cours;
- Entente spécifique sur l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées du Centre-du-Québec : collaboration souhaitée du MCC;
- Le projet de Centre de diffusion culturelle de Victoriaville avance bien.

Société d'habitation du Québec (SHQ) :

- Processus de réforme et de modernisation des programmes en cours;
- Enjeu d'importance : les nouvelles exigences liées à la certification des résidences privées pour aînés ont un impact majeur au niveau des projets AccèsLogis et des bâtiments déjà construits.

Commentaire du ministre :

- Une analyse de la situation des impacts de ces nouvelles exigences serait en cours actuellement.

Hydro-Québec :

- Deux dossiers d'importance : l'installation en cours des compteurs intelligents et le déploiement de bornes électriques au sein des municipalités (intérêt particulier des Villages-relais);
- Pas de grands projets d'investissement dans la région cette année.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

- Près de 600 dossiers analysés annuellement, notamment dans les domaines agricoles, municipaux et hydriques;
- Le MDDELCC compte trois bureaux situés à Trois-Rivières, Victoriaville et Nicolet;
- Dossiers d'importance : Le Plan de gestion de la zone inondable dans le Parc industriel et portuaire de Bécancour, le Fonds de diversification économique des régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie (génère plusieurs nouveaux dossiers);
- Enjeu : L'application du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) a des impacts sur le développement des entreprises, notamment en ce qui a trait au calcul par cumul des émissions qui peuvent freiner les projets d'expansion. Un comité, auquel participe MDDELCC et du MEIE, a été mis en place pour traiter de cet enjeu.

Rencontre régulière

5. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que présenté.

6. Adoption du compte rendu de la rencontre du 4 juin 2014

Le compte rendu est adopté sans modification.

7. Affaires découlant du compte rendu

7.1 Évolution des changements au sein des ministères et organismes suite à l'élection du gouvernement Couillard

En complément des discussions tenues avec le ministre responsable de la région, les membres sont invités à faire part de l'évolution des changements au sein de leur ministère :

ASSS :

- Un document résumant les modifications prévues par le Projet de loi n°10: Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux sera transmis aux membres.

MSP – Sécurité civile :

- Coupure au niveau des frais de déplacement, seules certaines sorties sont autorisées.

MCC :

- Fusion prévue de certaines directions régionales avec maintien des points de service.

MAMOT :

- Arrivée du nouveau directeur régional, monsieur Jean Dionne, suite au départ à la retraite de monsieur Gaétan Désilets, le 19 septembre 2014.

8. Période d'information et d'échange

8.1 Portrait agroalimentaire du Centre-du-Québec (MAPAQ)

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) est invité à présenter le Portrait agroalimentaire du Centre-du-Québec. Ce portrait se veut un document de référence permettant de mobiliser les décideurs et les promoteurs régionaux sur l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire, de servir d'instrument de réflexion et de diagnostic pour le développement du secteur et d'outiller les MRC dans la confection de plans de développement de la zone agricole (PDZA).

L'industrie bioalimentaire est un moteur économique important pour la région du Centre-du-Québec. C'est :

- Un PIB de 1 milliard de dollars;
- 21 300 emplois;
- 105 entreprises en transformation alimentaire;
- 3 251 entreprises agricoles;
- Une agriculture diversifiée avec une prédominance des productions laitières, porcines et des grandes cultures.

Monsieur Couture dresse le portrait des différents types de productions de la région et nous fait part des défis et perspectives d'avenir pour le développement de l'agroalimentaire au Centre-du-Québec.

Le portrait complet est disponible sur le site du MAPAQ à l'adresse suivante : www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Regional.pdf.

9. Divers

Aucun élément n'a été traité au point divers.

10. Présentations lors d'une prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Mario LeBlanc (CNT)
Sujet : Le harcèlement psychologique – État de situation.
- Forum jeunesse Centre-du-Québec
Sujet : Étude portant sur les facteurs d'attraction du Centre-du-Québec.

11. Prochaine rencontre

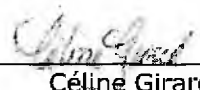
La prochaine rencontre aura lieu le :

- Vendredi 12 décembre 2014 en avant-midi (endroit à déterminer).

12. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Jean Dionne
Directeur régional

COPIES : Madame Louise Lambert, sous-ministre adjointe aux Territoires
Monsieur Bertrand Cayouette, directeur général des affaires territoriales
Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/bb
2014-11-10

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 12 décembre 2014, 9 h à 12 h

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Salle 101

1000, boul. Arthur-Sicard, Bécancour
Tél. : 819 294-6656

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 3 octobre 2014
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Suivi de la rencontre avec le ministre régional – Tableau de bord
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement local et régional
 - État de situation sur la fermeture des CRÉ et présentation du processus de transition
 - Tour de table sur la situation au sein des ministères et organismes
 - 5.2. Proposition de mise en place d'un Comité de liaison interministériel de la CAR
6. Divers
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Vendredi 12 décembre 2014
ENDROIT : SPIPB
1000, boul. Arthur-Sicard, Bécancour

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Carl Bélanger (MTQ)
Vincent Bourassa (MEIE)
Philippe Charron (MFA)
(en remplacement de René Patry)
Jean-Pierre Cossette (SQ)
(en remplacement d'André Deslauriers)
Michel Côté (CRÉCQ)
(en remplacement de Michel Gagnon)
Luc Couture (MAPAQ)
Gilles Hudon (ASSS)
Maurice Richard (SPIPB)

Mesdames :

Micheline Bowen (CSF)
Marielle Langlois (MSP)
(en remplacement de Sébastien Doire)
Claire Pépin (MCC)
Denise Picard (E-Q)
Céline Tremblay (MDDELCC)

MAMOT :

Jean Dionne, président
Céline Girard, secrétaire
Chantal Duford
Dominic Duval
Jasmin Laferrière

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Philippe Anctil (MIDI)
Maxime Arseneau (RLQ)
Sylvain Beaulieu (Revenu Québec)
Paul Charbonneau (MJQ)
Christian Éthier (Hydro-Québec)
Gilles Labrie (CCQ)
Sébastien Lanthier (MRIF)
Mario LeBlanc (CNT)
Denis Marceau (SQI)
Alain Simard (MFFP)

Mesdames :

Janique Boulay (CSST)
Geneviève Cantin (MTO)
Isabelle Fillion (OQLF)
Céline Guimont (MÉRN)
Stéphanie Lachance (MFFP-FP)
Annie Lafrance (FADQ)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Guylaine Mathieu (IQ)
Hélène Ricard (SHQ)
Monique Savole (OPHQ)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 60^e rencontre de la CAR-17.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que présenté.

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 3 octobre 2014

Le compte rendu est adopté avec la modification suivante :

4. Période d'échanges et de discussions avec les membres de la CAR-17 – Section MDDELCC

On aurait dû lire ceci :

Enjeu : L'application du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) a des impacts sur le développement économique des parcs industriels et villes, notamment en ce qui a trait au calcul par cumul des émissions qui peuvent freiner les projets d'expansion ou de nouvelles entreprises. Un comité, auquel participent le MDDELCC et le MEIE, a été mis en place pour traiter de cet enjeu.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 Suivi de la rencontre avec le ministre régional – Tableau de bord

On dépose aux membres un tableau de bord de la CAR-17. Ce tableau a été élaboré par la direction régionale du MAMOT à partir des échanges tenus avec le ministre responsable de la région lors de la CAR du 3 octobre 2014.

Comme il s'agit d'une version préliminaire, les commentaires des membres de la CAR sont attendus d'ici le 15 janvier 2015. Une nouvelle version du tableau de bord sera par la suite élaborée et discutée à la prochaine rencontre de la CAR. Ce tableau de bord pourra servir de plan de travail de la CAR tout en favorisant les liens de collaboration entre le ministre responsable de la région et la CAR. Monsieur Jean Dionne mentionne qu'à cet effet, l'attaché politique du ministre a démontré un intérêt à participer aux rencontres de la CAR. Les membres de la CAR acquiescent à cette demande.

5. Période d'information et d'échanges

5.1 Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement local et régional

- ***État de situation sur la fermeture des CRÉ et processus de transition***

Madame Céline Girard (MAMOT) est invitée à présenter les grandes lignes du projet de loi n°28 visant l'implantation d'une nouvelle gouvernance municipale en matière de développement local et régional, de même que le processus de transition prévu pour la fermeture de la CRÉCQ. Cette dernière a adopté le premier document exigé lors de son conseil d'administration (CA) du 11 décembre 2014, soit le portrait de ses engagements. Une première rencontre du Comité de transition du Centre-du-Québec est prévue prochainement, la prochaine étape étant l'élaboration et l'adoption d'un plan de fermeture de la CRÉCQ.

Plus de détails sont à venir, notamment suite à l'adoption du projet de loi, prévu pour le mois de mars 2015, et à l'établissement des normes du nouveau Fonds de développement des territoires (FDT).

Monsieur Vincent Bourassa (MEIE) apporte des informations complémentaires en regard du développement économique local. Le projet de loi n°28 modifie l'obligation des MRC de confier l'exercice de leur compétence en développement local à son centre local de développement (CLD). La MRC aura donc trois choix, soit :

- d'abolir son CLD et d'exercer elle-même cette compétence;
- de maintenir la délégation de cette compétence au CLD qui l'exerce actuellement;
- de confier cette compétence à un autre organisme à but non lucratif (OBNL) de son choix.

Advenant que la MRC exerce elle-même cette compétence, la décision d'intégrer ou non les employés du CLD à sa structure lui appartient. Selon un premier portrait de la situation au Centre-du-Québec, les CLD de L'Érable et de Nicolet-Yamaska cesseront leurs activités, les CLD de Drummond et d'Arthabaska demeureront et le CLD de Bécancour est actuellement en réflexion. La direction régionale du MEIE accompagne les MRC et les CLD dans le cadre de cette transition.

La présentation sera transmise aux membres de la CAR. Un suivi sur l'évolution de ces changements sera fait lors de la prochaine rencontre.

Monsieur Michel Côté (CRÉCQ) confirme l'adoption du Portrait des engagements de la CRÉCQ lors de son CA tenu la veille. Ce sont 22 employés qui seront touchés par cette fermeture.

- **Tour de table sur la situation au sein des ministères et organismes**

Le tour de table vise notamment à connaître l'orientation des différents ministères et organismes en regard des changements annoncés et de leurs engagements envers la CRÉCQ.

ASSS

- Poursuite, après les fêtes, des travaux de la commission parlementaire sur l'étude du projet de loi n°10 visant la mise en place des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS). Son entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} avril 2015.
- Intégration, au sein d'une seule gouvernance unifiée, des 12 établissements publics et de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
- Demande des maires de Drummondville et de Victoriaville pour la création d'un CISSS propre à la région du Centre-du-Québec. Une rencontre avec le ministre de la Santé et des Services sociaux s'est tenue à cet effet au cours des derniers jours. Actuellement en attente de l'orientation finale du ministre.
- Entente spécifique en développement social : la Direction de santé publique de l'ASSS compte maintenir ses engagements.

MEIE

- Changements engendrés par le projet de loi n°28 nécessiteront une redéfinition des rôles en regard de l'accompagnement des milieux (MRC et CLD).
- Maintien de la Table d'action en entrepreneuriat.
- Fonds de diversification économique de la Mauricie et du Centre-du-Québec : changements de gouvernance attendus.

SPIP8

- Les grands projets d'investissements prévus au Parc industriel et portuaire de Bécancour :
 - IFFCO : projet de construction d'une usine de production d'engrais chimique azoté destinée au secteur agricole (investissement de plus d'un milliard de dollars, création de 250 emplois).
 - Stolt LNGaz : projet de construction, d'ici 2017, d'une usine de liquéfaction de gaz naturel (investissement de 700 M\$, création de 30 emplois directs).
 - Minéraux rares Quest : projet de construction, d'ici 2019, d'une usine d'hydrométallurgie qui produira un concentré de minerai en provenance du Labrador et d'une usine de séparation des terres rares pour une deuxième transformation du minerai (investissement de plus d'un milliard de dollars, création de 300 emplois).

CSF

- La disparition des CRÉ engendre une grande perte d'expertise, la CRÉ étant un partenaire d'importance pour le CSF. Cette disparition fragilisera du même coup le financement des tables régionales de groupes de femmes.
- Le CSF documente actuellement l'impact des différentes coupes budgétaires (fermeture de direction régionale, d'organismes, etc.) sur la situation des femmes.

E-Q

- Poursuite du mandat d'intégration en emploi.
- Mise à pied prévue d'employés occasionnels.
- Changements à venir dans les ententes de service entre Emploi-Québec et les carrefours jeunesse-emploi (CJE), priorité pour la clientèle jeunesse de 18 à 35 ans.
- Diffusion de l'édition 2014 du Cahier spécial des 300 plus grands employeurs du Centre-du-Québec.

SO

- Suite au départ de l'inspecteur-chef Yves Guay, l'inspecteur André Deslauriers est le nouveau commandant par intérim du district de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
- Dans le contexte des coupes budgétaires, révision de certains services offerts, centrer davantage vers les services aux citoyens. La facturation de certains services périphériques pourrait être rendue nécessaire.

MAPAQ

- Dans le contexte de la fermeture des CRÉ, l'Entente spécifique sur la régionalisation du secteur bioalimentaire n'a pu cheminer pour signature. Les démarches sont en cours pour la conclusion d'une entente administrative 2014-2015 impliquant le MAPAQ, l'UPA et les MRC de la région afin de soutenir la Table régionale agroalimentaire.
- Le projet régional lié à la Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur les marchés institutionnels chemine bien et est porté par Développement bioalimentaire Centre-du-Québec (DBCQ). La Direction de santé publique de l'ASSS y collabore.
- Mise à pied prévue d'employés occasionnels.

MCC

- Depuis le 1^{er} décembre 2014, fusion de directions régionales, madame Claire Pépin étant la nouvelle directrice régionale de la direction de la Mauricie, de l'Estrie et du Centre-du-Québec. Cinq postes de directeurs régionaux ont été abolis.
- L'impact de la fermeture de la CRÉCQ : perte d'une belle collaboration avec la CRÉCQ; ententes qui ne pourront se signer ou auxquelles le MCC ne pourra se joindre (Culture Centre-du-Québec, entente aînés).
- Le MCC est en démarche auprès des MRC et des villes pour le renouvellement des ententes de développement culturel et auprès des communautés autochtones afin de les intégrer aux ententes de la MRC concernée.
- Les projets d'immobilisation seront passablement ralentis, priorité aux projets dont il y a urgence d'agir et aux infrastructures patrimoniales (notamment les biens classés reconnus nationalement).

MTQ

- Emploi : pas assujetti au gel d'embauche.
- Projet d'investissement : davantage orienté vers la conservation et le maintien des infrastructures.
- Impact du Pacte fiscal transitoire sur les programmes du MTQ : abolition du volet 4 du Programme intégré d'infrastructures cyclables et piétonnes (Véloce II, 2,8 M\$) alloué pour l'entretien de la Route verte; majoration de 50 M\$ des sommes affectées annuellement à la voirie locale.
- Réflexion sur une possible facturation de certains services périphériques.
- Autoroute 55 : Actuellement en mode recherche de solutions pour l'amélioration de la sécurité du tronçon. Pas de développement d'infrastructures prévu.

MFA

- Modulation des tarifs de garde à compter du 1^{er} avril 2015 en fonction du revenu familial net.
- Révision des frais administratifs du réseau.
- Augmentation de la contribution exigée des CPE dans le cadre de projets de construction liés au développement de nouvelles places.
- Optimisation des places : signature d'entente avec les parents sur l'utilisation des places.

MDDELCC

- Départ du volet Faune vers le MFFP.
- Perte de 30 postes d'occasionnels dans les directions régionales du

MDDELCC au Québec.

- Transfert de la gestion du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU) du MAMOT au MDDELCC sans l'ajout de ressources.
- Révision des processus et façons de faire dans une perspective de réduction des délais. Travail en amont auprès des ressources responsables de l'élaboration des dossiers afin de favoriser le dépôt de projet complet.
- Annonce de mesures de l'ordre de 350 M\$ visant la réduction des gaz à effet de serre (GES). Ces mesures permettront de soutenir l'efficacité énergétique des PME et de développer la filière de l'électrification des transports et les technologies vertes.

5.2 Proposition de mise en place d'un Comité de liaison interministériel de la CAR

Sur proposition du MAMOT, les membres de la CAR conviennent de la mise en place d'un Comité de liaison interministériel de la CAR afin, notamment, d'assurer la transition et faciliter les liens entre les différents ministères, la CRÉCQ et les MRC dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance municipale en matière de développement local et régional.

Le comité sera composé à la base des ministères impliqués dans le cadre des ententes spécifiques avec la CRÉCQ, soit le MAPAQ, le MEIE, le MFFP, le MCC, E-Q, l'ASSS, le MIDI, le MFA et le MAMOT. Une première rencontre pourrait se tenir en janvier 2015.

6. Divers

Aucun élément n'a été traité au point divers.

7. Présentation lors d'une prochaine rencontre

Aucune nouvelle présentation n'a été identifiée. La prochaine rencontre permettra principalement d'échanger sur les différents dossiers inscrits au tableau de bord de la CAR-17.

8. Prochaine rencontre

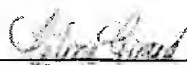
La prochaine rencontre aura lieu le :

- Vendredi 20 février 2015 en avant-midi (endroit à déterminer).

9. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Jean Dionne
Directeur régional

COPIES : Madame Linda Landry, sous-ministre adjointe aux Territoires
Monsieur Bertrand Cayouette, directeur général des affaires territoriales
Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/bb
2015-02-13

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 20 février 2015, 9 h à 12 h

Par Visioconférence

Office des personnes handicapées du Québec
Salle 2.18a

309, rue Brock, Drummondville

et

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Salle La Nicolet

100, rue Laviolette, bureau 207, Trois-Rivières

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 12 décembre 2014
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. État de situation de la fermeture des CRÉ
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Comité de liaison interministériel de la CAR, retour sur la première rencontre
 - 5.2. Tableau de bord de la CAR du Centre-du-Québec
6. Divers
 - 6.1. Inventaire des salles de visioconférence
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre



Certifié carbonutre

**Liste des présences
CAR-17 du 20 février 2015**

**Par visioconférence
OPHQ Drummondville et MERN Trois-Rivières**

Membres

- Monsieur André Deslauriers (SQ)
- Madame Annie Lafrance (FADQ)
- Madame Céline Guimont (MERN)
- Madame Cécile Tremblay (MFFP)
- Madame Céline Tremblay (MDDELCC)
- Madame Claire Pépin (MCC)
- Monsieur Gilles Hudon (ASSS)
- Madame Julie Provencher (CRÉCQ)
- Monsieur Karl Anctil (MEIE) *en remplacement de Vincent Bourassa*
- Madame Luc Couture (MAPAQ)
- Madame Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ)
- Monsieur Sébastien Doire (MSP)
- Monsieur Yves Landry (MTQ) *en remplacement de Carl Bélanger*

MAMOT

- Monsieur Jean Dionne, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Monsieur Dominic Duval, conseiller

Invité

- Monsieur Pierre-Luc Daigle (Attaché politique ministre régional)

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 